

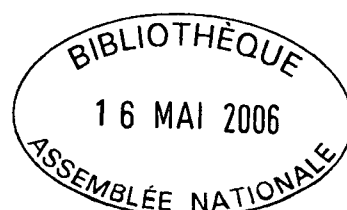
Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale

Québec 

E46A1
E88
2006/07
3,2
QL
P. gouv.

Étude des crédits 2006 – 2007

Demandes de renseignements **particuliers**
(volet **aide à l'emploi**) de l'opposition
officielle adressées à la Ministre
de l'Emploi et de la Solidarité sociale



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle



#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
1.	Nombre de mises à pied ou de non renouvellement des effectifs en 2004-2005 ainsi que ceux prévus pour 2005-2006 à Emploi-Québec et à la Sécurité du revenu par Centre local d'emploi (CLE) et par région.	1
2.	Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en 2005-2006 pour le Ministère et pour chacun des CLE.	2
3.	État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le Plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2004-2005, 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007.	3
4.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et détails des compressions appliquées pour l'année 2005-2006 ainsi que les compressions demandées par le Conseil du trésor pour le Ministère et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre.	25
5.	Budget de chacun des CLE pour 2005-2006, prévisions pour 2006-2007 et détails des effectifs occasionnels et réguliers pour chacun des CLE.	26
6.	Effectifs de chacun des CLE par région, par famille d'emploi et par classes d'emploi.	27
7.	Nombre de personnes prises en charge par les CLE par région.	28
8.	Nombre de personnes prises en charge par les CLE et qui sont référées à des ressources externes par région.	30
9.	Liste des membres de la Commission des partenaires du marché du travail incluant les dates de nomination et d'échéance de leur mandat.	31
10.	Copie des résolutions adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail du 1 ^{er} avril 2005 jusqu'à ce jour.	33
11.	Liste des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail et le nom des personnes sur chacun des Conseils incluant les dates de nomination et d'échéance de leur mandat.	34
12.	Copie des ententes signées en 2004 et en 2005 liant le Ministère et la Ville de Montréal (copie des lettres d'ententes pour la reconduction de celle-ci), le ministère de l'Éducation et autres ministères.	69
13.	Liste et copie des avis, études et analyses concernant la convergence de la Sécurité du revenu et d'Emploi-Québec.	70
14.	Emploi-Québec : a) cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2004-2005 et 2005-2006 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2005-2006 au national et pour chacune des régions; b) détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2005-2006 et 2006-2007; c) part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années; d) état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005 jusqu'à mars 2006; e) état de situation relativement à la formule de calcul déterminant le montant versé par le gouvernement fédéral au FDMT ainsi que pour le calcul de la part du gouvernement du Québec; f) état de situation relativement à la formule de calcul déterminant la répartition régionale du budget du FDMT.	71
15.	Pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec, incluant la « philosophie » Place à l'emploi :	73

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
	<ul style="list-style-type: none"> a) nombre de participants bénéficiaires de la sécurité du revenu et/ou de bénéficiaires de l'assurance-emploi et/ou sans soutien public du revenu ou autre statut, en indiquant le niveau de réussite (le nombre de participants qui retournent en emploi) par région, le niveau d'économies générées au compte de l'assurance emploi et à la sécurité du revenu; b) répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité; c) coût total de chacune des mesures en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; d) budgets octroyés pour l'année 2005-2006 et montant réellement dépensé pour chacune des mesures; e) pour chacune des régions, pourcentage du budget consacré à chacune des mesures du coffre à outils. 	
16.	Coût total du programme Supplément de retour au travail en indiquant le nombre de personnes qui ont reçu ce montant en cours d'année et en indiquant le taux de réussite (maintien en emploi) par rapport au taux d'échec (recours à la sécurité du revenu) des bénéficiaires de cette mesure un, trois et six mois suivant l'entrée en vigueur du programme.	79
17.	Avis donnés au ministre par les différents comités aviseurs en 2005-2006.	80
18.	État de toutes les négociations avec le fédéral entourant les personnes handicapées et les jeunes.	81
19.	État de situation relativement à la négociation avec le gouvernement fédéral pour un programme d'adaptation pour les travailleurs âgés.	86
20.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses totales pour 2004-2005 et 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteurs d'activité; d) budget consacré par région-ressource; e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles; f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteurs d'activité. g) listes des entreprises dont les employés victimes de licenciement collectif ont reçu du soutien du programme. 	87
21.	Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions-ressources, des secteurs du textile et du vêtement : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses totales pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b) budget disponible pour l'année en cours; c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région. 	88
22.	Mesures de concertation pour l'emploi : <ul style="list-style-type: none"> a) nombre d'entreprises, d'organismes et de travailleurs qui ont bénéficié de la mesure en 2005-2006; b) impact de cette mesure sur la création ou le maintien des emplois dans les entreprises visées; c) listes des entreprises dont les employés victimes de licenciement collectif ont reçu du soutien du programme et date de fin du soutien; d) budget disponible pour l'année en cours; e) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région. 	89
23.	Programme d'apprentissage en milieu de travail : <ul style="list-style-type: none"> a) dépenses totales pour 2005-2006 ventilées par région; b) budget disponible lui étant consacré pour l'année en cours; c) nombre de participants à ce jour, par secteurs d'activité ou par métier; d) nombre d'entreprises participantes à ce jour par secteurs d'activité; 	92

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
	<ul style="list-style-type: none"> e) nombre de compagnons formés à ce jour par secteurs d'activité ou par métier; f) nombre de diplômes obtenus, le taux d'échec et de décrochage; g) nombre de normes professionnelles établies et nombre en cours de définition. 	
24.	<p>Formation pour chacune des régions du Québec au cours des deux dernières années :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste des formations offertes; b) nombre de participants pour chacune de ces formations; c) statut de ces participants; d) budget consacré à chacune de ces formations et pour l'ensemble; e) taux de réintégration à l'emploi; f) nombre de cours offerts dans les commissions scolaires par Emploi-Québec et coûts de ceux-ci depuis la création d'Emploi-Québec, ventilés par année et par commission scolaire. 	95
25.	<p>Fonds national de la formation de la main-d'œuvre (FNFMO) et Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) effectifs et budgets affectés à l'application de la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre; b) dépenses et frais à payer au ministère du Revenu pour l'application de la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre; c) montant des dépenses admissibles en formation pour les trois dernières années par les entreprises assujetties; d) par programme, montants dépensés par le FNFMO au cours des trois dernières années en indiquant le nombre de bénéficiaires; e) nombre et pourcentage des entreprises assujetties qui n'ont pas dépensé au moins 1 % de leur masse salariale à des dépenses de formation admissibles au cours des trois dernières années; f) montants reçus par Emploi-Québec en provenance des montants perçus par Revenu Québec auprès d'entreprises qui n'ont pas versé au moins 1 % de leur masse salariale en formation professionnelle au cours des trois dernières années; g) état de situation à l'égard des négociations avec le gouvernement fédéral dans le but d'obtenir 0,8 % de la masse salariale assurable; h) plan d'affectation des ressources du FNFMO pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; i) ventilation du budget disponible dans le FNFMO et répartition de celui-ci pour la promotion de la loi, pour les programmes de subventions, pour les frais d'administration et pour les autres postes, et ce, pour les cinq dernières années; j) part du budget du FNFMO de 2006-2007 déjà engagée en 2005-2006; k) montant disponible dans le FNFMO en 2005-2006 et en 2006-2007; l) critères d'admissibilité des projets dans le FNFMO, barèmes, montants maximum et modalités d'attribution; m) pourcentage du budget du FNFMO utilisé par les comités sectoriels; n) sommes accordées pour la francisation des personnes issues des communautés culturelles et de l'immigration dans le cadre du FNFMO pour les années 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; o) pourcentage du budget du FNFMO utilisé pour l'alphabetisation en 2004-2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; p) études, analyses, avis de la Commission des partenaires du marché du travail sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre; q) évaluation de la Loi depuis son entrée en vigueur; r) description des mesures de remplacement à la suite de la modification de l'assujettissement des entreprises à la Loi; s) budget prévu pour les mesures de remplacement à la suite de la modification de l'assujettissement des entreprises à la Loi; t) évaluation des impacts de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, notamment sur la formation des femmes et des travailleurs âgés; u) nombre de travailleuses et travailleurs touchés par les formations financées par le FNFMO; 	103

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
	<ul style="list-style-type: none"> v) tout avis produit par le ministère ou la Commission des partenaires du marché du travail sur le travail autonome et ses impacts pour les travailleuses et travailleurs autonomes; w) évolution, depuis la mise en place de la Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre, de la procédure de déclaration pour les employeurs; x) copie de la correspondance du ministre concernant le FNFMO. 	
26.	<p>Économie sociale :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste des projets subventionnés par région dans le cadre de l'économie sociale en spécifiant le type de services dispensés par l'organisme et la subvention reçue en 2003-2004 et prévisions pour 2005-2006; b) durée de vie moyenne d'une entreprise d'économie sociale avec les emplois qu'elle génère en indiquant le nombre de nouvelles entreprises et le nombre de fermetures pour la même période. 	109
27.	<p>Jeunes volontaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) liste des projets soumis en 2005-2006 dans le cadre du programme « Jeunes volontaires » pour chacune des régions administratives et les critères d'évaluation des projets soumis; b) ventilation par région et par projet du nombre de participants au programme « Jeunes volontaires » pour 2005-2006 et le montant de chacune des subventions; c) nombre de jeunes sur les listes d'attente pour chacune des régions, en mars 2005 et mars 2006; d) nombre et caractéristiques des participants au programme « Jeunes volontaires » pour l'année 2005-2006 dans chacune des catégories suivantes : bénéficiaires de la sécurité du revenu, prestataires de l'assurance-emploi, sans revenu, exclus de la sécurité du revenu en raison de la contribution parentale, etc. 	110
28.	<p>Ressources externes : montant de la dépense pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, par région et par ressource externe en ententes de service pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) mesures de services d'aide à l'emploi; b) projets de préparation à l'emploi; c) mesures de formation, volet entreprises d'entraînement. 	112
29.	<p>Carrefours jeunesse emploi (CJE) :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) budget pour chacun des CJE pour 2005-2006, prévisions pour 2006-2007; b) liste des subventions accordées à chacun des CJE pour 2005-2006 en dehors des budgets réguliers consentis; c) liste de toutes les activités offertes actuellement par les CJE au national et par région; d) nombre de participants en 2005-2006 par CJE et statut de ceux-ci; e) copie d'avis, analyses ou études sur tout projet de fusion ou de restructuration dans les CJE. 	113
30.	<p>Solidarité jeunesse :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) budget pour chacun des CJE dans le cadre de Solidarité jeunesse; b) budget disponible et budget dépensé pour le programme Solidarité jeunesse; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranches d'âge et par région; e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite et d'échec; h) copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le programme Solidarité jeunesse en général et au sujet de l'opportunité d'en élargir son application à une clientèle plus grande. 	114
31.	<p>Conciliation travail-étude : projets pilotes pour jeunes prestataires annoncés le 18 mars 2004 :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) nombre de jeunes participant-e-s par région et par âge; 	118

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
	<ul style="list-style-type: none"> b) formation détenue avant la participation à ce programme; c) formation recherchée par cette participation; d) nom des entreprises participantes; e) nom des établissements d'éducation participants; f) durée de la formation; g) liste des formations offertes dans le cadre de ce programme; h) budget consacré pour chacune des régions pour 2005-2006 et pour 2006-2007. 	
32.	Contrats d'intégration au travail (CIT) : <ul style="list-style-type: none"> a) budget consacré à chacune des régions pour les CIT pour 2005-2006 et budget disponible pour 2006-2007; b) budgets périmés par chacune de ces régions; c) taux de prévalence de personnes pouvant bénéficier de CIT par région; d) nombre de CIT accordés par chacune des régions. 	121
33.	Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus : <ul style="list-style-type: none"> a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007; b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention; c) nombre d'entreprises participantes; d) nombre de participant-e-s par tranche d'âge et par région; e) durée moyenne de la participation; f) nombre de participant-e-s qui réussissent à retrouver un emploi durable; g) taux de réussite. 	123
34.	Programme d'emplois temporaires pour la Gaspésie et pour les Îles-de-la-Madeleine du 1 ^{er} avril 2005 au 31 mars 2006; <ul style="list-style-type: none"> a) budget consenti à ce programme et modalités du programme; b) nombre de participants ayant bénéficié de ces emplois, nombre de semaines et salaire horaire; c) nombre de personnes ayant consenti à suivre une formation durant la période de chômage; d) budget consenti par Emploi-Québec à ces formations; e) autres régions qui bénéficient de ce type de programme, le cas échéant. 	125
35.	Liste des organismes qui ont demandé des subventions au ministère, par région et par secteurs pour les années 2005-2006 et 2006-2007 en incluant : <ul style="list-style-type: none"> a) les montants des subventions reçues; b) les organismes qui reçoivent une subvention en vertu d'une entente fédérale-provinciale. 	127
36.	« Philosophie » Place à l'emploi : <ul style="list-style-type: none"> a) nombre d'admissions à l'assistance-emploi qui ont été prévenues par la philosophie Place à l'emploi; b) nombre de prestataires qui ont vu leur prestation réduite à la suite d'un refus d'emploi ou d'un refus de démarches d'emploi proposés dans le cadre de la philosophie Place à l'emploi; c) Caractéristiques socio-économiques des personnes qui ont vu leur prestation réduite à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi comparées à celles dont les prestations n'ont pas été réduites; d) moyenne et étendue (minimum-maximum) des coupures effectuées jusqu'à maintenant; e) réductions faites par le ministère de la Solidarité sociale à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi (pénalités + sorties attribuables à l'application de la philosophie Place à l'emploi); f) pourcentage des personnes qui ont vu leur prestation réduite avec la philosophie Place à l'emploi et qui ont quitté l'aide sociale; g) pourcentage des prestataires qui ont quitté l'aide sociale en 2005-2006; h) revenu moyen des personnes touchées par la philosophie Place à l'emploi; i) impact sur le revenu des personnes visées par la philosophie Place à l'emploi; j) copie d'études, analyses ou avis préalables à la mise en place de la philosophie Place à l'emploi; 	130

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers - Emploi	Page
	k) copie de la partie accessible au public du mémoire au Conseil des ministres relativement à la mise en place de la philosophie Place à l'emploi.	
37.	État de développement du système de reconnaissance des acquis et des compétences.	132
38.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.	133
39.	Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.	134
40.	Sommes allouées par Emploi-Québec dans le Régime d'apprentissage en milieu de travail en 2005-2006 pour compenser le retrait par le ministère des Ressources naturelles et de la Faune du volet Soutien au développement de la main-d'œuvre en entreprise du Programme de création d'emplois en forêt.	135
41.	État de situation détaillé au sujet du Plan gouvernemental pour l'emploi annoncé le 20 janvier 2005 et suivi de la mise en œuvre.	136
42.	État de situation détaillé au sujet du suivi accordé au rapport du Comité d'experts sur le financement de la formation continue et suivi de la mise en œuvre.	137
43.	État de situation détaillé sur les mesures de soutien à l'industrie forestière.	138
44.	Le nombre de personnes du secteur forestier qui ont bénéficié des mesures de soutien aux travailleurs des communautés forestières en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.	139
45.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi des cours.	140
46.	Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.	141
47.	État de situation et le nombre de personnes/entreprises s'étant prévalu des mesures suivantes et le montant investi par personne/entreprise : a) diagnostic d'entreprise b) coaching de gestion c) consultation en gestion des ressources humaines d) spécialiste en ressources humaines e) aménagement et réduction du temps de travail f) stabilisation de l'emploi g) comité de concertation	142

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

1

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE01

Titre

Nombre de mises à pied ou de non-renouvellement des effectifs en 2005-2006 ainsi que ceux prévus pour 2006-2007 à Emploi-Québec et à la Sécurité du revenu par CLE et par région.

Variation de l'effectif occasionnel durant l'année financière 2005-2006

	Nom de la région	Emploi-Québec	Sécurité du revenu	Total
1	Bas Saint-Laurent	(5)	5	0
2	Saguenay/Lac St-Jean	(6)	(2)	(8)
3	Capitale-Nationale	2	6	8
4	Mauricie		22	22
5	Estrie	(5)	(3)	(8)
6	Montréal	(16)	(16)	(32)
7	Outaouais	(1)	(5)	(6)
8	Abitibi-Témiscamingue	(3)	22	19
9	Côte-Nord		(1)	(1)
10	Nord-du-Québec		2	2
11	Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine		(6)	(6)
12	Chaudière-Appalaches	(2)	(3)	(5)
13	Laval	(1)	8	7
14	Lanaudière	(1)	(10)	(11)
15	Laurentides	(8)	(6)	(14)
16	Montréal	(10)	(14)	(24)
17	Centre-du-Québec		4	4
	TOTAUX	(56)	3	(53)

Au cours d'une année, les nombreux mouvements de personnel au Ministère (parfois plusieurs fins d'emploi pour un même poste) ne peuvent refléter la variation nette de l'effectif occasionnel (paie 1 vs paie 26). Les données fournies présentent donc cette variation nette puisqu'elles tiennent compte des embauches réalisées et des mises à pied ou non renouvellement ().

SOURCE : Service à la gestion, 2006-04-13

VALIDATION : Service du budget, 2006-04

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE2

Titre Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en 2005-2006 pour le Ministère et pour chacun des CLE (Centre local d'emploi).
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)		
Ville	Adresse	Description
Lac St-Jean-Est	725, rue Harvey, Alma	Accroissement d'espace à l'étage du CLE et rétrocession au sous-sol
CLE Chisasibi	Chisasibi	Accroissement d'espace à l'étage du CLE
CLE Lebel-sur-Quevillon	107, rue principale sud	Aménagement d'une salle d'entrevue et d'un local de télécommunication
Logement Chisasibi	Chisasibi	Relocalisation du logement d'un employé
Whapmagoostui	Whapmagoostui	Implantation d'un point de service
Québec	425, st-Amable	Rénovation du 3e étage
Québec	425, St-Amable	Échange de locaux CARRA-MESS
Québec	425, St-Amable	Aménagement RC-195
Québec	800, d'Youville	Implantation d'un système de contrôle des accès
Québec	575, St-Amable	Implantation d'un système de contrôle des accès
Québec	150, René-Lévesque	Implantation d'un système de contrôle des accès
Québec	800, d'Youville	Relocalisation Centraide
Québec	1122, Chemin St-Louis	Rétrocession d'espace
Québec	750, Charest	Rétrocession d'espace
Vanier	650, Godin	Rétrocession d'espace et réaménagement
Rouyn-Noranda	19 Perreault ouest	CSC-RQAP
Victoriaville	62 St-Jean-Baptiste	Réaménagement sur place avec expansion
CLE Aymer	426 Wilfrid-Lavigne	Réaménagement
CLE Boucherville	135 de Mortagne	Relocalisation du CLE
CLE Haut-St-Laurent	220 Châteauguay	Relocalisation du CLE
CLE Cap-de-la-Madeleine	A déterminer	Relocalisation du CLE
Anjou	7100 Jean-Talon est	Réaménagement et diminution d'espace
Montréal	Place Victoria	Divers
Montréal	Palais de Justice	Divers
Montréal	276 St-Jacques	Divers

SOURCE : Direction de la gestion des espaces et des services auxiliaires - 2006-04-10

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles 2006-04-10

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE03

Titre

État de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le Plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2004-2005, 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

Le Rendez-vous national des régions qui s'est tenu en novembre 2002, a conduit à l'adoption du Plan d'action Québec-Régions pour lequel le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a pris 37 engagements. Ces engagements sont regroupés autour de 7 orientations :

- favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi (11 engagements);
- lutter contre les pénuries de main-d'œuvre (9 engagements);
- assurer la relève et contrer l'exode des jeunes (6 engagements);
- favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional (5 engagements);
- soutenir les régions dans les initiatives et la mobilisation entreprises autour de l'enjeu de la pauvreté et de l'exclusion sociale (3 engagements);
- favoriser la réussite scolaire et prévenir le décrochage : une meilleure continuité de services aux jeunes (3 engagements).

Les travaux de mise en œuvre pour l'ensemble de ces 37 engagements ont été amorcés. De ce nombre, 29 sont réalisés.

Rappelons que le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation est responsable de la coordination de la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du Rendez-vous national des régions et que le tableau portant sur les engagements n'est mis à jour qu'à sa demande. La dernière mise à jour a été réalisée au printemps 2004.

La majorité des engagements pris par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale l'ont été à coût nul.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi, le 28 mars 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

Version du 20 avril 2004

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.01	Identifier les besoins de main-d'œuvre dans chaque région en tenant compte des perspectives de développement économique, et diffuser largement cette information.	MESS-MELS	DPIMT Coll. DGAIS, DGAO-DR		X				Les perspectives professionnelles, diffusées annuellement dans toutes les régions tracent un portrait de ce que sera le marché du travail pour quelque 500 professions et ce, pour les cinq années à venir. Les professions en demande actuellement, diffusées deux fois par année, est un exercice d'identification réalisé dans toutes les régions du Québec. Une expérimentation de veille régionale sur l'adéquation formation - emploi (Tableau de bord) se poursuit en Estrie et sera étendue à toutes les régions du Québec dans une version allégée étant donné le contexte budgétaire actuel. Un bilan permettant d'évaluer la pertinence de mettre à jour annuellement cette pratique à la suite de cette généralisation à toutes les régions du Québec est prévu.	Suite à une demande de la Commission des partenaires du marché du travail, il a été demandé à Emploi-Québec de généraliser le projet de l'Estrie. Toutefois, compte tenu des investissements que cela peut comporter, le Tableau de bord sera implanté de façon graduelle dans toutes les régions du Québec, mais seulement pour les métiers et professions les plus problématiques. En Outaouais, une entente spécifique sur l'implantation d'un service régional de la formation professionnelle et sur l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et technique a été conclue au mois de mars 2003. La réalisation d'enquêtes visant l'identification des besoins de main-d'oeuvre de la région ainsi que l'élaboration et la mise en opération d'un tableau de bord formation - emploi sont des activités prévues dans le cadre de l'entente spécifique.

4

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.02	Diffuser l'information sur le marché du travail dans les milieux scolaires en vue d'une meilleure orientation professionnelle.	MESS- MELS	DAPC, Coll. DPIMT, DGAIS, DGAO-DR	X				X	Emploi-Québec a mis en ondes, en avril 2003, IMT en ligne, un système d'information Web qui permet aux internautes d'avoir accès à l'information sur les perspectives professionnelles et sur les carrières ou métiers qui seront les plus en demande au cours des prochaines années, tant pour le Québec que pour chacune des régions et des régions métropolitaines de Montréal et de Québec. L'IMT en ligne est mise à jour 3 à 4 fois par année en fonction de la disponibilité de nouvelles données. De plus, les comité sectoriels de main-d'oeuvre tiennent de rencontres avec des conseillers en orientation, participent à des salons de l'emploi et mènent des activités de promotion de certains métiers ou professions auprès des étudiants. Emploi-Québec poursuit par ailleurs la diffusion habituelle d'information sur le marché du travail.	Une enquête réalisée par Emploi-Québec, suite à la campagne publicitaire de l'année 2002-2003 sur les perspectives d'emploi en région, a permis d'établir le haut niveau d'appréciation de cette action. La campagne visait à faire valoir que des emplois se créeront dans toutes les régions d'ici 2005, qu'il faut rester en région et qu'il y aura de l'emploi et de l'avenir pour les jeunes en région. Ces objectifs ont été atteints par la campagne.

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
	(suite)		(suite)				X				Par ailleurs, Emploi-Québec a réalisé une campagne de communication en vue de mieux rejoindre les étudiants du secondaire et les parents en vue d'une diffusion massive auprès de ces clientèles de l'information sur les métiers et carrières en forte demande. Divers outils et moyens de communication ont été diffusés dès l'automne 2003 auprès des conseillers en orientation et dans les écoles secondaires du Québec.	
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.03	Adapter l'offre de formation des institutions d'enseignement afin qu'elle réponde plus adéquatement aux besoins du marché du travail. À cet égard, une attention particulière sera portée au développement des formations courtes et à la prise en compte des besoins exprimés par les instances régionales. De nouvelles formations courtes de niveau secondaire (AEP) seront disponibles dès le début de 2003.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAIS, DPIMT DDCMT					X	Emploi-Québec participe activement au développement des formations de courte durée, notamment les attestations d'études professionnelles (AEP), dans le cadre du groupe de coordination sur le développement et la mise en œuvre des attestations d'études professionnelles mis sur pied par la Fédération des commissions scolaires. À l'heure actuelle, 5 AEP sont accréditées et 8 autres sont en développement.	Les directions régionales d'Emploi-Québec sont actives dans ce dossier en donnant un avis sur la pertinence des formations proposées.

1



Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.04	Effectuer des « achats de formation », notamment des formations de courte durée, afin de répondre à des besoins pressants de formation de la main-d'œuvre, en particulier en lien avec les investissements dans les régions.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAIS, DGAO-DR					X	Emploi-Québec favorise l'achat des formations de courte durée afin de répondre aux besoins des employeurs. Les attestations d'études collégiales (AEC) et les formations sur mesure sont privilégiées par Emploi-Québec. La mise en œuvre des attestations d'études professionnelles permet également de répondre plus efficacement et de façon plus efficiente aux besoins du marché du travail.	Le choix des formations achetées par Emploi-Québec est décidé en région.
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.05	Préserver et adapter la capacité de formation professionnelle et technique dans les régions, en particulier dans les créneaux d'excellence.	MESS- MELS	MELS, Coll. DGAIS, DGAMSE							

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.06	Inciter les entreprises à accroître et à diversifier la formation en milieu de travail.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DDCMT DGAIS, DGAMSE					X	Emploi-Québec accantue son offre de service de formation en entreprise. En 2003-2004, les engagements dans la mesure de formation de la main-d'oeuvre volet employeur de 35 M\$, sont supérieurs de 21 M\$ à ceux consignés pour l'année 2001-2002. Par ailleurs, l'offre de formation du Programme d'apprentissage en milieu de travail se développe avec les partenaires sectoriels en tenant compte des besoins spécifiques des travailleurs et employeurs.	
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.07	Augmenter le nombre de personnes qui participent à la formation de base, conformément à la politique et au plan d'action en matière de formation continue.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAO					X	L'objectif d'une hausse de 2 000 nouveaux participants supplémentaires à des activités de formation de base pour l'année 2002-2003 a été largement dépassé, la hausse s'élevant à 5 388. Pour l'année 2003-2004, en date du 20 février, on comptait 29 007 nouveaux participants ayant été inscrits.	Emploi-Québec a établi des cibles à atteindre pour les activités de formation de base pour chacune des régions.
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.08	Assouplir certaines règles de financement afin que des cours puissent démarrer même s'il n'est pas possible de constituer un groupe de 15 participants.	MESS- MELS	DGAMSE	X					Emploi-Québec achète actuellement des formations même si le minimum de participants requis n'est pas atteint. Ceci se fait particulièrement dans les régions ressources lorsqu'il est prioritaire de répondre à certains besoins du marché du travail. Certaines formules adaptées sont déjà prévues dans l'entente MELS-MESS.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.09	Développer l'offre de formation à temps partiel (qui est quasi inexistante dans plusieurs régions) afin de favoriser le perfectionnement des personnes en emploi. Étendre également la formule « temps partiel » à la formation qualifiante.	MESS- MELS	DGAMSE Coll. DGAMSE DGAIS		X				Emploi-Québec a diffusé à l'été 2002 des orientations précises pour la mise en œuvre de la formation à temps partiel. Les régions utilisent ce moyen pour la formation de personnes en emploi.	Plusieurs régions ont mis en place une offre de formation à temps partiel afin de permettre aux personnes en emploi d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles nécessaires à leurs fonctions pour se maintenir en emploi. En 2002-2003, Emploi-Québec a dépensé 1,7 M\$ en achats de formation à temps partiel. Pour l'année 2003-2004, les résultats préliminaires font plutôt état d'une somme dépensée de plus de 2,7 M\$.
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.10	Mettre en œuvre rapidement des mécanismes de reconnaissance des acquis et des compétences prévus dans la politique et le plan d'action en matière de formation continue.	MESS- MELS	DDCMT Coll. DGAIS			X			Emploi-Québec poursuit le développement et l'implantation du programme d'apprentissage en milieu de travail qui inclut un dispositif de reconnaissance des compétences conduisant à l'émission, à même le Registre des compétences, de documents officiels: attestation de compétences et certificat de qualification professionnelle. De plus, elle copréside la Table interministérielle de reconnaissance des acquis et des compétences mise sur pied dans le cadre du Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Favoriser une approche régionale de l'adéquation formation-emploi.	03.11	Accélérer le développement de la formation par compagnonnage.	MESS-MELS	DDCMT. Coll. DGAIS					X	Le Programme d'apprentissage en milieu de travail d'Emploi-Québec accélère le développement de la formation par compagnonnage. Cette année, les travaux amorcés avec les partenaires sectoriels permettront d'offrir le programme dans une dizaine de nouveaux métiers et de débiter les développements dans une dizaine d'autres.	Au 31 mars 2004, le Programme d'apprentissage en milieu de travail s'offrait dans 52 métiers, soit 20 de plus que l'année précédente. Quant au nombre de nouvelles ententes de qualification liant les employeurs, les travailleurs apprentis et Emploi-Québec, il atteignait, selon une première évaluation, les 2 900, soit 124 % de l'objectif visé pour 2003-2004.
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.12	Mettre en place, dans chacune des régions, une équipe tactique d'Emploi-Québec, à laquelle pourront se joindre certains partenaires (par exemple des regroupements d'employeurs), afin de recenser les besoins de recrutement des entreprises de la région et de chercher activement des solutions pour régler ces problèmes.	MESS-MELS	DGAO, Coll. DGAMSE, DGAIS		X				Des projets ont été initiés dans certaines régions afin de répondre aux besoins des entreprises qui connaissent des difficultés de recrutement. La Montérégie, par exemple, a mis en place des équipes tactiques composées de directeurs de CLE, de conseillers et d'agents aux entreprises ainsi que d'un représentant à la planification pour s'attarder de façon spécifique à cinq secteurs d'activités jugés vulnérables au niveau du recrutement et du maintien en emploi.	Cette initiative a permis de renforcer la proactivité des services aux entreprises dans le traitement de problématiques de gestion des ressources humaines et de façon plus particulière dans le domaine de l'aide au recrutement et à la formation de la main-d'œuvre.

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.13	Avoir recours de façon plus systématique au service de placement en ligne d'Emploi-Québec et accompagner à la fois les individus et les entreprises dans le processus de placement de la main-d'œuvre.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAMSE, DGAIS, DAPC					X	Emploi-Québec s'est dotée d'un plan d'action concret afin de consolider sa prestation de services en matière de placement. Emploi-Québec mise sur la consolidation de la prestation de services du Centre d'assistance au placement qui offre notamment le support aux utilisateurs (chercheurs d'emploi et employeurs) de Placement en ligne.	En 2002-2003, Placement en ligne d'Emploi-Québec, accessible par internet, a permis à 38 778 employeurs distincts de signaler 310 403 postes vacants et à 84 097 chercheurs d'emploi d'annoncer leur candidature. Présentement, Placement en ligne reçoit en moyenne 120 000 visites par jour ce qui en fait le site de placement le plus achalandé au Québec.
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.14	Offrir aux entreprises des services d'aide à la gestion des ressources humaines afin de rendre les emplois plus attrayants et d'atténuer les problèmes de recrutement et de rétention de la main-d'œuvre.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAMSE, DGAIS					X	Dans le cadre de son intervention en entreprise par le biais de la mesure Concertation pour l'emploi : Aide à la mise en place d'un service de ressources humaines, Emploi-Québec contribue à résoudre des problématiques en matière d'acquisition, de développement et de conservation des ressources humaines. La plupart des comités sectoriels de main-d'œuvre se sont dotés d'outils liés à ce domaine d'intervention.	Les résultats préliminaires pour l'exercice 2003-2004 indiquent des investissements de 3,7 M\$ pour l'aide à la mise en place de service de ressources humaines dans les différentes régions du Québec. Pour l'année 2002-2003, Emploi-Québec y avait engagé 3,4 M\$ comparativement à 2,6 M\$ pour l'année précédente.
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.15	Aider les entreprises dans l'amélioration de l'accueil des stagiaires et de la nouvelle main-d'œuvre.	MESS- MELS	DGAMSE, Coll. DGAMSE					X	Emploi-Québec contribue par l'entremise de ses mesures à améliorer la gestion des ressources humaines au sein des entreprises.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.16	Procéder à des « achats de formation » ciblés sur des besoins pressants des entreprises.	MESS-MELS	DGAMSE Coll. DGAO, DDCMT, DGAMSE, DGAIS, DPIMT					X	Les achats de formation se font déjà à partir d'une estimation des besoins du marché du travail en collaboration avec tous les partenaires du marché du travail impliqués.	
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.17	Intensifier les efforts afin d'intéresser les femmes aux métiers non traditionnels.	MESS-MELS	DGAO, Coll. DGAIS					X	La stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine rendue publique en septembre 2001 comprend une orientation visant à « Encourager et soutenir la diversification des choix professionnels des femmes ». Emploi-Québec encourage la mise en oeuvre d'ententes spécifiques portant sur la condition féminine et d'autres sur la diversification des choix professionnels.	L'ensemble des régions sont touchées. La stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine est mise en oeuvre dans chacune des régions. Des ententes spécifiques sur la condition féminine ou, plus particulièrement, sur la diversification professionnelle des femmes ont été conclues dans 4 régions: Outaouais, Montérégie, Côte-Nord, Saguenay/Lac-Saint-Jean.
3	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes.	03.18	Encourager les entreprises à se doter d'une gestion prévisionnelle de leur main-d'œuvre.	MESS-MELS	DGAMSE, Coll. DGAIS, DGAMSE					X	Entre autres activités, Emploi-Québec étudie présentement la possibilité de développer un guide pour l'élaboration d'un plan de relève dans les entreprises afin de permettre aux gestionnaires d'anticiper leurs besoins quantitatifs et qualitatifs en termes de ressources humaines. La plupart des comités sectoriels de main-d'oeuvre se sont dotés d'outils liés à ce domaine d'intervention.	Certaines régions du Québec ont entrepris une vaste enquête sur les besoins de relève des entreprises. Il s'agit des régions Chaudières/Appalaches, Côte-Nord, Saguenay/Lac-Saint-Jean, Centre-du-Québec (terminées) et Abitibi-Témiscamingue (en cours de réalisation).

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.20	Associer les conseils régionaux des partenaires du marché du travail au réexamen des orientations et de la gestion du Fonds national de formation de la main-d'œuvre.	CPMT	SCPMT	X					À l'automne 2003, mandatée par la CPMT, la présidente a tenu des rencontres de consultation avec les conseils régionaux des partenaires et les comités sectoriels de main-d'oeuvre pour le développement du plan d'affectation du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre pour les années 2004-2006.	Le nouveau plan d'affectation comprend un volet régional sous l'égide des conseils régionaux des partenaires du marché du travail. Le programme régional permettra de développer une offre de formation pour répondre aux besoins de formation de base, de francisation et de recyclage de la main-d'oeuvre en emploi en fonction des priorités régionales.
3	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	03.21	Instaurer, en lien avec les régions, une veille active des besoins de main-d'œuvre en vue de provoquer les ajustements permettant l'adéquation formation-emploi.	CPMT	SCPMT	X					Un mécanisme de veille active a été approuvé à la CPMT du 25 mars 2004. Ce mécanisme prévoit la compilation de données d'analyses pour chacune des régions de l'offre de formation à partir des perspectives d'emploi incluant des pénuries de main-d'oeuvre. La composition du comité national a également été approuvée et permettra d'assurer le suivi de la veille active.	Les régions procéderont aux analyses et ajustements à l'offre de formation sur la base des perspectives régionales. Les régions transmettront au national des recommandations qui ont une envergure à ce niveau.

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
7	Lutter contre les pénuries de main-d'œuvre.	07.06	Avoir recours à l'immigration pour répondre à des besoins spécifiques de main-d'œuvre spécialisée.	MESS	DGAO, Coll. DGAIS, DPIMT					X	Emploi-Québec participe, dans cinq régions, à des ententes spécifiques portant sur l'attraction et l'établissement durable des immigrants. De plus, afin de favoriser l'insertion au marché du travail des personnes immigrantes avec peu d'expérience de travail au Québec, des stages d'immersion professionnelle sont offerts dans huit régions, desservant ainsi, pour 2002-2003, près de 300 personnes immigrantes dans la région de Montréal, et près de 200 dans sept autres régions.	Les régions visées par la politique de régionalisation de l'immigration sont plus particulièrement ciblées. De plus, le recours à l'immigration pour répondre à des besoins spécifiques de main-d'œuvre spécialisée touche les régions où des difficultés de recrutement pour ce type d'emploi sont rencontrées.
8	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes.	08.01	Accélérer le développement de la formation par compagnonnage.	MESS	DDCMT, Coll. DGAIS					X	Le Programme d'apprentissage en milieu de travail d'Emploi-Québec accélère le développement de la formation par compagnonnage.	Au 31 mars 2004, le Programme d'apprentissage en milieu de travail s'offrait dans 52 métiers, soit 20 de plus que l'année précédente. Quant au nombre de nouvelles ententes de qualification liant les employeurs, les travailleurs apprentis et Emploi-Québec, il atteignait, selon une première évaluation, les 2 900, soit 124 % de l'objectif visé pour 2003-2004.
8	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes.	08.02	Préparer dès maintenant dans les entreprises, des assortis de certaines mesures incitatives, des plans de relève de la main-d'œuvre et des mécanismes de transfert d'expertise vers les plus jeunes.	MESS	DGAMSE, Coll. DGAIS, DGAMSE					X	Emploi-Québec subventionne et suit 3 projets pilotes qui expérimentent actuellement différentes approches et outils en gestion prévisionnelle permettant de mettre en place des plans de relève.	Emploi-Québec mène ces expérimentations dans trois régions qui sont dans l'ordre: Centre-du-Québec, Laval et Montréal.

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
8	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes.	08.03	Diffuser dans les régions, notamment auprès des jeunes et des parents, les emplois qui deviendront disponibles et les exigences d'accès à ces emplois en termes de formation et de qualification professionnelle.	MESS	DAPC, Coll. DP/IMT, DGAIS, DGAO	X				X	Emploi-Québec diffuse de l'information lors de salons, congrès et colloques et plus largement auprès du grand public par des guides (Éditions septembre) et sur le site de Jobboom. Emploi-Québec a par ailleurs réalisé une campagne de communication en vue de mieux rejoindre les étudiants du secondaire et les parents en vue d'une diffusion massive auprès de ces clientèles de l'information sur les métiers et carrières en forte demande. Divers outils et moyens de communication ont été diffusés dès l'automne 2003 auprès des conseillers en orientation et dans les écoles secondaires du Québec.	Une enquête réalisée par Emploi-Québec, suite à la campagne publicitaire de l'année 2002-2003 sur les perspectives d'emploi en région, a permis d'établir le haut niveau d'appréciation de cette action. La campagne visait à faire valoir que des emplois se créeront dans toutes les régions d'ici 2005, qu'il faut rester en région et qu'il y aura de l'emploi et de l'avenir pour les jeunes en région. Ces objectifs ont été atteints par la campagne.

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
						X					Emploi-Québec a mis en ondes, en avril 2003, IMT en ligne, un système d'information Web qui permet aux internautes d'avoir accès à l'information sur les perspectives professionnelles et sur les carrières ou métiers qui seront les plus en demande au cours des prochaines années, tant pour le Québec que pour chacune des régions et des régions métropolitaines de Montréal et de Québec. L'IMT en ligne est mise à jour 3 à 4 fois par année en fonction de la disponibilité de nouvelles données.	
8	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes	08.04	Amorcer dès maintenant le plan gouvernemental de renouvellement de la fonction publique, publiciser largement les postes qui deviendront vacants dans les secteurs public et parapublic et mettre en place les plans de relève.	SCT	Coll. DGAMSE			X			Afin d'offrir une porte d'entrée aux emplois reliés au domaine public et une visibilité accrue des offres de l'État, Emploi-Québec a développé l'infrastructure informatique nécessaire pour diffuser les appels de candidatures de la fonction publique du Québec et du réseau de la santé et des services sociaux par l'intermédiaire de son service de placement en ligne.	Ces nouvelles fonctions du Placement en ligne, accessible depuis novembre 2003, permettent aux régions d'avoir accès aux offres du Secrétariat du Conseil du trésor (ministères et organismes du gouvernement du Québec) ainsi qu'à celles des établissements du réseau de la santé et du réseau municipal (postes réels ou de réserves de candidatures.)

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
8	Assurer la relève et contrer l'exode des jeunes	08.05	Mener une vigoureuse campagne d'information auprès des jeunes et des parents sur les perspectives d'emploi dans leur région et sur les exigences d'accès à ces emplois en termes de formation et de qualification. La campagne d'information sur les perspectives d'emploi sera menée conjointement par le secteur de l'emploi et de l'éducation en associant divers partenaires du marché du travail, les entreprises, les organismes jeunesse et les agents de développement régional.	MESS	DAPC Coll. DPIMT, DGAIS		X				Un plan de communication en vue de faire connaître les perspectives professionnelles aux jeunes du secondaire et d'y préciser les exigences et les qualifications est en cours de préparation. Les activités de communication seront régionalisées et divers documents et outils de communication supporteront cette opération de sensibilisation des jeunes et des parents aux emplois les plus en demande. Les comités sectoriels de main-d'oeuvre interviennent auprès des jeunes pour promouvoir les métiers et professions des secteurs.	
11	Favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional.	11.04	Réserver, dès 2003-2004, un budget pour les projets liés à la participation des citoyennes et des citoyens.	MESS	DGP, Coll. SACA	X					En 2003-2004, le Programme de soutien aux projets de développement de l'action communautaire comporte une enveloppe de 250 000 \$ pour les projets de participation citoyenne. Les organisations de toutes les régions pourront déposer des demandes.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional.	11.05	Poursuivre l'implantation de la politique <i>L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec.</i>	MESS	DGP, Coll. SACA		X				Mise en œuvre prévue de septembre 2001 à septembre 2004. Travaux du Comité interministériel de l'action communautaire regroupant plus de 20 ministères pour rendre opérationnelles les orientations de la politique (généralisation de programmes de soutien en appui à la mission des organismes; harmonisation des pratiques, adoption de balises nationales de soutien et de reconnaissance en intégrant la notion d'équité régionale, etc.). (échéancier : septembre 2004)	
11	Favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional.	11.06	Promouvoir la déclaration sur l'action bénévole dans toutes les régions du Québec.	MESS	DGP, Coll. SACA					X	Déjà distribuée au sein des organismes communautaires ainsi que dans le réseau institutionnel, la Déclaration nationale sur l'action bénévole sera diffusée dans les municipalités du Québec, tel que le stipule le document sur les Orientations gouvernementales en matière d'action bénévole, publié en mars 2003.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional.	11.07	Souligner l'engagement des citoyennes et des citoyens dans le cadre du Prix Hommage bénévolat-Québec.	MESS	DGP, Coll. SACA					X	La 6e édition du prix a été lancée le 5 décembre et plus de 280 candidatures en provenance de toutes les régions du Québec ont été déposées. Les 47 lauréates et lauréats ont été reçus à Québec en présence du Premier ministre et du ministre responsable.	
11	Favoriser la participation et reconnaître l'apport des citoyennes et des citoyens au développement régional.	11.08	Faire une plus grande place à la promotion du volet jeunesse dès l'édition 2003 du Prix Hommage bénévolat-Québec.	MESS	DGP, Coll. SACA	X					Une plus grande place a été réservée aux jeunes. D'une part, la catégorie du prix qui leur est spécifiquement dédiée est maintenant ouverte aux jeunes de 14 à 30 ans plutôt que de 18 à 30 ans comme auparavant. D'autre part, le nombre de lauréats dans cette catégorie est passé de 5 à 8.	
11	Soutenir les régions dans les initiatives et la mobilisation entreprises autour de l'enjeu de la pauvreté et de l'exclusion sociale.	11.09	Confier aux régions, sous le leadership des CRD, la détermination des priorités d'action régionales en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, l'établissement de consensus sur les territoires d'intervention prioritaires et la gestion d'une enveloppe destinée à soutenir les actions à l'échelle de la région.	MESS	DGP		X				Le 2 avril dernier, le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été rendu public. Ce Plan d'action prévoit que les conférences régionales des élus (CRE) auront la responsabilité d'établir des stratégies concertées avec les différents partenaires de la région, y compris les villes et les MRC sur les priorités d'action régionales et sur les territoires exigeant des interventions plus intensives.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Soutenir les régions dans les initiatives et la mobilisation entreprises autour de l'enjeu de la pauvreté et de l'exclusion sociale.	11.10	Amener les régions à signer des ententes sur 5 ans avec le ministre responsable de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, pour convenir des priorités, des territoires d'intervention prioritaires ainsi que des mécanismes de gestion des projets régionaux. Les projets soumis et priorisés par les régions dans le cadre du Rendez-vous national des régions pourront être financés à l'intérieur de ces ententes.	MESS	DGP		X				Les territoires prioritaires d'intervention pourront donner lieu à des ententes spécifiques sur le développement social et la lutte contre la pauvreté conclues entre les régions et le gouvernement.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Soutenir les régions dans les initiatives et la mobilisation entreprises autour de l'enjeu de la pauvreté et de l'exclusion sociale.	11.11	Sur les territoires prioritaires d'intervention identifiés par les CRD, élaborer avec les MRC concernées et les partenaires de ces territoires (CLD, CLSC, CLE, écoles, organismes communautaires, etc.) des stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces stratégies feront aussi l'objet d'ententes avec l'ensemble des partenaires associés, et cela, dans une approche comparable à celle des pactes ruraux.	MESS	DGP						Dans le cadre du Plan d'action rendu public le 2 avril 2004, le gouvernement annonce son intention de soutenir l'émergence de stratégies locales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale sur les territoires prioritaires d'intervention. Cette émergence est reliée au temps requis pour que les régions dégagent des consensus sur les territoires d'intervention prioritaires et pour que des consensus locaux soient établis autour d'un Plan d'action. En parallèle, le Plan d'action gouvernemental prévoit que les ministères et organismes concernés devront identifier à même leurs enveloppes disponibles les ressources particulières qu'ils consacreront aux territoires d'intervention prioritaires convenus. Une expérimentation de la mise en oeuvre de stratégies locales de lutte contre la pauvreté est en voie d'être mise en oeuvre dans la MRC de la Haute-Gaspésie et celle du Témiscouata. Cette expérimentation est financée à même des sommes de l'actuel Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), des budgets dégagés par l'agence de sécurité du revenu et par le Fonds d'aide à l'innovation et à l'expérimentation. Le Plan d'action prévoit aussi que les initiatives du milieu seront soutenues grâce au FQIS. Dès 2004-2005, des investissements de 16 M\$ sont prévus au FQIS.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Favoriser la réussite scolaire et prévenir le décrochage : une meilleure continuité de services aux jeunes.	11.12	Les ministères concernés par la continuité des services aux jeunes verront à formaliser une offre de service de leur réseau respectif pour offrir aux jeunes de 16 à 24 ans des services intégrés et personnalisés, dans une perspective de continuité des services d'un secteur à l'autre.	MESS	DBSJ DGP			X			Dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, le MELS, le MSSS et le MESS s'associeront avec le MICC et le SAJ afin de convenir d'un Engagement jeunes visant en priorité l'amélioration de la continuité des services aux jeunes de 16 à 24 ans, sous-scolarisés et sans emploi	
11	Favoriser la réussite scolaire et prévenir le décrochage : une meilleure continuité des services aux jeunes.	11.13	Élaborer une nouvelle offre de services visant : - l'intégration des jeunes de 18 à 24 ans au marché du travail, dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	MESS	DBSJ DGP, X Colli. DGAMSE, DRE						Après deux ans d'expérimentation, sous forme de recherche-action, Solidarité jeunesse se poursuit et élargit sa clientèle. Il est maintenant offert, depuis le 1er octobre 2003 aux demandeurs de l'assistance-emploi âgés de moins de 25 ans. Les ententes avec les jeunes itinérants de Québec et Montréal et la communauté noire anglophone ont été reconduites.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
			La qualification des jeunes décrocheurs par une offre de service de formation adaptée leur permettant de parfaire leur formation de base dans le cadre du plan gouvernemental en matière d'éducation des adultes et de formation continue.					X			Axe qualification des jeunes décrocheurs : Découpe de l'entente MESS-MELS. Les travaux du Comité national de suivi ont débuté en août 2002. Début de l'implantation automne 2003 par la mise en place d'un programme d'aide pour favoriser le retour à la formation des 16 à 24 ans. Ce programme vise les jeunes que les services de formation ne rejoignent pas ou ceux qui décrochent durant l'année. En 2003-2004, un nombre de 20 commissions scolaires participent au programme.	

Bloc	Orientation	Numéro de l'engagement	Moyen d'action	M/O	UR	RE	VR	RP	NA	EC	ACTIONS RÉALISÉES	IMPACTS SUR LES RÉGIONS
11	Favoriser la réussite scolaire et prévenir le décrochage : une meilleure continuité des services aux jeunes.	11.14	Consolider des comités locaux de suivi mis en place dans le cadre de Solidarité jeunesse et présents sur chaque territoire de MRC au Québec, et encourager la participation et la concertation des acteurs régionaux et locaux, en vue de l'implantation, du suivi et de l'évaluation de cette nouvelle offre de service.	MESS	DBSJ DGP, Coll. DRE						Janvier : dépôt du Bilan des 2 ans de la Recherche-action Solidarité jeunesse au Comité aviseur Solidarité jeunesse : Ce bilan comprend des recommandations à l'égard de l'élargissement des Conseils locaux de suivi (n'a pu être réalisé) pour le programme Solidarité jeunesse et le développement d'une nouvelle offre interministérielle pour une continuité de services jeunesse (Engagement jeunesse) Ces travaux se réalisent dans le cadre des mesures prévues à l'engagement 11.12	

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPE04

Titre

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et détail des compressions pour l'année 2005-2006 ainsi que les compressions demandées par le Conseil du trésor pour le Ministère et pour tous les organismes sous la juridiction du Ministre.

Exposé et statistiques

Le Conseil du trésor répondra à cette question.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale des opérations, le 5 avril 2006
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

26

de fiche : RPE05

Budget de chacun des CLE pour 2005-2006, prévisions pour 2006-2007 et détails des effectifs occasionnels et réguliers pour chacun des CLE.

Exposé et statistiques

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale adjointe des ressources budgétaires,
financières et matérielles – 13 avril 2006

VALIDATION: DGARBFM – 13 avril 2006

T:\DGPSO\DBOF\SB\Fiches de l'étude des crédits\2006-2007\Fiches en attente\RPE05.doc

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE6

<p>Titre</p> <p>Effectifs de chacun des Centres locaux d'emploi par région, par famille d'emploi et par classe d'emploi.</p>
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits.</p>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE07

Nombre de personnes prises en charge par les centres locaux d'emploi par région.

Nous entendons par « personnes prises en charge par Emploi-Québec » les personnes qui ont participé ou sont en cours de participation à une mesure active. Les données relatives à la participation aux mesures sont présentées en annexe.

Par ailleurs, plusieurs autres services sont offerts par Emploi-Québec à l'ensemble de la population (individus/employeurs). Ces services comprennent :

- ✓ l'accueil et référence,
- ✓ l'information sur le marché du travail et l'information sur le marché du travail en ligne (IMT en ligne),
- ✓ l'information sur les mesures et services (individus/employeurs),
- ✓ la salle multiservice (documentation, outils dynamiques de recherche d'emploi tels que les guichets Info-emploi, équipements informatiques en libre-service),
- ✓ le Placement en ligne et le Placement étudiant.

Pour l'année 2005-2006, les statistiques d'achalandage indiquent que 266 246 offres d'emploi et que 207 765 candidatures ont été publiées sur le site sur le Placement en ligne (incluant le Placement étudiant). Plus de 138 000 chercheurs d'emploi distincts et près de 95 000 employeurs ont utilisé les services de Placement en ligne.

En ce qui concerne l'IMT en ligne, les plus récentes données pour l'année 2005 indiquent que 1 418 083 visites et 2 103 004 requêtes ont été faites sur ce site.

SOURCE : Emploi-Québec, Direction générale des opérations, le 5 avril 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, le 5 avril 2006

Direction du placement, le 6 avril 2006

Direction générale adjointe à la planification de l'emploi et de la solidarité sociale et à l'information sur le marché du travail, le 6 avril 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

Ventilation du nombre de nouvelles participations aux mesures actives d'Emploi-Québec par région
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006

Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2005 au 31 janvier 2006

Régions	Mesures hors axes			Fonds de lutte contre la pauvreté	Axe de préparation pour l'emploi			Axe d'insertion en emploi			Axe de création d'emplois			Adultes distincts par catégorie 1				
	Contrat d'intégration au travail	Activités d'aide à l'emploi	Insertion sociale		Total	Mesure de formation de la main-d'œuvre	Projets de préparation pour l'emploi	Services d'aide à l'emploi	Total	Subventions salariales d'insertion en emploi	Supplément de retour au travail	Soutien au travail autonome	Autres projets	Total	Nombre	%		
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	243	3 869	137	0	0	4 249	1 337	72	2 349	3 758	1 669	179	1 848	88	0	88	6 065	3
Bas-Saint-Laurent	261	7 918	121	0	34	8 334	1 514	198	2 599	4 311	563	436	999	113	0	113	7 206	3
Côte-Nord	139	3 167	26	0	0	3 332	1 139	60	898	2 097	180	198	378	41	0	41	3 645	2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	244	8 108	402	0	63	8 817	1 863	377	1 432	3 672	681	504	1 185	205	0	205	9 112	4
Capitale-Nationale	209	18 352	470	0	30	19 061	3 972	717	7 311	12 000	816	836	1 652	225	0	225	22 605	10
Chaudière-Appalaches	195	9 133	116	0	27	9 471	1 876	304	3 297	5 477	371	579	950	188	0	188	10 450	5
Mauricie	140	9 189	244	0	57	9 630	2 304	320	1 932	4 556	550	748	1 298	121	0	121	10 463	5
Centre du Québec	118	6 913	184	0	35	7 250	1 417	126	2 312	3 855	246	510	756	118	0	118	7 855	3
Estrie	139	9 113	210	0	46	9 508	2 021	222	3 142	5 385	385	543	928	109	0	109	10 057	4
Montréal	333	26 093	430	0	62	26 918	5 133	935	12 010	18 078	1 527	1 982	3 509	395	0	395	30 512	13
Ville de Montréal	415	34 811	888	0	53	36 167	5 840	2 542	17 508	25 890	1 030	2 323	3 353	351	0	351	40 805	18
Montréal-banlieue	286	19 483	372	0	24	20 165	3 430	1 021	9 786	14 237	532	1 258	1 790	147	0	147	22 822	10
Laval	119	8 117	217	0	42	8 495	1 487	210	1 948	3 645	217	463	680	49	0	49	8 683	4
Lanaudière	169	10 679	127	0	0	10 975	2 019	342	2 971	5 332	464	690	1 154	102	0	102	10 819	5
Laurentides	191	14 834	316	0	0	15 341	2 195	391	6 179	8 765	422	985	1 407	246	0	246	14 318	6
Outaouais	124	11 127	297	0	0	11 548	2 059	156	1 985	4 200	484	455	939	145	0	145	10 332	4
Abitibi-Témiscamingue	100	4 660	245	0	65	5 070	1 410	51	913	2 374	346	335	681	81	0	81	5 540	2
Nord-du-Québec	8	1 020	15	0	15	1 058	209	14	48	271	94	25	119	25	0	25	832	0
Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inconnue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Données cumulatives pour l'année financière																		
Nouvelles participations	3 433	206 586	4 817	0	553	215 389	41 225	8 058	78 620	127 903	10 577	13 049	23 626	2 749	0	2 749		2
Adultes distincts par catégorie 3	2 965	176 913	4 274	0	541	182 053	37 502	7 682	71 755	109 298	10 180	12 992	23 043	2 659	0	2 659	230 330	100

1. Comptabilise notamment les participations aux Projets pilotes pour travailleurs âgés ainsi que celles aux Projets pilotes pour Conciliation travail études.

2. Correspond au nombre distincts de personnes ayant participé à au moins une mesure active (incluant les hors axes) à l'intérieur de chaque région.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE08

Nombre de personnes prises en charge par les centres locaux d'emploi et qui sont référées à des ressources externes par région.

Emploi-Québec ne comptabilise pas le nombre de personnes référées à des ressources externes, mais le nombre de personnes participant à une mesure active, dont les services peuvent être dispensés par les ressources externes en employabilité. Ainsi, les données relatives aux participants aux mesures *Services d'aide à l'emploi (SAE)* et de *Projets de Préparation à l'emploi (PPE)*, deux mesures dont les services peuvent être dispensés par les ressources externes, sont présentées dans le tableau suivant :

Ventilation du nombre de nouvelles participations
aux mesures PPE et SAE par régions
*Données cumulatives pour la période
du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006*

	Projets de préparation pour l'emploi	Services d'aide à l'emploi
Régions		
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	72	2 349
Bas-Saint-Laurent	198	2 599
Côte-Nord	60	898
Saguenay-Lac-Saint-Jean	377	1 432
Capitale-Nationale	717	7 311
Chaudière-Appalaches	304	3 297
Mauricie	320	1 932
Centre du Québec	126	2 312
Estrie	222	3 142
Montréal	935	12 010
Ville de Montréal	2 542	17 508
Montréal-banlieue	1 021	9 786
Laval	210	1 948
Lanaudière	342	2 971
Laurentides	391	6 179
Outaouais	156	1 985
Abitibi-Témiscamingue	51	913
Nord-du-Québec	14	48
Données cumulatives pour l'année financière		
Nouvelles participations	8 058	78 620
Adultes distincts par catégorie ¹	7 682	71 755

SOURCE : Emploi-Québec, Direction générale des opérations – 6 avril 2006
VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – 11 avril 2006

¹ Correspond au nombre distincts de personnes ayant participé à au moins une mesure active à l'intérieur de chaque région.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE9

Titre Liste des membres de la Commission des partenaires du marché du travail incluant les dates de nomination et d'échéance de leur mandat.
--

		DÉBUT DE MANDAT	FIN DE MANDAT
PRÉSIDENTE (avec droit de vote)			
LOISELLE, Marjolaine	Commission des partenaires du marché du travail	2005-02-07	2008-02-06
MEMBRES REPRÉSENTANT LA MAIN-D'ŒUVRE (6) (avec droit de vote)			
BOUCHER, Denise	Confédération des syndicats nationaux	2003-02-26	2006-02-25*
CÔTÉ, Jacinthe	Centrale des syndicats du Québec	2003-10-01	2006-10-01
DESNOYERS, Luc	Syndicat national de l'automobile, de l'aérospatiale, du transport et des autres travailleurs et travailleuses du Canada (TCA – Canada)	2005-10-12	2008-10-11
ROY, René	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	2003-02-26	2006-02-25*
VAUDREUIL, François	Centrale des syndicats démocratiques	2003-02-26	2006-02-25*
POSTE VACANT**	Union des producteurs agricoles		
MEMBRES REPRÉSENTANT LES ENTREPRISES (6) (avec droit de vote)			
BERTRAND, Françoise	Fédération des chambres de commerce du Québec	2003-10-01	2006-10-01
CHARRON, Daniel	Manufacturiers et exportateurs du Québec	2005-10-12	2008-10-11
FAHEY, Richard	Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	2003-10-01	2006-10-01
FRANCOEUR, Florent	Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec	2004-03-10	2007-03-09
MAHEU, Catherine	Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec	2003-10-01	2006-10-01
POSTE VACANT**	Conseil du patronat du Québec		
MILIEU DE L'ENSEIGNEMENT (3) (2 avec droit de vote)			
BOUCHER, Gaëtan	Fédération des cégeps	2003-02-26	2006-02-25*
CARON, André	Fédération des commissions scolaires du Québec	2003-02-26	2006-02-25*
BÉCHARD, Bruno-Marie	Université de Sherbrooke	(Invitée – Sans droit de vote)	

MILIEU ORGANISMES COMMUNAUTAIRES (3) (avec droit de vote)			
DESJARDINS, Richard	Carrefour jeunesse-emploi de D'autray-Joliette (représentant les jeunes)	2004-09-22	2007-09-21
MOON DAHMÉ, Sherolyn	P.S. Jeunesse inc.	2004-03-10	2007-03-09
NEAMTAN, Nancy	Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre	2003-02-26	2006-02-25*
<p>MEMBRES D'OFFICE (2) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ François Turenne, sous-ministre, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale ▪ Maurice Boisvert, secrétaire général de la Commission et sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec <p>MEMBRES SANS DROIT DE VOTE (4) :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Robert Dépatie, sous-ministre adjoint, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport ▪ Pierre Cléroux, sous-ministre adjoint, ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ▪ Robert Sauvé, sous-ministre associé, ministère des Affaires municipales et des Régions ▪ Jacques Robert, sous-ministre adjoint, ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles <p>* Poste faisant l'objet d'un renouvellement prochainement ** Poste faisant l'objet d'une nomination prochainement</p>			

SOURCE : Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail – 12 avril 2006
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé –

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

DE FICHE : RPE10

Titre

Copie des résolutions adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail du 1^{er} avril 2005 jusqu'à ce jour.

Exposé et statistiques

Il est important de préciser que les résolutions sont adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail et qu'Emploi-Québec est chargée d'en réaliser la mise en œuvre lorsqu'elles concernent les services publics d'emploi.

Vous trouverez les résolutions en annexe adoptées par la Commission des partenaires du marché du travail.

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR
LA COMMISSION DES PARTENAIRES
DU MARCHÉ DU TRAVAIL

2005 - 2006

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **mercredi 27 avril 2005**

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/05-714 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, l'ordre du jour suivant est **adopté à l'unanimité**, en accordant la préséance aux dossiers comportant une résolution :

1. Ouverture de la réunion
 2. Adoption de l'ordre du jour
 3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du 17 mars 2005
Autres sujets (pour résolution)
 7. Plan d'affectation du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour 2005-2006
 8. Détermination des effectifs financés par le Fonds national de formation de la main-d'œuvre (le Fonds)
 9. Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (Loi 90)
 11. Calendrier des réunions du Comité exécutif et de la Commission des partenaires du marché du travail
 12. Projets pour référence au Comité d'experts externes
 - 12.1 Projet « Urgence-emploi »
 - 12.2 Projet sur le vieillissement de la main-d'œuvre
 13. Table métropolitaine de Montréal : Bilan 2004-2005 et Plan d'action 2005-2006
 - 13a Mise en place du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Jamésie
 14. Ratification des décisions de la rencontre régulière du Comité exécutif du 6 avril 2005
 - 14.1 Compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 2 mars 2005
 15. Recommandations du Comité exécutif pour décision
 - 15.1 Développement d'une norme professionnelle
 - 15.1.1 Projet du Comité sectoriel des communications graphiques pour le développement d'une norme professionnelle pour le métier de pressier sur presse flexographique
 - 15.2 Projets économiques d'envergure
 - 15.2.1 Bell Helicopter
 - 15.2.2 Electronic Arts (EA)
 - 15.2.3 Ericsson Canada inc.
 - 15.2.4 Temlam
 16. Suivi des mesures et des fonds
 - 16.1 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
 - 16.2 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO)
- PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES**
4. Projet Convergence (dépôt séance tenante)
 - 4a Budget d'Emploi-Québec 2005-2006
 5. Plan gouvernemental pour l'emploi
 6. Négociations avec le gouvernement fédéral
 - 6.1 État de situation
 - 6.2 Projets pilotes pour travailleurs âgés – évaluation
- AUTRES SUJETS (POUR DISCUSSION OU INFORMATION)**
10. Politique au sujet des avis sur les volets main-d'œuvre des PALEE
 - 11a Ouverture de la Bibliothèque nationale du Québec
 17. Évaluation de la mesure subvention salariale
 18. Bilan et perspective 2005-2006 pour les comités sectoriels de main-d'œuvre, les comités d'adaptation de main-d'œuvre et les comités aviseurs
 19. « Les femmes et le marché de l'emploi » - Étude réalisée par le Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre
 20. Correspondance
 - 20.1 Nouvelles des régions
 - 20.2 Correspondance générale
 21. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 17 MARS 2005

Rés. #C/05-715 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, le procès-verbal de la réunion du 17 mars 2005 est approuvé **à l'unanimité**.

La présidente de la Commission, madame Loisel, effectue un suivi rapide du procès-verbal et attire l'attention des membres sur les points suivants :

- la lettre de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale à titre de suivi de sa rencontre avec la Commission, le 17 mars dernier (copie versée au point 20.2);

- la résolution de la Commission sur la stratégie fédérale en matière de compétences en milieu de travail a été transmise à la ministre (copie versée au point 20.2);
- les points reportés à la dernière réunion, concernant le Fonds national de formation de la main-d'œuvre, sont à l'ordre du jour;
- les points sujets à rappel sur le Plan gouvernemental pour l'emploi et sur le calendrier des réunions du comité exécutif de la Commission sont inscrits à l'ordre du jour.

PLAN D'AFFECTATION DU FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE POUR 2005-2006

Monsieur Florent Francoeur, président du Groupe de travail de la Commission sur le Fonds national de formation de la main-d'œuvre, présente le mémoire aux membres et attire l'attention sur les principales modifications proposées aux différents programmes et aux barèmes applicables à chacun. La présente proposition s'inscrit dans une continuité avec le plan d'affectation 2004-2006 qu'avait déjà adopté la Commission.

La présidente de la Commission signale aux membres qu'à sa demande des travaux ont été menés par la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre (DFNFMO) afin de répondre aux besoins de clientèles très éloignées du marché du travail tout en respectant les critères spécifiques du Fonds national, soit une main-d'œuvre en emploi, des entreprises admissibles et des activités de formation visant le développement des compétences requises pour l'exercice des emplois. Un élargissement des critères d'admissibilité et une affectation majorée des ressources financières accordées au Programme de formation de la main-d'œuvre en emploi – intervention individuelle sont soumis à la Commission pour avis.

Rés. #C/05-716 Sur proposition de monsieur Gilles Taillon, dûment appuyée par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu** d'adopter :

- les affectations du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour 2005-2006 totalisant 44 millions \$ selon la répartition suivante (proposition modifiée):

- la formation de la main-d'oeuvre en emploi	
- intervention individuelle :	10 millions \$;
- la formation de la main-d'oeuvre en emploi	
- intervention regroupée :	8 millions \$;
- l'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre :	8 millions \$;
- l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre :	8 millions \$;
- la recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi :	2 millions \$;
- les initiatives de la Commission en matière de formation de la main-d'œuvre :	2 millions \$;
- les frais d'application de la Loi :	6 millions \$;
- les cinq programmes de subvention avec une modification à la proposition relative au Programme de subvention pour la formation de la main-d'oeuvre en emploi – intervention individuelle, à savoir que la proposition visant les clientèles éloignées du marché du travail soit renvoyée au Groupe de travail de la Commission sur la FNFMO pour qu'il poursuive sa réflexion sur le sujet;
- les barèmes et limites de chacun des programmes pour approbation par la ministre, soit :

➤ Formation de la main-d'œuvre en emploi - Intervention individuelle :

Barème général : Le montant maximal que peut recevoir un promoteur au cours d'un même exercice financier correspond à 10 % de sa masse salariale pour l'année civile 2004 déclarée au ministère du Revenu du Québec, et ce, jusqu'à un maximum de 250 000 \$.

Pour les objectifs spécifiques 1, 4 et 5 qui concernent l'analyse de besoins de formation, l'évaluation de l'impact des interventions de formation et l'adaptation d'activités et de matériel pour des clientèles particulières, le barème maximal est fixé à 60 000 \$ pour chacun de ces objectifs.

Pour les objectifs spécifiques 2 et 3 qui concernent la formation de formateurs d'entreprise et la prestation de la formation pour les travailleurs en emploi, le barème maximal correspond à

350 \$ l'heure/groupe réparti de la façon suivante : 150 \$ l'heure/groupe pour le formateur et 20 \$ l'heure par participant, jusqu'à un maximum de 200 \$ l'heure/groupe.

Les frais d'interprète sont admissibles, jusqu'à un barème maximum de 70 \$ l'heure.

Les frais d'inscription à un colloque ou à un séminaire sont admissibles, jusqu'à un maximum de 500 \$ par personne.

➤ **Formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention regroupée :**

Barème général : Le montant maximal, que peut recevoir un regroupement au cours d'un même exercice financier, est fixé à 10 % de la masse salariale de l'année civile 2004 de chaque entreprise du regroupement, jusqu'à un maximum de 250 000 \$ par entreprise.

Pour les objectifs spécifiques 1, 4 et 5 qui concernent l'analyse de besoins de formation, l'évaluation de l'impact des interventions de formation et l'adaptation d'activités et de matériel pour des clientèles particulières, le barème maximal est fixé à 60 000 \$ pour chacun de ces objectifs.

Pour les objectifs spécifiques 2 et 3 qui concernent la formation de formateurs d'entreprise et la prestation de la formation pour les travailleurs en emploi, le barème maximal correspond à 350 \$ l'heure/groupe répartis de la façon suivante : 150 \$ l'heure/groupe pour le formateur et 20 \$ l'heure par participant, jusqu'à un maximum de 200 \$ l'heure/groupe.

Les frais d'interprète sont admissibles, jusqu'à un barème maximal de 70 \$ l'heure.

Les frais d'inscription à un colloque ou à un séminaire sont admissibles, jusqu'à un maximum de 500 \$ par personne.

Pour l'objectif 6 le barème maximum est fixé à 10 000 \$ par entreprise participant au projet.

Les frais rattachés à la coordination des activités de formation par le promoteur maximum de 10 %.

➤ **Intervention sectorielle en matière de formation :**

Barème général : L'aide financière maximale est établie à 300 000 \$ par projet et à 600 000 \$ par comité sectoriel de main-d'œuvre à l'intérieur d'une année financière. La Commission des partenaires du marché du travail peut cependant statuer sur toute demande qui dépasserait le montant maximal établi dans le cadre de ce programme.

➤ **Intervention régionale en matière de formation :**

Pour les activités de formation de base, de francisation, de recyclage et en gestion de la formation, le barème correspond à 350 \$ l'heure/groupe réparti de la façon suivante : 150 \$ l'heure/groupe pour le formateur et 20 \$ l'heure par participant, jusqu'à un maximum de 350 \$ l'heure/groupe.

Les frais d'interprète sont admissibles, jusqu'à un barème maximum de 70 \$ l'heure.

➤ **Programme de recherche appliquée :**

Barème général : Le montant de la subvention sera déterminé par le type de projet et la méthodologie retenue.

DÉTERMINATION DES EFFECTIFS FINANCÉS PAR LE FONDS NATIONAL DE FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE (LE FONDS)

Rés. #C/05-717 Sur proposition de monsieur Gilles Taillon, dûment appuyée par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu** d'approuver le budget d'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre à hauteur de 6 millions \$ et le plan d'effectifs à hauteur de 63 équivalents à temps complet.

Bien qu'il y ait eu rehaussement du plancher de la masse salariale aux fins de déterminer l'assujettissement des entreprises à la Loi, le budget d'application de la Loi est maintenu à ce niveau afin de répondre à la demande de support des nouvelles entreprises, de soutenir la demande d'aide financière pour des projets de formation et de compléter les travaux liés la révision de la Loi à l'automne 2005.

RAPPORT QUINQUENNAL SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DE LA FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE (LOI 90)

Rés. #C/05-718 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur François Vaudreuil, il est **unanimentement résolu** :

- que la Commission prenne acte du dépôt du Rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre 2000-2005;
- que le Rapport soit transmis à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale en lui recommandant de poursuivre, de concert avec la Commission des partenaires du marché du travail, les travaux visant à faire évoluer la Loi davantage vers l'objectif d'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre plutôt que par rapport à l'obligation de dépenses.

Les membres conviennent d'examiner des propositions visant l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre lors de leur prochaine séance du type Lac-à-l'Épaulé, séance prévue en septembre 2005.

CALENDRIER DES RÉUNIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF ET DE LA COMMISSION DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Rés. #C/05-719 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'adopter le calendrier des réunions du Comité exécutif et de la Commission des partenaires du marché du travail jusqu'à l'été 2006, tel que proposé.

PROJETS POUR RÉFÉRENCE AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES / PROJET « URGENCE-EMPLOI »

Rés. #C/05-720 Sur **proposition** de monsieur François Vaudreuil, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu** de référer le Projet « Urgence-emploi » au Comité d'experts externes de la Commission pour examen et recommandation d'un projet soumis par un de ses membres. La Commission demande au Comité d'experts externes de prendre en compte les résultats engendrés en termes d'emplois sauvegardés par les exercices antérieurs de ce projet.

PROJET SUR LE VIEILLISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Rés. #C/05-721 Sur **proposition** de monsieur François Vaudreuil, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu** de référer le Projet sur le vieillissement de la main-d'œuvre au Comité d'experts externes de la Commission pour examen et recommandation d'un projet soumis par un de ses membres. La Commission de mande au Comité d'experts d'examiner la pertinence de la part du financement du projet par la Fédération des chambres de commerce du Québec alors que le projet est le résultat d'une initiative de la Commission.

MISE EN PLACE DU CONSEIL RÉGIONAL DES PARTENAIRES DU MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA JAMÉSIE

Rés. #C/05-722 Sur **proposition** de monsieur Gaëtan Boucher, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** d'adopter le scénario proposé de mise en place du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Jamésie et de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale de nommer comme premiers membres du conseil avec des durées de mandat variables, après consultation des instances concernées, des représentants de la main-d'œuvre, des entreprises, du milieu sociocommunautaire et du milieu de l'éducation, conformément aux dispositions de la Loi sur le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail.

RATIFICATION DES DÉCISIONS DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 6 AVRIL 2005 COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 2 MARS 2005

Rés. #C/05-723 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 2 mars 2005.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION / DÉVELOPPEMENT D'UNE NORME PROFESSIONNELLE

PROJET DU COMITÉ SECTORIEL DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER DE PRESSIER SUR PRESSE FLEXOGRAPHIQUE

Rés. #C/05-724 Sur **proposition** de madame Catherine Maheu, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Conseil exécutif, d'approuver la recommandation qu'Emploi-Québec accorde une subvention pour un montant de 150 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, au Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec, dans le cadre du Programme de subvention pour l'intervention sectorielle en matière de qualification de la main-d'œuvre (FNFMO), pour développer une norme professionnelle et pour réviser des outils d'apprentissage et d'évaluation des compétences pour la fonction de travail de pressier ou pressière sur presse flexographique, dans le cadre du Programme d'apprentissage en milieu de travail.

PROJETS ÉCONOMIQUES D'ENVERGURE

BELL HELICOPTER

Rés. #C/05-725 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Bell Helicopter Textron Canada Ltée (Mirabel) une contribution financière de 3 680 625 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, dans le but de recruter 350 nouveaux employés et de les former, de même que les 1 250 employés existants, à une nouvelle technologie de conception et de fabrication.

ELECTRONIC ARTS (EA)

Rés. #C/05-726 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Electronic Arts (Montréal) une contribution financière de 658 728 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, dans le but d'assurer une formation initiale à 354 nouveaux employés et la mise à jour des connaissances de 68 employés existants en conception et développement de jeux vidéo, y compris l'initiation aux changements technologiques liés à l'introduction des nouvelles consoles.

Cette résolution est assortie de la condition suivante : qu'Emploi-Québec s'assure que l'entreprise offrira des occasions d'emplois à des candidats qui ne rencontrent pas intégralement le profil recherché, mais qui ont développé des compétences professionnelles dans un parcours de formation de base sur l'utilisation des nouveaux médias.

ERICSSON CANADA INC.

Rés. #C/05-727 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Catherine Maheu, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Ericsson Canada inc. (Montréal) une contribution financière de 2,5 M \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, dans le but d'élever le niveau de compétences des 1 800 employés de son centre de recherche grâce à une formation dans le domaine des technologies liées aux Réseaux IP Complets.

TEMLAM

Rés. #C/05-728 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par madame Catherine Maheu, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Temlam inc. (Amos) une contribution financière de 883 442 \$, répartie sur les années financières 2004-2005, 2005-2006 et 2006-2007, afin d'assurer le partage des coûts de gestion des ressources humaines et de formation générés par l'implantation d'une usine de fabrication de poutres en placage de bois lamellées. La Commission prend acte de la lettre du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries du bois de sciage qui est déposée à l'appui de cette recommandation.

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **mercredi 27 avril 2005 - Modifié**

PROJETS ÉCONOMIQUES D'ENVERGURE

BELL HELICOPTER

Rés. #C/05-725 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Bell Helicopter Textron Canada Ltée (Mirabel) une contribution financière de 3 680 625 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, dans le but de **recruter 300 nouveaux employés** et de les former, de même que les 1 250 employés existants, à une nouvelle technologie de conception et de fabrication.

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **jeudi 2 juin 2005**

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/05-729 Sur **proposition** de monsieur Florent Francoeur, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, l'ordre du jour suivant est **adopté à l'unanimité** :

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du 27 avril 2005

PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES

4. Projet Convergence
5. Projet de restructuration de l'offre de services dans les CLE
6. Plan gouvernemental pour l'emploi
7. Négociations avec le gouvernement fédéral (verbal)

AUTRES SUJETS

8. Évaluation de la demande de la main d'œuvre / qualité des emplois (dépôt séance tenante)
9. Pistes de réflexion sur l'évolution de la Loi 90
10. Évaluation de la mesure subvention salariale - Taux de rétention (dépôt séance tenante)
11. Création du comité sectoriel de la main-d'œuvre de l'industrie minière (reporté en septembre)
12. Modification de la composition des membres du Comité aviseur Jeunes
13. Campagne publicitaire sur la formation professionnelle et technique (reporté)
14. Projets référés au Comité d'experts externes
 - 14.1 Projet « Urgence-emploi »
 - 14.2 Projet sur le vieillissement de la main-d'œuvre
- 14.3 Proposition de nouveaux membres au Comité d'experts externes de la CPMT
15. Ratification des décisions de la rencontre régulière du Comité exécutif du 18 mai 2005
 - 15.1 Compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 6 avril 2005
16. Projet de mission à l'étranger de la CPMT
17. Recommandations du Comité exécutif pour décision
 - 17.1 Projets économiques d'envergure
 - 17.1.1 Jyco Technologies inc.
 - 17.1.2 E.T.F.S.
18. Suivi des mesures et des fonds
 - 18.1 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
 - 18.2 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO)
19. Correspondance
 - 19.1 Correspondance générale
20. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 27 AVRIL 2005

Rés. #C/05-730 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, le procès-verbal de la réunion du 27 avril 2005 est approuvé **à l'unanimité**.

La présidente de la Commission, madame Loiselle, effectue un suivi rapide du procès-verbal et attire l'attention des membres sur les points suivants :

- La ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a approuvé le plan d'affectation du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour 2005-2006;
- le rapport quinquennal sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre sera déposé à l'Assemblée nationale d'ici la fin de la session et une Commission parlementaire siégera sur le sujet à l'automne;
- est prévu au présent ordre du jour un retour sur les questionnements des partenaires sur la qualité des emplois créés et sur le taux de rétention rencontré chez les participants à la mesure Subventions salariales.

MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES MEMBRES DU COMITÉ AVISEUR JEUNES

Rés. #C/05-731 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'approuver la recommandation d'Emploi-Québec d'accepter l'ajout du Service d'aide aux jeunes entrepreneurs (SAJE) Montréal-Métro comme membre du Comité aviseur Jeunes.

PROJETS RÉFÉRÉS AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES

PROJET « URGENCE-EMPLOI »

Le représentant de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, monsieur René Roy, se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. #C/05-732 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Florent Francoeur, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité d'experts externes de la Commission, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde au Conseil régional F.T.Q. du Montréal-Métropolitain une subvention de 208 405 \$, pour l'année financière 2005-2006, dans le but d'outiller, former et soutenir les membres et les syndicats dans une démarche de prévention en favorisant la prise en charge du maintien des emplois existants (prévention) et de la réintégration en emploi (réparation) et dans le but de soutenir les interventions syndicales dans le développement socioéconomique local et régional.

PROJET SUR LE VIELLISSEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La représentante de la Fédération des chambres de commerce du Québec, madame Françoise Bertrand, se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. #C/05-733 Sur **proposition** de monsieur Florent Francoeur, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité d'experts externes de la Commission, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à la Fédération des chambres de commerce du Québec une subvention de 148 000 \$, réparti sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, dans le but de coordonner l'initiative de la CPMT qui consiste à concevoir et réaliser une stratégie pour accroître la diffusion des ateliers de sensibilisation à la gestion prévisionnelle des ressources humaines auprès des PME.

PROPOSITION DE NOUVEAUX MEMBRES AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES DE LA CPMT

Rés. #C/05-734 Sur **proposition** de monsieur Gaëtan Boucher, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu**, de nommer deux nouveaux membres au Comité d'experts externes de la Commission, soit madame Michèle Perryman et monsieur Pierre Morin, qui remplaceront madame France Dufresne et monsieur Réal Jacob.

RATIFICATION DES DÉCISIONS DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 18 MAI 2005

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 6 AVRIL 2005

Rés. #C/05-735 Sur **proposition** de monsieur Florent Francoeur, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 6 avril 2005.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION

PROJETS ÉCONOMIQUES D'ENVERGURE

JYCO TECHNOLOGIES INC.

RÉS. #C/05-736 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par madame Sherolyn Moon Dahmé, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Jyco Technologies inc. (Sherbrooke) une contribution financière de 979 421 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de recrutement de 245 nouveaux employés et ceux de formation d'anciens (110) et nouveaux employés impliqués dans le projet de modernisation des équipements.

E. T. F. S.

Rés. #C/05-737 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Voyage Expert Sécurité Financière (Lennoxville) une contribution financière de 1 034 819 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de recrutement et de formation de 259 nouveaux employés impliqués dans un projet d'expansion. L'approbation de la Commission est assortie de la condition à l'effet que l'entreprise prenne les dispositions nécessaires afin d'arrimer ses efforts de recrutement avec la direction régionale de l'Immigration de Sherbrooke du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION DE LA COMMISSION

Projets économiques d'envergure :

Les trois projets suivants ont été envoyés aux membres votants de la Commission pour adoption.

Madame Jacinthe Côté a fait parvenir les commentaires suivants :

Pour le projet de Compuware, madame Côté émet une réserve sur la pertinence de ne faire appel qu'à des formateurs américains et non pas aussi à des institutions d'enseignement présentes sur le territoire ou à des formateurs québécois en provenance de l'usine de Montréal. Le représentant d'Emploi-Québec signale que les formateurs américains sont une source d'expertise poussée de niveau postuniversitaire et non disponible ailleurs. Des formateurs québécois de l'usine de Montréal seront mis à contribution pour certains contenus.

Pour le projet de Dayco, madame Côté émet des réserves sur la pertinence de financer de la formation destinée à des hauts salariés et sur l'absence de considérer les institutions d'enseignement publiques pour dispenser les cours de français et de langue seconde. Le représentant d'Emploi-Québec indique que des formations en langues seront confiés aux institutions d'enseignement locales.

Rés. #C/05-738 Compuware

Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **majoritairement résolu** d'approuver, sur recommandation du Comité exécutif, qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise La Corporation Compuware du Canada (Montréal) une contribution financière de 5 194 508 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 773 nouveaux employés impliqués dans l'expansion de services conseil en matière d'application de logiciels aux besoins des clientèles.

Rés. #C/05-739 Dayco

Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **majoritairement résolu** d'approuver, sur recommandation du Comité exécutif, qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Dayco – Mark IV Industries inc. (Trois-Rivières) une contribution financière de 1 160 750 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 340 nouveaux employés impliqués dans l'implantation d'une nouvelle usine de fabrication de boyaux utilisés dans l'assemblage de directions assistées.

Rés. #C/05-740 Bombardier Aéronautique

Sur **proposition** de madame Nancy Neamtan, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** d'approuver, sur recommandation du Comité exécutif, qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Bombardier Aéronautique (Dorval) une contribution financière de 3 900 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 13 131 employés actuels et de 1 800 nouveaux employés (dans le cadre d'un rapatriement d'emplois) impliqués dans le projet de restructuration majeure de la culture de l'organisation en cinq volets.

Monsieur Richard Fahey s'est abstenu de voter sur cette résolution.

La consultation s'est terminée le 6 juillet 2005, à 16 h 00.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/05-741 Sur **proposition** de monsieur Richard Desjardins, dûment appuyée par monsieur Florent Francoeur, l'ordre du jour suivant est **adopté à l'unanimité**, sous réserve que la rencontre avec la ministre prévue au point 4 soit reconduite sur l'ordre du jour jusqu'à l'arrivée de cette dernière :

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du
- 3a. Approbation du procès-verbal de la consultation du 6 juillet 2005
- 3b. Modification au procès-verbal de la réunion du 27 avril 2005

Préoccupations des partenaires

4. Rencontre avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, madame Michelle Courchesne
Sujets susceptibles d'être abordés :
Projet Convergence, révision de la Loi 90, priorités et orientations de la CPMT 2006-2007, nouvelle entente de gestion

5. Suivi du Plan gouvernemental pour l'emploi

Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences

6. Adoption de normes professionnelles de métiers
 - 6.1 Norme professionnelle pour le métier d'outilleur ou d'outilleuse
 - 6.2 Norme professionnelle pour le métier de peintre finisseur ou peintre finisseuse sur bois
 - 6.3 Norme professionnelle pour le métier d'ébéniste
 - 6.4 Norme professionnelle pour le métier rembourreur ou rembourreuse de meuble

Autres sujets

7. Rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec
8. Dépôt des états financiers au 31 mars 2005
 - 8.1 Entente de mise en œuvre Canada-Québec relative au marché du travail
 - 8.2 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
 - 8.3 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO) / États financiers et rapport d'activités
9. Approche d'intervention d'Emploi-Québec en faveur des clientèles éloignées du marché du travail
10. Dépôt d'un rapport d'un comité de travail initié par le Chantier de l'économie sociale en collaboration avec la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, rapport intitulé Pour un renforcement du partenariat au service des personnes éloignées ou exclues du marché du travail
11. Projets pour référence au Comité d'experts externes
 - 11.1 COCDMO – Reconnaissance des acquis
 - 11.2 Colloque / La formation en milieu de travail : des moyens aux résultats
12. Ratification des décisions des rencontres régulières du Comité exécutif du 22 juin et du septembre 2005
 - 12.1 Compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 18 mai 2005
 - 12.2 Compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 22 juin 2005
 - 12.3 Projet majeur
 - 12.3.1 Tourisme Saguenay-Lac-St-Jean
13. Recommandations du Comité exécutif pour décision
 - 13.1 Développement d'une norme professionnelle
 - 13.1.1 Projet du Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec pour le développement d'une norme professionnelle pour le métier de pressier, pressière, sur presse sérigraphique
 - 13.1.2 Modification au projet du Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle pour le métier d'assembleur/ajusteur de plaques et de harpentes métalliques
 - 13.2 Campagne de publicité sur la formation professionnelle et technique
 - 13.3 Projets économiques d'envergure
 - 13.3.1 Lisi Aérospace Canada
 - 13.3.2 Marmen - Matane
 - 13.3.3 Beenox inc.
14. Suivi des mesures et des fonds

- 14.1 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
- 14.2 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO)
- 15. Correspondance
 - 15.1 Nouvelles des régions
 - 15.2 Correspondance générale
- 16. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 2 JUIN 2005

Rés. # C/05-742 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur René Roy, le procès-verbal de la réunion du 2 juin 2005 est approuvé à l'unanimité.

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA CONSULTATION DU 6 JUILLET 2005

Rés. # C/05-743 Sur **proposition** de monsieur Luc Desnoyers, dûment appuyée par monsieur René Roy, le procès-verbal de la consultation du 6 juillet 2005 est approuvé à l'unanimité.

MODIFICATION AU PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION DU 27 AVRIL 2005

Rés. # C/05-744 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur Luc Desnoyers, la modification au compte rendu de la rencontre du Comité exécutif du 6 avril 2005 et celle au procès-verbal de la réunion du 27 avril 2005 sont approuvées à l'unanimité.

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER D'OUTILLEUR OU D'OUTILLEUSE

Rés. # C/05-745 Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier d'outilleur ou d'outilleuse, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un consensus sans équivoque auprès des entreprises et des travailleurs du secteur, sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle concernant le métier d'outilleur ou d'outilleuse;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER DE PEINTRE FINISSEUR OU DE PEINTRE FINISSEUSE SUR BOIS

Rés. # C/05-746 Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier de peintre finisseur ou peintre finisseuse sur bois, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un large consensus auprès des entreprises et des travailleurs du secteur, sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine concernant le métier de peintre finisseur ou peintre finisseuse sur bois;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER D'ÉBÉNISTE

Rés. # C/05-747 Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier d'ébéniste, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un large consensus auprès des entreprises et des travailleurs du secteur, sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine concernant le métier d'ébéniste;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER DE REMBOURREUR INDUSTRIEL OU DE REMBOURREUSE INDUSTRIELLE

Rés. # C/05-748 Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier de rembourreur industriel ou de rembourreuse industrielle, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un large consensus auprès des entreprises et des travailleurs du secteur, sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine concernant le métier de rembourreur industriel ou de rembourreuse industrielle;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

RAPPORT ANNUEL DE GESTION D'EMPLOI-QUÉBEC 2004-2005

Rés. # C/05-749 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu** d'approuver le Rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec pour l'année financière 2004-2005, conformément à l'article 34 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (Loi 150).

PROJETS POUR RÉFÉRENCE AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES

COCDMO – RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Rés. # C/05-750 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Luc Desnoyers, il est **unanimentement résolu** de référer le Projet « COCDMO – Reconnaissance des acquis » au Comité d'experts externes de la Commission pour examen et recommandation d'un projet soumis par un de ses membres.

COLLOQUE / LA FORMATION EN MILIEU DE TRAVAIL : DES MOYENS AUX RÉSULTATS

Rés. # C/05-751 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Luc Desnoyers, il est **unanimentement résolu** de référer le Projet « Colloque / La formation en milieu de travail : des moyens aux résultats » au Comité d'experts externes de la Commission pour examen et recommandation d'un projet soumis par un de ses membres.

RATIFICATION DES DÉCISIONS DES RENCONTRES RÉGULIÈRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 22 JUIN ET DU 7 SEPTEMBRE 2005

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CE DU 18 MAI 2005

Rés. # C/05-752 Sur **proposition** de monsieur Luc Desnoyers, dûment **appuyée** par madame Catherine Maheu, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 18 mai 2005.

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CE DU 22 JUIN 2005

Rés. # C/05-753 Sur **proposition** de monsieur Luc Desnoyers, dûment appuyée par madame Catherine Maheu, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 22 juin 2005.

PROJET MAJEUR

TOURISME SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Rés. # C/05-754 Sur **proposition** de monsieur Luc Desnoyers, dûment appuyée par madame Catherine Maheu, il est **unanimentement résolu** d'entériner la décision du Comité exécutif d'approuver la recommandation qu'Emploi-Québec accorde à l'Association touristique régionale (ATR) du Saguenay-Lac-St-Jean (Chicoutimi) une subvention de 588 178 \$ répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, dans le but d'offrir une formation de perfectionnement à 575 travailleurs à l'emploi d'entreprises desservant le tourisme.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION / DÉVELOPPEMENT D'UNE NORME PROFESSIONNELLE

PROJET DU COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES COMMUNICATIONS GRAPHIQUES DU QUÉBEC POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER DE PRESSIER, PRESSIÈRE, SUR PRESSE SÉRIGRAPHIQUE

Rés. # C/05-755 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur François Vaudreuil, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde une subvention pour un montant de 188 500 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, au Comité sectoriel de main-d'œuvre des communications graphiques du Québec, dans le cadre du Programme de subvention pour l'intervention sectorielle en matière de qualification de la main-d'œuvre (FNFMO), pour développer une norme professionnelle et pour réviser des outils d'apprentissage et d'évaluation des compétences pour la fonction de travail de pressier ou pressière sur presse sérigraphique, dans le cadre du Programme d'apprentissage en milieu de travail.

MODIFICATION AU PROJET DU COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DANS LA FABRICATION MÉTALLIQUE INDUSTRIELLE POUR LE MÉTIER D'ASSEMBLEUR/AJUSTEUR DE PLAQUES ET DE CHARPENTES MÉTALLIQUES

Rés. # C/05-756 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur François Vaudreuil, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver de modifier le projet de développement d'une norme professionnelle visant le métier d'assembleur ajusteur ou d'assembleuse ajusteuse de plaques et de charpentes métalliques pour développer deux normes professionnelles, l'une pour les **assembleurs-ajusteurs ou assembleuses ajusteuses de plaques et de charpentes métalliques** et l'autre pour les **assembleurs ajusteurs de chaudières et de réservoirs**.

Cette modification entraîne la création de deux séries d'outils pour le développement et la reconnaissance des compétences. La modification est approuvée sans augmentation de la contribution d'Emploi-Québec au Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle.

CAMPAGNE DE PUBLICITÉ SUR LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE

Rés. # C/05-757 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif et attendu que les conditions proposées par le CE ont été intégrées au mémoire déposé, d'approuver la proposition de poursuivre pour une troisième phase la campagne de publicité *Avec un métier qui t'allume, tu as tout pour réussir!* et d'y investir un million de dollars aux fins de valoriser les métiers ayant de bonnes perspectives d'emploi qui exigent une formation professionnelle ou technique.

Il est entendu que la proposition est accompagnée d'une stratégie d'affaires publiques qui associe les membres de la Commission des partenaires du marché du travail, des conseils régionaux des partenaires du marché du travail (CRPMT) et des comités sectoriels de main-d'oeuvre à diverses activités de relations publiques à l'appui de la campagne.

PROJETS ÉCONOMIQUE D'ENVERGURE

LISI AÉROSPACE CANADA

Rés. # C/05-758 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Luc Desnoyers, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Lisi Aérospace Canada* (Dorval) une contribution financière de 650 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de nouveaux employés impliqués dans l'implantation d'une usine de fixations haute performance pour appareils motorisés.

MARMEN - MATANE

Rés. # C/05-759 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Luc Desnoyers, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif et attendu que les conditions proposées par le CE ont été intégrées au mémoire déposé, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Marmen inc.* (Matane) une contribution financière de 1 125 262 \$, au cours de l'année financière 2005-2006, afin de partager les coûts de formation de 160 nouveaux employés impliqués dans l'implantation d'une nouvelle usine de fabrication de nacelles d'éoliennes.

BEENOX INC.

Rés. # C/05-760 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Luc Desnoyers, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Beenox inc.* (Québec) une contribution financière de 181 247 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 50 nouveaux employés (concepteurs, artistes 3D et 2D, programmeurs).

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **jeudi 3 novembre 2005**

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/05-761 Sur **proposition** de monsieur Florent Francoeur, dûment **appuyée** par madame Sherolyn Moon Dahmé, l'ordre du jour révisé suivant est **adopté à l'unanimité** en modifiant le titre du point 6 pour se lire « Nouvelle entente de gestion et Convergence » :

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du 23 septembre 2005 (révisé page 5)

PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES

4. Grandes orientations de la Commission pour 2006-2007
5. Bilan 2004-2005 et plan d'action 2005-2006
6. Nouvelle entente de gestion

CADRE GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT ET DE RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES

7. Adoption de normes professionnelles de métier
- 7.1 Norme professionnelle pour l'occupation de libraire

AUTRES SUJETS

8. Reconnaissance du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie minière du Québec
9. Plan d'action régional – Nord-du-Québec
10. Révision des cibles du plan d'action annuel d'Emploi-Québec 2005-2006
11. Veille active sur les réponses aux besoins en main-d'œuvre
12. Assouplissement de la mesure « Aménagement et réduction du temps de travail
13. Invitation de la ministre fédérale à rencontrer la Commission
14. Politique d'éducation des adultes et de formation continue : Bilan de mi-parcours de la Commission
15. Projets référés au Comité d'experts externes
- 15.1 COCDMO – Reconnaissance des acquis (révisé)
- 15.2 Colloque / La formation en milieu de travail : des moyens aux résultats
- 15A) Projet pour référence au Comité d'experts externes / FCCQ-Main-d'œuvre immigrante
16. Ratification des décisions de la rencontre régulière du Comité exécutif du 19 octobre 2005
- 16.1 Compte rendu de la réunion du CE du 7 septembre 2005
- 16.2 Projet majeur
- 16.2.1 ICEA – Semaine québécoise des adultes en formation
- 16.3 Recommandation à la CPMT en réponse à l'appel de propositions du gouvernement fédéral dans le cadre de son Initiative en matière de compétences en milieu de travail
- 16.3.1 Projet soumis par la CPMT pour l'appel de projets se terminant le 31 octobre 2005
17. Recommandations du Comité exécutif pour décision
- 17.1 Projets économiques d'envergure
- 17.1.1. Dalsa Semiconducteur
- 17.1.2 A2M
- 17.1.3 Rideau, Orders, Decorations & Medals inc.
18. Suivi des mesures et des fonds
- 18.1 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO)
- 18.2 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
19. Correspondance
- 19.1 Nouvelles des régions
20. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 23 SEPTEMBRE 2005

Rés. # C/05-762 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, le procès-verbal de la réunion du 23 septembre 2005 est approuvé **à l'unanimité** avec les modifications suivantes :

- Sur la première page, sous **Ont également participé**, ajouter : madame Michelle Courchesne, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
- À la page 5, à l'alinéa 3, troisième ligne, remplacer le mot « priorités » par « importants »; sixième ligne,

ajouter le mot « allégées » et lire : « modalités allégées à convenir ».

- À la page 15, à l'alinéa 5), deuxième ligne, il faut lire : « Jean-Charles Mantha ».

Les points pouvant faire l'objet de suivi sont couverts par les points à l'ordre du jour et seront pris en compte lorsque abordés.

GRANDES ORIENTATIONS DE LA COMMISSION POUR 2005-2006

Rés. # C/05-763 Sur **proposition** de madame Denise Boucher, dûment **appuyée** par monsieur André Caron, il est **unanimentement résolu** d'adopter le libellé proposé au mémoire en ce qui a trait aux grandes orientations devant guider l'élaboration du plan d'action d'Emploi-Québec et celle des plans d'action régionaux pour l'année financière 2006-2007, le libellé étant modifié comme suit :

Le dernier alinéa se lira :

- favoriser l'**intégration des clientèles éloignées** afin d'améliorer le taux d'emploi et d'augmenter le nombre d'heures travaillées, notamment, renforcer les meilleures approches existantes et favoriser la mise en oeuvre de nouvelles approches adaptées aux besoins de ces clientèles et conçues à la lumière des expériences acquises dans le cadre du Projet Convergence ou d'initiatives locales.

La version modifiée sera transmise à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Rés. # C/05-764 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Denise Boucher, il est **unanimentement résolu** de demander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale de faire les représentations nécessaires auprès du gouvernement afin que soit reconduit le crédit d'impôt pour stage en milieu de travail au-delà du 1^{er} janvier 2006.

Lors de la présentation du budget 2005-2006, le gouvernement n'a fait aucune annonce quant à la reconduction de cette mesure fiscale au-delà du 1^{er} janvier 2006, échéance déterminée dans le budget 2001-2002. Introduite en 1993 et modifiée plusieurs fois par la suite pour être étendue, en 2002, au Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT), cette mesure permet, entre autres, aux entreprises de compenser les coûts des salaires des compagnons libérés pour donner de la formation en milieu de travail. Le PAMT offre aux entreprises une approche de formation structurée qui permet d'améliorer les qualifications de la main-d'œuvre. Le crédit d'impôt s'avère un facteur déterminant dans la décision des entreprises de participer au PAMT.

BILAN 2004-2005 ET PLAN D'ACTION 2005-2006

Rés. # C/05-765 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu** d'adopter le Bilan des activités de la Commission pour l'année se terminant au 31 août 2005 et le Plan d'action de ses activités pour la période se terminant le 31 août 2006 et d'en autoriser la publication.

RECONNAISSANCE DU COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'INDUSTRIE MINIÈRE DU QUÉBEC

Madame Denise Boucher porte à l'attention de l'assemblée des erreurs dans le mémoire déposé quant aux noms de certains organismes. Le mémoire sera corrigé en conséquence.

Rés. # C/05-766 Considérant que le secteur des mines rencontre les conditions de reconnaissance pour la création d'un comité sectoriel de main-d'œuvre, soit :

- une représentativité du secteur la plus étendue possible au sein de la corporation;
- l'existence d'un partenariat employeurs – travailleurs actifs dans le secteur;
- la volonté des partenaires du secteur de poursuivre une démarche de concertation dans le cadre des mandats des comités sectoriels de main-d'œuvre;
- l'acceptation des partenaires du secteur de contribuer concrètement au fonctionnement du comité sectoriel de main-d'œuvre.

Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu** d'approuver la reconnaissance du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie

minière du Québec, selon la répartition des sièges au conseil d'administration ci-dessous mentionnée, et de demander à Emploi-Québec de lui fournir le soutien technique et financier nécessaire à sa mise en place.

Répartition des sièges au conseil d'administration de Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie minière du Québec :

Représentation syndicale

- 5 de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ/Métallos)
- 2 de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
- 1 de la Centrale des syndicats démocratiques (CSD)

Total : 8

Note : Les centrales syndicales s'engagent à assurer la meilleure représentation possible des régions concernées.

Représentation patronale

- 6 de l'Association minière du Québec (AMQ)
- 1 de l'Association des entrepreneurs miniers du Québec
- 1 de l'Association de l'amiante

Total : 8

L'Association minière du Québec (AMQ) s'engage, en fonction de ses règles internes, à nommer 5 représentants des régions selon la répartition suivante :

- 2 de la Côte-Nord / Saguenay-Lac-St-Jean
- 1 de l'Abitibi-Témiscamingue
- 1 du Nord-du-Québec
- 1 Autre région

PLAN D'ACTION RÉGIONAL – NORD-DU-QUÉBEC

Rés. # C/05-767 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** d'adopter le plan d'action régional du Nord-du-Québec et de le transmettre à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, conformément à la Loi.

RÉVISION DES CIBLES

Les membres demandent des précisions sur le maintien de la plupart des cibles et sur les changements proposés.

Rés. # C/05-768 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu** d'approuver les cibles révisées, tel que prévu au moment de l'adoption du Plan d'action annuel d'Emploi-Québec 2005-2006.

VEILLE ACTIVE

À titre de représentant de la Commission au Comité national de veille sur l'adéquation formation-emploi, monsieur Gaëtan Boucher présente aux membres le *Rapport d'étape pour l'exercice 2004-2005* préparé conjointement par Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. La généralisation à l'ensemble des régions du Québec du modèle de suivi de l'adéquation entre la demande de main-d'œuvre et les efforts de formation, modèle expérimenté en Estrie, a produit des résultats inégaux.

Il est possible, toutefois, de tirer les éléments de conclusion de ce premier exercice de veille active, à savoir : 1) Disponibilité dans toutes les régions et pour l'ensemble du Québec d'une banque de données intégrant les principales statistiques sur la formation professionnelle et technique (diplômes, inscriptions,) et sur l'emploi (diagnostics de perspectives d'emploi, taux de chômage, ...) dans un outil

d'analyse et de consultation informatisé; 2) Dans chacune des régions, des équipes se sont formées et un travail conjoint a été réalisé; 3) Des premiers résultats ont été produits et des actions concrètes ont été proposées afin de corriger les problématiques d'adéquation.

Monsieur Gaëtan Boucher propose aux membres de reconduire l'exercice pour une deuxième année et les invite à identifier des personnes ressources de leur organisation qui pourraient lui transmettre des commentaires afin de l'aider à explorer des avenues permettant de corriger le tir quant à une appréciation juste des déséquilibres entre la demande de main-d'œuvre et l'offre générée par les institutions de formation et quant aux moyens de les résoudre.

Rés. # C/05-769 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par madame Jacynthe Côté, il est **unanimentement résolu** d'approuver qu'Emploi-Québec poursuive l'opération de veille active de l'adéquation formation-emploi dans l'ensemble des régions du Québec pour une seconde année en insistant, notamment, sur la nécessité d'assurer une meilleure cohérence interrégionale au niveau de la sélection des professions et des programmes retenus; qu'Emploi-Québec assure le support requis pour l'organisation d'un colloque sur les métiers et professions exigeant une formation professionnelle ou technique dans la région de la Côte-Nord; qu'Emploi-Québec assure le soutien pour la tenue d'activités *d'étudiant ou d'employé d'un jour* tel que proposé par la région de la Montérégie.

AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Les membres observent que les assouplissements introduits dans la mise en œuvre de la mesure n'ont pas eu d'effets importants sur son utilisation, notamment, au chapitre d'encourager les retraites progressives. À cet effet, monsieur Bernard Matte informe les membres qu'un outil de calcul est mis au point afin de faciliter aux entreprises la mesure des retombées engendrées par le recours à la retraite progressive. Il signale qu'il pourrait être opportun d'offrir un appui fiscal à la mise en œuvre de la mesure à cette fin.

Rés. # C/05-770 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** d'approuver qu'Emploi-Québec poursuive le développement et procède à la diffusion de l'outil informatique visant à faciliter le calcul des heures et des subventions, dans le cadre de la mesure *Aménagement du temps de travail*; qu'Emploi-Québec poursuive la mise en œuvre des actions et activités prévues au Plan d'action 2004-2006 visant *l'Intégration de la gestion prévisionnelle des ressources humaines dans la prestation de services aux entreprises*.

PROJETS RÉFÉRÉS

COCDMO – RECONNAISSANCE DES ACQUIS

La représentante de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, madame Nancy Neamtan, se retire de la réunion pour ce sujet.

Monsieur Richard Fahey signale qu'un projet de développement d'une norme professionnelle pour des compétences génériques n'avait pas reçu l'aval du Groupe de travail de la Commission sur l'apprentissage en milieu de travail. C'est la compréhension des membres de la Commission que le projet présenté s'intéresse à différents modes d'évaluation des compétences génériques en vigueur.

Rés. # C/05-771 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par madame Jacynthe Côté, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité d'experts externes de la Commission, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre une subvention de 124 950 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, dans le but de faciliter le retour en emploi des personnes peu scolarisées et éloignées du marché du travail en favorisant la mise en valeur des compétences génériques et l'intégration de celles-ci dans le processus de recherche d'emploi.

Monsieur Richard Fahey demande à enregistrer son abstention.

Colloque / La formation en milieu de travail : des moyens aux résultats

Le représentant de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec, monsieur Florent Francoeur, se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-772 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Gaëtan Boucher, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité d'experts externes de la Commission, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec une subvention de 196 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, pour l'organisation de deux colloques régionaux sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

Monsieur Richard Fahey demande à enregistrer son abstention.

**PROJET POUR RÉFÉRENCE AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES DE LA COMMISSION /
FCCQ - MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRANTE DU QUÉBEC**

La représentante de la Fédération des chambres de commerce du Québec, madame Françoise Bertrand, se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-773 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par madame Nancy Neamtan, il est **unanimentement résolu** de référer le projet de la Fédération des chambres de commerce du Québec, projet portant sur la sensibilisation des entreprises en région au recrutement de personnes immigrantes, au Comité d'experts externes de la Commission pour examen et recommandation d'un projet soumis par un de ses membres.

RATIFICATION

COMPTE RENDU DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 19 OCTOBRE 2005

Rés. # C/05-774 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Denise Boucher, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 19 octobre 2005.

PROJET MAJEUR

ICEA - SEMAINE QUÉBÉCOISE DES ADULTES EN FORMATION

La représentante de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'oeuvre, madame Nancy Neamtan, invoque un intérêt dans ce dossier et se retire de la réunion pour ce sujet.

Les membres s'interrogent sur les retombées des efforts accomplies après trois éditions de la Semaine. La présidente offre de transmettre aux membres le bilan de la troisième édition qu'a produit l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) et signale qu'une évaluation des retombées de la quatrième édition est recommandée dans la proposition qui est déposée devant la Commission.

Rés. # C/05-775 Sur **proposition** de madame Denise Boucher, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'entériner la décision du Comité exécutif d'approuver la recommandation qu'Emploi-Québec accorde à l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA) (Montréal) une subvention n'excédant pas 435 000 \$ répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, soit 265 000 \$ du FNFMO et 170 000 \$ du FDMT, pour la mise en oeuvre de la 4^e édition (printemps 2006) de la Semaine québécoise des adultes en formation; que l'ICEA accorde à chacune des tables régionales de coordination au moins la somme de seize mille dollars (16 000 \$) et que des réaménagements budgétaires soient faits afin d'augmenter la part des régions; qu'en consultation avec les partenaires de l'Éducation et le conseil régional des partenaires du marché du travail, chacune des tables régionales de coordination mandate par résolution un organisme constitué légalement pour gérer les sommes que lui versera l'ICEA; qu'Emploi-Québec retienne les services d'une firme compétente pour évaluer les retombées quantitatives et qualitatives de cet investissement dans la quatrième édition de la Semaine.

Recommandation à la CPMT en réponse à l'appel de propositions du gouvernement fédéral dans le cadre de son Initiative en matière de compétences en milieu de travail

Rés. # C/05-776 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'entériner la décision du Comité exécutif d'adopter que la Commission présente des projets développés par des CSMO/CIME et autres organismes intervenant dans le développement du marché du travail, dans le cadre de l'Initiative en matière de compétences en milieu de travail du gouvernement fédéral, selon les quatre axes d'intervention proposés; que la Commission présente, dans un premier temps, quelques projets développés par les CSMO/CIME et d'autres organismes intervenant dans le développement du marché du travail selon les axes Projet de développement et de reconnaissance des compétences et Projet de e-Apprentissage; que la Commission autorise l'utilisation du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour soutenir les projets parrainés; et que la présidente soit mandatée pour faire reconnaître le statut légal qui habilite la Commission à agir comme promoteur dans le cadre de l'Initiative du gouvernement fédéral.

- La présidente tiendra la Commission au courant de l'évolution du dossier.

PROJET SOUMIS PAR LA CPMT POUR L'APPEL DE PROJETS SE TERMINANT LE 31 OCTOBRE 2005

Rés. # C/05-777 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'entériner la décision du Comité exécutif du 19 octobre 2005 et d'approuver :

- que la Commission des partenaires du marché du travail présente des projets dans le cadre de l'Initiative en matière de compétences en milieu de travail du gouvernement fédéral, selon quatre axes d'intervention, à savoir le développement et la reconnaissance des compétences, le e-Apprentissage, les mutuelles de formation et la gestion prévisionnelle des ressources humaines;
- que la Commission autorise l'utilisation du Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour soutenir les projets présentés;
- que la Commission présente, dans un premier temps, un projet développé autour des deux premiers axes;
- que les travaux se poursuivent en vue de l'élaboration d'un deuxième projet dans le cadre du second appel de propositions prévu pour janvier 2006;
- que la présidente soit mandatée pour faire reconnaître le statut légal qui habilite la Commission à agir comme promoteur dans le cadre de l'Initiative du gouvernement fédéral.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION / PROJETS ÉCONOMIQUE D'ENVERGURE

DALSA SEMICONDUCTEUR

Rés. # C/05-778 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Daniel Charron, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Dalsa Semiconducteur* (Saint-Bruno) une contribution financière de 396 885 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, afin de partager les coûts de recyclage et de perfectionnement de son personnel de production (347 employés) à de la nouvelle technologie liée à des micro-systèmes électromécaniques.

A2M

La représentante de la Fédération des chambres de commerce du Québec, madame Françoise Bertrand, et le représentant de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, monsieur Richard Fahey, invoquent un intérêt dans ce dossier et se retirent de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-779 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Daniel Charron, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise Pensée et Mouvement Artificiel – A2M (Montréal) une contribution financière de 807 560 \$, au cours des années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de perfectionnement de 219 employés actuels et de formation de 150 nouveaux employés (369 employés en tout) dans le but d'une mise à jour des compétences liés à l'évolution technologique dans le domaine des jeux vidéo.

RIDEAU

La représentante de la Confédération des syndicats nationaux, madame Denise Boucher, invoque un intérêt dans ce dossier et se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-780 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur Daniel Charron, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Les ordres, décorations, médailles Rideau inc.* (Ville Saint-Laurent) une contribution financière de 121 960 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 157 nouveaux employés de production, des ventes et de l'administration, dans le cadre d'une expansion importante de son chiffre d'affaires.

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **vendredi 9 décembre 2005**

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/05-781 Sur **proposition** de monsieur Laurent Pellerin, dûment **appuyée** par monsieur André Caron, l'ordre du jour suivant est **adopté à l'unanimité** :

1. Ouverture de la réunion
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du 3 novembre 2005
4. Ratification des décisions de la rencontre régulière du Comité exécutif du 23 novembre 2005
 - 4.1 Compte rendu de la réunion du CE du 19 octobre 2005
 - 4.2 Projet majeur
 - 4.2.1 Circuits imprimés – Soudure
5. Recommandations du Comité exécutif pour décision
 - 5.1 Développement d'une norme professionnelle
 - 5.1.1 Projet du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine pour le développement d'une norme professionnelles pour le métier de couturier ou couturière du meuble
 - 5.2 Projets économiques d'envergure
 - 5.2.1 Paccar
 - 5.2.2 Journal de Montréal
 - 5.2.3 LM Glasfiber Canada inc.
 - 5.2.4 Masonite
 - 5.2.5 O. V.
 - 5.2.6 Ericsson Canada inc. (modification)

DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

6. Bilan quantitatif sur la participation des employeurs à la Loi 90
7. Formulaire à remplir par l'employeur (FNFMO)
8. Politique d'Emploi-Québec en matière d'intervention sectorielle
9. Demande de création du Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie éolienne

AUTRES

10. Projet référé au Comité d'experts externes
 - 10.1 FCCQ - Main-d'œuvre immigrante
- 10.A) Plan d'action annuel du Service public d'emploi 2006-2007

PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES

11. Nouvelle entente de gestion
12. Projet Convergence
13. Suivi du plan gouvernemental pour l'emploi
14. Besoins en matière de formation professionnelle et de développement des compétences pour le Québec
 - 14.1 Lettre de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
 - 14.2 Entente Canada-Ontario de partenariat sur le marché du travail
 - 14.3 État de situation
15. Présentation sommaire de Service Emploi Laval
16. Suivi des mesures et des fonds
 - 16.1 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
 - 16.2 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMO)
17. Correspondance
 - 17.1 Nouvelles des régions
 - 17.2 Correspondance générale
18. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 3 NOVEMBRE 2005

Rés. # C/05-782 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, le procès-verbal de la réunion du 23 septembre 2005 est approuvé à **l'unanimité** avec la modification suivante :

Au point 15.1, monsieur Richard Desjardins, à titre de représentant d'une organisation membre de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre, se retire de la réunion pour ce sujet.

La présidente informe les membres que le crédit d'impôt pour stage en milieu de travail a été reconduit au-delà du 1^{er} janvier 2006 pour un an et qu'un comité interministériel composé de représentants du ministère des Finances, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale a été constitué pour faire des recommandations quant à l'avenir du crédit d'impôt par la suite.

La présidente rappelle aux membres l'invitation faite par monsieur Gaëtan Boucher, à la dernière rencontre, à identifier des personnes ressources de leur organisation qui pourraient lui transmettre des commentaires afin de l'aider à explorer des avenues permettant de corriger le tir quant à une appréciation juste des déséquilibres entre la demande de main-d'œuvre et l'offre générée par les institutions de formation et quant aux moyens de les résoudre.

RATIFICATION DES DÉCISIONS DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 23 NOVEMBRE 2005

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU CÉ DU 19 OCTOBRE 2005

Rés. # C/05-783 Sur **proposition** de madame Denise Boucher, dûment appuyée par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 19 octobre 2005.

PROJET MAJEUR

CIRCUITS IMPRIMÉS - SOUDURE

Rés. # C/05-784 Sur **proposition** de monsieur André Caron, dûment appuyée par monsieur Richard Fahey, il est **unanimentement résolu** d'entériner la décision du Comité exécutif d'approuver la recommandation qu'Emploi-Québec accorde, au cours des années financières 2005-2006 et 2006-2007, au Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie électrique et électronique une subvention n'excédant pas 538 230 \$ afin de partager les coûts de la formation permettant à 1 400 travailleurs de l'industrie de l'électronique de produire des circuits imprimés qui correspondent aux normes internationales de soudure tendre.

PROJET DU COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES, DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER DE COUTURIER OU COUTURIÈRE DU MEUBLE

Rés. # C/05-785 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur Laurent Pellerin, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde une contribution financière de 120 000 \$, réparti sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, au Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine, dans le cadre du Programme de subvention pour l'intervention sectorielle en matière de qualification de la main-d'œuvre (FNFMO), pour développer une norme professionnelle et des outils d'apprentissage et d'évaluation des compétences en conformité avec le Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences pour le métier de couturier ou couturière du meuble.

PROJETS ÉCONOMIQUE D'ENVERGURE

PACCAR

La représentante du Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec, madame Catherine Maheu, invoque un intérêt dans ce dossier et est absente de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-786 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment appuyée par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Paccar du Canada ltée* (Sainte-Thérèse) une contribution financière de 1 136 424 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, afin de partager les coûts de recrutement et de formation de 674 nouveaux employés ainsi que pour le perfectionnement d'employés existants.

La représentante de la Fédération des chambres de commerce du Québec, madame Françoise Bertrand, invoque un intérêt dans ce dossier et se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-787 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Québécor Média, Le Journal de Montréal* (Montréal) une contribution financière de 1 822 450 \$, au cours des années financières 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, afin de partager les coûts de formation de 215 employés actuels et de 10 nouveaux employés, formation liée à l'introduction de nouveaux équipements. La subvention est conditionnelle au maintien en emploi des 215 employés et à la création de 10 nouveaux postes. En deçà de ce niveau d'emploi, Emploi-Québec pourra réduire le montant de la subvention.

LM GLASFIBER CANADA INC.

La représentante de la Confédération des syndicats nationaux, madame Denise Boucher, invoque un intérêt dans ce dossier et se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-788 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *LM Glasfiber Canada inc.* (Gaspé) une contribution financière de 800 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de formation de 140 nouveaux employés, formation liée à la production de pales d'éoliennes. La recommandation est conditionnelle à ce que la formation dispensée au Québec, incluant la documentation qui s'y rattache, le soit en français.

MASONITE

Rés. # C/05-789 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Corporation internationale Masonite* (division Lac-Mégantic) une contribution financière de 302 908 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de recrutement, de réorganisation et de formation en vue de l'embauche de 120 nouveaux employés et de la consolidation et du maintien de 87 emplois, dans le cadre d'une conversion de production de portes persiennes à celle de portes plaquées.

O. V.

Rés. # C/05-790 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Centre de transformation OV inc.* (Asbestos) une contribution financière de 145 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de recrutement et de formation de 104 employés dans le cadre d'une expansion de la production avec la condition que l'entreprise tente de récupérer le plus grand nombre possible d'employés des usines Olymel qui cessent leurs activités en Montérégie et en Estrie.

ERICSSON CANADA INC.

Rés. # C/05-791 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur Richard Desjardins, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec révisé à la baisse sa contribution financière à l'entreprise *Ericsson Canada inc.* de 2,5 M\$ à 2,2 M\$ à la condition qu'Ericsson maintienne un plancher d'emplois de 1 500. En deçà de 1 500 emplois, la contribution d'Emploi-Québec sera réduite proportionnellement. À sa rencontre régulière du 27 avril 2005, la Commission avait approuvé le partage des coûts de formation dans cette entreprise à hauteur de 2,5 M\$ pour le maintien de 1 800 emplois.

DEMANDE DE CRÉATION DU COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'INDUSTRIE ÉOLIENNE

Suite à la proposition transmise par le conseil régional des partenaires du marché du travail de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les membres s'interrogent sur la pertinence de créer un comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie éolienne. Les discussions portent sur l'opportunité d'élargir le secteur à l'ensemble de l'industrie de l'énergie et d'en considérer les enjeux sur une base nationale.

Rés. # C/05-792 Sur **proposition** de monsieur Laurent Pellerin, dûment **appuyée** par monsieur Gilles Taillon, il est **unanimentement résolu** d'approuver la démarche recommandée, à savoir la réalisation du portrait de l'industrie éolienne au Québec, mais dans une perspective élargie telle qu'énoncée plus haut, l'élaboration d'un diagnostic sectoriel des besoins de main-d'œuvre et des déséquilibres anticipés et un énoncé de recommandations quant à la pertinence de créer un comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie éolienne; d'approuver, pour répondre aux besoins les plus pressants de cette industrie dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, que la Direction régionale d'Emploi-Québec explore la possibilité de mettre sur pied une Table de concertation régionale ad hoc.

La présidente écrira au Conseil régional des partenaires du marché du travail de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine afin de lui faire part des réflexions de la Commission.

PROJETS RÉFÉRÉS AU COMITÉ D'EXPERTS EXTERNES

FCCQ - MAIN-D'ŒUVRE IMMIGRANTE

La représentante de la Fédération des chambres de commerce du Québec, madame Françoise Bertrand, invoque un intérêt dans ce dossier et se retire de la réunion pour ce sujet.

Rés. # C/05-793 Sur **proposition** de monsieur Gilles Taillon, dûment **appuyée** par monsieur André Caron, il est **résolu**, sur recommandation du Comité d'experts externes de la Commission, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à la Fédération des chambres de commerce du Québec une subvention de 100 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, pour la réalisation du projet de sensibilisation des employeurs et mise en valeur de la main-d'œuvre immigrante, en prenant en compte l'avis du Comité d'experts externes.

Monsieur Richard Fahey demande à enregistrer son abstention.

PLAN D'ACTION ANNUEL DU SERVICE PUBLIC D'EMPLOI 2006-2007

La discussion porte sur l'importance à accorder aux deux premières orientations devant guider les services publics d'emploi, à savoir l'amélioration du taux d'emploi et l'amélioration de la productivité. Alors que pour certains membres la seconde orientation puisse être prioritaire, il demeure qu'une bonne part des interventions d'Emploi-Québec est consacrée à la première. Les membres s'accordent sur l'importance d'augmenter le soutien aux entreprises en matière de qualification de la main-d'œuvre et de gestion des ressources humaines.

Les membres se sont étonnés du taux de chômage élevé des gradués universitaires. Une attention accrue est aussi souhaitée en faveur de l'intégration des personnes immigrantes, notamment, en matière de reconnaissance des compétences.

Enfin, une certaine prudence est conseillée quant à l'utilisation du terme « assurer » sous le premier axe d'intervention de la première orientation, où Emploi-Québec devrait plutôt soutenir des initiatives visant une meilleure adéquation de l'offre de main-d'œuvre, une adaptation des formations aux besoins du marché du travail ou la diversification des modes de formation.

Rés. # C/05-794 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par madame Denise Boucher, il est **unanimentement résolu** d'adopter les orientations stratégiques proposées en vue de la planification du Service public d'emploi pour 2006-2007, sous réserve de la prise en compte des commentaires de la Commission.

NOUVELLE ENTENTE DE GESTION

La présidente de la Commission présente aux membres le texte de l'Entente de gestion qui résulte des négociations avec la ministre, le sous-ministre et le sous-ministre associé responsable d'Emploi-Québec. Elle en signale les faits saillants : d'abord, en regard de la Loi 150, le maintien des responsabilités actuelles de la Commission et la reconduction du rôle des conseils régionaux des partenaires du marché du travail avec des pouvoirs accrus en matière d'adaptation des mesures et services d'emploi; en second lieu, la reconnaissance renouvelée des responsabilités de la Commission, en regard de la Loi 90, en matière de développement de la formation de la main-d'œuvre et la délégation par la ministre à la Commission des responsabilités relatives à la gestion de trois outils structurants à cette fin, à savoir, l'intervention sectorielle, le développement des compétences en milieu de travail (Cadre général de

développement et de reconnaissance des compétences) et la Loi 90 et le Fonds national de formation de la main-d'œuvre. En contrepartie, la Commission conviendra d'objectifs annuels dans ces domaines et rendra compte des résultats obtenus. La nouvelle agence convergée ou le Ministère mettra à la disposition de la Commission l'information et le soutien nécessaire à l'exercice de ses responsabilités; la ministre effectuera les représentations auprès du gouvernement afin de rechercher le réinvestissement d'une partie des économies réalisées à l'aide sociale; enfin, la ministre et la présidente s'engagent à poursuivre les travaux afin de définir les modalités de mise en oeuvre des différentes parties de l'entente.

Rés. # C/05-795 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment **appuyée** par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu** d'approuver le projet d'entente de gestion proposé et de mandater la présidente de la Commission de procéder à sa signature avec la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

À la fin de sa rencontre, la Commission a accueilli la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, madame Michelle Courchesne, qui a procédé, avec la présidente la Commission, madame Marjolaine Loiselle, à la signature de la nouvelle entente.

BESOINS EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES POUR LE QUÉBEC

ÉTAT DE SITUATION

Les membres s'entendent pour clarifier que les négociations qui ont cours pour augmenter l'enveloppe du transfert social canadien aux fins de financer la formation postsecondaire et celles en vue du financement de mesures d'emploi destinées aux clientèles non couvertes par l'Entente Canada-Québec de développement du marché du travail constituent des dossiers distincts, de même que le financement de la formation professionnelle et le développement des compétences.

Les membres reconnaissent que, parmi les priorités identifiées par les provinces au Forum des ministres du marché du travail en matière de formation de la main-d'œuvre, plusieurs rejoignent les préoccupations de la Commission.

Rés. # C/05-796 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur André Caron, il est **unanimentement résolu** que la Commission transmette au début de 2006 à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, madame Michelle Courchesne, les besoins prioritaires qu'elle aura identifiés à l'égard de la formation de la main-d'œuvre et du développement des compétences au Québec.

Résolutions adoptées par la Commission des partenaires
du marché du travail tenue le **jeudi 2 février 2006**

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Rés. # C/06-797 Sur **proposition** de madame Denise Boucher, dûment **appuyée** par madame Sherolyn Moon Dahmé, l'ordre du jour suivant est **adopté à l'unanimité** :

1. Ouverture de la réunion
 2. Adoption de l'ordre du jour
 3. Approbation du procès-verbal et suivi de la réunion du 9 décembre 2005
 4. Ratification des décisions de la rencontre régulière du Comité exécutif du 18 janvier 2006
 - 4.1 Compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 23 novembre 2005
 5. Recommandations du Comité exécutif pour décision
 - 5.1 Mémoire présenté à la Commission de l'économie et du travail (révision de la Loi 90)
 - 5.2 Réponse à la ministre quant aux priorités de la CPMT en matière de formation professionnelle et de développement des compétences pour le Québec
 - 5.3 Projets économiques d'envergure
 - 5.3.1 Soucy Holding
 - 5.3.2 Marmen inc. (Cap-de-la-Madeleine 2) (Révisé)
 - 5.3.3 IBM Canada ltée (Bromont) (Révisé)
 - 5.3.4 Gameloft inc.
 - 5.3.5 Dayco: Conduite d'essence (Révisé)
- DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE*
6. Enveloppe budgétaire de l'intervention sectorielle pour 2006-2007
 7. Mutuelles de formation (réglementation en vertu de la Loi 90)
 8. Adoption de normes professionnelles
 - a. Norme professionnelle pour le métier d'assembleur ou d'assembleuse de charpentes métalliques
 - Norme professionnelle pour le métier d'assembleur ou d'assembleuse de portes et fenêtres
- PRÉOCCUPATIONS DES PARTENAIRES*
9. Projet Convergence
 10. Revue de programmes 2006-2007 (verbal)
 11. Rapport de mission de la CPMT (verbal)
 12. Suivi des mesures et des fonds
 - 12.1 Fonds de développement du marché du travail (FDMT)
 - 12.2 Fonds national de formation de la main-d'œuvre (FNFMFO)
 13. Correspondance
 - 13.1 Nouvelles des régions
 - 13.2 Correspondance générale
 14. Levée de la séance

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL ET SUIVI DE LA RÉUNION DU 9 DÉCEMBRE 2005

Rés. # C/06-798 Sur **proposition** de madame Catherine Maheu, dûment **appuyée** par monsieur André Caron, le procès-verbal de la réunion du 9 décembre 2005 est approuvé à l'**unanimité**.

La présidente indique que les points susceptibles de faire l'objet d'un suivi sont inscrits à l'ordre du jour.

RATIFICATION DES DÉCISIONS DE LA RENCONTRE RÉGULIÈRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DU 18 JANVIER 2006

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF 23 NOVEMBRE 2005

Rés. # C/06-799 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment **appuyée** par madame Jacynthe Côté, il est **unanimentement résolu** de ratifier le compte rendu de la réunion du Comité exécutif du 23 novembre 2005.

RECOMMANDATIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF POUR DÉCISION

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À LA COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL (RÉVISION DE LA LOI 90)

Rés. # C/06-800 Sur **proposition** de monsieur André Caron, dûment appuyée par madame Sherolyn Moon Dahmé, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver le projet de mémoire de la Commission à être déposé à la Commission de l'économie et du travail sur la révision de la Loi 90, avec les modifications suivantes :

- À la page 15, sous *La reconnaissance des compétences*, la dernière phrase du premier paragraphe se lira : « En ce sens, le développement de passerelles et de correspondances entre les ordres et les réseaux d'enseignement et les autres dispositifs d'acquisition des compétences est important pour la pleine économie de notre système de formation continue »;
- à la page 22, sous *La capacité d'initiative individuelle*, le 8^e consensus doit se lire : « La majorité des partenaires du marché du travail membres de la Commission convient de poursuivre ses travaux sur ce que pourrait signifier l'introduction dans la Loi de la capacité d'initiative individuelle des travailleurs pour le développement de leurs compétences et des modalités auxquelles pourraient correspondre cette capacité ».

RÉPONSE À LA MINISTRE QUANT AUX PRIORITÉS DE LA CPMT EN MATIÈRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES AU QUÉBEC

La présidente a présenté le mémoire en indiquant que la position proposée respecte le consensus déjà établi entre les partenaires consultés et le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport en matière de financement de la formation postsecondaire. Elle ajoute que les membres votants de la Commission sont invités par le premier ministre à participer à une consultation organisée par le Conseil de la fédération les 23 et 24 février prochains.

Les partenaires du marché du travail continuent d'appuyer les démarches du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale dans les discussions avec le gouvernement fédéral portant, notamment, sur la hausse du financement des mesures actives à partir du Compte de l'assurance-emploi ou sur le soutien aux travailleurs âgés. Ces démarches ont été suspendues à l'occasion de la campagne électorale fédérale et devraient reprendre sous peu.

Les montants d'argent afférents aux priorités sont présentés à titre indicatif. Les propositions portant sur les mutuelles de formation sont liées à l'expérimentation d'une approche améliorée. Alors que le Québec a levé la contrainte légale de formation pour les petites et moyennes entreprises, les partenaires n'en reconnaissent pas moins leurs besoins de formation et souhaitent leur proposer des incitatifs pour y répondre.

Rés. # C/06-801 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par madame Françoise Bertrand, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'adopter les priorités proposées en matière de formation professionnelle et de développement des compétences ainsi que les coûts afférents et de les transmettre à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale en réponse à sa requête en vue de soutenir les travaux relatifs à la préparation du Sommet sur l'éducation postsecondaire et la formation professionnelle organisée par le Conseil de la fédération au début de 2006.

Il est également résolu que les montants réclamés s'ajoutent à ceux déjà établis dans le cadre du consensus en matière de formation postsecondaire et que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale conviennent des stratégies gouvernementales appropriées à cette fin.

PROJETS ÉCONOMIQUE D'ENVERGURE

SOUCY HOLDING

Rés. # C/06-802 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment appuyée par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Soucy Holding* (Drummondville) une contribution financière de 590 069 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 298 nouveaux employés répartis dans six divisions situées au Québec et affectés à la production de nouveaux systèmes de chenilles destinées à des véhicules récréatifs et à la production des équipements nécessaires à la fabrication des chenilles.

MARMEN INC. (CAP-DE-LA-MADELEINE 2) (RÉVISÉ)

Un nouveau mémoire révisé est déposé sur place.

Rés. # C/06-803 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Marmen inc.* (Cap-de-la-Madeleine 2) une deuxième contribution financière de 720 925 \$, au cours des années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de formation de 143 nouveaux employés affectés à des fonctions liées à la fabrication de pylônes d'éoliennes.

IBM CANADA LTÉE (BROMONT) (RÉVISÉ)

Rés. # C/06-804 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *IBM Canada ltée* (Bromont) une contribution financière de 2 000 000 \$, répartie sur les années financières 2005-2006 et 2006-2007, afin de partager les coûts de formation de 200 employés actuels et de recrutement et de formation de 200 nouveaux employés, formation liée à l'assemblage de microprocesseurs. La subvention est conditionnelle à la création et au maintien, au cours de la période de subvention, d'un minimum de 50 nouveaux postes au-delà des 2500 existants.

GAMELOFT INC.

Rés. # C/06-805 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Gameloft inc.* (Montréal) une contribution financière de 549 816 \$, répartie sur les années financières 2005-2006, 2006-2007 et 2007-2008, afin de partager les coûts de formation de 205 nouveaux employés, dans le cadre d'une expansion de production de jeux vidéo applicables à des téléphones cellulaires. Il est entendu que la condition d'offrir des occasions d'emploi « à des candidats qui ne rencontrent pas intégralement le profil recherché, mais qui ont développé des compétences professionnelles dans un parcours de formation de base sur l'utilisation des nouveaux médias » pourra s'appliquer à de jeunes travailleurs desservis par le réseau des organismes en développement de l'employabilité; la région responsable du dossier verra à assurer le maillage avec les organismes externes à cette fin.

À cette occasion, les partenaires demandent à ce qu'Emploi-Québec fasse rapport sur les résultats obtenus eu égard à l'intégration de jeunes travailleurs qui ne rencontrent pas le profil recherché dans ce projet et dans d'autres semblables pour lesquels la Commission a déjà approuvé des subventions.

DAYCO : CONDUITE D'ESSENCE (RÉVISÉ)

Rés. # C/06-806 Sur **proposition** de madame Françoise Bertrand, dûment **appuyée** par monsieur René Roy, il est **unanimentement résolu**, sur recommandation du Comité exécutif, d'approuver qu'Emploi-Québec accorde à l'entreprise *Dayco Fluid Technologies Corp.* (Trois-Rivières) une contribution financière de 1 123 750 \$, répartie sur les années financières 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009, afin de partager les coûts de formation de 202 nouveaux employés, dans le cadre de l'implantation d'une usine de fabrication de conduites d'essence en acier inoxydable grâce à une technologie d'hydroformage et de soudure au laser, avec la condition que les employés devront obtenir une reconnaissance de leurs acquis à la suite de leur formation.

ENVELOPPE BUDGÉTAIRE DE L'INTERVENTION SECTORIELLE POUR 2006-2007

La présidente rappelle qu'au cours de la dernière année, la Commission a reconnu trois nouveaux comités sectoriels qui sont en mode de consolidation et un quatrième comité sectoriel qui est à se structurer. Le mémoire présenté propose une augmentation d'un million de dollars de l'enveloppe budgétaire dédiée à l'intervention sectorielle.

Rés. # C/06-807 Sur **proposition** de madame Nancy Neamtan, dûment **appuyée** par monsieur François Vaudreuil, il est **unanimentement résolu** d'adopter qu'une enveloppe budgétaire de 15 000 000 \$ soit accordée à la Direction de l'intervention sectorielle pour l'année financière 2006-2007, afin de pouvoir supporter adéquatement les actions des comités sectoriels de main-d'œuvre, des comités d'intégration et de maintien en emploi, ainsi que des comités aviseurs en plus d'être en mesure d'assumer le financement de projets spécifiques.

MUTUELLES DE FORMATION (RÉGLEMENTATION EN VERTU DE LA LOI 90)

Les membres reconnaissent que l'expérimentation des « organismes collecteurs » n'a pas produit des résultats convaincants. Il est proposé qu'une modification dans les approches réglementaires pourrait contribuer à améliorer les perspectives dans ce domaine.

Rés. # C/06-808 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par monsieur François Vaudreuil, il est **unanimentement résolu** :

- d'entériner les propositions du Groupe de travail de la Commission sur la Loi 90 apparaissant au point 6 du présent mémoire relatives à la révision du Règlement sur les organismes collecteurs et concernant la mise en place de mutuelles de formation; et
- de mandater le Groupe de travail de la Commission sur la Loi 90 pour lui recommander les modifications à apporter à l'article 8 de la Loi ou au Règlement sur les organismes collecteurs – en vue de leur adoption par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale – en fonction des deux options exposées dans le présent mémoire, soit : réviser l'article 8 en abolissant la réglementation présente afférente ou mettre à jour l'article 8 en allégeant et en adaptant la réglementation actuelle.

ADOPTION DE NORMES PROFESSIONNELLES

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER D'ASSEMBLEUR OU D'ASSEMBLEUSE DE CHARPENTES MÉTALLIQUES

Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier d'assembleur ou d'assembleuse de charpentes métalliques, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un large consensus auprès des entreprises et des travailleurs du secteur,

Rés. # C/06-809 Sur **proposition** de monsieur Richard Fahey, dûment appuyée par madame Denise Boucher, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre dans la fabrication métallique industrielle concernant le métier d'assembleur ou d'assembleuse de charpentes métalliques;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

NORME PROFESSIONNELLE POUR LE MÉTIER D'ASSEMBLEUR OU D'ASSEMBLEUSE DE PORTES ET FENÊTRES

Compte tenu que la norme professionnelle pour le métier d'assembleur ou d'assembleuse de portes et fenêtres, développée par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est conforme aux standards de qualité d'Emploi-Québec et que cette norme a fait l'objet d'un large consensus auprès des entreprises et des travailleurs du secteur,

Rés. # C/06-810 Sur **proposition** de monsieur René Roy, dûment appuyée par madame Denise Boucher, il est **unanimentement résolu**:

- d'adopter la norme professionnelle soumise par le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine concernant le métier d'assembleur ou d'assembleuse de portes et fenêtres;
- de recommander à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale d'approuver ladite norme et son enregistrement au Registre des compétences.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE11

Titre

Liste des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail et le nom des personnes sur chacun des Conseils incluant les dates de nomination et d'échéance de leur mandat.

Exposé et statistiques

Vous trouverez, en annexe, la liste à jour des membres des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail, par région et par secteur, ainsi que la date de fin de mandat pour chacun des membres.

Prendre note que le nouveau Conseil régional de la Jamésie a été mis en place en mars 2006.

01 – CRPMT du Bas Saint-Laurent

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Alain Castonguay	Délégué SEPB – 57 Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Normand Gagnon	Président Conseil central Bas-Saint-Laurent (CSN)	CSN	Membre votant / 2006-03-31
M. Alain Harrisson	Conseiller régional SCEP – Sections locales (FTQ)	FTQ	Président(e) / 2008-03-31
M. Raymond Malenfant	Administrateur Syndicat des producteurs de lait du Bas-Saint-Laurent (UPA)	UPA	Membre votant / 2008-03-31
Mme Raymonde Robinson	Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN)	CSN	Membre votant / 2007-03-31
M. Yanick Proulx	Conseiller syndical Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31

Employeurs

Mme Julie Gagné	Directrice des ressources humaines Bois BSL inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. André Côté	Directeur des ressources humaines Félix Huard inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Pierre Laplante	Directeur général Association touristique régionale du Bas Saint-Laurent	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Germain Ouellet	Vice-président principal des ressources humaines Premier TECH Itée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Émilie Caron	Superviseur des ressources humaines Bowater Produits Forestiers Canada inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Rayna Beupré	Directrice des ressources humaines Groupe maritime Verreault	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM		ORGANISME		AFFILIATION		FONCTION / ÉCHÉANCE	
Milieu de l'enseignement							
Mme Lyne Beaulieu		Directrice adjointe Cégep de Rimouski, Service de formation continue		FC ET ACPQ		Membre votant / 2006-03-31	
M. Yvon Bouchard		Doyen des études avancées et recherche Université du Québec à Rimouski (4 ^e)		Formation (4 ^e poste)		Membre votant / 2008-03-31	
Mme Carole Bourget		Enseignante Cégep de Matane (CSQ)		CSQ (formation)		Membre votant / 2008-03-31	
M. Claude Langlais		Président Commission scolaire Kamouraska–Rivière-du-Loup		FCSQ		Membre votant / 2008-03-31	
Organismes communautaires							
Mme Louise Dufour		Animatrice-rechercheur Centre des femmes du Ô Pays		COCDMO ET RQUODE		Vice-président(e) / 2007-03-31	
Mme Hélène Béland		Directrice générale Transition Plus		COCDMO ET RQUODE		Membre votant / 2008-03-31	
MESS / EQ							
M. Pierre Robitaille		Directeur régional Emploi-Québec du Bas Saint-Laurent		MESS / EQ		Secrétaire	
Autres ministères							
M. Gérard Bédard		Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MEQ)		MELS		Membre non votant	
M. Robert Cyr		Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation		MDEIE		Membre non votant	
M. Gilles Julien		Directeur régional Ministère des Affaires municipales et des Régions		MAMR		Membre non votant	

02 – CRPMT du Saguenay Lac Saint-Jean

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Jean-Marc Crevier	Représentant régional Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	FTQ	Vice-président(e) / 2008-03-31
M. Gilles Truchon	Conseiller syndical Conseil central Saguenay/Lac Saint-Jean (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
Mme Jeannine Girard	Présidente Conseil central des syndicats nationaux Saguenay/Lac Saint-Jean (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Alain Proulx	Représentant syndical Travailleurs canadiens de l'automobile	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Michel Routhier	Président syndicat Usine Abitibi-Consolidated du Canada (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Robert Savard	Dir. Service formation & vie syndicale Fédération de l'UPA	UPA	Membre votant / 2007-03-31

Employeurs

Mme Lucie Munger	Comptable agréée Mallette, S.E.N.C.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Tony Duchesne	Directeur des ressources humaines LAR Machinerie	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Michel Gauthier	Membre Secteur entreprises	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2008-03-31
M. Raynald Guillemette	Directeur général des opérations Industries Tanguay	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Roger Lefebvre	Directeur, Service des ressources humaines Bowater Produits Forestiers du Canada inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Gérald Martel	Directeur Alcan – Secteur primaire	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Vice-président(e) / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Lise Gagné S.	Présidente Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	FCSQ	Présidente / 2006-03-31
M. Jean Paradis	Directeur général Collège d'Alma	FC ET ACPQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Damien Ferland	Directeur, Service de formation continue Université du Québec à Chicoutimi (4°)	Formation (4° poste)	Membre votant / 2007-03-31
Mme France Lapierre	Représentante Syndicat de l'enseignement (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2007-03-31
Organismes communautaires			
Mme Isabelle Simard	Coordonnatrice Carrefour jeunesse-emploi	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
Mme Francine Lemieux	Directrice SEMO – Saguenay inc.	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
MESS / EQ			
M. Yvon Fleury	Directeur régional Emploi-Québec du Saguenay/Lac Saint-Jean	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. François Paquette	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant
Mme Lison Rhéaume	Sous-ministre adjointe par intérim Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant

03 – CRPMT DE LA CAPITALE-NATIONALE

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Yves Fortin	Secrétaire général Conseil central des syndicats nationaux Québec (CSN)	CSN	Vice-président(e) / 2008-03-31
Mme Jacynthe Gagnon	Présidente Fédération de la Rive-Nord (UPA)	UPA	Membre votant / 2008-03-31
M. Marc La Rue	Conseiller syndical Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	CSD	Membre votant / 2008-03-31
Mme Laure Lapierre	Représentante syndicale Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Maltais	Président Conseil régional (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
Mme Lise-Andrée Morin	Présidente Syndicat des employés de soutien Cégep Limoilou (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31

Employeurs

Mme Lyne Drapeau	Directrice des ressources humaines Orléans Express	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Président(e) / 2008-03-31
M. Denis Dubois	Président Lasertech industrie inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
Mme Ginette Gauthier	Directrice générale Domaine Forget de Charlevoix	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Luc Blanchet	Directeur des services conseils MALLETTTE	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2008-03-31
M. Yvon Ratté	Propriétaire IGA Yvon Ratté	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Dominique Langevin	Directeur des ressources humaines Alex Coulombe ltée, PEPSI	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2008-03-31

RPE11A			
NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Bertrand Demers	Commission scolaire de la Capitale (CSQ)	CSQ (formation)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Murielle Gingras	Présidente Commission scolaire de la Capitale	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
Mme Micheline Grenier	Directrice, Service de placement Université Laval (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Nicole Rousseau	Directrice de la formation continue Cégep Limoilou	FC ET ACPQ	Membre votant / 2008-03-31
Organismes communautaires			
Mme Louise Lambert	Directrice JONATHAN Centre d'aide à l'emploi pour femmes	COCDMO ET RQUODE	Vice-président(e) / 2008-03-31
Mme Sandra Lavoie	Directrice générale Groupe Intégration Travail	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
MESS / EQ			
M. Benoît Lemay	Directeur régional Emploi-Québec de Québec	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
Mme Marie-Sylvie Descôteaux	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Membre non votant
M. Jacques Drolet	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Michèle Drouin	Directrice, Planif. et dossiers régionaux Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant

04 – CRPMT DE LA MAURICIE

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Michel Angers	Président Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN)	CSN	Président(e) / 2006-03-31
M. Michel Dupont	Conseiller régional Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Serge Duval	Commis aux pièces Trois-Rivières Chevrolet (CSD)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Pierre Emond	Directeur provincial Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
Mme Linda Christofferson-Dugré	Trésorière Conseil central du Cœur-du-Québec (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Trudel	Président Union des producteurs agricoles de la Mauricie (UPA)	UPA	Membre votant / 2007-03-31
Employeurs			
M. Patrick Béche	Coordonnateur en ressources humaines ALCAN Usine Shawinigan	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Suzanne L. Lemay	Contrôleuse Corus	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Michel Mélançon	Directeur des ressources humaines Kruger inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Isabelle Énard	Vice-présidente Sigama usinage et fabrication ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Vice-présidente / 2006-03-31
M. Denis Roy	Président Egzakt inc	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
Mme Fernande Boisvert	Membre Femmes & Entreprenariat en Mauricie	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Bernard Dufour	Dire. Serv. Form. et éduc. Adultes Commission scolaire du Chemin-du-Roy	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Stéphan Béland	Conseiller syndical Syndicat de l'enseignement des Vieilles-Forges (CSQ)	CSQ formation	Membre votant / 2008-03-31
Mme Jeannine Routhier	Directrice des communications et partenariats Université du Québec à Trois-Rivières (4°)	Formation (4° poste)	Non renouvellement / 2006-03-31
Mme Louise Trudel	Directrice générale Collège Shawinigan	FC ET ACPQ	Membre votant / 2006-03-31
Organismes communautaires			
Mme Marie-Josée Tardif	Coordonnatrice COMSEP	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
M. Allain Tremblay	Directeur SEMO Mauricie, Service externe de main-d'œuvre	COCDMO ET RQUODE	Non renouvellement / 2005-03-31
MESS / EQ			
Mme Ginette Lanthier	Directrice régionale Emploi-Québec de la Mauricie	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Robert De Nobile	Administrateur d'État Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Claude Lamarre	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Membre non votant

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
Mme Ginette Provençal	Représentante Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	CSD	Membre votant / 2007-03-31
M. Gilles Léveillé	Représentant régional Conseil régional de l’Estrie (FTQ)	FTQ	Non renouvellement / 2006-03-31
M. Réal Marcoux	Union des producteurs agricoles (UPA)	UPA	Membre votant / 2007-03-31
Mme Jocelyne Rodrigue	Responsable du système d’info. et approv. Service d’aide aux Néo-Canadiens (CSN)	CSN	Vice-président(e) / 2006-03-31
M. Gérard Séguin	Président du syndicat Métallos, local 9395 (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Michel Tétrault	Journalier Cascades Groupe Carton Plat - East Angus	CSN	Membre votant / 2008-03-31

Employeurs

Mme Renelle Ancil	Directrice régionale RONA l’Entrepôt	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Roger Bergeron	Directeur ressources humaines RONA l’Entrepôt	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Marcel Camden	Président Compagnie manufacturière Jack Spratt inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Vincent Cloutier	Vice-président CIBLE Solutions d’affaires	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. François Dauphinais	Vice-président des ressources humaines Bombardier Produits Récréatifs	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Carol Lapointe	Directeur des opérations – secteur Nord Centre d’affaires Windsor, Domtar inc	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Louise Lehoullier	Conseillère d'orientation CS de Sherbrooke- centre de formation professionnelle (CSQ)	CSQ (formation)	Membre votant / 2008-03-31
M. Denis Marceau	Vice-recteur à l'enseignement Université de Sherbrooke – Pavillon Central (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Président(e) / 2008-03-31
Mme Huguette Desrochers	Présidente Commission scolaire des Sommets	FCSQ	Membre votant / 2007-03-31
M. André Métras	Directeur général Séminaire de Sherbrooke	FC ET ACPQ	Vice-président(e) / 2007-03-31
Organismes communautaires			
Mme Denise Marquis	Directrice Centre d'orientation et de recherche d'emploi de l'Estrie	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
Mme Hélène Robert	Directrice Centre objectif travail de l'Estrie	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
MESS / EQ			
Mme Liette Tessier-Allard	Directrice régionale Emploi-Québec de l'Estrie	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Robert Fortin	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Diane Lamothe	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

06 – CRPMT DE MONTRÉAL

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Gaétan Châteauneuf	Vice-président Conseil central de Montréal (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Robert Lacroix	Directeur – AIEST 56 Conseil régional (FTQ) Montréal métropolitain	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
Mme Francine Richer	Responsable de la formation Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	CSD	Vice-président(e) / 2008-03-31
Mme Sylvie Majeau	Conseillère syndicale Conseil régional (FTQ) Montréal métropolitain	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
Mme Flavie Achard	Professeure, Département de biologie Cégep Montmorency (CSN)	CSN	Membre votant / 2007-03-31
M. Michel Thibault	Secrétaire général Conseil régional Montréal-Métropolitain (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31

Employeurs

M. Louis Arseneault	Directeur des ressources humaines Vêtements Peerless inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Brigitte Carrière	Chef des ressources humaines ICN Canada ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Denis Deschamps	Président Drakkar & Associés inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Président(e) / 2008-03-31
M. Pierre Duguay	Président Com-Inter Communications	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Gilles Gendron	Coordonnateur de la formation Produits Shell Canada ltée, Raffinerie de Montréal-Est	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Richard Genest	Directeur de la formation Groupe Jean Coutu	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

RPE11A			
NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Alain Gosselin	Directeur, Service enseignement des ressources humaines HEC Montréal (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Nicole Rouillier	Directrice générale Cégep Marie-Victorin	FC ET ACPQ	Membre votant / 2007-03-31
Mme Manon Labelle	Conseillère à l'éducation des adultes Syndicat de l'Enseignement de l'ouest de Montréal (CSQ)	CSQ (formation)	Membre votant / 2007-03-31
M. Pierre Bélanger	Directeur de la formation professionnelle Commission scolaire de Montréal	FCSQ	Membre votant / 2007-03-31
Organismes communautaires			
Mme Louise Hodder	Directrice générale CDEC Centre-Sud / Plateau Mont-Royal	COCOMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
Mme Sylvie Roy	Directrice générale Action main-d'œuvre inc.	COCOMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
MESS / EQ			
Mme Jocelyne Brault	Directrice régionale (par intérim) Emploi-Québec de Montréal	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. André Labrie	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Denise Lachance	Directrice régionale Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Gilles Lamirande	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	Membre non votant

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
Mme Diane Clément	Représentante Union des producteurs agricoles (UPA)	UPA	Membre votant / 2008-03-31
M. Yves Cloutier	Représentant syndical Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FTQ)	FTQ	Vice-président(e) / 2008-03-31
M. Sylvain Desrochers	Conseiller syndical, local 298 Syndicat québécois employés (es) de service (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
Mme Julie Brodeur	Intervenante Maison Réalité inc.	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Dino Lemay	Conseiller syndical Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Michel Quijada	Président Conseil central de l'Outaouais	CSN	Membre votant / 2008-03-31
Employeurs			
M. Michel Beauchamp	Directeur des opérations pour le Québec Rhodia	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2006-03-31
M. Robert Coulombe	Maire Ville de Maniwaki	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Vice-président(e) / 2006-03-31
M. Denis Bernier	Directeur général Chambre de commerce de Gatineau	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Marjolaine Hébert	Experte-conseil en gestion des ressources humaines GRH Solutions	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Robert Thibault	Propriétaire Bijouterie Houle	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Luc Trempe	Directeur des ressources humaines Bowater Produits Forestiers Canada inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Richard Champagne	Directeur de la formation et éducation Commission scolaire des Draveurs	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Charles Morin	Directeur Centre de formation professionnelle Relais de la Lièvre-Seigneurie	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2009-03-31
Mme Johanne Moreau	Adjointe à la Direction des études Collège de l'Outaouais	FC ET ACPQ	Membre votant / 2009-03-31
Mme Diane Nault	Commission scolaire des Draveurs (CSQ)	CSQ (Formation)	Démissionnaire / 2007-03-31
Organismes communautaires			
M. Michel Allard	Directeur général Centre de placement spécialisé du Portage	COCDMO ET RQUODE	Président(e) / 2007-03-31
M. Robert Mayrand	Directeur général Service Intégration Travail Outaouais	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2009-03-31
MESS / EQ			
M. Claude Landry	Directeur régional Emploi-Québec de l'Outaouais	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
Mme Hélène Audet	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant
M. Jeffrey MacHan	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant

08 – CRPMT DE L’ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
Mme Angèle Bouchard	Présidente Conseil central de l’Abitibi-Témiscamingue Ungava (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Noël	Représentant syndical Fraternité interprovinciale des ouvriers en électricité (FTQ)	FTQ	Démissionnaire / 2007-03-31
Mme Diane F. Raymond	Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Donald Rheault	Représentant CSN	CSN	Président(e) / 2007-03-31
M. Marc Thibodeau	Président syndical Syndicat des métallos, section locale 9291 (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Michel Tremblay	Président Syndicat de l’UPA – secteur Nord Témiscamingue	UPA	Membre votant / 2006-03-31

Employeurs

M. Denis Carignan	Directeur général des ressources humaines Commonwealth Plywood ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Marcel Jolicoeur	Directeur des ressources humaines Groupe minier CMAC inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Claude De Lachevrotière	Coordonnateur des ressources humaines Témisko inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Joe Montemurro	Directeur général Delicana Nord-Ouest inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. André Rioux	Directeur des ressources humaines Abitibi Consolidated	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Dominic Valade	Coordonnateur aux ressources humaines Norbord, division et panneaux	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Daniel Marcotte	Directeur général Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue	FC ET ACPQ	Membre votant / 2008-03-31
Mme Micheline Potvin	Professeure UQAT – Unité de développement humain et social (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Vice-président(e) / 2006-03-31
M. Gaétan Gilbert	Président Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Guy Savard	Président Syndicat de l'enseignement Ungava Abitibi/Témiscamingue (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2006-03-31

Organismes communautaires

Mme Francine Guertin	Directrice générale Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2009-03-31
Mme Francine Séguin	Notaire Membre du Réseau PME INTER-NOTAIRES	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31

MESS / EQ

M. Luc Dupuis	Directeur régional	MESS/EQ	Secrétaire
---------------	--------------------	---------	------------

Autres ministères

Mme Guylaine Larose	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant
M. Gilles Quintal	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant

09 – CRPMT DE LA CÔTE-NORD

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Steeve Arsenault	Président du syndicat des métallos Compagnie minière QIT Fer & Titane inc. Section 4466	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
Mme Lise Robichaud	Intervenante Centre de réadaptation l'Émergent	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Alain Jalbert	Directeur général Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Vice-président(e) / 2007-03-31
M. Guillaume Tremblay	Vice-président Conseil central Côte-Nord inc. (CSN)	CSN	Membre votant / 2009-03-31
M. Joël Perreault	Représentant syndical Syndicat canadien communication, énergie et papier (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Jacques-René Giguère	Économiste Cégep de Sept-Îles	CSN	Membre votant / 2008-03-31

Employeurs

M. Denis Boulianne	Directeur général Coopérative forestière La Nord Cotière	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démisionnaire / 2008-03-31
Mme Manon Bourgeois	Conseillère en prév. et en ress. Humaines Uniforêt, division Scierie Port-Cartier	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démisionnaire / 2008-03-31
M. Alain Cauchon	Directeur général La Minière Québec Cartier	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Président(e) / 2007-03-31
M. Jean-Marie Émond	Coordonnateur des ressources humaines Les Produits Forestiers Arbec, division Scierie	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Mary Anne Morin	Directrice Intégration Aluminerie Alouette inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Sylvain Brisson	Directeur général Groupe-Conseil TDA – Baie-Comeau	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Guylaine Duchaine	Enseignante en alphabétisation Centre d'éducation des adultes de Port-Cartier (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2008-03-31
M. Christian Gagnon	Représentant de la formation Cégep de Sept-Iles (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2006-03-31
M. Roger Lapointe	Représentant de la formation Cégep de Baie-Comeau	FC ET ACPQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Jacques Saint-Pierre	Directeur général Commission scolaire de l'Estuaire	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
Organismes communautaires			
Mme Louiseette Champagne	Directrice générale CLD	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
Mme Claude Morin	Directrice générale par intérim Centre Émersion Manicouagan	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
MESS / EQ			
M. Réginald Caron	Directeur régional Emploi-Québec de la Côte-Nord	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Jacques Tremblay	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Lucy De Mendonça	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Philippe Beauchemin	Directeur syndical SCFP 1500 – Poste Némiscau	FTQ	Membre votant / 2009-03-31
M. Alain Hurteau	Président Syndicat des travailleurs de la Mine-Meston	CSN	Membre votant / 2009-03-31
M. Rémy Lalancette	Directeur général Association pour la protection des travailleurs de Quévillon inc.	FTQ	Membre votant / 2009-03-31
M. Bruno Marceau	Président Syndicat des métallos – section locale 8644 et 8644-A	FTQ	Membre votant / 2009-03-31
M. Serge Martel	Président Syndicat des travailleurs et travailleuses de Probyn Power Services	CSN	Membre votant / 2009-03-31
Autre membre à venir		CSN	

Employeurs

Mme Sandra Cauchon	Avocate Larouche & Girard avocats	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Yves Cloutier	Directeur des ressources humaines Corporation minière INMET – Division Troilus	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
Mme Denise Leclerc	Directrice générale MAS Chibougamau inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Guy Vaillancourt	Directeur des ressources humaines Barrette-Chapais ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Hubert Vallée	Directeur général Domtar inc. - Usine de Lebel-sur-Quévillon	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Frédéric Verreault	Directeur des communications Les Chantiers Chibougamau ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Françoise Audet-Bélanger	Enseignante et représentante syndicale Commission de la Baie-James – École Vatican II	CSQ (Formation)	Membre votant / 2009-03-31
M. Gary James	Directeur Centre d'études collégiales à Chibougamau	FC ET ACPQ	Membre votant / 2009-03-31
Mme Michèle Perron	Directrice générale Commission scolaire de la Baie-James	FCSQ	Membre votant / 2009-03-31
Organismes communautaires			
Mme Carole Boucher	Directrice Table régionale des organismes communautaires (TROC)	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2009-03-31
Mme Claudette Dufour	Directrice Corporation le Zéphir	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2009-03-31
MESS / EQ			
M. Ghislain Desjardins	Directeur régional Emploi-Québec – Nord-du-Québec	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
À venir			
À venir			

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Gérard Audet	Conseiller syndical, section locale 574 Syndicat canadien communications, énergie et papier (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Anatole Chiasson	Vice-président Conseil central Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine (CSN)	CSN	Membre votant / 2009-03-31
M. Guy Grenier	Trésorier Syndicat Centre hospitalier Baie-des-Chaleurs (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
Mme Nicole Lapointe	Présidente Union des producteurs agricoles (UPA)	UPA	Président(e) / 2007-03-31
M. Germain Leblanc	Représentant Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Denis Luce	Président – section locale 858 Syndicat canadien communications, énergie et papier (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
Employeurs			
Mme Nancy Arbour	Coordonnatrice Corporation de dév. portuaire de l'Anse Étang-du-Nord	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Éric Gagné	Directeur administratif Les Pêcheries Marinard Itée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Rollande Arsenault-Corneau	Propriétaire Manoir Belle Plage	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Christian Gionet	Président-directeur général Armoires de la Péninsule	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Marc Loisel	Conseiller en sécurité financière Service Financier La Laurentienne	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2007-03-31
Mme Gina Pelletier	Représentante Emballages Stone (Canada) inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Sylvain Vachon	Directeur Groupe Collegia – Secteur Gaspésie/Les Îles	FC ET ACPQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Roger Masson	Directeur Centre édu. adultes Champagnat et form. Haute-Gaspésie	FSCQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Arthur Miousse	Organisateur communautaire CLSC des Îles (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2009-03-31
M. Jocelyn Valade	Formateur d'adultes Commission scolaire René-Lévesque (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2009-03-31
Organismes communautaires			
M. Gaélan Cousineau	Mouvement Action Chômage inc.	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
Mme Maryse Nicole	Directrice Service d'aide à l'emploi d'Avignon 2000	COCDMO ET RQUODE	Vice-présidente / 2007-03-31
MESS / EQ			
M. Marc Groleau	Directeur régional Emploi-Québec de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Gérard Bédard	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant
Mme Françoise Joncas	Directrice régionale Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Candide Gauvin	Coordonnateur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant

12 – CRPMT DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Michel Coté	CLSC, CHSLD de la MRC de Montmagny (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Denis Courteau	Conseiller syndical Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Président(e) / 2006-03-31
M. René Poitras	Coordonnateur régional Centrale des syndicats démocratiques	CSD	Membre votant / 2008-03-31
M. Martin Lambert	Vice-président Section locale TCA 9111	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Jean-Denis Morin	Président Fédération de l'UPA de la Beauce	UPA	Membre votant / 2008-03-31
Mme Louise Quirion	Infirmière auxiliaire Centre hospitalier l'Assomption (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31

Employeurs

M. Patrick Busque	Chef des ressources humaines Groupe Proecycle inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Raymond Cimon	Superviseur du personnel Opérations Blake Lake, LAB Chrysotile inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Vice-président(e) / 2007-03-31
M. Sylvain Roy	Responsable des ressources humaines Alfred Couture Itée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Marlène Drouin	Coordonnatrice en formation MANAC inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Marcel Labrecque	Propriétaire BIZOU International inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2007-03-31
M. Sylvain Millaire	Directeur général Maisons Laprise inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Claire Bégin	Enseignante École secondaire les Etchemins (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2008-03-31
M. Daniel R. Rousse	Vice-recteur Campus de Lévis – Université du Québec à Rimouski	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2008-03-031
M. Denis Langlois	Président Commission scolaire de l'Amiante	FCSQ	Membre votant / 2006-03-031
M. Charles Garneau	Directeur général Cégep Beauce-Appalaches	FC ET ACPQ	Membre votant / 2007-03-31
Organismes communautaires			
Mme Denise Turcotte	Directrice générale Carrefour Jeunesse-Emploi de Desjardins	COCDMO ET RQUODE	Vice-présidente / 2008-03-31
Mme Luce Vallières	Directrice générale SEMO Chaudière-Appalaches	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2006-03-31
MESS / EQ			
M. Roger Robitaille	Directeur régional Emploi-Québec de Chaudières-Appalaches	MESS/EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Guy Larose	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Claude Painchaud	Responsable de la formation professionnelle Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

13- CRPMT DE LAVAL

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Daniel Champagne	Représentant syndical Conseil régional (FTQ)	FTQ	Vice-président(e) / 2008-03-31
Mme Christiane Fradette	Conseillère syndicale et coordonnatrice Conseil central du Montréal métropolitain (CSN)	CSN	Membre votant / 2007-03-31
M. Alain Croteau	Vice-président Syndicat des Métallos, section locale 8990	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Louis Marineau	Fleurineau (UPA)	UPA	Démissionnaire / 2008-03-31
Mme Jasmine Martin	Conseillère syndicale Conseil régional (FTQ) Montréal métropolitain	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
Mme Manon Perron	Secteur de distribution non alimentaire (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
Employeurs			
M. Sylvain Cléroux	Président Le groupe Cléroux – Serres Sylvain Cléroux	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Emmanuel Benetos	Directeur des Services Conseils KPMG s.r.l / S.E.N.C.R.L.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Yvan Deschamps	Directeur des ressources humaines Cheminées Sécurité International Itée	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Mario Gauvin	Directeur des ressources humaines Entreprise d'insertion Godefroy Laviolette	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Michel Dépatie	Propriétaire Marché Dépatie Métro Plus	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31
M. Georges Berberi	Directeur du développement, marchés et exportation CLIC International inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2009-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCÉANCE
-----	-----------	-------------	--------------------

Milieu de l'enseignement

M. François Allard	Directeur général Collège Montmorency	FC ET ACPQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Michel Lemieux	Directeur, Service. form. et éduc. des adultes Commission scolaire de Laval	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
Mme Manon Rivest	Directrice, Extension de l'enseignement Université de Montréal – Complexe Daniel Jonhson	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2009-03-31
M. Christian St-Louis	Président Syndicat de l'enseignement de Laval (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2008-03-31

Organismes communautaires

Mme Louise Courteau	Directrice générale Option Travail inc.	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
Mme Monique Sauvé	Directrice générale Carrefour Jeunesse-Emploi de Laval	COCDMO ET RQUODE	Président(e) / 2008-03-31

MESS / EQ

M. Michel Cournoyer	Directeur régional Emploi-Québec de Laval	MESS / EQ	Secrétaire
---------------------	--	-----------	------------

Autres ministères

Mme Diane Bélanger	Directrice régionale par intérim Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Denise Lachance	Directrice régionale Ministère des Affaires municipales et des Régions	MAMR	Membre non votant
Mme Lauraine Langlois	Directrice régionale Ministère de l'éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

14 – CRPMT DE LANAUDIÈRE

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
Mme Lucie Clément	Conseillère régionale Laurentides-Lanaudière (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
Mme Cécile Croze	Trésorière Conseil central des syndicats nationaux de Lanaudière (CSN)	CSN	Membre votant / 2006-03-31
M. Alain Giroux	Membre du comité consultatif régional Secteur Métallurgie Laurentides-Lanaudière (FTQ)	FTQ	Démissionnaire / 2006-03-31
M. Daniel Tessier	Président Conseil central de la CSN de Lanaudière	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Yves Raymond	Agent d'affaires Ass. int. des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Rivest	Directeur du service d'emploi agricole Fédération de l'UPA de Lanaudière	UPA	Vice-président(e) / 2007-03-31

Employeurs

M. André Brouard	Directeur des ressources humaines et développement Louisiana Pacific Canada Ltd	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Gauthier	Directeur des ress. humaines et planif. Papiers Scott ltée	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Marie-Hélène Gladu	Responsable des ressources humaines Portes Belhumeur inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Mireille Lepage-Cyr	Directrice générale Visée Groupe-Conseil inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Président(e) / 2008-03-31
Mme Isabelle Rivest	Coordonnatrice des ressources humaines Filochrome inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Réjean Fontaine	Vice-président Finances Le groupe Gaudreault inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Heather Cregg	Enseignante – CS des Samares Syndicat de l'enseignement de Lanaudière (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2006-03-31
Mme Francine Lebeau	Directrice générale adjointe Commission scolaire des Samares	FCSQ	Membre votant / 2006-03-31
M. Jean M. Poirier	Directeur général Cégep régional de Lanaudière	FC ET ACPQ	Vice-président(e) / 2008-03-31
M. Pierre Tremblay	Directeur du service aux étudiants Université du Québec à Trois-Rivières (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Démissionnaire / 2006-03-31

Organismes communautaires

Mme Darlie Pierre-Louis	Directrice générale Buffet Accès Emploi	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
Mme Denise Vandembroucke	Directrice générale Centre Lanaudière Emploi pour femmes	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31

MESS / EQ

M. Jacques Paré	Directeur régional Emploi-Québec de Lanaudière	MESS / EQ	Secrétaire
-----------------	---	-----------	------------

Autres ministères

M. Daniel Boutin	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Lauraine Langlois	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

15 – CRPMT DES LAURENTIDES

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
Mme Johanne Duplantie	Représentante syndicale T.C.A. Canada (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Daniel Goyer	Directeur du service d'emploi agricole Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides	UPA	Membre votant / 2006-03-31
Mme Claudette Lacelle	Présidente Syndicat des métallos, local 7812 (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Daniel Larose	Président Syndicat des employés professionnels (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31
Mme Jocelyne Lauzon	Présidente Conseil central des Laurentides (CSN)	CSN	Président(e) / 2008-03-31
M. Gilles Turcotte	Représentant Conseil central des Laurentides – Collège Lionel Groulx (CSN)	CSN	Membre votant / 2006-03-31

Employeurs			
Mme Linda Lapointe	Propriétaire Provigo Lapointe & Fille	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Charles-Alain Carrière	Président Orientech	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Richard Gauthier	Vice-président des ressources humaines Station Mont-Tremblant	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Pierre Papillon	Vice-président des finances Groupe I.C.E. inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
Mme Marie Noël	Directrice des ressources humaines Charlebois & Fils, manufacturiers de portes	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
Mme Diane Tétreault	Directrice des ressources humaines Stablex Canada inc.	Employeurs (CPQ-FCCQ-MEQ-FCEI)	Démissionnaire / 2008-03-31

RPE11A			
NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE

Milieu de l'enseignement

Mme Christiane Brûlé-Farrugia	Enseignante Commission scolaire Pierre-Neveu (CSQ)	CSQ (Formation)	Démissionnaire / 2005-03-31
Mme Monique Laurin	Directrice générale Collège Lionel-Groulx	FC ET ACPQ	Vice-président(e) / 2008-03-31
M. Yves Truchon	Directeur général adjoint Commission scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Marcien Proulx	Directeur général Commission scolaire Pierre-Neveu (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Membre votant / 2007-03-31

Organismes communautaires

Mme Johanne Dumouchel	Directrice générale Carrefour jeunesse emploi d'Argenteuil	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2009-03-31
M. Stéphane Gauthier	Directeur Défi-Emploi d'Antoine-Labelle	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31

MESS / EQ

Mme Louise Paradis	Directrice régionale Emploi-Québec des Laurentides	MESS / EQ	Secrétaire
--------------------	---	-----------	------------

Autres ministères

Mme Diane Bélanger	Directrice régionale Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
Mme Lauraine Langlois	Directrice régionale Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

16 – CRPMT DE LA MONTÉRÉGIE

NOM	ORGANISME		AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre				
M. Serge Girard	Conseiller syndical Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31	
M. Daniel Roy	Coordonnateur Syndicat des métallos (FTQ)	FTQ	Démissionnaire / 2007-03-31	
M. François Juneau	Secrétaire général Fédération des employés de services publics (CSN)	CSN	Vice-président(e) / 2007-03-31	
M. Jocelyn Lavoie	Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	CSD	Vice-président(e) / 2007-03-31	
M. Serge Beaulieu	Président Syndicat des producteurs agricoles (UPA)	UPA	Membre votant / 2007-03-31	
Mme Pierrette Poirier	Présidente Conseil central de la Montérégie (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31	

Employeurs				
M. Jean Émond	Vice-président	RONA inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Magdy A. Rizk	Directeur général	Groupe Tekdata inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Denis Dupont	Président-directeur général	Dupont Ford ltée	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Jo-Anne Constantin	Conseillère en ressources humaines	UNI-SELECT inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
Mme Kathleen Nault	Présidente	Réfri-Ozone inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. René Vincelette	Directeur des ressources humaines	Groupe Lacasse inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

RPE11A		RPE11A	
NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
Mme Marie-Louise Gentric-Kerneis	Présidente Commission scolaire des Grandes-Seigneuries	FCSQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Guy Forgues	Directeur général Collège Édouard-Montpetit	FC ET ACPQ	Membre votant / 2007-03-31
M. Jean-Claude Lecompte	Directeur général adjoint Commission scolaire de la Vallée des Tisserands (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Président(e) / 2008-03-31
Mme Monique Pauzé	Coordonnatrice Syndicat de l'enseignement de Champlain (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2007-03-31
Organismes communautaires			
Mme Jacinthe Sirois	Directrice générale Atelier du chômeur du Bas-Richelieu	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
Mme Martine Groulx	Directrice générale Droit à l'Emploi	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2007-03-31
MESS / EQ			
Mme Diane Landriault	Directrice régionale Emploi-Québec de la Montérégie	MESS / EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Michel Couturier	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Francis Culée	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

17 - CRPMT DU CENTRE-DU-QUÉBEC

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Main-d'œuvre			
M. Alain Blanchette	Trésorier Syndicat national des produits laitiers Victoriaville & région (CSD)	CSD	Membre votant / 2008-03-31
M. Jacques Corriveau	Membre exécutif Union des producteurs agricoles – Centre du Québec (UPA)	UPA	Membre votant / 2008-03-31
M. Ghislain Dion	Vice-président Syndicat des métallos – section locale 9700 – Aluminerie Bécancour inc.	FTQ	Membre votant / 2009-03-31
M. Gilles Dubuc	Président Conseil central du Coeur du Québec (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
Mme Renée Levasseur	Vice-présidente Conseil central du Coeur du Québec (CSN)	CSN	Membre votant / 2008-03-31
M. Yvon Morrissette	Représentant syndical Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)	FTQ	Membre votant / 2006-03-31

Employeurs			
M. Denis Babineau	Directeur des ressources humaines Fromage Côté inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Daniel Gaudreau	Président Groupe Gaudreau	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Alexis Boulanger	Adjoint au président Lega ltée	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2007-03-31
M. Gloria Lemire	Directrice, Pratique professionnelle Verrier, Paquin, Hébert, S.E.N.C.R.L. – C.A.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31
M. Sylvain Gagnon	Vice-président des ressources humaines Fournitures funéraires Victoriaville inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2006-03-31
M. Alain Duhaime	Président-directeur général Sogetel inc.	Employeurs (CPQ-FCCCQ-MEQ-FCEI)	Membre votant / 2008-03-31

NOM	ORGANISME	AFFILIATION	FONCTION / ÉCHÉANCE
Milieu de l'enseignement			
M. Normand Bernier	Directeur général Cégep de Drummondville	FC ET ACPQ	Président / 2006-03-31
Mme Sylvie Bilodeau	Commissaire Commission scolaire des Bois-Francis	FCSQ	Membre votant / 2008-03-31
M. Claude Filion	Enseignant Commission scolaire Des Chênes (CSQ)	CSQ (Formation)	Membre votant / 2007-03-31
M. Marc Morin	Directeur Centre de formation André Morissette (4 ^e)	Formation (4 ^e poste)	Vice-président(e) / 2008-03-31
Organismes communautaires			
M. Luc Dastous	Directeur général Carrefour jeunesse emploi d'Arthabaska	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
Mme Dominique Chevalier	Directrice Partance, Centre d'emploi pour les femmes	COCDMO ET RQUODE	Membre votant / 2008-03-31
MESS / EQ			
Mme Lorraine St-Cyr	Directrice régionale Emploi-Québec du Centre-du-Québec	MESS / EQ	Secrétaire
Autres ministères			
M. Vincent Bourassa	Directeur régional Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation	MDEIE	Membre non votant
M. Gaétan Désilets	Sous-ministre adjoint Ministère des Affaires municipales et des Régions	MAMR	Membre non votant
M. Claude Lamarre	Directeur régional Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	MELS	Membre non votant

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE12

Copie des ententes signées en 2004 et en 2005 liant le Ministère et la Ville de Montréal (copie des lettres d'ententes pour la reconduction de celles-ci), le ministère de l'Éducation et autres ministères.

Exposé et statistiques

2004-2005

L'«Entente relative à la prestation de services de main d'œuvre et d'emploi à la clientèle contrevenante adulte sous la responsabilité de la direction générale des services correctionnels » entre le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et le ministère de la Sécurité publique a été renouvelée en juin 2004. Celle-ci se retrouve en annexe.

2005-2006

Entente portant sur le transfert de la gestion du Programme de subventions des entreprises adaptées

Un protocole d'entente a été signé en octobre 2005 entre le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, l'Office des personnes handicapées et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce protocole portant sur le transfert de la gestion du Programme de subventions des entreprises adaptées de l'OPHQ vers Emploi-Québec. Une copie du protocole est jointe à la présente fiche.

Entente le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal

Aucune entente n'est intervenue ou n'a été reconduite entre la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) en 2005-2006. Les trois conventions signées en 2004 demeurent en vigueur, soit :

- Convention entre le MESS et la Ville de Montréal en matière de sécurité du revenu
- Convention entre le MESS et la Ville de Montréal pour l'organisation des services publics d'emploi
- Convention entre le MESS et la Ville de Montréal en matière de recouvrement et de révision

**ENTENTE RELATIVE À LA PRESTATION DE SERVICES DE MAIN-D'ŒUVRE ET
D'EMPLOI À LA CLIENTÈLE CONTREVENANTE ADULTE SOUS LA
RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES CORRECTIONNELS**

ENTRE

**Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, pour et au nom
du gouvernement du Québec,**

ci-après désigné « Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille »

ET

Le ministre de la Sécurité publique, pour et au nom du gouvernement du Québec,

ci-après désigné « Le ministre de la Sécurité publique »

PRÉAMBULE

À l'automne 1999, le ministre de la Sécurité publique a déposé le *Plan d'action pour la mise en œuvre de la réforme correctionnelle* devant le Comité ministériel du développement social. Après étude du Plan par ce comité, il a été convenu d'établir une entente administrative d'une durée de trois ans, d'avril 2001 à mars 2004, entre le ministre de la Sécurité publique et la ministre d'État au Travail et à l'Emploi, afin de rendre accessibles certains services d'Emploi-Québec à la clientèle contrevenante adulte sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels. À la suite du bilan annuel 2002-2003 de l'entente, il a été convenu de la reconduire.

L'entente vise à offrir des services de base en matière de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi et à favoriser le développement de projets spécifiques tenant compte des caractéristiques de cette clientèle et des réalités du marché du travail. De plus, elle s'inscrit dans une perspective de complémentarité avec la prestation de service des organismes publics, parapublics ou communautaires, incluant les commissions scolaires.

La clientèle correctionnelle fait partie d'un des groupes les plus marginalisés et est lourdement touchée par le chômage et l'exclusion sociale. Pour une partie de cette clientèle, l'incarcération vient amplifier les difficultés d'insertion professionnelle. Ainsi, la prise en compte des besoins des personnes incarcérées vise à réduire les risques de chômage de longue durée, de récidive et d'exclusion sociale pour cette clientèle particulière.

Par ailleurs, une bonne part de la clientèle correctionnelle purge une partie ou la totalité de sa peine au sein de la communauté. Actuellement, ces personnes ont accès aux services d'Emploi-Québec par l'entremise, entre autres, des ressources externes spécialisées pour la clientèle judiciairisée adulte.

Le terme « personnes incarcérées » signifie les personnes prévenues et les personnes condamnées. Les personnes condamnées à une peine de deux ans moins un jour de détention sont sous la responsabilité de la Direction générale des services correctionnels. Les personnes condamnées à une peine de deux ans et plus de détention sont sous la responsabilité des Services correctionnels du Canada et ne sont pas visées par la présente entente.

ATTENDU QUE le ministre de la Sécurité publique, par l'intermédiaire du directeur général des services correctionnels, a pour mission, notamment :

- d'administrer les décisions du tribunal en favorisant, auprès des personnes qui lui sont confiées, la prise en charge de leurs responsabilités, et ce, dans le respect de leurs droits;
- de favoriser la réinsertion sociale des personnes contrevenantes;

ATTENDU QUE la réinsertion sociale des personnes contrevenantes diminue les risques de récidive et contribue à une plus grande protection de la société à long terme;

ATTENDU QUE la réinsertion sociale est une responsabilité qui ne saurait relever de la seule responsabilité du ministre de la Sécurité publique;

ATTENDU QUE les caractéristiques psychosociales et professionnelles de la clientèle correctionnelle constituent un handicap à sa réinsertion sociale;

ATTENDU QUE, de par sa mission, Emploi-Québec doit contribuer à l'amélioration du fonctionnement du marché du travail et à la réduction de l'exclusion sociale et professionnelle;

ATTENDU QUE la clientèle judiciairisée adulte est reconnue par Emploi-Québec en tant que groupe défavorisé sur le plan de l'emploi;

ATTENDU QUE les personnes incarcérées dans les établissements de détention du Québec n'ont généralement pas accès aux services offerts par Emploi-Québec et qu'il n'y a pas de continuité de la démarche d'accompagnement depuis les établissements de détention jusqu'à la communauté;

ATTENDU QUE la mise en œuvre des services offerts par Emploi-Québec doit se faire de manière concertée et en complémentarité avec la prestation de service des organismes publics, parapublics ou communautaires, incluant les commissions scolaires.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et le ministre de la Sécurité publique conviennent des engagements suivants :

- **Pour les personnes incarcérées :**
 - ✓ prendre les actions requises pour que les personnes incarcérées dans toutes les régions du Québec puissent avoir accès aux services d'Emploi-Québec, et ce, dans une perspective de réinsertion sociale et professionnelle efficace;
 - ✓ faire en sorte que ces services soient offerts en complémentarité avec les autres interventions conduites dans ce domaine par les différents partenaires, notamment le ministère de l'Éducation et les fonds au bénéfice des personnes incarcérées;
 - ✓ s'assurer que les services offerts soient adaptés aux besoins spécifiques des personnes incarcérées et à l'environnement dans lequel ils se donnent;
 - ✓ favoriser la continuité de la démarche d'accompagnement depuis les établissements de détention jusqu'à la communauté, et ce, en lien avec les interventions des autres ministères auprès de cette clientèle.
- **Pour la clientèle correctionnelle en milieu ouvert :**
 - ✓ consolider les interventions en matière de développement de l'employabilité.

2. CLIENTÈLE VISÉE

Dans le respect des mandats et responsabilités d'Emploi-Québec au regard de l'arrimage entre l'offre et la demande de main-d'œuvre, les services rendus par Emploi-Québec sont offerts à la clientèle contrevenante adulte. La clientèle bénéficiant des services d'Emploi-Québec est celle qui, à la suite d'une évaluation, est prête à faire une démarche visant son intégration ou sa réintégration au marché du travail. En ce qui concerne les personnes incarcérées, une attention particulière est apportée à la clientèle la plus près de recevoir sa libération ou de se retrouver dans la communauté.

3. CADRE LÉGAL ET ADMINISTRATIF

Ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille

En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.R.Q., c. M-15.001), est instituée la Commission des partenaires du marché du travail. La Commission a pour fonction de participer à l'élaboration des politiques et mesures gouvernementales dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi, ainsi qu'à la prise de décisions relatives à la mise en œuvre et à la gestion des mesures et

programmes relevant du ministre dans ces domaines. Le ministre et la Commission préparent annuellement un plan d'action.

En vertu de cette même loi et conformément à la section 2.4 de l'entente de gestion d'Emploi-Québec, le Conseil régional adapte aux réalités de la région les mesures, programmes, services et fonds de main-d'œuvre et d'emploi, dans la mesure où les conditions de leur mise en œuvre le permettent. Le Conseil régional prépare annuellement un plan d'action qui présente notamment les stratégies et les objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi. Ce plan comprend les éléments des plans locaux d'action concertée pour l'économie et l'emploi relatifs aux services publics d'emploi, qu'il aura préalablement approuvés. De plus, ce plan tient compte des stratégies nationales et sectorielles.

Le titre 1 (articles 1 à 12) de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale (L.R.Q., c. S-32.001) prévoit des mesures, programmes et services dans les domaines de la main-d'œuvre et de l'emploi visant à favoriser l'autonomie économique et sociale des personnes et à les aider dans leurs démarches d'intégration ou de réintégration à l'emploi ou de maintien en emploi. Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille est chargé de l'application de cette loi, en ce qui concerne les aspects relatifs à la main-d'œuvre et à l'emploi.

L'application de ces mesures, programmes et services est encadrée par un document intitulé « *Modalités d'application des mesures actives d'Emploi-Québec financées par le Fonds de développement du marché du travail* ». L'ensemble de ces modalités d'application ont été approuvées par le Conseil du trésor.

Ministre de la Sécurité publique

En vertu de l'article 4 de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01), le ministre de la Sécurité publique, par l'intermédiaire du directeur général des services correctionnels, lequel est responsable des établissements de détention et exerce ses fonctions sous l'autorité du ministre, doit « faciliter la réinsertion sociale des personnes qui ont été soumises à l'application des mesures de probation ou qui ont été incarcérées dans des établissements de détention ».

En vertu de l'article 22.0.1 de la Loi sur les services correctionnels, « est constitué, dans chaque établissement de détention, un Fonds au bénéfice des personnes incarcérées ». Les articles 22.0.1, 22.0.2 et 22.0.3 définissent les fonctions du Fonds qui a la responsabilité d'établir annuellement les programmes d'activités. Le Règlement sur les établissements de détention (S-4.01, r.1) établit entre autres les pouvoirs de l'administrateur de l'établissement de détention, du directeur général des services correctionnels, ainsi que les responsabilités de la personne incarcérée.

Le Règlement sur les programmes d'activités pour les personnes incarcérées (S-4.02, r.2) définit les critères d'établissement et de gestion des programmes d'activités.

4. ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE L'EMPLOI, DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE ET DE LA FAMILLE

Sous réserve de ses disponibilités budgétaires et dans le respect de ses politiques et programmes, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille s'engage à ce qu'Emploi-Québec réponde, en ce qui concerne l'intégration au marché du travail, aux besoins des personnes incarcérées dans toutes les régions du Québec. Pour ce faire, Emploi-Québec a recours aux ressources externes en employabilité qui travaillent au développement de la main-d'œuvre et de l'emploi et qui disposent de l'expertise adéquate pour la prestation de services spécialisés auprès de la clientèle judiciarisée adulte.

À la lumière des besoins préalablement définis, Emploi-Québec, en collaboration avec les ressources externes, offrent à la clientèle incarcérée les services de base en matière de développement de la main-d'œuvre et de l'emploi. Il s'agit, entre autres, des services suivants :

- l'accueil et une évaluation des besoins d'employabilité;
- de l'information sur le marché du travail et de l'orientation professionnelle;
- une formation sur les techniques de recherche d'emploi;
- un lien avec les services de formation et d'emploi disponibles à l'intérieur et à l'extérieur des établissements de détention;
- de l'accompagnement durant la période de formation ou de recherche d'emploi;
- de l'orientation vers des formations offertes par les commissions scolaires.

De plus, en fonction des besoins de la clientèle incarcérée, divers projets peuvent être développés en partenariat avec les acteurs du milieu. Ces projets s'adaptent au contexte carcéral et à la problématique des personnes incarcérées. Ils s'appuient sur une sélection rigoureuse des secteurs d'activité correspondant bien aux réalités du marché du travail et aux professions en demande, afin de répondre à l'offre et à la demande de main-d'œuvre sur le plan local et régional. Les domaines d'intervention correspondent, notamment, aux aspects suivants :

- une formation spécifique axée directement sur les besoins du marché du travail;
- la reconnaissance des compétences transférables;
- l'organisation de stages d'exploration professionnelle à l'extérieur des établissements de détention.

Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille s'engage également à ce qu'Emploi-Québec consolide ses interventions auprès de la clientèle correctionnelle en milieu ouvert, entre autres par une meilleure compréhension de la problématique se rapportant à cette clientèle sur le plan régional et la poursuite d'un partenariat rendu essentiel entre les différents intervenants tant sur le plan régional que central.

5. ENGAGEMENTS DU MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le ministre de la Sécurité publique s'engage à évaluer la situation de la clientèle contrevenante adulte et à assurer la référence de la clientèle potentielle.

Sous réserve de ses disponibilités budgétaires et dans le respect de ses politiques et programmes, le ministre s'engage aussi à ce que l'administrateur mette en place, dans son établissement de détention, l'infrastructure requise, dont les locaux et l'équipement adéquat, pour rendre possible et faciliter la prestation de service d'Emploi-Québec. Il entend également faciliter l'implantation des services à l'intérieur des établissements de détention.

6. COLLABORATEURS

Outre les directions centrales, les bureaux régionaux d'Emploi-Québec et les centres locaux d'emploi (CLE) concernés, les collaborateurs d'Emploi-Québec sont les suivants :

- **les ressources externes spécialisées pour la clientèle judiciairisée adulte :** le recours aux ressources externes s'inscrit dans un esprit de complémentarité qui met à profit l'expertise et l'expérience concluantes des ressources externes spécialisées auprès de la clientèle judiciairisée adulte.
- **le Comité aviseur pour la clientèle judiciairisée adulte :** créé dans le cadre de la stratégie spécifique à l'égard des clientèles défavorisées sur le plan de l'emploi, ce comité a pour mission de conseiller Emploi-Québec sur les stratégies

d'intervention à privilégier pour améliorer l'intégration ou la réintégration à l'emploi ou le maintien en emploi des personnes appartenant à ce groupe cible..

Outre la Direction générale des services correctionnels et les directions régionales, les collaborateurs du ministre de la Sécurité publique sont les suivants :

- les établissements de détention : l'administrateur de l'établissement de détention est mandaté pour mettre en place des mesures favorisant la réinsertion sociale de la personne incarcérée.
- les fonds au bénéfice des personnes incarcérées dans les établissements de détention du Québec : ces fonds doivent, en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*, établir un programme d'activités à l'intention des personnes incarcérées. Ce programme comprend des activités dans chacun des trois volets suivants : formation scolaire, professionnelle ou personnelle; activités de travail, rémunéré ou non; activités sportives, socioculturelles et de loisir.
- le Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées : le Fonds central a pour rôle, en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*, d'approuver les programmes d'activités des fonds dans les établissements de détention, de coordonner la mise en place des programmes d'activités et de soutenir les fonds.

7. COMITÉ DE TRAVAIL

Pour suivre la mise en œuvre de la présente entente, les parties maintiennent en place un comité de travail. Ce comité est composé de représentants :

- de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique;
- du Fonds central pour le bénéfice des personnes incarcérées;
- de la Direction des politiques de main-d'œuvre du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille;
- de la Direction générale des opérations d'Emploi-Québec;
- de la Direction générale adjointe à la planification et au développement de l'emploi d'Emploi-Québec;
- de la Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle d'Emploi-Québec;
- du Comité adviseur pour la clientèle judiciairisée adulte.

Le comité de travail suivra la mise en œuvre de la présente entente, produira un bilan annuel de réalisations et proposera, s'il y a lieu, les ajustements et modifications nécessaires aux signataires de l'entente.

8. RÉSILIATION

L'entente peut être résiliée par l'une des parties si l'autre partie fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente entente.

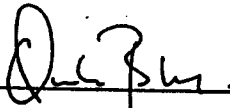
9. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en application le 1^{er} avril 2004 et prend fin le 31 mars 2007. Elle ne peut pas faire l'objet d'un renouvellement tacite. Cette entente peut être modifiée sur consentement écrit des deux (2) parties.

}

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, EN DEUX EXEMPLAIRES,


Le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille,



CLAUDE BÉCHARD

9-06-04
DATE

Le ministre de la Sécurité publique,



JACQUES CHAGNON

12.6.04
DATE

PROTOCOLE D'ENTENTE

ENTRE

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC, personne morale de droit public, , ici représenté par le directeur général, monsieur Norbert Rodrigue, dûment autorisé aux fins de la présente,

Ci-après appelé « OPHQ »

ET

Le MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, , ici représenté par le sous-ministre, monsieur Juan Roberto Iglesias, dûment autorisé aux fins de la présente,

Ci-après appelé le « MSSS »

ET

Le MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION, ici représenté par le sous-ministre, monsieur Gilles Demers, dûment autorisé aux fins de la présente,

Ci-après appelé le « MDEIE »

ET

Le MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, ici représenté par le sous-ministre, monsieur François Turenne, dûment autorisé aux fins de la présente,

Ci-après appelé « EMPLOI-QUÉBEC »

ATTENDU QUE le gouvernement a décidé de transférer la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées de l'OPHQ à EMPLOI-QUÉBEC d'ici le 1^{er} avril 2006; (Décision no : 2004-086 du Conseil des ministres du 2 juin 2004);

ATTENDU QU'en vertu des articles 29, 33 et 82 de la Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées et d'autres dispositions législatives (L.Q. 2004, c. 31), le paragraphe d) du premier alinéa de l'article 33 et les articles 36 à 44 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (L.R.Q., c. E-20.1) seront abrogés à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

ATTENDU QUE le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit favoriser l'intégration au marché du travail des personnes handicapées par une stratégie visant l'intégration et le maintien en emploi de ces personnes (L.R.Q., c. E-20.1, a. 63);

ATTENDU QUE le Programme de subventions aux entreprises adaptées vise à créer des emplois de qualité adaptés aux besoins des personnes handicapées qui, bien qu'elles puissent être productives, ne peuvent être compétitives en entreprise régulière;

ATTENDU QUE ce programme doit également favoriser le développement de l'employabilité des personnes handicapées afin, ultimement, d'amener celles qui le peuvent et le veulent, à occuper un emploi à long terme dans une entreprise régulière ou un emploi non subventionné dans une entreprise adaptée;

ATTENDU QU'EMPLOI-QUÉBEC a la responsabilité gouvernementale des services publics d'emploi;

ATTENDU QUE pour assumer sa mission, EMPLOI-QUÉBEC offre, notamment, des services visant l'insertion sociale et professionnelle, la préparation à l'emploi, le maintien en emploi, la stabilisation de l'emploi et la création d'emplois;

ATTENDU QUE la Commission des partenaires du marché du travail a approuvé la prise en charge de la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées par EMPLOI-QUÉBEC lors de l'adoption de la stratégie à l'égard des personnes handicapées;

ATTENDU QUE le MSSS contribue à l'intégration socioprofessionnelle des personnes handicapées et que le ministre de la Santé et des Services sociaux est également le ministre responsable de l'application de la *Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale*;

ATTENDU QUE le MDEIE a le mandat de soutenir le développement des entreprises;

ATTENDU QU'UN Comité directeur interministériel, formé de représentants du MSSS, de l'OPHQ, du MDEIE, du MESS et du Conseil québécois des entreprises adaptées, a le mandat de procéder au transfert du programme;

ATTENDU QUE le Conseil québécois des entreprises adaptées est mandaté par résolution de ses membres pour participer au Comité directeur;

ATTENDU QUE les parties à la présente ont informé et recueilli les commentaires du milieu associatif des personnes handicapées sur les modalités du transfert du Programme de subventions aux entreprises adaptées ainsi que sur la présente entente.

L'OPHQ, le MSSS, le MDEIE, EMPLOI-QUÉBEC, ci-après désignés conjointement « les partenaires », conviennent de ce qui suit :

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de préciser les modalités de transfert et les engagements conjoints et respectifs de chacun des partenaires gouvernementaux afin de procéder au transfert de la gestion du Programme de subventions des entreprises adaptées de l'OPHQ à (EMPLOI-QUÉBEC).

2. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS CONJOINTES DES PARTENAIRES

Les partenaires s'engagent à mettre tout en œuvre pour favoriser le transfert du Programme de subventions aux entreprises adaptées de l'OPHQ à EMPLOI-QUÉBEC et pour en assurer l'intégration harmonieuse dans les services offerts par ce dernier.

3. RESPONSABILITÉS ET OBLIGATIONS RESPECTIVES DES PARTENAIRES

3.1 Engagements du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

EMPLOI-QUÉBEC s'engage à :

- a) prendre en charge la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées le 1^{er} avril 2006;
- b) préserver, à l'usage des personnes handicapées, les budgets qui étaient consacrés à ce programme lors du transfert, dans la mesure où ils sont reconduits par le gouvernement. L'enveloppe budgétaire sera préservée et dédiée intégralement au Programme de subventions aux entreprises adaptées;
- c) gérer le programme en fonction des paramètres actuels, jusqu'au 31 mars 2007, sous réserve des modifications dont EMPLOI-QUÉBEC et le CQEA pourront convenir à des fins de simplification de gestion;
- d) procéder à la prise en charge du financement des entreprises adaptées pour l'exercice financier 2006-2007, selon les modalités suivantes :
 - à l'automne 2005, une lettre sera adressée aux entreprises adaptées les invitant à formuler leurs demandes de subventions à EMPLOI-QUÉBEC et, le cas échéant, leurs demandes de renouvellement d'accréditation;
 - l'analyse des demandes de subventions et de renouvellement d'accréditation sera faite conjointement par EMPLOI-QUÉBEC et l'OPHQ;
 - après l'analyse, EMPLOI-QUÉBEC proposera, le cas échéant, une convention de subvention à chaque entreprise;
 - EMPLOI-QUÉBEC effectuera les analyses des états financiers 2005-2006 des entreprises et, le cas échéant, procédera aux suivis budgétaires.
- e) mettre en place un comité conjoint avec le Conseil québécois des entreprises adaptées, dont les modalités de fonctionnement seront déterminées entre eux;
- f) présenter au Conseil du trésor un cadre normatif de Programme de subventions aux entreprises adaptées;
- g) conduire une réflexion sur le programme et à consulter les personnes concernées dont, notamment, le milieu associatif des personnes handicapées, avant d'y apporter des modifications;
- h) assumer la responsabilité de répondant envers l'ensemble des exigences gouvernementales à l'endroit de *l'Entente Canada-Québec visant la participation des personnes handicapées au marché du travail* concernant les entreprises adaptées à partir de l'année financière 2006-2007.

3.2 Engagements de l'Office des personnes handicapées du Québec

L'OPHQ s'engage à :

- a) assumer la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées jusqu'au 31 mars 2006 et consulter EMPLOI-QUÉBEC pour
-

toute décision pouvant avoir un impact significatif sur la gestion du Programme après son transfert;

- b) informer EMPLOI-QUÉBEC advenant l'accréditation de toute nouvelle entreprise adaptée;
- c) proposer au gouvernement de décréter l'entrée en vigueur pour le 1er avril 2006 des articles 29 et 33) de la Loi modifiant la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale et d'autres dispositions législatives (L.Q., 2004, c.31);
- d) transmettre à EMPLOI-QUÉBEC toutes les informations nécessaires à la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées en ce qui concerne notamment les entreprises adaptées, les ressources financières, les données statistiques, les rapports financiers vérifiés des 5 dernières années des entreprises adaptées, et tout autre document pertinent à la gestion du programme;
- e) entreprendre conjointement, avec le MSSS et EMPLOI-QUÉBEC, les démarches pour que la totalité de l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions aux entreprises adaptées de 38 226 000 \$ plus, s'il y a lieu, les sommes additionnelles octroyées par le gouvernement en cours d'exercice, soit inscrite aux crédits du MESS à compter de l'année 2006-2007, ainsi qu'une somme récurrente de 325 141 \$ pour sa gestion;
- f) effectuer le suivi budgétaire des entreprises adaptées au cours de l'exercice financier 2005-2006 en concertation avec un représentant d'EMPLOI-QUÉBEC;
- g) procéder, conjointement avec EMPLOI-QUÉBEC, à l'analyse des états financiers de l'exercice financier 2004-2005. À cet effet, l'OPHQ accueillera à son siège, une personne désignée par EMPLOI-QUÉBEC et lui assurera l'accès à l'ensemble des informations concernant la gestion du Programme de subventions aux entreprises adaptées;
- h) fournir un transfert d'expertise, participer à la démarche d'information et de formation du personnel d'EMPLOI-QUÉBEC et, le cas échéant, du MDEIE, et assurer un support conseil auprès des directions concernées durant les exercices financiers 2005-2006 et 2006-2007;
- i) accueillir favorablement les demandes de mutation de ses employés vers EMPLOI-QUÉBEC;
- j) informer les travailleurs handicapés de la date du transfert du programme, avec la précision que les informations contenues dans leur dossier personnel nécessaires à la gestion du programme seront transmises à EMPLOI-QUÉBEC dans le respect des règles édictées par la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

3.3 Engagements du ministère de la Santé et des Services sociaux

Le MSSS s'engage à :

- a) collaborer au transfert du programme en informant, notamment, les établissements et organismes du réseau de la santé et des services sociaux;

- b) effectuer, auprès du Conseil du trésor, les démarches en vue de transférer, à EMPLOI-QUÉBEC, le budget de transfert récurrent de 38 226 000 \$ attribué au Programme de subventions aux entreprises adaptées de l'OPHQ, en date du 1^{er} avril 2006, ainsi qu'une somme de 325 141\$ pour sa gestion.

3.4 Engagements du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

Le MDEIE s'engage à :

- a) apporter son soutien au développement économique des entreprises adaptées, notamment par des services d'information, d'accompagnement et de conseil;
- b) soutenir EMPLOI-QUÉBEC dans l'analyse des projets pour la création de nouvelles entreprises adaptées;
- c) identifier un répondant ministériel auquel les entreprises adaptées pourront s'adresser, en première ligne, pour connaître les services et les programmes du MDEIE;
- d) collaborer au transfert du Programme de subvention aux entreprises adaptées en informant, notamment, le personnel de ses bureaux régionaux et le réseau des centres locaux de développement.

4. LE SUIVI DE L'ENTENTE


Les partenaires conviennent de faire le suivi de la présente entente par l'entremise du Comité directeur.

5. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente s'applique à compter de sa signature par tous les partenaires, et se termine le 31 mars 2007.

EN FOI DE QUOI LES PARTENAIRES ONT SIGNÉ CETTE ENTENTE
EN QUATRE EXEMPLAIRES.

L'OFFICE DES PERSONNES HANDICAPÉES DU QUÉBEC

Par 
Norbert Rodrigue, directeur général


Date 19.10.05

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Par 
Juan Roberto Iglesias, sous-ministre


Date 17.10.05

LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE
L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION

Par 
Gilles Demers, sous-ministre

Date 14/10/05

LE MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

Par 
François Turenne, sous-ministre

Date 05/09/26

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE13

Titre

Liste et copie des avis, études et analyses concernant la convergence de la Sécurité du Revenu et d'Emploi-Québec ou de toutes autres modifications administratives.

Exposé et statistiques

Question non pertinence à l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE14

Titre

Emploi-Québec :

- cibles et résultats des interventions d'Emploi-Québec sur le terrain en 2004-2005 et 2005-2006 (et/ou dernière année disponible) et prévisions pour 2005-2006 au national et pour chacune des régions;
- détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2005-2006 et 2006-2007;
- part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années;
- état des listes d'attente pour participer aux mesures d'Emploi-Québec par mois depuis avril 2005 jusqu'à mars 2006;
- état de situation relativement à la formule de calcul déterminant le montant versé par le gouvernement fédéral au FDMT ainsi que pour le calcul de la part du gouvernement du Québec;
- état de situation relativement à la formule de calcul déterminant la répartition régionale du budget FDMT.

a) Cibles de résultats 2005-2006, ensemble du Québec et selon la région

Emploi-Québec exerce un suivi sur les résultats reliés aux indicateurs de son plan d'action annuel et du plan annuel découlant de l'Entente Canada-Québec. Les résultats finaux sont rendus publics suite au dépôt du Rapport annuel de gestion, ce dernier faisant l'objet d'un rapport de validation du Vérificateur interne.

b) Détails des effectifs occasionnels et réguliers en 2005-2006 et 2006-2007

ETC autorisés ¹		2005-2006
	ETC réguliers	3 659,2
	ETC occasionnels	141,8
	Total ETC autorisés	3 801,0

c) Part du Fonds du développement du marché du travail (FDMT financé par les fonds provenant du Québec et par les fonds provenant du fédéral au cours des cinq dernières années)

Les dépenses du Fonds du développement du marché du travail (FDMT) sont pourvues par les fonds provenant du Québec et par ceux provenant du fédéral dans le cadre de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail.

Les données suivantes représentent le plan annuel de gestion des dépenses pour l'année 2005-2006:

PLAN ANNUEL DE GESTION DES DÉPENSES 2005-2006 (en millions de dollars)		
Fonds du Québec	Compte d'assurance-emploi	Total
296	654,9	950,9

d) Listes d'attente

De façon générale, Emploi-Québec n'administre pas de liste d'attente de participants dans le cadre des mesures actives. Ses services sont offerts sur la base des priorités régionales et des disponibilités budgétaires.

¹ Source : Répartition des effectifs et des budgets d'administration dans le réseau d'Emploi-Québec, DGARBFM, secteur du budget, cahiers du 28 avril 2005.

e) État de situation relativement à la formule de calcul déterminant le montant versé par le gouvernement fédéral au FDMT ainsi que pour le calcul de la part du gouvernement du Québec

En vertu de la partie II de la Loi sur l'assurance-emploi et en vertu du modèle fédéral de répartition et, dans le cadre de l'Entente Canada-Québec sur le marché du travail, le gouvernement du Québec reçoit sa part des allocations de financement dédiées aux mesures actives, soit environ 30 % des fonds transférables. Relativement au modèle de répartition, la situation reste la même.

f) État de situation relativement à la formule de calcul déterminant la répartition régionale du budget FDMT

Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail est utilisé dans le cadre des mesures actives d'emploi du coffre à outils d'Emploi-Québec pour répondre aux besoins de la clientèle et du marché du travail.

Le modèle de répartition régionale du budget d'intervention d'Emploi-Québec est fondé sur l'importance de la population à risque de chômage dans chaque région. Ce modèle considère le poids démographique de chaque région et le risque de chômage, notamment de chômage prolongé de sa population, ainsi que le nombre d'entreprises situées dans la région et leur risque de contribuer au chômage. Les variables de ce modèle sont ajustées à chaque année avec les données socio-économiques les plus récentes. Des dispositions sont appliquées pour atténuer les variations de budget et favoriser la continuité des activités.

SOURCE : Direction générale adjointe de la planification de l'emploi et de la solidarité sociale et à l'information sur le marché du travail – 11 avril 2006
COLLABORATION : Direction générale des opérations - 11 avril 2006
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 13 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE15

Titre

Pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec :

- nombre de participants bénéficiaires de la sécurité du revenu et/ou de bénéficiaires de l'assurance-emploi et/ou sans soutien public du revenu ou autre statut, en indiquant le niveau de réussite (le nombre de participants qui retournent en emploi) par région, le niveau d'économies générées au compte de l'assurance-emploi et à la sécurité du revenu.
- répartition des participants selon le groupe d'âge, le sexe et le niveau de scolarité.
- coût total de chacune des mesures en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- budgets octroyés pour l'année 2005-2006 et montant réellement dépensé pour chacune des mesures ;
- pour chacune des régions, pourcentage du budget consacré à chacune des mesures du coffre à outils.

Exposé et statistiques

a) b) Tableaux 1 et 2 : Ces tableaux donnent la ventilation du nombre de nouvelles participations et du nombre d'adultes distincts par catégorie aux mesures actives d'Emploi-Québec pour l'ensemble de la clientèle, selon certains critères : région, sexe, groupe d'âge, scolarité et statut des participants. *Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006.*

Tableau 3 : Le troisième tableau présente les données concernant le nombre de personnes en emploi, le taux d'emploi des participants et le montant des prestations non versées à l'assistance-emploi, par région. Conformément à l'approche retenue par Emploi-Québec, ces résultats sont présentés globalement, et non selon la mesure. Les résultats finaux apparaissent dans le Rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec, déposé au ministre, à chaque année. Ce rapport fait l'objet d'une vérification.

Au cours de l'exercice financier 2005-2006, le niveau d'économies générées, pour l'ensemble du Québec, au Compte de l'assurance-emploi est de 147,7 M\$ (fin janvier 2006) et de 93,2M\$ (fin février 2006) pour l'assistance-emploi. Seul le niveau d'économies générées à l'assistance-emploi est disponible par région pour février.

c) d) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail est utilisé pour couvrir les coûts de la participation de la clientèle aux mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Le budget est réparti aux régions et aux unités administratives qui en planifient l'utilisation par mesure, en fonction des priorités et objectifs.

Les dépenses pour l'année 2005-2006, consignées en date du 24 février 2006 sont les suivantes :

Formation de la main-d'œuvre	250,2 M\$
Services d'aide à l'emploi	105,2 M\$
Concertation pour l'emploi	45,3 M\$
Projets de préparation à l'emploi	58,7 M\$
Subventions salariales	47,2 M\$
Soutien au travail autonome	28,1 M\$
Contrat d'intégration au travail	15,7 M\$
Insertion sociale	7,9 M\$
Supplément de retour au travail	6,5 M\$
Recherche et innovation	2,5 M\$
Autres	0,2 M\$
	<u>567,5 M\$</u>

- e) De ces dépenses de 567,5 M\$ au budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail consignées en date du 24 février 2006 pour l'année 2005-2006, 520,1 M\$ ou 92% ont été réalisées dans les régions. La part du budget consacré à chacune des mesures du coffre à outils par chacune des régions est illustrée en annexe.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et des statistiques – 29 mars 2006
Direction générale adjointe aux opérations – 29 mars 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe à la planification de l'emploi et de la solidarité sociale et à l'information sur le marché du travail, 4 avril 2006

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 7 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE15a)b) (suite)

Tableau 1
VENTILATION DU NOMBRE DE PARTICIPATIONS ET D'ADULTES DISTINCTS PAR CATÉGORIE AUX
MESURES ACTIVES D'EMPLOI-QUÉBEC SELON CERTAINS CRITÈRES
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006)

Mesures s'adressant aux individus	Axe de préparation pour l'emploi		Axe d'insertion en emploi		Axe de création d'emplois		Mesures hors axes		Total des participations		Adultes distincts par catégorie ¹	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Données cumulatives sur les participations actives depuis 1 ^{er} avril 2005												
Participations totales	170 075	100	27 421	100	5 079	100	317 538	100	520 113	100		
Adultes distincts par catégorie ¹	141 658	32	26 629	6	4 932	1	262 758	60	289 052	100	289 052	100
Nouvelles participations												
Régions												
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	3 758	3	1 848	8	88	3	4 249	2	9 943	3	6 065	3
Bas-Saint-Laurent	4 311	3	999	4	113	4	8 334	4	13 757	4	7 206	3
Côte-Nord	2 097	2	378	2	41	1	3 332	2	5 848	2	3 645	2
Saguenay-Lac-Saint-Jean	3 672	3	1 185	5	205	7	8 817	4	13 879	4	9 112	4
Capitale-Nationale	12 000	9	1 652	7	225	8	19 061	9	32 938	9	22 605	10
Chaudière-Appalaches	5 477	4	950	4	188	7	9 471	4	16 086	4	10 450	5
Mauricie	4 556	4	1 298	5	121	4	9 630	4	15 605	4	10 463	5
Centre du Québec	3 855	3	756	3	118	4	7 250	3	11 979	3	7 855	3
Estrie	5 385	4	928	4	109	4	9 508	4	15 930	4	10 057	4
Montréal	18 078	14	3 509	15	395	14	26 918	12	48 900	13	30 512	13
Ville de Montréal	25 890	20	3 353	14	351	13	36 167	17	65 761	18	40 805	18
Montréal-banlieue	14 237	11	1 790	8	147	5	20 165	9	36 339	10	22 822	10
Laval	3 645	3	680	3	49	2	8 495	4	12 869	3	8 683	4
Lanaudière	5 332	4	1 154	5	102	4	10 975	5	17 563	5	10 819	5
Laurentides	8 765	7	1 407	6	246	9	15 341	7	25 759	7	14 318	6
Outaouais	4 200	3	939	4	145	5	11 548	5	16 832	5	10 332	4
Abitibi-Témiscamingue	2 374	2	681	3	81	3	5 070	2	8 206	2	5 540	2
Nord-du-Québec	271	0	119	1	25	1	1 058	0	1 473	0	832	0
Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inconnue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sexe												
Femme	64 343	50	10 771	46	1 081	39	96 425	45	172 620	47	105 791	46
Homme	63 560	50	12 855	54	1 668	61	118 964	55	197 047	53	124 539	54
Groupe d'âge												
Moins de 20 ans	5 982	5	722	3	11	0	9 866	5	16 581	4	10 560	5
20 à 24 ans	19 199	15	3 406	14	163	6	30 669	14	53 437	14	33 485	14
25 à 29 ans	18 818	15	3 770	16	520	19	31 198	14	54 306	15	34 125	15
30 à 34 ans	16 684	13	3 478	15	555	20	26 706	12	47 423	13	29 672	13
35 à 39 ans	16 815	13	3 340	14	457	17	27 191	13	47 803	13	29 754	13
40 à 44 ans	17 192	13	3 175	13	410	15	28 591	13	49 368	13	30 777	13
45 à 49 ans	14 853	12	2 654	11	313	11	25 628	12	43 448	12	27 295	12
50 à 54 ans	10 635	8	1 863	8	199	7	19 204	9	31 901	9	20 252	9
55 ans et plus	7 725	6	1 218	5	121	4	16 334	8	25 398	7	17 513	8
Inconnu	0	0	0	0	0	0	2	0	2	0	2	0
Scolarité												
Primaire	3 588	3	774	3	31	1	7 113	3	11 506	3	7 215	3
Secondaire I à IV	32 746	26	7 213	31	338	12	54 866	25	95 163	26	57 287	24
Secondaire V	26 349	21	5 738	24	566	21	43 872	20	76 525	21	46 071	20
Collégial	10 485	8	2 513	11	441	16	16 986	8	30 425	8	18 420	8
Universitaire	10 551	8	2 450	10	549	20	15 215	7	28 765	8	17 446	7
Inconnue	44 184	35	4 938	21	824	30	77 337	36	127 283	34	88 100	38
État à l'Assistance-Emploi et à l'Assurance-Emploi au début de la participation ²												
Actif à l'Assist.-E. et à l'Assur.-E.	4 429	3	1 089	5	29	1	4 675	2	10 222	3	7 241	3
Actif à l'Assist.-E. et adm. à l'Assur.-E.	10 726	8	4 439	19	116	4	20 128	9	35 409	10	22 157	9
Actif à l'Assistance-Emploi seulement	27 065	21	7 774	33	240	9	42 945	20	78 024	21	48 012	20
Actif à l'Assurance-Emploi seulement	50 900	40	4 864	21	1 747	64	90 256	42	147 767	40	95 880	39
Admissible - Assur.-Emploi seulement	12 132	9	3 119	13	509	19	21 585	10	37 345	10	26 033	11
Sans soutien public du revenu	22 651	18	2 341	10	108	4	35 800	17	60 900	16	44 689	18
Total à l'Assistance-Emploi	42 220	33	13 302	56	385	14	67 748	31	123 655	33	74 902	32
Total à l'Assurance-Emploi	78 187	61	13 511	57	2 401	87	136 644	63	230 743	62	144 396	61
Actif à l'Assurance-Emploi	55 329	43	5 953	25	1 776	65	94 931	44	157 989	43	102 199	43
Admissible à Assurance-Emploi	22 858	18	7 558	32	625	23	41 713	19	72 754	20	47 078	20
Données cumulatives pour l'année financière												
Nouvelles participations	127 903	100	23 626	100	2 749	100	215 389	100	369 667	100		
Adultes distincts par catégorie ¹	109 298	34	23 043	7	2 659	1	182 053	57	230 330	100	230 330	100

1. Correspond au nombre distinct de personnes ayant participé à au moins une mesure active (incluant les mesures hors axes) à l'intérieur de chaque catégorie d'un élément descriptif. Les pourcentages sont calculés par rapport au nombre total d'adultes distincts.
2. Cette section inclut les participations débutées avant le premier avril et qui se sont poursuivies après cette date, contrairement aux sections suivantes qui ne portent que sur les nouvelles participations (celles qui ont débuté depuis le premier avril).
3. Ne correspond pas nécessairement à l'atteinte d'un diplôme pour le niveau indiqué.
4. Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives car une même personne peut, entre autres, être à la fois prestataire de l'assistance-emploi et bénéficiaire de l'assurance-emploi.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE15a)b) (suite)

Tableau 2
VENTILATION DU NOMBRE DE PARTICIPATIONS AUX MESURES ACTIVES D'EMPLOI-QUÉBEC
SELON CERTAINES CARACTÉRISTIQUES
Données cumulatives pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006

	Mesures hors axes				Axe de réinsertion pour l'emploi				Axe d'insertion en emploi			Axe de création d'emploi		
	Contrat d'intégration au travail	Activités d'aide à l'emploi	Insertion sociale	Fonds de lutte contre la pauvreté	Autres mesures ¹	Total	Mesure de formation de la main-d'œuvre	Projets de préparation pour l'emploi	Services d'aide à l'emploi	Subventions salariales d'insertion en emploi	Supplément de retour au travail	Total	Soutien au travail autonome	Autres projets
Données cumulatives sur les participations actives depuis 1 ^{er} avril 2005														
Participations totales	5 752	303 929	6 931	0	926	317 538	68 542	11 259	90 274	170 075	14 351	13 070	27 421	5 079
Adultes distincts par catégorie ²	3 454	260 088	5 350	0	911	262 758	60 538	10 709	81 772	141 658	13 749	13 013	26 629	4 932
Nouvelles participations														
Régions														
Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	243	3 869	137	0	0	4 249	1 337	72	2 349	3 758	1 669	179	1 848	88
Bas-Saint-Laurent	261	7 918	121	0	34	8 334	1 514	198	2 599	4 311	563	436	999	113
Côte-Nord	139	3 167	26	0	0	3 332	1 139	60	898	2 097	180	198	378	41
Saguenay-Lac-Saint-Jean	244	8 108	402	0	63	8 817	1 863	377	1 432	3 672	681	504	1 185	205
Capitale-Nationale	209	18 352	470	0	30	19 061	3 972	717	7 311	12 000	816	836	1 652	225
Chaudière-Appalaches	195	9 133	116	0	27	9 471	1 876	304	3 297	5 477	371	579	950	188
Mauricie	140	9 189	244	0	57	9 630	2 304	320	1 932	4 556	550	748	1 298	121
Centre du Québec	118	6 913	184	0	35	7 250	1 417	126	2 312	3 855	266	510	756	118
Estrie	139	9 113	210	0	46	9 508	2 021	222	3 142	5 385	385	543	928	109
Montréal	333	26 093	430	0	62	26 918	5 133	935	12 010	18 078	1 527	1 982	3 509	395
Ville de Montréal	415	34 811	888	0	53	36 167	5 840	2 542	17 508	25 890	1 030	2 323	3 353	351
Montréal-Douglas	286	19 483	372	0	24	20 165	3 430	1 021	9 786	14 237	552	1 258	1 790	147
Laval	119	8 117	217	0	42	8 495	1 487	210	1 948	3 645	217	463	680	49
Lanaudière	169	10 679	127	0	0	10 975	2 019	342	2 971	5 332	464	690	1 154	102
Laurentides	191	14 834	316	0	0	15 341	2 195	391	6 179	8 765	422	985	1 407	246
Outaouais	124	11 127	297	0	0	11 548	2 059	156	1 985	4 200	484	455	939	145
Abitibi-Témiscamingue	100	4 660	245	0	65	5 070	1 410	51	913	2 374	366	335	681	81
Nord-du-Québec	8	1 020	15	0	15	1 058	209	14	48	271	94	25	119	25
Central	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inconnue	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sexe														
Femme	1 318	92 653	2 267	0	187	96 425	21 874	4 602	37 867	64 343	5 232	5 539	10 771	1 081
Homme	2 115	113 933	2 550	0	366	118 964	19 351	3 456	40 753	63 560	5 345	7 510	12 855	1 668
Groupe d'âge														
Moins de 20 ans	147	9 580	133	0	6	9 866	2 140	1 030	2 812	5 982	396	326	722	11
20 à 24 ans	417	29 761	467	0	24	30 669	8 835	1 693	8 671	19 199	1 485	1 921	3 406	163
25 à 29 ans	479	30 227	485	0	7	31 198	7 029	1 532	10 257	18 818	1 535	2 235	3 770	520
30 à 34 ans	348	25 852	502	0	4	26 706	5 861	915	9 908	16 684	1 381	2 097	3 478	555
35 à 39 ans	411	26 187	589	0	4	27 191	5 497	806	10 512	16 815	1 268	2 072	3 340	457
40 à 44 ans	544	27 176	867	0	4	28 591	4 730	783	11 679	17 192	1 357	1 818	3 175	410
45 à 49 ans	463	24 336	819	0	10	25 628	3 737	612	10 504	14 853	1 252	1 362	2 654	313
50 à 54 ans	350	18 056	638	0	160	19 204	2 270	457	7 908	10 635	1 069	794	1 863	199
55 ans et plus	274	15 409	317	0	334	16 334	1 126	230	6 369	7 725	794	424	1 218	121
Inconnu	0	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Scolarité ³														
Primaire	476	6 029	579	0	29	7 113	1 029	347	2 212	3 588	411	363	774	31
Secondaire I et IV	877	51 888	1 981	0	120	54 866	13 221	2 691	16 834	32 746	2 900	4 313	7 213	338
Secondaire V	650	42 079	1 054	0	109	43 872	10 058	1 434	14 857	26 349	2 403	3 255	5 738	566
Collégial	287	16 291	368	0	40	16 986	3 559	707	6 219	10 485	1 255	1 258	2 513	441
Universitaire	194	14 685	306	0	30	15 215	2 969	737	6 845	10 551	1 384	1 066	2 450	549
Inconnue	949	75 614	549	0	225	77 337	10 389	2 142	31 653	44 184	2 164	2 794	4 938	824
État à l'Assistance-Emploi et à l'Assurance-Emploi au début de la participation														
Actif à l'Assist.-E. et à l'Assur.-E.	77	4 429	161	0	8	4 675	1 649	281	2 499	4 429	386	703	1 089	29
Actif à l'Assist.-E. et adm. à l'Assur.-E.	143	19 375	579	0	31	20 128	3 380	957	6 389	10 726	1 018	3 421	4 439	116
Actif à l'Assistance-Emploi seulement	609	38 281	4 003	0	52	42 945	9 965	2 532	14 568	27 065	1 926	5 848	7 774	240
Actif à l'Assurance-Emploi seulement	611	89 306	20	0	319	90 256	18 926	1 185	30 789	50 900	3 666	1 178	4 864	1 747
Admissible - Assur.-Emploi seulement	570	20 928	9	0	78	21 585	4 390	645	7 097	12 132	1 479	1 640	3 119	509
Sans soutien public du revenu	1 423	34 267	45	0	65	35 800	2 915	2 458	17 278	22 651	2 082	259	2 341	108
Total à l'Assistance-Emploi	829	62 085	4 743	0	91	67 748	14 994	3 770	23 456	42 220	3 330	9 972	13 302	385
Total à l'Assurance-Emploi	1 401	134 038	769	0	436	136 644	28 345	3 068	46 774	78 187	6 569	6 942	13 511	2 401
Actif à l'Assurance-Emploi	688	93 735	181	0	327	94 931	20 375	1 466	33 288	55 329	4 072	1 881	5 953	1 776
Admissible à Assurance-Emploi	713	40 303	588	0	109	41 713	7 770	1 602	13 486	22 858	2 497	5 061	7 558	625
Données cumulatives pour l'année financière														
Nouvelles participations	3 433	206 586	4 817	0	553	215 389	41 225	8 058	78 620	127 903	10 577	13 049	23 626	2 749
Adultes distincts par catégorie ²	2 965	176 913	4 274	0	541	182 053	37 502	7 682	71 755	109 298	10 180	12 992	23 043	2 659

1. Comptabilise notamment les participations aux Projets pilotes pour travailleurs âgés.
2. Cette section inclut les participations débutées avant le premier avril et qui se sont poursuivies après cette date, contrairement aux sections suivantes qui ne portent que sur les nouvelles participations (celles qui ont débuté depuis le premier avril).
3. Correspond au nombre distinct de personnes ayant participé à au moins une mesure active (incluant les mesures hors axes) à l'intérieur de chaque catégorie d'un élément descriptif.
4. Ne correspond pas nécessairement à l'atteinte d'un diplôme pour le niveau indiqué.
5. Les catégories ne sont pas mutuellement exclusives car une même personne peut, entre autres, être à la fois prestataire de l'assistance-emploi et bénéficiaire de l'assurance-emploi.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

77

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE15a)b) (suite)

Tableau 3			
INDICATEURS DE RÉSULTATS, PAR RÉGIONS			
<i>Données cumulatives pour la période d'avril 2005 à février 2006</i>			

Régions	Nombre de personnes en emploi 1	Taux d'emploi des participants	Prestations non versées à l'assistance- emploi (M\$)2
	2 968		
Abitibi-Témiscamingue		45,1	2,3
	3 942		
Bas St-Laurent		55,6	2,9
	4 414		
Centre-du-Québec		50,4	2,9
	5 900		
Chaudière-Appalaches		54,1	2,8
	1 942		
Côte-Nord		42,9	1,4
	6 375		
Estrie		52,2	4,5
	2 952		
Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine		41,2	2,1
	6 405		
Lanaudière		49,7	3,6
	7 584		
Laurentides		50,4	5,5
	5 438		
Laval		48,8	3,0
	5 581		
Mauricie		51,0	4,5
	15 221		
Montérégie		45,4	11,5
	29 186		
Montréal		35,9	29,0
	549		
Nord-du-Québec		67,7	0,2
	5 763		
Outaouais		48,4	4,5
	11 298		
Québec (Capitale nationale)		46,5	8,2
	4 649		
Saguenay / Lac-St-Jean		45,0	4,1
Ensemble du Québec	120 167	44,5	93,2

Notes:

1. Le taux d'emploi est celui des participants ayant terminé entre septembre 2004 et septembre 2005.
2. L'information concernant les prestations non versées à l'assurance-emploi ne sont pas disponibles pour février 2006. Elles se situaient pour la période d'avril 2005 à janvier 2006 à 147,7 M \$ pour l'ensemble du Québec.

Sources:

DGAPESSIMT - PEQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Annexe RPE15e)

Pour chacune des régions, pourcentage des engagements de chacune des mesures du coffre à outils (2005-2006)

[illegible]

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE16

Titre

Coût total du programme Supplément de retour au travail en indiquant le nombre de personnes qui ont reçu ce montant en cours d'année et en indiquant le taux de réussite (maintien en emploi) par rapport au taux d'échec (recours à la sécurité du revenu) des bénéficiaires de cette mesure un, trois et six mois suivant l'entrée en vigueur du programme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Entre le 1^{er} avril 2005 et le 21 février 2006, 12 992 personnes avaient bénéficié du *Supplément de retour au travail* pour des déboursés totalisant près de 6,5 M\$. Parmi ces personnes, 76,4 % provenaient de l'assistance-emploi.

Au cours du premier mois suivant le versement du Supplément de retour au travail, 85,7 % des personnes provenant de l'assistance-emploi étaient toujours absentes de l'assistance-emploi. Cette proportion était de 88,8 % pour l'ensemble des participants à la mesure.

Au cours des trois mois suivant le versement du Supplément de retour au travail, 74,4 % des personnes provenant de l'assistance-emploi étaient toujours absentes de l'assistance-emploi. Cette proportion était de 79,5 % pour l'ensemble des participants à la mesure.

Au cours des six mois suivant le versement du Supplément de retour au travail, 65,9 % des personnes provenant de l'assistance-emploi étaient toujours absentes de l'assistance-emploi. Cette proportion était de 72,5 % pour l'ensemble des participants à la mesure.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique - 29 mars 2006
COLLABORATION : Direction des politiques de main-d'œuvre – 29 mars 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2006
DGARBFM – 7 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE17

Titre

Avis donnés au ministre par les différents comités aviseurs en 2005-2006.

Comité aviseur Femmes

- Étude intitulée *Les femmes et le marché de l'emploi* et résumé des faits saillants, mars 2005.

Comité aviseur pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans et plus

- Avis sur l'accès aux services permanents aux travailleurs et travailleuses d'expérience, octobre 2005.
- Avis au Fonds national de formation de la main-d'oeuvre relatif au programme de subvention à la recherche appliquée, mars 2006.

Comité aviseur Jeunes

- Avis intitulé *Appuyer les jeunes en voie d'exclusion dans leur démarche de réinsertion socioprofessionnelle*, avril 2005.

Comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte

- Avis sur l'utilisation de subventions salariales d'insertion à l'emploi dans l'atteinte des objectifs visés par les travaux actuels liés à la conversion des mesures passives auprès de la clientèle prestataire de la sécurité du revenu et non admissible à l'assurance emploi, février 2006.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'oeuvre - 12 avril 2006
VALIDATION :

LES FEMMES ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

LA SITUATION ÉCONOMIQUE
ET PROFESSIONNELLE
DES QUÉBÉCOISES

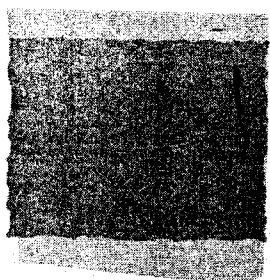
INSTITUT DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC





P R É A M B U L E

Ce dépliant résume les faits saillants de l'étude réalisée en 2004 par le Comité aviseur Femmes sur la situation économique et professionnelle des Québécoises. Il s'inscrit dans la poursuite de la mission du Comité aviseur, laquelle consiste à promouvoir et à appuyer l'intégration des femmes sur le marché du travail ainsi que leur maintien en emploi. Les données qui y sont présentées illustrent ainsi l'évolution de la place des femmes sur le marché du travail et reflètent leur situation économique. On y trouve un résumé des progrès réalisés et un aperçu des écarts qui persistent entre les deux sexes, notamment sur le plan des salaires et du type d'emploi occupé. La question de la conciliation travail-famille et certaines autres problématiques particulières y sont également abordées. Enfin, ce document propose des pistes d'action à privilégier en vue de favoriser l'équité en emploi entre les femmes et les hommes.



LA PRÉSENCE DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

*Des acquis incontestables
et des iniquités persistantes*

L'augmentation importante du nombre de femmes sur le marché du travail depuis les dernières décennies ne signifie pas pour autant qu'elles aient bénéficié d'une amélioration substantielle de leurs conditions de vie. En effet, les femmes éprouvent encore des difficultés en ce qui a trait à l'accès à l'emploi, au maintien en emploi et à la progression sur le marché du travail. Même lorsqu'elles travaillent, bon nombre d'entre elles sont toujours aux prises avec la pauvreté. Cette situation est liée non seulement à la précarité accrue des emplois, à la concentration professionnelle des femmes et au fait que l'on accorde une valeur économique moindre à leur travail, mais aussi à l'accès difficile à l'assurance-emploi et aux problèmes soulevés par la conciliation travail-famille. Bien qu'elle soit difficile à atteindre, cette conciliation demeure un objectif qui représente toujours un défi de taille pour la société québécoise. Soulignons par ailleurs que le phénomène de l'emploi à temps partiel continue d'être pour l'essentiel l'apanage des femmes, et qu'il seules un peu plus du tiers des emplois des Québécoises sont régis par une convention collective.

La présence des femmes sur le marché du travail continue d'augmenter. De 1976 à 2003, le pourcentage de femmes occupant un emploi est passé de 37,4 % à 54,6 %, alors que celui des hommes a diminué, passant de 70,4 % à 65,6 %. Le taux de chômage des femmes et des hommes est similaire, soit 8,6 % et 9,6 % respectivement, mais ces dernières éprouvent plus de difficultés à obtenir des prestations d'assurance-emploi puisqu'elles ne parviennent pas à accumuler suffisamment d'heures du fait qu'elles occupent, dans une plus large proportion que les hommes, des emplois à temps partiel ou saisonniers.

On note des disparités régionales manifestes en matière d'emploi chez les femmes. En 2003, on trouvait les taux féminins d'emploi les plus élevés en Montérégie (58,8 %), dans les Laurentides (58,5 %) et dans l'Outaouais (58,0 %). Les taux les plus bas étaient recensés en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (42,2 %), dans le Bas-Saint-Laurent (46,4 %), au Saguenay—Lac-Saint-Jean (46,5 %), sur la Côte-Nord et dans le Nord-du-Québec (47,2 %), ainsi qu'en Mauricie (47,3 %).


Les Québécoises demeurent confinées dans les emplois traditionnellement féminins. On note que les Québécoises exercent, dans l'ensemble, des métiers et

des professions similaires à ceux qu'elles choisissaient voilà plus de dix ans. En 2003, dans l'ensemble des industries, le pourcentage de travailleuses s'élevait à 46,3 %, contre 53,7 % de travailleurs. Cependant, ces derniers occupaient les trois quarts des emplois dans les industries productrices de biens. Les femmes occupent toujours majoritairement des postes de secrétaires (97,7 %), d'infirmières (91,0 %) et d'éducatrices de la petite enfance (95,7 %). On observe une continuité tant sur le plan de la répartition des emplois qu'en ce qui a trait à la division sexuelle du travail.

Les Québécoises continuent d'être surreprésentées dans les

emplois à temps partiel. Entre 1991 et 2003, les femmes occupaient environ 67,5 % des emplois à temps partiel, un taux deux fois plus élevé que chez les hommes. En 2003, les principales raisons invoquées par les femmes pour expliquer ce choix d'un emploi à temps partiel étaient, dans l'ordre : le choix personnel (28,3 %), le manque d'offres d'emploi à temps plein (26,6 %) et le fait d'être encore aux études (26,2 %). Chez les hommes, les raisons invoquées étaient : le fait d'être aux études (41,8 %), le manque d'offres d'emploi à temps plein (29,1 %) et le choix personnel (22,1 %). Au cours des dernières années, les études ont été mentionnées de plus en plus souvent, et ce chez les deux sexes, pour expliquer le choix d'un emploi à temps partiel. Le pourcentage de femmes déclarant occuper ce type d'emploi en raison des soins à donner aux enfants a fluctué entre 1997 et 2003, passant de 11,1 % à 8,2 %. Chez les hommes, ce motif n'est pas invoqué.

L'emploi autonome progresse chez les femmes. En 2003, les deux tiers des emplois autonomes, soit 66,4 %, étaient occupés par des hommes. Quoique l'emploi autonome ait fluctué très légèrement entre 1991 et 2003 par rapport à l'emploi total, les femmes sont aujourd'hui davantage représentées dans cette catégorie d'emploi (en hausse de 6,8 points).



La situation économique des Québécoises

La rémunération : des écarts manifestes et persistants entre les femmes et les hommes

En 2004, les femmes gagnaient 83,4 % du salaire horaire moyen des hommes, exactement le même ratio qu'en 1998. Qu'il s'agisse du salaire horaire ou du salaire hebdomadaire, les travailleuses obtiennent un salaire inférieur à celui des travailleurs, et l'écart est persistant. Elles ne recevaient en 2002 que 72,7 % du salaire hebdomadaire moyen des hommes, et 65,2 % de leurs gains d'emploi annuels.

Le type d'activité ou le secteur professionnel demeure un facteur important en ce qui a trait aux écarts salariaux. Dans les secteurs où le salaire féminin est faible, soit le secteur primaire et ceux de la transformation et de la fabrication, les travailleuses gagnent en moyenne environ 60 % du salaire des hommes.

On observe le même phénomène dans les professions de haut niveau de qualification professionnelle, où les femmes obtiennent un taux horaire supérieur à la moyenne. En 2001, chez les cadres supérieurs, les femmes ne recevaient que 63 % du salaire horaire moyen des hommes. On note également des écarts salariaux significatifs dans le domaine de la gestion des affaires et de la finance, ainsi que dans les soins de santé. Le personnel professionnel des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique, un milieu fortement syndiqué où les femmes constituent près du tiers de la main-d'œuvre, affiche l'un des écarts les moins grands, les femmes recevant 86 % du salaire horaire moyen des hommes.

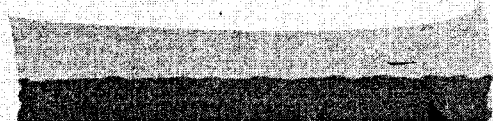
Entre 1997 et 2002, l'écart salarial s'est élargi entre les travailleurs et les travailleuses non syndiqués, ces


dernières ayant perdu de plus en plus de terrain. En revanche, l'écart salarial entre les travailleuses syndiquées et les travailleurs syndiqués est beaucoup moins important. En 2003, sur l'ensemble des travailleurs, 39,1 % des femmes étaient syndiquées, comparativement à 43,1 % chez les hommes. Le taux de syndicalisation des femmes demeure cependant très faible dans le secteur privé, comparativement au secteur public, et le fait d'être syndiqué ou non a des incidences majeures sur le niveau de rémunération et sur les avantages sociaux liés au travail (régimes d'assurance, de retraite, etc.).

Travailler tout en restant pauvre : une réalité féminine

Le nombre de femmes qui travaillent au salaire minimum ne cesse d'augmenter. En 2001, elles constituent la majorité des personnes confinées au bas de l'échelle salariale (71,2 %), et ce taux a augmenté de quatre points entre 1991 et 2001, alors qu'il diminuait d'autant chez les hommes. De plus, une forte proportion de travailleuses gagnaient un salaire très faible, à peine plus élevé que le salaire minimum : 52,7 % des salariées non syndiquées gagnaient 10 \$ ou moins l'heure en 2001, et 33,5 % gagnaient 8 \$ ou moins l'heure. Deux fois moins d'hommes se retrouvent dans cette situation.

Soulignons aussi qu'à la suite des modifications apportées à l'assurance-emploi, notamment en ce qui a trait au nombre d'heures requises pour en bénéficier, les travailleuses ont de moins en moins accès à ce régime. En 1996, 48 % des femmes et 51 % des hommes sans emploi recevaient des prestations, alors qu'en 2001 la proportion était de 39 % chez les femmes et de 53 % chez les hommes. Or, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'avoir recours, à un moment ou l'autre de leur vie, à l'assurance-emploi, entre autres en raison du congé de maternité rattaché à ce programme et de la précarité des emplois qu'elles occupent.





La scolarisation des femmes : une évolution perceptible

La formation secondaire

La faible diversification des choix professionnels offerts aux Québécoises au niveau secondaire est un fait reconnu. Ainsi, en 2001, les femmes se retrouvaient encore majoritairement dans les domaines suivants, où elles constituaient entre 78 % et 96 % des effectifs selon le secteur : administration, commerce et informatique; arts; cuir, textile et habillement; santé et soins esthétiques. En revanche, elles étaient toujours largement sous-représentées dans plusieurs domaines offrant pourtant de bonnes perspectives d'emploi, tels l'électrotechnique, l'entretien d'équipement motorisé et la fabrication mécanique, où elles représentaient moins de 15 % des diplômés.

Bien que la probabilité d'obtenir un diplôme d'études secondaires soit plus élevée chez les filles que chez les garçons, l'écart entre les deux sexes tend à s'amoindrir : il est passé de 18 points pour la période de 1989 à 1999 à 13 points en 2001-2002. Cependant, les conséquences du décrochage scolaire sont plus dramatiques pour les filles; en effet, 50 % des hommes qui comptent moins de huit ans de scolarité occupent un emploi, comparativement à 20 % chez les femmes.

Constatation encore plus troublante, la rémunération des femmes est inférieure à celle de leurs collègues masculins, et ce dans tous les domaines, y compris les secteurs où elles sont fortement représentées. Dans l'administration, le commerce et l'informatique, par exemple, le salaire hebdomadaire moyen des femmes en 2003 était de 438 \$, comparativement à 487 \$ chez les hommes.


La formation collégiale et universitaire

Au cours des dix dernières années, les filles, plus nombreuses que les garçons à poursuivre des études

collégiales, ont opté majoritairement pour une formation en sciences humaines. Malgré une légère augmentation du nombre d'inscriptions en sciences, où elles sont passées de 34 % de l'effectif total en 1992 à 39 % en 2002, elles font encore, pour la plupart, des choix traditionnels au sein de ce secteur. Ainsi, elles représentent plus de 75 % de l'effectif des techniques biologiques et agroalimentaires et des techniques humaines, mais seulement 15 % de l'effectif des techniques physiques. On note même un recul dans certains domaines, par exemple l'informatique, où le pourcentage d'étudiantes est passé de 25 % à 11 %.

Le pourcentage de femmes poursuivant des études universitaires est également en progression. Elles constituaient 59 % de l'effectif total en 2001, comparativement à 54 % en 1992. Bien qu'elles optent encore majoritairement pour des domaines dits traditionnels, notamment les sciences humaines, l'éducation et les arts, on a assisté à des percées intéressantes entre 1992 et 2001, l'effectif féminin ayant augmenté de 31 % en sciences appliquées et de 14 % en sciences pures. Pourtant, les femmes sont encore sous-représentées dans les domaines qui présentent de bonnes perspectives d'emploi, tels le génie et, surtout, l'informatique. Par ailleurs, bien qu'elles occupent des emplois plus qualifiés, les femmes qui détiennent un diplôme d'études techniques ou universitaires doivent tout de même composer avec des iniquités salariales une fois sur le marché du travail. Par exemple, dans les domaines de l'alimentation et du tourisme, où elles sont pourtant majoritaires, leur revenu moyen hebdomadaire ne représentait en 2003 que 84 % de celui des hommes.

Les recherches qui tentent d'expliquer les choix professionnels des filles mentionnent fréquemment les motifs suivants : les stéréotypes féminins, le manque de modèles, l'influence de la famille et des enseignants, ainsi que les conditions d'études et de travail dans les domaines technologiques.



La conciliation travail-famille : une réalité vécue différemment par les femmes et les hommes

LE TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES AYANT DES ENFANTS EST EN CONSTANTE PROGRESSION DEPUIS LES ANNÉES 70 ET ATTEINT ACTUELLEMENT DES NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT. EN 2003, 74,8 % DES MÈRES D'ENFANTS DE MOINS DE SIX ANS ET 79,3 % DES MÈRES D'ENFANTS DE MOINS DE 16 ANS ÉTAIENT ACTIVES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL. LE TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES SANS ENFANTS ATTEIGNAIT QUANT À LUI 87,9 %.

LES FEMMES AYANT DES ENFANTS DE 5 À 19 ANS INVESTISSENT DEUX FOIS PLUS DE TEMPS QUE LES HOMMES DANS LES TÂCHES MÉNAGÈRES, LES SOINS AUX MEMBRES DU MÉNAGE, LES ACHATS ET LES SERVICES. L'ÉCART EST UN PEU MOINS GRAND LORSQU'IL S'AGIT D'ENFANTS DE MOINS DE CINQ ANS. MENTIONNONS ÉGALEMENT QUE DE PLUS EN PLUS DE TRAVAILLEURS, ET SURTOUT DE TRAVAILLEUSES, S'OCCUPENT D'UNE PERSONNE ÂGÉE DÉPENDANTE OU EN PERTE D'AUTONOMIE, LES FEMMES Y CONSACRANT EN MOYENNE 29 HEURES PAR MOIS, COMPARATIVEMENT À 13 HEURES CHEZ LES HOMMES. L'IMPACT D'UNE TELLE SITUATION SUR LE TRAVAIL RÉMUNÉRÉ PEUT ÊTRE DRAMATIQUE; D'AILLEURS, 10 % DE CES PERSONNES DÉCLARENT AVOIR SUBI UNE PERTE DE REVENU.

L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL EST SOUVENT AU CŒUR DES PROBLÈMES DE CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE, ET GÉRER CE TEMPS EST DEVENU BEAUCOUP PLUS DIFFICILE EN RAISON DE LA CROISSANCE DES EMPLOIS PRÉCAIRES, OÙ LES FEMMES SE RETROUVENT EN GRAND NOMBRE (TEMPS PARTIEL, TEMPORAIRE, SUR APPEL, ETC.). QUANT AUX MESURES SPÉCIFIQUES DE CONCILIATION TRAVAIL-FAMILLE, CE SONT SURTOUT LES GRANDES ENTREPRISES QUI LES OFFRENT. OR, LES FEMMES SONT TOUJOURS EN MAJORITÉ DANS LES PETITES ENTREPRISES OÙ LE TAUX DE SYNDICALISATION EST PAR AILLEURS TRÈS FAIBLE.

L'emploi féminin conjugué à d'autres facteurs

L'âge

En 2002, le taux d'emploi des femmes de 20 à 29 ans était de 71,6 %, contre 77,3 % chez les hommes de la même tranche d'âge. Au cours des dernières années, ce taux a marqué une progression chez les deux sexes, mais l'accès à un emploi à temps plein demeure plus difficile pour les jeunes Québécoises. Malgré la tendance des jeunes femmes à opter pour des métiers traditionnels moins lucratifs, leur présence est aujourd'hui plus marquée dans certains domaines professionnels très qualifiés.

Les femmes de 45 à 64 ans chôment davantage que les hommes du même groupe d'âge. En 2000, le taux de

chômage des femmes de cette tranche d'âge atteignait 7,6 %, comparativement à 6,8 % chez les hommes. Les femmes sont trois fois plus nombreuses que les hommes à occuper un emploi à temps partiel, et leur revenu correspond à 60 % de celui des hommes de la même tranche d'âge. Signalons par ailleurs que les femmes de 45 ans et plus sont appelées à constituer une part de plus en plus importante de la population active, le nombre de jeunes ne suffisant plus à satisfaire à la demande de main-d'œuvre.

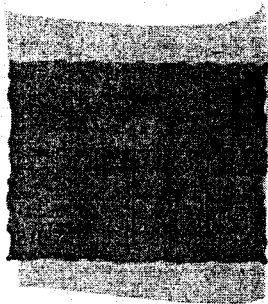
Le statut d'immigrante

En plus des difficultés propres à l'ensemble des Québécoises sur le marché du travail, les femmes immigrantes sont aux prises avec des problèmes spécifiques, notamment la reconnaissance des acquis, la maîtrise de la langue, ainsi que la connaissance du marché du travail et de la culture québécoise. Elles ont un revenu inférieur aux femmes non immigrantes et bien en deçà de celui des hommes, quel que soit leur statut. En 2001, leurs taux d'activité (51,7 %) et d'emploi (45,3 %) étaient passablement

plus bas que ceux des Québécoises d'origine et des hommes. Leur taux de chômage (12,4 %) se situe également bien au-dessus de celui de la population non immigrante (7,8 %).

La présence d'un handicap

En 2001, les femmes ayant une incapacité ou un handicap affichaient un taux d'emploi très inférieur (29,5 %) à celui de la population en général (70,7 %) et, dans une moindre mesure, à celui des hommes ayant une incapacité ou un handicap (36,2 %). Leur condition représente ainsi un obstacle important à leur autonomie économique. En 2000, le revenu moyen des femmes ayant un handicap demeurait le plus bas (15 298 \$); il représentait 68,4 % du revenu moyen des femmes n'ayant pas de handicap, 64,0 % de celui des hommes ayant un handicap et 44,5 % de celui des hommes n'ayant pas de handicap.



PISTES D'ACTION EN VUE DE FAVORISER L'ÉQUITÉ EN EMPLOI

Agir de manière concertée...

L'étude réalisée en 2004 par le Comité aviseur Femmes sur les Québécoises et le marché du travail démontre que, malgré certains progrès, des iniquités demeurent sur le plan de l'emploi et de la situation économique en général. Les phénomènes persistants de la précarisation et de la concentration du travail féminin, l'existence de mesures de conciliation travail-famille et une accessibilité plus adéquate à ces diverses mesures devront être au cœur des préoccupations des différents acteurs sociaux. Il est en outre primordial de mieux connaître les causes et les conséquences des écarts qui subsistent entre les hommes et les femmes dans le domaine de l'emploi. Cette étape nécessitera la cueillette et le traitement de données selon le sexe, tant dans les entreprises que dans l'appareil gouvernemental. Le dossier de l'analyse différenciée selon le sexe devra ainsi être remis à l'ordre du jour. Il sera ensuite possible d'agir de manière concertée avec les différents partenaires des réseaux de l'intervention sectorielle et de l'emploi afin de réduire les iniquités qui persistent entre les femmes et les hommes au Québec.

... et entreprendre des actions concrètes

La participation des femmes au marché du travail représente un apport important et essentiel au développement économique du Québec. L'équité et l'égalité entre les femmes et les hommes en emploi ne peuvent être atteintes sans la mise en place de mesures sociales adéquates. Plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées afin de mettre en place des conditions plus favorables aux femmes et plus équitables pour elles en matière d'emploi. Le Comité aviseur Femmes s'attarde ici sur quelques-unes de ces pistes d'action jugées prioritaires.

■ Les lois et les règlements régissant le travail devront prendre en considération, de manière plus systématique, la situation économique et professionnelle des femmes. À cet égard, le Comité suivra de près les travaux

reliés à la politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille. Il est primordial que la nouvelle politique tienne compte des besoins effectifs des familles monoparentales et biparentales, et qu'elle porte une attention particulière aux ménages à faible revenu.

■ L'appareil gouvernemental et les milieux de travail seront appelés à jouer un rôle essentiel dans le développement et la mise en œuvre de mesures qui faciliteront la conciliation entre les réalités professionnelles et les responsabilités parentales. L'accessibilité aux services de garde ne peut se concrétiser sans que l'on prenne en considération les situations d'emploi atypique et les contraintes liées au travail, par exemple la prolongation des heures de travail.

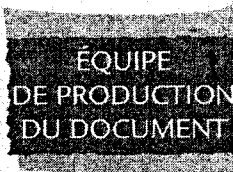
■ La question de la formation en emploi est cruciale pour le positionnement des femmes dans un marché du travail soumis aux impératifs de la mondialisation. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de continuer à développer leurs compétences afin de maintenir leur employabilité. Or, une forte proportion de la main-d'œuvre féminine travaille dans les petites et moyennes entreprises, soit dans des milieux de travail où la formation est souvent plus difficilement accessible. Le Comité a émis des avis et des recommandations relativement à l'application de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*, qui vise à faciliter l'accès à la formation, et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise.

■ La sensibilisation des milieux de travail à l'embauche des femmes dans des emplois qualifiés, traditionnellement occupés par des hommes, ou dans des emplois d'avenir figure également au programme du Comité aviseur Femmes. Celui-ci travaillera, de concert avec Emploi-Québec, à favoriser l'intégration et le maintien en emploi des femmes dans les entreprises et les secteurs qui offrent de bonnes perspectives d'avenir.

■ Le Comité aviseur Femmes réaffirme par ailleurs la pertinence et la nécessité de la *Loi sur l'équité salariale*. Il ne peut y avoir de réel progrès économique pour les femmes sans une révision, dans une perspective d'équité, de la valeur attribuée aux secteurs d'emploi où elles sont majoritairement représentées.

Poursuivre la mise en œuvre de la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine*

Au cours des dernières années, en raison notamment de certains acquis comme la scolarisation accrue des femmes et leur participation de plus en plus importante au marché du travail, on a vu grandir au Québec l'illusion que l'égalité socioéconomique des femmes et des hommes était atteinte. C'est pourquoi le Comité aviseur Femmes souligne l'importance de poursuivre la mise en œuvre de la *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine* et d'accroître les efforts en ce sens, car la perception que la question de l'équité et de l'égalité entre les sexes est réglée risque de freiner l'amélioration de la situation économique et professionnelle des femmes. Dans cette perspective, le maintien des services spécifiques offerts aux femmes en matière d'orientation et d'insertion en emploi apparaît primordial. À cet égard, la *Stratégie* reconnaît le caractère spécifique des problèmes que les femmes rencontrent sur le marché du travail ainsi que l'importance de préserver l'expertise développée par les organismes communautaires qui interviennent auprès de celles-ci.



THÉRÈSE BELLEY

Présidente du Comité aviseur Femmes
et directrice générale d'Accès-Travail-Femmes

MARTINE CUERRIER

Coordonnatrice du Comité aviseur Femmes
en développement de la main-d'œuvre

NATHALIE GOULET

Vice-présidente du Comité aviseur Femmes
et directrice du Conseil d'intervention pour l'accès
des femmes au travail (CIAFT)

Février 2005



110, rue Sainte-Thérèse, bureau 403
Montréal (QC) H2Y 1E6
Téléphone : (514) 954-0220
Télécopieur : (514) 954-1230
www.c-aviseur-femmes.qc.ca



Conception, graphisme et impression : VALNA inc.

LES FEMMES ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI

LA SITUATION ÉCONOMIQUE
ET PROFESSIONNELLE
DES QUÉBÉCOISES

ÉDUCATION
ET EMPLOI



UNE RÉALISATION DU COMITÉ AVISEUR FEMMES EN DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 403
Montréal (Québec)
H2Y 1E6

T 514.954.0220
www.c-aviseur-femmes.qc.ca

Coordination

Martine Guerrier
Coordonnatrice du Comité aviseur Femmes

Comité de suivi du projet

Thérèse Belley - Présidente du Comité aviseur Femmes - Directrice d'Accès-Travail-Femmes

Monique Bernier - Direction générale adjointe de l'intervention sectorielle - Emploi-Québec

Nathalie Goulet

Vice-présidente du Comité aviseur Femmes - Directrice du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)

Recherche et rédaction

Jennifer Beeman (CIAFT), Thérèse Belley, Martine Guerrier, Nathalie Goulet

Collaboration spéciale

Sylvie Lépine - Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Micheline Potvin - Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Abitibi-Témiscamingue

France Tardif

Révision linguistique

Renée Bédard

Conception de la page couverture

VALNA inc.

Mise en page

mccbaba@videotron.ca

Cette étude a été réalisée grâce à une contribution financière d'Emploi-Québec.

Dépôt légal
ISBN 2-9807217-2-7

Mars 2005

Avant-propos

Le Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre a pour mandat de promouvoir et d'appuyer l'intégration des femmes sur le marché du travail ainsi que leur maintien en emploi. À cet effet, il soumet des recommandations à Emploi-Québec sur tout ce qui touche au développement et à la formation de la main-d'œuvre féminine.

Le Comité poursuit sa mission dans la concertation. À cet égard, il réunit les déléguées en condition féminine des Conseils régionaux des partenaires du marché du travail et les représentantes des organisations et organismes suivants : la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Centrale des syndicats du Québec (CSD), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), l'organisme Femmes regroupées en options non traditionnelles (FRONT), le Réseau des entreprises familiales du Québec et le Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO).

Le Comité aviseur Femmes publiait en 2000 une étude intitulée *Les femmes du Québec et le marché de l'emploi. Résultat d'une analyse statistique*. Cette étude ainsi que le résumé de celle-ci, intitulé *La situation économique et professionnelle des femmes dans le Québec d'aujourd'hui : iniquités, réflexion, interventions*, ont été largement diffusés dans les réseaux de l'emploi et de la formation.

Le Comité a produit la présente étude sur l'emploi, la formation et la situation économique des Québécoises pour assurer le suivi et la mise à jour de l'étude réalisée en 2000. Nous espérons que ce document sera un outil de référence utile pour nos partenaires et qu'il favorisera une meilleure compréhension des enjeux relatifs à la situation des femmes sur le marché du travail.

Table des matières

Liste des tableaux	5
Introduction	7
1. Le portrait général de l'emploi	9
1.1 La participation des Québécoises au marché du travail et les indicateurs	10
1.2 Les types d'emplois occupés par les femmes et les hommes	13
1.3 Le travail précaire	15
Les faits saillants du portrait général de l'emploi	19
2. La situation économique des Québécoises	21
2.1 La rémunération : un écart significatif persistant entre les femmes et les hommes	22
2.2 La pauvreté des femmes et l'accès aux programmes sociaux liés à l'emploi	26
Les faits saillants de la situation économique des Québécoises	29
3. La scolarisation des Québécoises	31
3.1 La formation au secondaire	32
3.2 La formation collégiale	35
3.3 La formation universitaire	37
Les faits saillants de la scolarisation des Québécoises	39
4. La conciliation travail-famille	41
4.1 La conciliation : une problématique complexe	42
4.2 La participation des femmes au marché du travail... et à la famille	42
4.3 Le travail précaire et la conciliation	45
4.4 La conciliation dans les entreprises québécoises	45
Les faits saillants de la conciliation travail-famille	47
5. L'emploi féminin conjugué à d'autres facteurs	49
5.1 L'emploi féminin et l'âge	50
5.2 L'emploi féminin et le statut d'immigrante	52
5.3 L'emploi féminin et la présence d'un handicap	53
Les faits saillants de l'emploi féminin conjugué à d'autres facteurs	55
Conclusion et pistes d'action	56
Liste des documents consultés	58
Définitions	61
Annexes	62

Liste des tableaux

1 page 10	Population totale en nombre, population active en nombre et répartition en pourcentage selon le sexe, 1976, 1981, 1991, 2001 et 2003, Québec	17 page 32	Nombre de diplômes décernés en formation professionnelle au secondaire, selon le secteur d'activités et le sexe, 1989-1990 et 2000-2001, Québec
2 page 11	Taux d'emploi total et selon le sexe, aux 5 ans de 1976 à 2001, plus 2002 et 2003, Québec	18 page 33	Taux de décrochage selon l'âge et le sexe, 1979, 1989, 1994, 1999, 2000 et 2001, Québec
3 page 11	Taux de chômage total et selon le sexe, aux 5 ans de 1976 à 2001, plus 2002 et 2003, Québec	19 page 34	Taux d'activité et taux d'emploi, selon le sexe, le niveau de scolarité et l'âge, 2001, Québec
4 page 12	Caractéristiques du marché du travail selon le sexe, par région administrative et pour l'ensemble du Québec, en pourcentage, 2003	20 page 35	Nombre de diplômes décernés en formation technique dans les établissements d'enseignement collégial, selon le secteur d'activités et le sexe, 1990 et 2001, Québec
5 page 13	Nombre total d'emplois selon l'industrie et répartition selon le sexe, 1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec	21 page 37	Taux d'accès aux programmes d'études conduisant à un grade universitaire, selon le sexe (en %), 1992 à 2003, Québec
6 page 14	Les principales professions féminines et masculines, 1991 et 2001, Québec	22 page 38	Nombre de diplômes de baccalauréat décernés dans les universités du Québec, selon le domaine d'études et le sexe, 2001, Québec
7 page 15	Répartition en pourcentage selon l'emploi à temps plein et le sexe, et selon l'emploi à temps partiel et le sexe, 1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec	23 page 38	Pourcentage de femmes parmi les diplômés, selon les disciplines, 1970 et 1997, Québec
8 page 16	Raisons du travail à temps partiel, selon le sexe, 1997-2003, Québec	24 page 43	Taux d'activité des femmes de 20 à 44 ans selon la présence d'enfants et l'âge du plus jeune enfant, 1976-2003, Québec
9 page 17	Nombre d'emplois selon la permanence et le sexe, 1998-2003, Québec	25 page 43	Taux d'activité des mères de 20 à 44 ans selon l'âge du plus jeune enfant et le type de famille, 1976, 1996, 2002 et 2003, Québec
10 page 18	Répartition et nombre de travailleuses et de travailleurs de 15 ans et plus occupant un emploi autonome, selon le sexe et quelques autres caractéristiques, 1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec	26 page 44	Moyenne quotidienne de temps consacré à diverses tâches reliées aux travaux domestiques, selon le sexe et le genre de ménage, 1998, Québec
11 page 23	Répartition des personnes salariées ayant touché un revenu d'emploi en 2000 ainsi que le revenu d'emploi moyen selon le sexe, le statut d'emploi et le salaire horaire moyen dans douze grands groupes professionnels où le salaire horaire des femmes est le moins élevé et le plus élevé. Total des personnes occupées de 15 ans et plus, 2001, Québec	27 page 46	Existence de mesures de conciliation emploi-famille dans 163 entreprises syndiquées au Québec
12 page 24	Taux de présence syndicale selon le sexe par rapport à la population active, 2003, Québec	28 page 50	Taux d'emploi (%) selon le sexe et l'âge, 1996, 1998, 2000 et 2002, Québec
13 page 25	Salaire horaire et hebdomadaire moyen selon la permanence de l'emploi et le sexe, 2003, Québec	29 page 51	Revenu moyen des particuliers bénéficiaires d'un revenu, selon le sexe et l'âge, 2000, Québec
14 page 26	Répartition femmes-hommes chez les personnes employées au salaire minimum, 1991 et 2001, Québec	30 page 52	Activité et statut d'immigrant, selon le sexe, pour la population de 15 ans et plus, 2001, Québec
15 page 27	Répartition en pourcentage des sans-emploi recevant des prestations d'assurance-chômage, selon le sexe, 1996 et 2001, Québec	31 page 52	Tranches de revenu total, populations immigrante et non immigrante, selon le sexe, pour la population de 15 ans et plus en 2000, Québec
16 page 28	Part relative des sources de revenu moyen des personnes âgées, selon le sexe, 1991 et 2000, Québec	32 page 53	Activité sur le marché du travail des adultes handicapés et non handicapés âgés de 15 à 64 ans, selon le sexe, 2001, Québec
		33 page 54	Revenu total des adultes handicapés et non handicapés âgés de 15 à 64 ans, selon le sexe, 2001, Québec

Introduction

Le mandat et les objectifs

La présente étude a pour objet premier la mise à jour de l'étude publiée en 2000, intitulée Les femmes du Québec et le marché de l'emploi. Résultat d'une analyse statistique. En produisant cette nouvelle étude, le Comité aviseur Femmes poursuit ainsi trois objectifs :

- effectuer la mise à jour des données sur l'emploi et la formation des Québécoises;
- présenter certaines problématiques spécifiques à la main-d'œuvre féminine;
- dégager des pistes d'action favorisant l'équité en emploi pour les femmes.

Le contenu de l'étude

Cette étude comporte cinq sections. La première trace un portrait général de l'emploi, en présentant son évolution, les principales professions selon le sexe ainsi que les indicateurs du marché du travail. Elle brosse un tableau du travail précaire, soit l'emploi à temps partiel, l'emploi temporaire et l'emploi autonome. La deuxième section dépeint la situation économique des Québécoises. Il y est question de la rémunération et de la syndicalisation, des revenus et du degré de pauvreté des femmes, de même que de leur participation aux principaux programmes sociaux liés au travail.

La troisième section est consacrée à la scolarité des Québécoises aux niveaux secondaire, collégial et universitaire. On y expose également certains constats se rapportant au décrochage scolaire. La quatrième section aborde la question de la conciliation travail-famille et traite des difficultés que cette problématique soulève pour les femmes, du contexte particulier de l'emploi précaire ainsi que des mesures offertes dans les milieux de travail. La cinquième section est consacrée à l'emploi féminin conjugué aux facteurs de l'âge, du statut d'immigrante et de la présence d'un handicap. Enfin, la conclusion présente des pistes d'action visant à favoriser l'équité en emploi entre les femmes et les hommes.

La méthodologie

Nous avons étayé notre analyse de l'emploi, de la situation économique et du niveau de scolarisation des femmes en puisant principalement dans les sources de données suivantes : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec; les données du ministère de l'Éducation du Québec; les enquêtes de Statistique Canada sur la dynamique du travail et du revenu. Nous avons par ailleurs alimenté notre réflexion sur les problématiques particulières et documenté les états de situation faisant l'objet de cette étude en consultant divers rapports de recherche et études qui nous apparaissaient pertinents.

1. Le portrait général de l'emploi

L'étude réalisée en 2000 par le Comité aviseur Femmes mettait en évidence certaines tendances dans l'évolution de l'emploi des Québécoises entre 1976 et 1998. Les principaux constats que nous avons dégagés se résumaient ainsi : une augmentation continue de la participation des femmes au marché du travail, une progression de leur présence dans le travail autonome et dans le travail à temps partiel, une concentration dans les secteurs « affaires, finance et administration » et « vente et services », et la persistance des écarts entre leurs taux d'activité et d'emploi et ceux des hommes.

Dans ce chapitre, nous vous présentons un portrait général de l'emploi selon le sexe. Il y sera question de la participation au marché du travail, des types d'emplois occupés et du travail précaire. Nous analyserons également les données relatives aux indicateurs du marché du travail, soit le taux d'activité, le taux d'emploi et le taux de chômage, chez les deux sexes, tant à l'échelle provinciale que dans une perspective régionale.

1.1

La participation
des Québécoises
au marché du travail
et les indicateurs

L'analyse des données statistiques se rapportant à la période 1976-2003 confirme les tendances mentionnées en 2000 relativement à la présence des Québécoises en emploi et dans la population active. En effet, l'emploi féminin et le taux d'activité des femmes continuent de croître, mais le pourcentage de la population active masculine demeure supérieur à celui des femmes.

Depuis 2001, la population totale a peu augmenté, tandis que la population active totale a fait un bond d'environ 5 %. Durant cette même période, le taux d'activité des femmes a progressé de 0,7 % pour atteindre 46,0 % en 2003, comparativement à 54,0 % chez les hommes. On remarque que non seulement les femmes rejoignent en plus grand nombre la population active, mais qu'elles s'y maintiennent.

TABLEAU 1 Population totale en nombre, population active¹ en nombre et répartition en pourcentage selon le sexe, 1976, 1981, 1991, 2001 et 2003, Québec

	1976	1981	1991	2001	2003
Population totale (en milliers)	6 396,8	6 547,7	7 064,6	7 397,1	7 487,2
Population active totale (en milliers)	2 790,7	3 117,1	3 507,2	3 806,9	4 016,5
Femmes dans la population active (%)	35,8	39,5	43,8	45,3	46,0
Hommes dans la population active (%)	64,2	60,5	56,2	54,7	54,0

1. Population active : population de 15 ans et plus en emploi ou au chômage (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements et des membres des Forces armées canadiennes).
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec

►► Regard sur les régions

En 2003, c'est en Montérégie que le taux d'activité des femmes était le plus élevé (63,5 %). Les autres régions affichant un taux d'activité féminin relativement élevé étaient : Lanaudière (63,0 %), Outaouais (62,4 %), Laurentides (62,3 %), Chaudière-Appalaches (61,7 %) et Laval (61,5 %). Le taux d'activité le plus bas était enregistré en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et dans le Bas-Saint-Laurent (respectivement 49,9 % et 50,9 %). Chez les hommes, le plus haut taux d'activité était enregistré dans les régions suivantes : Montérégie (75,6 %), Chaudière-Appalaches (74,6 %) et Lanaudière (74,5 %), tandis que le taux le plus faible (59,5 %) touchait la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Dans toutes les régions du Québec, le taux d'activité des hommes dépasse de plus de 10 points celui des femmes. On note des écarts particulièrement importants entre les deux sexes dans plusieurs régions, notamment au Saguenay-Lac-Saint-Jean (16,8 points), dans le Centre-du-Québec (15,9 points), dans le Bas-Saint-Laurent (15,5 points) et en Mauricie (15,2 points). (Voir le tableau 4.)

En 2003, le taux d'emploi des Québécoises atteignait 54,6 %, comparativement à 65,6 % pour les Québécois. Ainsi, la participation des femmes au marché du travail reste inférieure à celle des hommes. Depuis 1976, le taux d'emploi n'a cessé de croître chez les femmes, notamment dans le secteur des services, mais il ne représente pas pour autant leur poids démographique.

Taux d'emploi¹ total et selon le sexe² aux 5 ans de 1976 à 2001, plus 2002 et 2003 Québec

	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2002	2003
TOTAL	53,7	55,3	55,9	55,8	54,6	58,1	59,5	60
HOMMES	70,4	68,8	66,8	64	61,6	64,6	65,8	65,6
FEMMES	37,4	42,4	45,6	48,1	47,8	51,8	53,5	54,6

1. Taux d'emploi : nombre de personnes en emploi exprimé en pourcentage de l'ensemble de la population de 15 ans et plus.
2. Taux d'emploi selon le sexe : nombre d'hommes ou de femmes en emploi exprimé en pourcentage de la population d'hommes ou de femmes de 15 ans et plus.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec, et Les chiffres clés de l'emploi au Québec, Information sur le marché du travail, gouvernement du Québec, édition 2004, p. 28-29.

» Regard sur les régions

En 2003, la Montérégie (58,8 %), les Laurentides (58,5 %) et l'Outaouais (58,0 %) se distinguaient par les taux d'emploi féminin les plus élevés, ces taux demeurant très bas dans les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (42,2 %), du Bas-Saint-Laurent (46,4 %), du Saguenay-Lac-Saint-Jean (46,5 %), de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (47,2 %), ainsi qu'en Mauricie (47,3 %). Contrairement au taux d'emploi masculin, le taux d'emploi féminin ne dépasse pas 60 %, et ce, quelle que soit la région considérée. (Voir le tableau 4.)

Depuis 2001, le taux de chômage évolue de façon similaire chez les deux sexes. En 2003, il se situait à 8,6 % chez les femmes et à 9,6 % chez les hommes.

Cependant, les femmes ont à composer avec des épisodes plus fréquents de retrait du marché du travail. Leur présence plus accentuée dans les emplois à temps partiel ou précaires rend plus difficile leur admissibilité aux prestations d'assurance-emploi¹. Au chapitre suivant, nous aborderons plus en détail les incidences pour les femmes des modifications apportées au régime d'assurance-emploi ces dernières années.

Taux de chômage¹ total et selon le sexe² aux 5 ans de 1976 à 2001, plus 2002 et 2003, Québec

	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2002	2003
TOTAL	8,7	10,5	11	12,1	11,9	8,7	8,6	9,1
HOMMES	8,1	10	10,7	12,6	12,5	9	9,1	9,6
FEMMES	9,6	11,3	11,5	11,5	11,1	8,5	8	8,6

1. Taux de chômage : nombre de chômeurs et de chômeuses exprimé en pourcentage de la population active.
2. Taux de chômage selon le sexe : nombre de chômeurs ou de chômeuses exprimé en pourcentage de la population active dans chacun des groupes.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec, et Les chiffres clés de l'emploi au Québec, Information sur le marché du travail, gouvernement du Québec, édition 2004, p. 28-29.

1. La protection de l'assurance-chômage à la baisse pour les sans-emploi du Canada, rapport réalisé par le Congrès du Travail du Canada, 2003.

»» Regard sur les régions

En 2003, les femmes présentaient un taux de chômage plus élevé que celui des hommes dans quatre des seize régions du Québec, soit la Mauricie, Chaudière-Appalaches, Lanaudière et le Centre-du-Québec. La Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine affichait le taux le plus élevé, et ce, chez les deux sexes : 14,9 % chez les femmes et 19,7 % chez les hommes. Les taux les plus bas étaient enregistrés dans les Laurentides pour les femmes (5,9 %) et dans Chaudière-Appalaches pour les hommes (5,8 %).

TABLEAU 4 Caractéristiques du marché du travail selon le sexe, par région administrative et pour l'ensemble du Québec, en pourcentage, 2003

RÉGIONS ADMINISTRATIVES	TAUX D'ACTIVITÉ (%)		TAUX D'EMPLOI (%)		TAUX DE CHÔMAGE (%)	
	F	H	F	H	F	H
Bas-Saint-Laurent	50,9	66,4	46,4	59,0	8,8	11,2
Saguenay / Lac-Saint-Jean	52,5	69,3	46,5	61,1	11,6	11,9
Capitale-Nationale	59,2	71,6	55,2	66,2	6,7	7,5
Mauricie	53,3	68,5	47,3	61,8	11,2	9,9
Estrie	60,8	71,7	56,5	66,0	7,0	8,0
Montréal	58,6	72,6	52,6	63,5	10,3	12,6
Outaouais	62,4	73,9	58,0	67,9	7,2	8,2
Abitibi-Témiscamingue	56,6	68,7	51,5	61,5	9,3	10,5
Côte-Nord / Nord-du-Québec	53,5	66,9	47,2	56,9	11,8	15,2
Gaspésie / Îles-de-la-Madeleine	49,9	59,5	42,2	47,5	14,9	19,7
Chaudière-Appalaches	61,7	74,6	57,7	70,2	6,4	5,8
Laval	61,5	72,5	56,3	65,9	8,4	9,1
Lanaudière	63,0	74,5	57,1	68,4	9,4	8,1
Laurentides	62,3	73,5	58,5	67,6	5,9	8,1
Montréal	63,5	75,6	58,8	69,6	7,4	7,8
Centre-du-Québec	58,1	74,0	52,8	67,6	9,4	8,6
ENSEMBLE DU QUÉBEC	59,7	72,6	54,6	65,6	8,6	9,6

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, 2004

1.2 Les types d'emplois occupés par les femmes et les hommes

Le passage aux années 2000 s'est fait dans la continuité pour les femmes. Certes, elles sont maintenant plus nombreuses sur le marché du travail, mais elles ne sont pas présentes dans les mêmes secteurs d'activité économique et les mêmes domaines professionnels que leurs homologues masculins.

En effet, les femmes restent concentrées dans des secteurs économiques précis, particulièrement dans des emplois traditionnels. Le tableau suivant montre la persistance de l'écart très marqué entre la présence des femmes par rapport à celle des hommes dans les industries productrices de biens, ces derniers occupant les trois quarts des emplois dans ce secteur. Les femmes demeurent, pour leur part, surtout présentes dans les industries productrices de services.

TABLÉAU 5

**Nombre total d'emplois¹ selon l'industrie et répartition² selon le sexe,
1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec**

	1991	1996	2001	2002	2003
Total	3 081,7	3 145,9	3 474,5	3 592,7	3 649,9
Femmes	44,1	44,7	45,4	45,7	46,3
Hommes	55,9	55,3	54,6	54,3	53,7

Total	852,1	826,3	909,3	946,2	934,2
Femmes	24,5	24,7	25,5	24,5	24,7
Hommes	75,5	75,3	74,5	75,5	75,3

Total	2 229,5	2 319,6	2 565,2	2 646,5	2 715,8
Femmes	51,5	51,8	52,5	53,3	53,7
Hommes	48,5	48,2	47,5	46,7	46,3

1. En milliers

2, En pourcentage

Note : la somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison de l'arrondissement.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec, 22 avril 2004

Entre 1991 et 2001, on observe peu de changements dans les choix professionnels des Québécoises. En 2001, la proportion de femmes occupant des postes de secrétaires (97,7 %), d'infirmières (91,0 %), d'éducatrices et d'aides-éducatrices de la petite enfance (95,7 %) restait très élevée. Cette dernière profession a même gagné en popularité, passant du vingtième au septième rang en dix ans. Aucun changement n'est survenu au cours de cette période dans le sens d'un renversement même léger des tendances. Le tableau 6 met bien en relief la sous-représentation des femmes dans les occupations traditionnellement masculines. Les postes de conducteur de camions (97,7 %) et de mécanicien, technicien et réparateur d'automobiles (99,1 %), pour ne nommer que ceux-là, illustrent bien le type d'emplois exercés presque en exclusivité par les hommes. Entre 1991 et 2001, ces derniers ont par ailleurs accentué leur présence dans les professions liées à l'informatique, des professions dites d'avenir, leur effectif passant des deux tiers aux trois quarts.

TABLEAU 6

Les principales professions féminines et masculines
1991 et 2001, Québec

	RANG EFFECTIF		RÉPARTITION PAR SEXE	
	FEMMES		1991(%)	2001(%)
	1991	2001		
Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)	1	1	98,3	97,7
Vendeuses et commis-vendeuses, vente au détail	2	2	58,7	58,7
Caissières	3	3	88,0	86,5
Commis à la comptabilité et personnel assimilé	5	4	81,6	87,8
Infirmières diplômées	6	5	91,4	91,0
Institutrices à la maternelle et au niveau primaire	8	6	85,8	86,0
Éducatrices et aides-éducatrices de la petite enfance	20	7	95,9	95,7
Commis de travail général de bureau	4	8	79,1	83,2
Serveuses d'aliments et de boissons	7	9	80,9	79,1
Serveuses au comptoir, aides de cuisine et autres	12	10	56,8	60,5
HOMMES				
Professions en informatique	7	1	66,6	74,2
Conducteurs de camions	3	2	98,6	97,7
Vendeurs et commis-vendeurs, vente au détail	1	3	41,3	41,3
Directeurs de la vente au détail	2	4	65,8	63,3
Concierges	4	5	81,3	79,2
Mécaniciens, techniciens et réparateurs d'automobiles	5	6	99,1	99,1
Manutentionnaires	11	7	91,9	90,6
Chauffeurs-livreurs	9	8	96,7	92,8
Représentants des ventes non techniques, vente en gros	8	9	76,4	69,6
Commis d'épicerie et étalagistes	17	10	73,6	71,0

Source : Institut de la statistique du Québec, données du Recensement de 2001 de Statistique Canada.

1.3
Le
travail
précaire

L'augmentation du nombre de femmes sur le marché du travail ne signifie pas pour autant qu'elles aient bénéficié d'une amélioration substantielle de leurs conditions de vie. En intégrant le marché du travail, bon nombre d'entre elles continuent de lutter contre la pauvreté, notamment à cause de l'homogénéité de leurs choix professionnels et de la précarité des emplois qu'elles occupent. Les transformations récentes du marché de l'emploi, entre autres en ce qui a trait au travail à temps partiel et au travail autonome, auraient pour conséquence d'accentuer l'écart qui sépare les femmes des hommes au chapitre de l'emploi. C'est pourquoi il est pertinent de dresser un état de situation de l'emploi dit précaire ou atypique et d'analyser les incidences des divers changements qui s'opèrent sur le travail des femmes.

L'emploi précaire, loin d'être à la baisse chez les femmes, prend une forme de plus en plus spécifique qui diffère de l'emploi rémunéré permanent, à temps plein et à l'année pour le compte d'un même employeur. Cette catégorie d'emploi comprend l'emploi à temps partiel, l'emploi temporaire, incluant l'emploi pour une durée déterminée ou à contrat saisonnier, l'emploi occasionnel, l'emploi trouvé par l'intermédiaire d'une agence, ainsi que tous les autres emplois dont la date de cessation est déterminée, à savoir l'emploi autonome à son compte (travailleur autonome sans employés) de même que le cumul d'emplois (deux emplois ou plus en même temps)².

L'emploi à temps partiel

Le pourcentage de femmes qui occupent un ou plusieurs emplois précaires, notamment un emploi à temps partiel³, représente une part plus importante de l'emploi total des femmes, comparativement à ce que l'on observe chez les hommes. Il nous apparaît dès lors important de cerner les facteurs de différenciation entre les femmes et les hommes sur le marché du travail. En fait, les deux tiers des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. De 1991 à 2003, la présence des femmes dans ce type d'emploi est demeurée stable, soit près de 68,0 %, ce qui en fait une forme d'emploi toujours résolument féminine.

Répartition en pourcentage selon l'emploi à temps plein et le sexe,
et selon l'emploi à temps partiel et le sexe,
1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec

TABLEAU 7

	1991	1996	2001	2002	2003
EMPLOI À TEMPS PLEIN TOTAL (%)	83,1	82,1	82,8	82,1	81,6
Femmes	39,3	39,6	40,8	40,8	41,4
Hommes	60,7	60,4	59,2	59,2	58,6
EMPLOI À TEMPS PARTIEL TOTAL (%)	16,9	17,9	17,2	17,9	18,4
Femmes	67,5	67,8	67,6	68,4	67,8
Hommes	32,5	32,2	32,4	31,6	32,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec, et Les chiffres clés de l'emploi au Québec, Information sur le marché du travail, gouvernement du Québec, édition 2004, p. 28-29.

2. Leah Vosko, Nancy Zukewich et Cynthia Cranford (2003), « Le travail précaire : une nouvelle typologie de l'emploi », Statistique Canada, Perspective, no 75-001-X1F au catalogue, p. 18.
3. L'emploi à temps partiel « tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi ». Cette définition est tirée du concept « Genre de travail », Statistique Canada (2002), Guide de l'Enquête sur la population active, no 71-543-GIF au catalogue, op. cit., p. 10.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer le choix d'un travail à temps partiel. Le premier motif invoqué par les femmes est le choix personnel, suivi du manque d'offres d'emplois à temps plein. Entre 1997 et 2003, le pourcentage de femmes et d'hommes poursuivant des études a augmenté, passant de 20,0 % à 26,2 % chez les femmes et de 36,3 % à 41,8 % chez les hommes. Chez ces derniers, le fait d'être aux études est la raison la plus souvent invoquée pour le choix d'un travail à temps partiel.

Le pourcentage de femmes déclarant occuper un emploi à temps partiel en raison du soin des enfants a légèrement diminué au fil des ans (8,2 % en 2003). Cette statistique est intéressante, car elle montre que, pour plus des trois quarts des femmes travaillant à temps partiel, le choix personnel, le fait de n'avoir pu trouver un meilleur emploi ou le fait d'être aux études passent avant le fait de devoir s'occuper des enfants dans la liste des raisons du choix d'un emploi à temps partiel. Chez les hommes, ce dernier motif n'est pas invoqué. Malgré tout, en dépit d'une prise de conscience de plus en plus manifeste de la nécessité de trouver des solutions pour favoriser la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, les femmes restent les premières interpellées lorsqu'il s'agit de prodiguer les soins aux enfants. Les autres obligations personnelles ou familiales sont un autre motif presque exclusivement évoqué par les femmes (4,7 % contre 1,1 % pour les hommes).

TABLEAU 8 Raison du travail à temps partiel selon le sexe, 1997-2003¹, Québec

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
TEMPS PARTIEL TOTAL (EN MILLIERS)	570,7	579,6	565,8	581,3	597,2	641,9	671,8
FEMMES							
Choix personnel	25,4	28,5	29,1	26,5	27,3	26,2	28,3
Non désiré, lié à l'offre d'emploi (total en %) ²	35,1	31,4	30,3	29,7	27,2	26,9	26,6
École	20,0	21,6	23,3	24,1	24,6	25,5	26,2
Soin des enfants	11,1	10,4	9,3	8,6	8,9	10,3	8,2
Autres obligations personnelles ou familiales	4,0	3,4	3,1	5,0	6,0	4,8	4,7
Autres raisons	2,7	3,1	2,7	3,8	3,2	2,9	2,5
Maladie ou incapacité	1,7	1,4	2,2	2,3	2,7	3,4	3,4
HOMMES							
École	36,3	38,4	40,8	41,7	44,4	43,2	41,8
Non désiré, lié à l'offre d'emploi (total en %) ²	39,1	36,2	33,7	33,1	29,6	31,4	29,1
Choix personnel	17,9	18,7	19,4	19,1	19,2	18,7	22,1
Autres raisons	3,6	3,7	3,2	2,5	3,0	2,2	2,3
Maladie ou incapacité	1,5	1,8	1,8	1,9	2,3	3,0	3,3
Autres obligations personnelles ou familiales	1,1	0,9	—	1,3	1,2	0,9	1,1
Soin des enfants	—	—	—	—	—	—	—

Signes conventionnels : — signifie néant ou zéro.
1. Des changements apportés au questionnaire de l'enquête ne permettent pas de considérer les données antérieures à 1997 à des fins de comparaison.
2. Absence d'emplois à temps plein et conjoncture économique.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec

L'emploi temporaire

La tendance selon laquelle les hommes sont plus nombreux que les femmes à occuper un emploi permanent⁴ se confirme. Entre 1998 et 2003, on a observé certaines fluctuations en ce qui a trait à l'emploi temporaire, et ce tant chez les hommes que chez les femmes. Cependant, et contrairement à ce que l'on observe chez les hommes, la proportion de l'emploi temporaire a légèrement augmenté chez les femmes.

TABLEAU 9
Nombre d'emplois selon la permanence¹ et le sexe, 1998-2003², Québec

EMPLOI PERMANENT	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Total (en milliers)	2 395,6	2 458,9	2 515,9	2 565,2	2 664,5	2 734,3
Femmes (%)	46,2	46,4	46,4	46,6	47,1	47,5
Hommes (%)	53,8	53,6	53,6	53,4	52,9	52,5
EMPLOI TEMPORAIRE						
Total (en milliers)	377,4	385,2	410,6	442,4	453,5	430,7
Femmes (%)	51,7	50,0	51,0	52,3	50,5	52,1
Hommes (%)	48,3	50,0	49,0	47,7	49,5	47,9

1. Les données selon la permanence de l'emploi ne sont disponibles que depuis 1997.
2. Excluant l'emploi autonome.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec

Les femmes qui occupent un emploi permanent sont donc proportionnellement moins nombreuses que les hommes et, en conséquence, elles sont plus nombreuses à occuper un emploi temporaire. Cette situation touche notamment les secteurs de la fabrication et du commerce. Les femmes sont aussi plus nombreuses à occuper un emploi saisonnier, à terme, à contrat ou occasionnel.

L'emploi autonome

Entre 1991 et 2003, l'emploi autonome⁵ a fluctué très légèrement, passant de 13,2 % à 13,0 %. Bien que la proportion de femmes dans cette catégorie d'emploi soit à la hausse (+ 6,8 points) et que celle des hommes soit à la baisse (- 6,8 points), ces derniers occupent les deux tiers des emplois autonomes. Par ailleurs, les situations de travail diffèrent entre les deux sexes, notamment quant au type de travail réalisé. Les hommes sont de petits entrepreneurs, tandis que les femmes sont plus nombreuses à exercer une activité seules. Bien qu'on ait constaté une diminution à ce chapitre au cours des années, les hommes qui occupent un emploi autonome et qui embauchent du personnel sont plus nombreux que les femmes, respectivement 76,6 % et 23,4 % en 2003.

4. « Un emploi permanent est un emploi qui devrait durer aussi longtemps que l'employé le désire, à la condition que la conjoncture économique le permette, c'est-à-dire que la date de cessation de l'emploi n'est pas déterminée à l'avance. » Statistique Canada (2002), Guide de l'Enquête sur la population active, no 71-543-GIF au catalogue, op. cit., p. 13.
5. La définition du concept d'emploi autonome concerne les travailleurs indépendants, c'est-à-dire les « propriétaires actifs d'entreprises constituées en société, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel. Ce groupe se subdivise en deux catégories : avec aide rémunérée et sans aide rémunérée. » Entrent également dans cette catégorie les « propriétaires actifs d'une entreprise, d'une exploitation agricole ou d'un bureau professionnel non constitués en société et les travailleurs indépendants qui n'ont pas d'entreprise (par exemple, gardiennes d'enfants et livreurs de journaux). Ce groupe se subdivise en deux catégories : avec aide rémunérée et sans aide rémunérée. » Statistique Canada (2002), Guide de l'Enquête sur la population active, no 71-543-GIF au catalogue, op. cit., p. 16.

Répartition et nombre de travailleuses et de travailleurs de 15 ans et plus occupant un emploi autonome¹ selon le sexe et quelques autres caractéristiques, 1991, 1996, 2001, 2002 et 2003, Québec

TABLEAU 10

	1991	1996	2001	2002	2003	POINTS D'ÉCART 1991-2003
EMPLOI AUTONOME SUR EMPLOI TOTAL (%)	13,2	14,6	13,3	13,0	13,0	- 0,2
Femmes (%)	26,8	31,2	31,8	33,1	33,6	+ 6,8
Hommes (%)	73,2	68,8	68,2	66,9	66,4	- 6,8
AVEC PERSONNEL (EMPLOYEURS) (%)	47,8	40,5	40,7	38,0	36,7	- 11,1
Femmes	18,6	18,9	24,7	23,5	23,4	+ 4,8
Hommes	81,4	81,1	75,2	76,6	76,6	- 4,8
SANS PERSONNEL (À LEUR COMPTE) (%)	52,2	59,5	59,3	62,0	63,3	+ 11,1
Femmes	34,2	39,7	36,6	39,1	39,6	+ 5,4
Hommes	65,8	60,4	63,4	60,9	60,4	- 5,4

1. Y compris les propriétaires d'une entreprise constituée en société, mais excluant les travailleurs et travailleuses familiaux non rémunérés, à l'exception de la variable « emploi total ».
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec

Les faits saillants du portrait général de l'emploi

- ▶ La présence des femmes sur le marché du travail ne cesse de s'accroître. De 1976 à 2003, le pourcentage de femmes occupant un emploi est passé de 37,4 % à 54,6 %, alors que le taux masculin a diminué, passant de 70,4 % à 65,6 %. La participation des Québécoises au marché du travail demeure cependant inférieure à celle des Québécois.
- ▶ En 2003, la population active masculine affichait un taux de 54,0 %, comparativement à 46,0 % chez les femmes. Le taux de chômage des femmes et des hommes était similaire, soit 8,6 % et 9,6 % respectivement, malgré des écarts importants entre les régions.
- ▶ En 2003, dans l'ensemble des industries, la part des travailleuses s'élevait à 46,3 % contre 53,7 % de travailleurs. Cependant, ceux-ci occupaient les trois quarts des emplois dans les industries productrices de biens. En 2001, les femmes optaient majoritairement pour des professions similaires à celles qu'elles choisissaient déjà en 1991. Ainsi, on observe une continuité tant sur le plan de la répartition des emplois qu'en ce qui a trait à la division sexuelle du travail.
- ▶ Les femmes sont surreprésentées dans l'emploi à temps partiel. Le pourcentage de Québécoises occupant un emploi à temps partiel n'a guère bougé entre 1991 et 2003 (respectivement 67,5 % et 67,8 %), le choix personnel et le manque d'offres d'emploi à temps plein étant les raisons les plus fréquemment citées par les femmes pour expliquer le choix d'un emploi à temps partiel. Tant les femmes que les hommes sont plus nombreux à poursuivre leurs études, cette raison étant la plus souvent invoquée par les hommes pour expliquer le choix d'un emploi à temps partiel. Le pourcentage de femmes déclarant occuper ce type d'emploi en raison des soins à donner aux enfants a quelque peu diminué au fil des ans (8,2 % en 2003). Chez les hommes, ce motif n'est pas invoqué.
- ▶ En 2003, les deux tiers des emplois autonomes étaient occupés par des hommes, le pourcentage de femmes dans cette catégorie d'emploi ne représentant que 33,6 %.

2. La situation économique des Québécoises

L'étude réalisée en 2000 par le Comité aviseur Femmes révélait un écart significatif entre la situation économique des femmes et celle des hommes. Ainsi, en 1998, le salaire horaire moyen des femmes représentait 83,4 % de celui des hommes, et leur salaire hebdomadaire moyen, 71,5 %. Nous observions également que l'écart salarial entre les femmes et les hommes avait tendance à croître selon l'âge et qu'il était sensiblement plus élevé dans le secteur de la production de biens que dans le grand secteur des services. En 1997, le revenu moyen annuel des femmes provenant d'un emploi représentait 65,3 % de celui des hommes.

Dans ce chapitre, nous présenterons et analyserons les plus récentes données relatives à la rémunération des emplois féminins au regard de certains indicateurs, notamment la concentration professionnelle et la syndicalisation. Nous traiterons également de la participation des femmes aux programmes de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi.

2.1
La
rémunération :
un écart significatif persistant
entre les femmes et les hommes

De manière générale, on observe une tendance à la forte persistance des écarts salariaux entre les hommes et les femmes. En 2004, le salaire horaire moyen des femmes représente toujours la même proportion qu'en 1998, soit 83,4 % du salaire des hommes⁶.

D'autres statistiques révèlent que, chez les non-syndiqués, le salaire horaire moyen des femmes représentait 78,2 % de celui des hommes en 2002, comparativement à 77,9 % en 1998. Chez les syndiqués, le salaire horaire moyen féminin, sensiblement plus élevé, est passé de 93,0 %, en 1998, à 93,6 % de celui des hommes en 2002⁷.

Le ratio du salaire hebdomadaire moyen des femmes par rapport à celui des hommes s'est pour sa part légèrement amélioré, passant de 71,3 % à 72,7 % entre 1998 et 2002⁸.

Les gains moyens d'emploi annuels des femmes équivalaient à 65,2 % de ceux des hommes en 2002, soit 25 300 \$ pour les femmes et 38 900 \$ pour les hommes. Ce ratio n'évolue pas positivement et demeure stable depuis plusieurs années, variant de 63 % à 65 % en moyenne selon les années. Il est de 71,3 % pour les femmes qui travaillent à temps plein toute l'année⁹.

La rémunération selon les grands groupes professionnels

La branche d'activité ou le secteur professionnel est un facteur déterminant dans l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Cette variable compte en effet pour environ le tiers (33,8 %) de l'écart salarial¹⁰. Mais nous verrons que cet écart caractérise également, et souvent de façon aussi prononcée, les groupes professionnels où les salaires sont les plus élevés.

Le tableau suivant montre en effet qu'il existe un écart salarial significatif entre les hommes et les femmes dans la majorité des grands groupes professionnels. À des fins de comparaison, nous avons choisi de présenter les douze groupes professionnels où le salaire horaire des femmes est le moins élevé et le plus élevé.

La première partie du tableau est consacrée aux six grands groupes professionnels où le salaire horaire moyen des femmes est le moins élevé, n'excédant pas 11,00 \$, selon le recensement de 2001. Dans cinq de ces six secteurs, les femmes sont fortement minoritaires, représentant de 17 % à 34 % de la main-d'œuvre. Elles sont faiblement majoritaires (52 %) au sein du personnel de la vente et des services.

On constate par ailleurs que les femmes occupent des emplois très faiblement rémunérés, leur salaire horaire se situant entre 8,20 \$ et 10,80 \$, et que l'écart salarial avec les hommes est important. Par exemple, parmi le personnel spécialisé du secteur primaire, les femmes ne gagnent que 60 % du salaire des hommes. Dans la vente, où elles sont très nombreuses, leur salaire horaire moyen compte parmi les moins élevés. Rappelons également que, comme le signalait antérieurement le Comité aviseur Femmes, les écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont très prononcés dans les grands groupes professionnels de la production, où le pourcentage de femmes n'est encore que de 15 %. Le fait de travailler à temps partiel est un autre facteur aggravant pour les femmes.

La deuxième partie du tableau montre qu'au sein des professions de haut niveau de qualification professionnelle, où les femmes obtiennent pourtant un taux horaire supérieur à la moyenne, elles gagnent tout de même un salaire horaire inférieur à celui des hommes occupant le même poste. Par exemple, les femmes ne représentent que 22 % des cadres supérieurs et elles gagnent 63 % du salaire horaire des cadres de sexe masculin. On note aussi un écart salarial marqué dans les autres groupes professionnels. L'écart le moins grand caractérise le personnel professionnel des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique, des milieux fortement syndiqués où les femmes constituent 60 % de la main-d'œuvre.

On remarque toutefois que les femmes sont de plus en plus présentes dans deux secteurs particuliers : parmi le personnel professionnel des soins de santé et en gestion des affaires et finance, où elles constituent respectivement 76 % et 51 % de la main-d'œuvre.

6. Les salaires sont constitués de la seule rémunération de base, horaire ou hebdomadaire. Pour 2004 : Statistique Canada, CANSIM, tableaux 282-0069 et 282-0073, données pour le Québec, décembre 2004. Pour 1998 : Statistique Canada, *Le Revenu au Canada*, no 75-202 au catalogue, et *Gains des hommes et des femmes*, no 13-217-XPB au catalogue. Pour 1998, les tableaux sont constitués selon les secteurs d'activité économique.

7. Statistique Canada, *Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec*, Direction générale à l'intervention sectorielle, octobre 2003.

8. Ibid.

9. Dans le langage de Statistique Canada, les gains moyens désignent la rémunération brute des salariés et des travailleurs autonomes, soit le salaire et l'ensemble des primes, commissions, heures supplémentaires et congés payés. Statistique Canada, CANSIM, tableau 202-0102.

22 10. Marie Drolet, *Le « qui, quoi, quand et où » des écarts salariaux entre les hommes et les femmes*, Statistique Canada, juin 2002, p. 47.

TABLEAU 11

Répartition des personnes salariées ayant touché un revenu d'emploi en 2000 ainsi que le revenu d'emploi moyen selon le sexe, le statut d'emploi et le salaire horaire moyen dans douze grands groupes professionnels où le salaire horaire moyen des femmes est le moins élevé et le plus élevé. Total des personnes occupées de 15 ans et plus, 2001, Québec

PROFESSIONS (CNP/SCIAN)	SEXE	PRÉSENCE (%)	SALAIRE HORAIRE MOYEN (\$)	REVENU D'EMPLOI MOYEN, TEMPS PLEIN (\$)	REVENU D'EMPLOI MOYEN, TEMPS PARTIEL (\$)
OÙ LE SALAIRE FÉMININ EST LE MOINS ÉLEVÉ					
1. Personnel intermédiaire du secteur primaire	F	25 %	8,20	13 510	6 737
	H	75 %	9,90	20 577	6 723
2. Personnel spécialisé du secteur primaire	F	21 %	9,20	18 454	13 984
	H	79 %	15,20	30 156	18 075
3. Personnel élémentaire de la vente et des services	F	52 %	9,50	16 886	7 601
	H	48 %	12,30	23 283	7 729
4. Personnel élémentaire du secteur primaire	F	17 %	10,40	14 101	6 926
	H	83 %	12,90	19 686	7 152
5. Personnel élémentaire dans la transformation, la fabrication et les services d'utilité publique	F	34 %	10,50	18 152	9 102
	H	66 %	15,30	28 289	8 851
6. Personnel relié à la transformation, à la fabrication et au montage	F	34 %	10,80	19 472	9 918
	H	66 %	15,90	30 845	10 664
OÙ LE SALAIRE FÉMININ EST LE PLUS ÉLEVÉ					
1. Cadres supérieur(e)s	F	22 %	26,60	53 121	25 767
	H	78 %	42,30	86 595	45 671
2. Personnel professionnel des sciences naturelles et appliquées	F	23 %	23,80	44 221	21 274
	H	77 %	27,40	53 714	17 211
3. Personnel professionnel des soins de santé	F	76 %	23,10	49 445	28 946
	H	24 %	29,40	99 819	42 356
4. Personnel professionnel, sciences sociales, enseignement, admin. publique et religion	F	60 %	22,70	42 607	19 028
	H	40 %	26,40	55 232	21 523
5. Personnel professionnel des arts et de la culture	F	55 %	21,20	37 783	13 758
	H	45 %	24,00	40 960	15 076
6. Personnel professionnel en gestion des affaires et finance	F	51 %	20,90	40 276	18 856
	H	49 %	28,30	61 202	22 884

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001, compilation effectuée par Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, octobre 2003.

La rémunération et la syndicalisation

Le taux de syndicalisation au Québec atteignait 41,2 % en 2003, soit 39,1 % de la main-d’œuvre féminine et 43,1 % de la main-d’œuvre masculine. En 2003, 59,7 % de la main-d’œuvre dans le secteur public était féminine. Cette main-d’œuvre représente la majorité des syndiquées, soit 83,2 % comparativement à 78,8 % chez les hommes. Dans le secteur privé, les femmes ne constituent que 44,5 % de la main-d’œuvre, et le taux de syndicalisation atteint 20,3 %, comparativement à 34,9 % pour les hommes¹¹.

TABLEAU 12 Taux de présence syndicale selon le sexe par rapport à la population active, 2003, Québec

	FEMMES (%)	HOMMES (%)	TOTAL (%)
Personnel syndiqué	39,1	43,1	41,2
Répartition :			
Secteur privé	20,3	34,9	28,4
Secteur public	83,2	78,8	81,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l’intervention sectorielle, 2003

Le tableau 1, présenté en annexe, illustre clairement que le fait d’être syndiqué ou non a une incidence importante sur le niveau de rémunération. En 2002, le salaire horaire moyen pour les deux sexes s’établissait à 19,60 \$ chez les syndiqués, comparativement à 15,20 \$ chez les non-syndiqués.

Chez les femmes, l’écart entre travailleuses syndiquées et non-syndiquées est plus marqué, et ce dans tous les groupes d’âge. En effet, en 2002, le salaire horaire moyen des travailleuses syndiquées était de 18,90 \$, comparativement à 13,30 \$ pour les travailleuses non syndiquées.

Les travailleuses syndiquées affichent également un moins grand écart salarial avec les hommes que les travailleuses non syndiquées. Ainsi, en 2002, elles gagnaient 93,6 % du salaire horaire moyen des hommes, comparativement à 78,2 % chez les non-syndiquées. On remarque que l’écart s’est creusé entre 1997 et 2002 chez les non-syndiquées (de 79,3% à 78,2%) alors qu’il a diminué chez les syndiquées (de 92,4% à 93,6%).

L’évolution des salaires montre aussi qu’entre 1997 et 2002 ce sont les travailleuses non syndiquées qui ont connu la hausse la plus faible du salaire horaire moyen, qui est passé de 11,90 \$ à 13,30 \$, soit une augmentation de 1,40 \$ l’heure. Fait marquant, les travailleurs non syndiqués ont connu la plus forte augmentation salariale, leur salaire horaire étant passé de 15,00 \$ à 17,00 \$, ce qui représente une augmentation de 2,00 \$ l’heure. Chez les employés couverts par un syndicat, les femmes ont connu une hausse salariale semblable à celle des hommes, soit respectivement 1,80 \$ et 1,70 \$ l’heure¹².

La rémunération selon le statut d'emploi

Le statut d’emploi est un autre facteur déterminant dans les écarts salariaux entre les hommes et les femmes. En effet, le fait d’occuper un emploi atypique est toujours un facteur aggravant qui s’ajoute à l’iniquité salariale que connaissent déjà les femmes¹³.

En 2002, les travailleurs temporaires constituaient 15 % de toute la main-d’œuvre. Ce phénomène est en progression depuis 1997, alors que ce taux était de 13 %. Les femmes, qui représentent la moitié de la main-d’œuvre temporaire, gagnent un salaire horaire moyen de 13,60 \$, contre 14,80 \$ pour les hommes, ce qui représente 92 % du salaire de leurs homologues masculins. Les salariées permanentes gagnent quant à elles 15,80 \$ l’heure, comparativement à 18,90 \$ chez les salariés permanents, soit 83,4 % du salaire des hommes dans cette catégorie de salariés.

11. Proportion de la population totale travaillant dans les secteurs publics et privés selon le sexe », Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec, DGAIS, 2003.
12.Les données des quatre paragraphes précédents ont été compilées à partir du tableau 1 présenté en annexe : Évolution du salaire horaire et hebdomadaire moyen selon la couverture syndicale, l’âge et le sexe, 1997 à 2002, Québec. Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec, DGAIS, octobre 2003.
13.Un emploi permanent est un emploi qui devrait durer aussi longtemps que l’employé le désire, à la condition que la conjoncture économique le permette, c’est-à-dire que la date de cessation de l’emploi n’est pas déterminée à l’avance; un emploi temporaire est un emploi dont la date de cessation est prédéterminée ou qui se terminera dès qu’un projet déterminé aura pris fin. Cette catégorie comprend les emplois saisonniers, les emplois temporaires (c’est-à-dire pour une durée déterminée ou dans le cadre d’un contrat de travail, y compris le travail effectué par l’entremise d’une agence de placement), les emplois occasionnels et les autres emplois temporaires.

Les données du tableau suivant confirment l'impact considérable de la syndicalisation sur le statut d'emploi. En effet, tandis que les travailleuses permanentes non syndiquées gagnent en moyenne 14,30 \$ l'heure et les syndiquées ayant le même statut 19,40 \$, les non-syndiquées gagnant ainsi 73,7 % du salaire des syndiquées, les temporaires non syndiquées ne gagnent que 11,30 \$ l'heure contre 18,00 \$ chez les syndiquées, ce qui représente seulement 62,7 % du salaire de celles-ci. Cet écart est moins grand chez les hommes, les permanents non syndiqués gagnant 88,0 % du salaire des syndiqués ayant le même statut, et les temporaires, 63,1 %¹⁴.

Signalons que cette discrimination liée au statut d'emploi a des conséquences directes sur le salaire et sur les avantages sociaux liés au travail (régimes d'assurance gouvernementaux, régimes de retraite et autres régimes complémentaires d'assurance parrainés par l'employeur, tels que les soins de santé, les soins dentaires, l'assurance vie et l'assurance invalidité).

TABLEAU 13 Salaire horaire et hebdomadaire moyen selon la permanence de l'emploi et le sexe, 2003, Québec

STATUT D'EMPLOI	COUVERTURE SYNDICALE	SEXE	SALAIRE HORAIRE MOYEN (\$)	SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN (\$)
Permanents	Syndiqués	F	19,40	646,90
		H	20,80	790,50
	Non syndiqués	F	14,30	485,00
		H	18,30	701,40
Temporaires	Syndiqués	F	18,00	510,40
		H	19,80	706,50
	Non syndiqués	F	11,30	291,70
		H	12,50	396,00

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec, DGAIS, 2003

14. Les données des deux paragraphes précédents sont tirées de Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, compilation effectuée par Emploi-Québec, DGAIS, 2003.

2.2

La pauvreté des femmes
et l'accès aux programmes
sociaux liés à l'emploi

Les femmes forment la grande majorité des personnes travaillant au salaire minimum (71,2 %). Ce taux a augmenté de presque quatre points entre 1991 et 2001, alors qu'il a diminué d'autant chez les hommes. Les emplois concernés se concentrent majoritairement dans les secteurs du commerce, de l'hébergement et des services de restauration, ainsi que, dans une moindre mesure, dans la fabrication. Les femmes forment près de 70 % de la main-d'œuvre de ces trois secteurs¹⁵.

Répartition
femmes-hommes chez les
personnes employées au
salaire minimum, 1991 et
2001, Québec

TAB**LEAU 14**

	1991	2001
FEMMES	67,3 %	71,2 %
HOMMES	32,7 %	28,8 %

Source : Secrétariat à la condition féminine (mars 2004), L'avenir des Québécoises : les suites des consultations de mars 2003, tableau 2.20, tiré de Statistique Canada, Enquête sur les horaires et les conditions de travail, novembre 1991, et Statistique Canada, Enquête sur la population active, octobre 2001.

Par ailleurs, une importante proportion de travailleuses gagnent un salaire très faible, à peine plus élevé que le salaire minimum. En effet, 52,7 % des salariées non syndiquées au Québec gagnaient 10 \$ ou moins l'heure en 2001 et 33,5 % d'entre elles gagnaient 8 \$ ou moins l'heure. Deux fois moins d'hommes sont dans cette situation¹⁶.

Ces faibles revenus ont une incidence directe sur la qualité de vie des femmes, ces dernières devant consacrer une part importante de leurs revenus aux dépenses de logement qui sont souvent très élevées.

La participation aux programmes de l'assurance-emploi (chômage) et de l'assistance-emploi (aide sociale)

En raison du caractère temporaire de beaucoup d'emplois féminins et en raison des congés de maternité et parental, les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'avoir recours à l'assurance-emploi. Pourtant, les études récentes montrent qu'elles sont désavantagées en ce qui a trait à l'admissibilité à ce programme. Les modifications apportées au régime en 1996 ont en effet eu un impact majeur sur l'admissibilité des femmes à ce programme, faisant presque quintupler l'écart entre les hommes et les femmes à ce chapitre au Québec, écart qui est passé de 3 à 14 points entre 1996 et 2001. En 2001, 39 % des femmes et 53 % des hommes pouvaient bénéficier de l'assurance-emploi, contre 48 % et 51 % respectivement en 1996¹⁷.

Ce phénomène a également des incidences variées selon l'âge. L'écart le plus important entre les sexes touche le groupe d'âge des 25 à 34 ans. Or, c'est précisément dans ce groupe que la probabilité pour les femmes d'avoir de jeunes enfants est la plus élevée.

On observe le même phénomène chez les femmes de 45 à 54 ans. Aujourd'hui, seulement 43 % des femmes de ce groupe d'âge reçoivent des prestations, comparativement à 63 % des hommes. Cette proportion était de 55 % pour les deux sexes en 1996¹⁸.

15.Statistique Canada 2003, *Enquête sur la population active*, compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec.

16.Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) (2004).Calculs faits à partir de Statistique Canada (2001). Enquête sur la population active.

17.Les données sur l'assurance-emploi sont tirées du rapport du Congrès du travail du Canada (CTC) et de la Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ) (2003), « www.ctc-ctc.ca » Canada : L'assurance-emploi vole, et surtout les travailleuses », Sections « Écart entre les sexes » et « Diminution de la couverture ».

18.Ibid.

TABLEAU 15

FEMMES	48 %	39 %
HOMMES	51 %	53 %
ÉCART SELON LE SEXE	3 points	14 points

Source : Calcul du Congrès du Travail du Canada, basé sur le sondage de Statistique Canada sur la main-d'œuvre active et les données de l'assurance-emploi, 1996 et 2001

►► Les modifications apportées au programme de l'assurance-emploi depuis le début des années 1990 ont eu comme principales conséquences :

- la restriction des conditions d'admissibilité au régime (le nombre de semaines exigées donnant droit à des prestations a triplé);
- la diminution de la durée de la période des prestations (jusqu'à la moitié pour certains prestataires);
- la conversion des semaines assurables en heures de référence (qui a eu pour effet de quadrupler les semaines de référence pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel)¹⁹.

L'écart de couverture entre les hommes et les femmes a donc augmenté depuis 1996. Ce processus de modifications successives apportées à l'assurance-emploi depuis le début des années 1990 a eu pour effet de faire chuter le taux global de travailleuses et de travailleurs admissibles au Québec de 81 % en 1990 à 47 % en 2001 (de 74 % à 39 % dans l'ensemble du Canada).

En avril 2004, au Québec, les femmes constituaient la moitié des adultes prestataires de l'assistance-emploi, ou aide sociale. Parmi ces 198 794 femmes, le tiers ne présentait aucune contrainte relativement à l'emploi (34,3 %), un deuxième tiers présentait des contraintes temporaires (34,2 %), et un dernier tiers, des contraintes sévères (31,4 %). La principale contrainte temporaire est le fait d'avoir des enfants à charge de moins de cinq ans ou la grossesse (48,5 %).

À la même période, les chefs de famille monoparentale forment 13,2 % de l'ensemble des adultes prestataires de l'assistance-emploi. La moitié (49,9 %) de ces prestataires présentent des contraintes temporaires relativement à l'emploi, la principale étant la présence d'enfants à charge de moins de cinq ans (incluant la grossesse), invoquée dans près de 83 % des cas²⁰. Par ailleurs, les jeunes femmes de moins de 25 ans présentent trois fois plus que les jeunes hommes des contraintes par rapport à l'emploi.

Ce sont aussi les chefs de famille monoparentale prestataires, dont la grande majorité sont des femmes (86 % en 2001, soit le même pourcentage qu'en 1996), qui connaissent les taux de sortie de l'assistance-emploi les plus faibles. Avec les personnes seules (73,6 %), ce sont les plus nombreuses à n'avoir que l'aide sociale comme revenu (64 %)²¹. La prestation mensuelle moyenne pour les chefs de famille monoparentale était de 633,42 \$ en avril 2004. Il est à noter que les familles monoparentales regroupent près des deux tiers de tous les enfants du Québec vivant de l'aide sociale²².

Il est clair que l'inadéquation des programmes comme l'assurance-emploi et l'assistance-emploi à la situation des femmes au travail a des conséquences sur leur autonomie et leur sécurité économique, à court et à long terme. Le taux de participation des Québécoises au marché du travail, moins élevé que celui des hommes, est associé à des taux de cotisation substantiellement inférieurs au régime des rentes du Québec (RRQ), une

19. Ibid

20. Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (avril 2004), *Faits saillants*.

21. Mireille Lévesque et Pierre Lanctôt (2001), *Portrait social du Québec. Données et analyses*, Institut de la statistique du Québec, p. 352-355.

22.Rémi Nadeau et Nadine Crépeau (2004), *Rapport statistique sur les prestataires de l'assistance-emploi*, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille.

situation qui a des conséquences directes sur la pauvreté des femmes à la retraite²³. Les statistiques de 2000 révèlent que les femmes âgées ont un revenu annuel moyen de 15 592 \$, contre 26 067 \$ pour les hommes âgés. L'écart s'est creusé entre les sexes puisque, en dollars constants (2000), les femmes âgées pouvaient compter, en 1991, sur un revenu annuel moyen de 15 290 \$ et les hommes âgés, sur un revenu de 23 571 \$.

TABLEAU 16 Part relative des sources de revenu moyen des personnes âgées, selon le sexe,
1991 et 2000, Québec

SOURCES DE REVENU	1991			2000		
	FEMMES (%)	HOMMES (%)	TOTAL (%)	FEMMES (%)	HOMMES (%)	TOTAL(%)
PSV (Pension de sécurité de la vieillesse)	32	21	26	33	19	25
SRG (Supplément de revenu garanti)	15	7	11	11	4	7
RRQ (Régime des rentes du Québec)	14	20	17	19	21	20
Régimes privés de retraite	12	22	17	21	36	29
Revenus de placement	21	15	18	10	12	11
Revenus de travail	3	12	8	3	5	5
Autres revenus	3	3	3	3	3	3
Revenu moyen	13 269 \$	20 456 \$	16 244 \$	15 592 \$	26 067 \$	20 024 \$
En dollars constants (2000)	15 290\$	23 571\$	18 718\$	15 592\$	26 067\$	20 024\$

Source : Compilations effectuées par la Régie des rentes du Québec à partir des données de l'enquête sur la dynamique du travail et du revenu (2000) et de l'enquête sur les finances des consommateurs (1991). Tirées de Secrétariat à la condition féminine (mars 2004). L'avenir des Québécoises : les suites des consultations de mars 2003, tableau 2.20, tiré de Statistique Canada, Enquête sur les horaires et les conditions de travail, novembre 1991, et Statistique Canada, Enquête sur la population active, octobre 2001.

28 23.Ruth Rose, et neuf regroupements de groupes de femmes du Québec (2004), *Adapter le Régime de rentes aux nouvelles réalités du Québec*, site Web de la Fédération des femmes du Québec.

Les faits saillants de la situation économique des Québécoises

- ▶▶ En 2001, les femmes constituaient 71,2 % de la main-d'œuvre travaillant au salaire minimum. Par ailleurs, 52,7 % des salariées non syndiquées gagnaient 10 \$ ou moins l'heure et 33,5 % d'entre elles gagnaient 8 \$ ou moins l'heure.
- ▶▶ L'écart salarial se maintient entre les hommes et les femmes : en 2002, les femmes gagnaient 83,4 % du salaire horaire moyen des hommes, soit le même ratio qu'en 1998. Elles ne gagnaient que 72,7 % de leur salaire hebdomadaire moyen et 65,2 % de leurs gains moyens d'emploi annuels.
- ▶▶ En 2003, le pourcentage de Québécoises syndiquées atteignait 39,1 %, comparativement à 43,1 % chez les hommes. Chez les travailleurs syndiqués, les femmes gagnaient 93,6 % du salaire des hommes (l'écart diminue depuis 1997); chez les non-syndiqués, les femmes ne gagnaient que 78,2 % du salaire des hommes (l'écart augmente depuis 1997).
- ▶▶ Ce sont les femmes non syndiquées qui ont connu la plus faible hausse de salaire entre 1997 et 2002, soit 1,40 \$ l'heure.
- ▶▶ Les femmes sont de moins en moins couvertes par l'assurance-emploi et elles le sont moins que les hommes, l'écart entre les sexes ayant quintuplé entre 1996 et 2001, passant de 3 à 14 points d'écart.
- ▶▶ En 2001, la prestation moyenne d'assistance-emploi (aide sociale) accordée aux chefs de famille monoparentale, dont la très grande majorité sont des femmes, s'élevait à 633 \$ par mois. Les familles monoparentales regroupent près des deux tiers de tous les enfants du Québec vivant de l'aide sociale

3.

La

scolarisation

des

Québécoises

Sur le plan de la scolarisation, la progression des femmes a été remarquable au cours des dernières années. Globalement, elles constituent la majorité de l'effectif étudiant au secondaire, au collégial et au baccalauréat. L'étude réalisée en 2000 par le Comité aviseur Femmes faisait état de cette progression. Elle rapportait également que les femmes optaient surtout pour des métiers dits traditionnels et qu'à la fin des études, leur rémunération était, sauf quelques exceptions, inférieure à celle des hommes.

Dans ce chapitre, nous traiterons de la formation au secondaire et des effets du décrochage scolaire, de la formation collégiale et universitaire.

3.1
La
formation
au
secondaire

Les filles réussissent mieux que les garçons à l'école, et ce dans tous les ordres d'enseignement. Bien que la probabilité d'obtenir un diplôme d'études secondaires soit plus élevée chez les filles que chez les garçons, l'écart entre les sexes tend à s'amenuiser : il est passé de 18 points pour la période de 1989 à 1999 à 13 points pour l'année 2001-2002²⁴.

Cependant, en 2001-2002, les filles étaient toujours minoritaires parmi les diplômés de la formation professionnelle au secondaire, représentant 44,7 %²⁵ d'entre eux. Elles demeurent par ailleurs conservatrices dans leurs choix, étant massivement concentrées dans les domaines suivants : administration, commerce et informatique; arts; cuir, textile et habillement; santé et soins esthétiques. Depuis les dix dernières années, les filles composent plus de 78 % de l'effectif dans ces secteurs de la formation.

TABLEAU 17 Nombre de diplômes décernés en formation professionnelle au secondaire, selon le secteur d'activités et le sexe, 1989-1990 et 2000-2001, Québec

SECTEURS D'ACTIVITÉ	F	H	% de F	F	H	% de F	de %
Administration, commerce et informatique	3 420	167	95,3	4 611	1 305	77,9	-17,9
Agriculture et pêche	169	76	69,0	528	454	53,8	-15,2
Alimentation et tourisme	691	607	53,2	1 645	1 122	59,5	+6,3
Arts	160	35	82,1	283	43	86,8	+4,7
Bâtiments et travaux publics	101	1 846	5,2	252	2 296	9,9	+4,7
Bois et matériaux connexes	12	136	8,1	203	419	32,6	+24,5
Chimie et biologie	906	20	0	4	17	19,0	+19,0
Communication et documentation	176	209	45,7	378	328	53,5	+7,8
Cuir, textile et habillement	91	5	94,8	266	28	90,5	-4,3
Électrotechnique	24	1 586	1,5	112	2 147	5,0	+3,5
Entretien d'équipement motorisé	42	1 438	2,8	107	2 085	5,1	+2,3
Environnement et aménagement du territoire	8	87	8,4	24	82	22,6	+14,2
Fabrication mécanique	48	516	8,5	318	2 097	13,2	+4,7
Foresterie et papier	31	259	10,7	94	866	12,4	+1,7
Mécanique d'entretien	11	396	2,7	46	760	5,7	+3,0
Métallurgie	26	478	5,2	122	1 659	6,9	+1,7
Mines et travaux de chantier	6	212	2,8	8	313	2,5	-0,3
Santé	1 277	122	91,3	2 302	213	91,5	+0,2
Soins esthétiques	1 408	17	98,8	2 226	30	98,7	-0,1
Transport	10	79	11,2	153	846	15,3	+4,1
TOTAL	7 711	8 291	48,2	13 690	16 916	44,7	-3,5

Source: base de données DCFP, Données fournies par le ministère de l'éducation, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs pour le Secrétariat à la condition féminine, janvier 2004. Présentation et compilation:Secrétaire à la condition féminine, janvier 2004.

24.Conseil du statut de la Femme (2004), *Des nouvelles d'elles*, gouvernement du Québec.

32 25.Ministère de l'Éducation, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs (DRSI), janvier 2004.

Bien que leur pourcentage ait considérablement augmenté dans plusieurs secteurs (plus de 25 points d'écart en bois et matériaux et plus de 19 points en chimie et biologie, par exemple), les filles sont grandement sous-représentées dans des domaines qui offrent pourtant de bonnes perspectives d'emploi, tels l'électrotechnique, l'entretien d'équipement motorisé et la fabrication mécanique, des secteurs où elles représentent moins de 15 % des diplômés.

Les succès scolaires des filles occultent très souvent le fait qu'elles doivent composer avec certains constats moins réjouissants tels le décrochage scolaire et la sous-valorisation des domaines d'emploi qu'elles privilégient.

Le décrochage scolaire

En 2001, 13 % des Québécoises âgées de 18 ans ont quitté l'école avant d'obtenir un diplôme de 5^e secondaire. Globalement, le taux de décrochage a diminué au Québec entre 1979 et 2001, passant de 40,6 % à 18,8 %²⁶. Fait à signaler, l'écart entre le taux de décrochage des filles et celui des garçons tend à diminuer, atteignant, en 2001, 5,4 % chez les jeunes de 17 ans et 10,5 % chez les jeunes de 19 ans.

Taux de décrochage selon l'âge et le sexe, 1979, 1989, 1994, 1999, 2000 et 2001, Québec

ÂGE ET SEXE	1979	1989	1994	1999	2000	2001
17 ans	26,1	18,5	10,5	10,4	11,3	9,8
F	24,7	15,5	8,8	7,3	8,8	7,0
H	27,6	21,3	12,1	13,3	13,8	12,4
18 ans	35,7	23,4	17,7	16,7	16,6	17,2
F	33,2	19,6	14,6	12,6	11,9	13,0
H	38,0	27,1	20,6	20,5	21,1	21,2
19 ans	40,6	27,1	20,5	20,0	19,4	18,8
F	37,2	22,9	16,0	14,9	14,5	13,4
H	43,8	31,1	24,7	24,7	24,0	23,9

Note : le taux de décrochage est la proportion de la population d'un âge ou d'un groupe d'âge donné qui ne fréquente pas l'école et qui n'a pas obtenu de diplôme du secondaire.
Source : site Internet du ministère de l'Éducation, Indicateurs de l'éducation, édition 2003.

Pour expliquer l'abandon scolaire, tant les garçons que les filles invoquent l'insuccès scolaire et le manque d'intérêt pour l'école. Mais là s'arrête la similitude, car les garçons justifient plus souvent leur décision par le désir de travailler, tandis que les filles invoquent la grossesse ou des raisons familiales qui entravent la poursuite des études. Les conséquences du décrochage scolaire sont plus dramatiques pour les filles. En effet, 50 % des hommes comptant moins de huit ans de scolarité occupent un emploi, comparativement à 20% chez les femmes.

Le niveau de scolarité ayant un impact plus important sur l'employabilité chez les femmes que chez les hommes, plus une femme augmente son niveau de scolarité, plus l'écart entre son taux d'activité et celui de son collègue masculin est faible.

26. Bilan de la progression des Québécoises en sciences et en technologie de 1993 à 2003.

TABLEAU 19 Taux d'activité et taux d'emploi, selon le sexe, le niveau de scolarité et l'âge,
2001, Québec

	FEMMES		HOMMES	
	TAUX D'ACTIVITÉ %	TAUX D'EMPLOI%	TAUX D'ACTIVITÉ %	TAUX D'EMPLOI %
QUÉBEC	57,7	53,2	71,1	64,9
9E À 13E ANNÉE	50,2	45,3	68,0	61,0
15-19 ans	33,5	27,5	38,2	32,1
20-29 ans	64,5	55,2	84,5	73,2
30-44 ans	73,4	66,6	89,9	81,5
45 ans et +	40,4	37,4	59,8	54,9
ÉTUDES POSTSECONDAIRES PARTIELLES	72,9	67,8	81,6	75,2
15-19 ans	62,0	54,5	61,9	53,6
20-29 ans	82,3	75,6	86,2	77,5
30-44 ans	85,0	79,8	94,4	88,2
45 ans et +	56,0	52,8	69,1	64,2
GRADE UNIVERSITAIRE	81,8	78,1	83,7	79,8
15-19 ans	60,3	55,2	66,7	58,3
20-29 ans	86,7	81,3	86,2	79,4
30-44 ans	89,8	85,9	95,1	90,6
45 ans et +	68,6	66,3	73,2	70,7

Source : Statistique Canada, Recensement 2001. Compilations spéciales préparées pour le Conseil du Statut de la femme, Institut de la statistique du Québec, juillet 2003.

Autre constatation troublante, une meilleure formation ne semble pas avoir le même impact positif sur la rémunération chez les deux sexes. La rémunération des femmes reste inférieure à celle de leurs collègues masculins, et ce dans tous les domaines, y compris les secteurs où elles sont fortement représentées. Dans l'alimentation et le tourisme, par exemple, le salaire hebdomadaire moyen des femmes en 2003 était de 377 \$, comparativement à 442 \$ chez les hommes. De plus, bien que l'écart ait diminué entre 1996 et 2003, le taux d'emploi des femmes reste inférieur à celui de leurs collègues masculins. (Pour avoir plus de détails sur les salaires et le taux d'emploi, consulter le tableau 2 en annexe.)

3.2
La
formation
collégiale

Au cours des dix dernières années, les filles ont été plus nombreuses que les garçons à poursuivre des études collégiales. En 2002, elles représentaient 57 % des étudiants inscrits au collégial, et elles optaient majoritairement pour une formation en sciences humaines. En nombre absolu, leur présence a augmenté de 4 % entre 1993 et 2002, alors que la proportion de garçons est demeurée stable²⁷. On estime que près de la moitié des filles de 15 à 29 ans obtiendront un diplôme d'études collégiales (DEC), comparativement à moins du tiers pour les garçons²⁸. Malgré une légère augmentation du nombre d'inscriptions en sciences, où elles sont passées de 34 % de l'effectif total en 1992 à 39 % en 2002, les filles font encore, pour la plupart, des choix traditionnels. Elles sont ainsi sur-représentées dans six domaines où, encore en 2001, elles constituaient plus de 70 % des diplômés : alimentation et tourisme; arts; communication et documentation; textile; santé; et services sociaux, éducatifs et juridiques.

TABLEAU 20 Nombre de diplômes décernés en formation technique dans les établissements d'enseignement collégial, selon le secteur d'activités et le sexe, 1990 et 2001, Québec

SECTEURS D'ACTIVITÉS	1990			2001			ÉCART EN POINTS DE %
	F	H	% F	F	H	% F	
Administration, commerce et informatique	2 518	1 186	68,0	2 468	2 480	49,9	-18,1
Agriculture et pêche	124	179	40,9	375	184	97,1	+26,2
Alimentation et tourisme	274	99	73,5	515	108	82,7	+9,2
Arts	217	94	69,8	454	166	73,2	+3,4
Bâtiments et travaux publics	163	526	23,7	155	408	27,5	+3,8
Bois et matériaux connexes	2	9	18,2	13	20	39,4	+21,2
Chimie et biologie	96	99	49,2	229	191	54,5	+5,3
Communication et documentation	307	138	69,0	519	215	70,7	+1,7
Textile	289	27	91,5	345	23	93,8	+2,3
Électrotechnique	75	1 092	6,4	100	1 357	6,9	+0,5
Entretien d'équipement motorisé	10	86	10,4	16	155	9,4	-1,0
Environnement et aménagement du territoire	54	83	39,4	162	95	63,0	+23,6
Fabrication mécanique	29	389	7,0	87	728	10,7	+3,7
Foresterie et papier	17	118	12,6	38	179	17,5	+4,9
Mécanique d'entretien	3	50	5,7	3	100	2,9	-2,8
Métallurgie	1	18	5,3	9	31	22,5	+17,2
Mines et travaux de chantier	3	35	7,9	7	38	15,6	+7,7
Santé	2 859	511	84,8	2 307	234	90,8	+6,0
Services sociaux, éducatifs et juridiques	1 236	574	68,3	2 425	580	80,7	+12,4
Transport	6	31	16,2	39	94	29,3	+13,1
TOTAL	8 283	5 344	60,8	10 266	7 386	58,2	-2,6

Source :Base de données DCFP, Données fournies par le ministère de l'Éducation, Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs pour le Secrétariat à la condition féminine, janvier 2004. Présentation et compilation : Secrétariat à la condition féminine,

27. Léa Cousineau (octobre 2001), *La réussite socioprofessionnelle des filles : contraintes et facteurs favorables*, Québec.
28. Conseil du statut de la femme (2004), *Des nouvelles d'elles*, gouvernement du Québec.

Les filles ont même vu leur proportion augmenter dans ces domaines. Cependant, leur nombre a diminué dans un domaine où elles étaient pourtant fortement représentées, soit celui de l'administration, commerce et informatique, où leur pourcentage a chuté de 18 points en raison du fait qu'elles démontrent peu d'intérêt pour l'informatique. En effet, on observe un recul important de la présence féminine dans ce domaine entre 1992 et 2002, alors que le pourcentage de filles est passé de 25 % à 11 %²⁹.

Toutefois, comme pour la formation professionnelle au secondaire, la situation des filles titulaires d'un DEC dans un programme de formation technique n'est pas équivalente à celle de leurs confrères masculins. Leur niveau d'emploi, surtout à temps plein et en lien avec leur formation et leur rémunération, est dans presque tous les cas inférieur à celui de leurs collègues, et ce, même dans des domaines plus traditionnels pour elles, tel cuir, textile et habillement, où la différence de salaire est de 134 \$ par semaine, ou celui de la santé, où le salaire et le taux d'emploi à temps plein sont plus bas, représentant 8 points d'écart. (Pour en savoir plus sur le sujet, voir le tableau 3 en annexe.)

3.3
La
formation
universitaire

La proportion de femmes inscrites à l'université est en progression constante, et ce, tant au baccalauréat qu'à la maîtrise et au doctorat. Elles constituaient, en 2001, 59 % de l'effectif étudiant du Québec, comparativement à 54 % en 1992.

Taux d'accès aux programmes d'études conduisant à un grade universitaire, selon le sexe (en %), 1992 à 2003, Québec

	1992-1993	1997-1998	2000-2001	2001-2002	2002-2003
PROGRAMMES D'ÉTUDES CONDUISANT AU BACCALAURÉAT					
Sexe masculin	34,8	28,9	29,2	30,4	32,6
Sexe féminin	44,9	39,1	43,0	43,7	46,2
Ensemble	39,7	33,9	35,9	37,1	39,5
PROGRAMMES D'ÉTUDES CONDUISANT À LA MAÎTRISE					
Sexe masculin	8,5	8,4	9,6	10,2	11,4
Sexe féminin	8,3	8,9	9,9	10,4	11,7
Ensemble	8,4	8,7	9,7	10,2	11,5
PROGRAMMES D'ÉTUDES CONDUISANT AU DOCTORAT					
Sexe masculin	2,3	1,9	2,2	2,3	2,5
Sexe féminin	1,4	1,8	1,8	1,8	1,9
Ensemble	1,9	1,9	2,0	2,0	2,2

Source : Ministère de l'Éducation, Indicateurs de l'éducation, 2003

Les jeunes femmes obtiennent de meilleurs résultats que leurs collègues masculins. Entre autres, elles terminent leurs études de 1^{er} cycle dans un délai plus court que les garçons, soit, en moyenne, presque un trimestre plus tôt³⁰, et elles sont plus nombreuses à poursuivre à la maîtrise.

30. Conseil du statut de la femme (2002), www.csf.gouv.qc.ca

TABLEAU 22 Nombre de diplômes de baccalauréat décernés dans les universités du Québec, selon le domaine d'études et le sexe, 2001, Québec

DOMAINE D'ÉTUDES	FEMMES	HOMMES	% DE FEMMES
Santé	1 737	505	77,5
Sciences pures	1 082	874	55,3
Sciences appliquées	1 335	3 496	27,6
Sciences humaines	3 975	1 966	66,9
Lettres	928	330	73,8
Droit	583	425	57,8
Sciences de l'éducation	2 816	708	79,9
Sciences de l'administration	2 673	2 294	53,8
Arts	890	463	65,8
Études plurisectorielles	617	267	69,8
TOTAL	16 636	11 328	59,5

Source : Ministère de l'Éducation, Système de recensement des clientèles universitaires. Base de données GDEU. Données fournies par la Direction de la recherche, des statistiques et des indicateurs (DRSI) pour le Secrétariat à la condition féminine, janvier 2004.

Pourtant, elles optent encore majoritairement pour des domaines dits traditionnels, notamment les sciences humaines, l'éducation et les arts, même si l'on observe des progrès intéressants dans les sciences, l'effectif féminin ayant augmenté de 31 % en sciences appliquées et de 14 % en sciences pures entre 1992 et 2001. Pourtant, les femmes sont encore sous-représentées dans les domaines qui présentent de bonnes perspectives d'emploi, tels le génie et l'informatique.

Il n'en demeure pas moins que le chemin parcouru est significatif dans bon nombre de disciplines où, il n'y a pas si longtemps encore, leur présence était minime. Tel que le démontre le tableau suivant, la progression a été spectaculaire dans plusieurs domaines jadis réservés aux hommes.

TABLEAU 23 Pourcentage de femmes parmi les diplômés, selon les disciplines, 1970 et 1997, Québec

DISCIPLINES	1970	1997
Médecine	12,8	57,7
Droit	32,8	58,9
Pharmacie	28,3	67,5
Dentisterie	6,1	60,5
Administration et commerce	6,6	49,9

Source : Ministère de l'Éducation. La relance à l'université : le placement des personnes diplômées

Par ailleurs, bien qu'elles occupent des emplois plus qualifiés, les femmes qui détiennent un diplôme d'études techniques ou universitaires doivent tout de même composer avec des iniquités salariales une fois sur le marché du travail. Par exemple, dans les domaines de l'alimentation et du tourisme, où elles sont pourtant majoritaires, leur revenu moyen hebdomadaire ne représentait, en 2003, que 84 % de celui des hommes. (Pour obtenir plus de détails, voir le tableau 4 en annexe.)

Les recherches qui tentent d'expliquer les choix professionnels des filles mentionnent fréquemment les motifs suivants : les stéréotypes féminins, le manque de modèles, l'influence de la famille et des enseignants, ainsi que les conditions d'études et de travail dans les domaines technologiques.

Les faits saillants de la scolarisation des Québécoises

- ▶ Sur le plan de la scolarisation, la progression des femmes a été remarquable au cours des dernières années. Globalement, elles constituent la majorité de l'effectif étudiant au secondaire, au collégial et au baccalauréat.
- ▶ La faible diversification des choix professionnels des Québécoises au niveau secondaire persiste. En 2001, elles étaient encore massivement concentrées en administration et commerce ; arts ; cuir, textile et habillement ; santé et soins esthétiques, où elles constituent plus de 78% de l'effectif.
- ▶ Quel que soit leur succès scolaire aux niveaux secondaire, collégial ou universitaire, la rémunération des femmes reste inférieure à celle de leurs collègues masculins, et ce dans tous les domaines, y compris les secteurs où elles sont fortement représentées.
- ▶ Les conséquences du décrochage scolaire sont dramatiques pour les filles. En effet, 50% des hommes comptant moins de huit ans de scolarité occupent un emploi, comparativement à 20% chez les femmes.
- ▶ Malgré une légère augmentation du nombre d'inscriptions en sciences, où les femmes sont passées de 34% en 1992 à 39% en 2002, elles font encore, pour la plupart, des choix traditionnels au collégial.
- ▶ La progression des femmes au niveau universitaire demeure constante, et ce, tant au baccalauréat, à la maîtrise qu'au doctorat. En 2001, elles constituaient 59% de l'effectif total comparativement à 54% en 1992.

4.

La

conciliation

travail-famille

À l'instar d'une bonne partie de la population québécoise, la conciliation travail-famille est une préoccupation majeure du Comité aviseur Femmes. Les travailleuses et les travailleurs sont nombreux à exprimer la difficulté qu'ils éprouvent à trouver des façons de vivre harmonieusement les responsabilités rattachées à ces deux sphères de leur vie. Le gouvernement du Québec, qui se préoccupe lui aussi de la question, a augmenté ses interventions en conciliation travail-famille. Depuis le milieu des années 1990, il a mis sur pied le système universel de services de garde éducatifs de qualité, à cinq puis à sept dollars par jour, et a adopté une loi créant un régime québécois d'assurance parentale. En 2002, il a réformé la Loi sur les normes du travail pour augmenter le nombre de congés pour raisons familiales et en bonifier l'accès, en plus de mettre en place d'autres dispositions pour soutenir les travailleuses et travailleurs ayant des responsabilités familiales. En 2004, il a mené une consultation sur une éventuelle politique en conciliation travail-famille.

Malgré ces gains fondamentaux, la précarisation grandissante du marché du travail ainsi que les aléas de la vie quotidienne ne favorisent pas l'aboutissement des efforts de conciliation, et ce, surtout chez les femmes. Dans ce chapitre, nous définirons d'abord ce qu'est la conciliation pour ensuite nous pencher sur la problématique comme telle. Dans un deuxième temps, nous aborderons la question des exigences de la vie familiale et de l'impact sur les femmes de la tendance à la précarisation du marché du travail. Enfin, nous examinerons la question de la conciliation dans les entreprises québécoises.

4.1

La conciliation : une problématique complexe

La problématique de la conciliation travail-famille se rapporte à la difficulté à composer avec les exigences de la vie professionnelle et les responsabilités familiales. Parfois, les conflits engendrés par cette situation sont de nature urgente mais passagère. En d'autres occasions, ils sont moins aigus, mais plus épuisants à long terme, comme le sentiment de courir sans cesse pour répondre aux besoins quotidiens. Cet état peut provoquer un sentiment de culpabilité et d'insatisfaction, ou même une détresse psychologique pouvant mener dans certains cas à l'épuisement professionnel ou personnel. De plus, comme en conviennent la grande majorité des études consacrées à la question, il est clair que la conciliation travail-famille est vécue différemment par les femmes et les hommes. Ces dernières ont plus tendance à se déclarer épuisées par la course perpétuelle contre la montre, même si les hommes participent de plus en plus à ce qui constituait jusqu'à récemment le domaine féminin par excellence : le travail domestique. De plus, la question des responsabilités familiales a longtemps été considérée comme une responsabilité individuelle. Cette attitude fait actuellement, et de plus en plus, l'objet d'une sérieuse remise en question.

Les problèmes liés à la conciliation sont vécus de façons très variées d'une travailleuse à l'autre selon la situation de chacune sur le marché du travail et les besoins spécifiques de sa famille. Ainsi, le statut professionnel, le secteur d'emploi, la taille de l'entreprise et les mesures qu'elle met à la disposition des employés, l'attitude de l'employeur, les services offerts dans la région ainsi que la nature typique ou atypique de l'emploi comptent tous au nombre des éléments qui ont un impact significatif sur la conciliation. Le portrait familial est tout aussi déterminant : le fait d'être d'une famille monoparentale, biparentale ou recomposée, l'âge des enfants, le degré de partage des responsabilités entre les conjoints et leur degré d'entente, la présence de situations exceptionnelles comme des maladies graves ou des handicaps ainsi que la charge d'autres personnes dépendantes sont autant de facteurs qui exercent une influence sur la conciliation travail-famille.

La diversité de ces situations nécessite d'une part la mise en place d'une politique globale et intégrée et commande d'autre part plusieurs formes d'intervention étatique. D'abord, plusieurs lois du travail, notamment la Loi sur les normes du travail, encadrent les exigences des employeurs de même que les droits des personnes salariées. Plusieurs programmes sociaux s'avèrent également essentiels à la conciliation travail-famille, dont le congé de maternité et le congé parental, le système de services de garde et les services de maintien à domicile pour les proches aidantes et aidants. Enfin, le rôle des employeurs est central à l'articulation de ces responsabilités.

4.2

La participation des femmes au marché du travail... et à la famille

Nous avons vu au premier chapitre que la présence des femmes dans la population active est en croissance continue depuis le milieu des années 1970. Le phénomène touche particulièrement les femmes ayant des enfants et atteint actuellement des niveaux sans précédent. Ainsi, le tableau suivant montre que, en 2003, 72,9 % des femmes ayant des enfants de moins de trois ans, 74,8 % des femmes ayant des enfants de moins de six ans et 79,3 % des mères d'enfants de moins de 16 ans étaient actives sur le marché du travail. Le taux d'activité des femmes sans enfants est, quant à lui, de 87,9 %. À l'heure actuelle, aucun signe ne laisse présager que la progression du taux de participation des femmes ayant des enfants au marché du travail sera freinée.

TABLEAU 24

Taux d'activité des femmes de 20 à 44 ans selon la présence d'enfants¹
et l'âge du plus jeune enfant, 1976-2003, Québec

ANNÉE	MÈRES AVEC ENFANTS DE MOINS DE			FEMMES SANS ENFANTS
	16 ANS	6 ANS	3 ANS	
1976	36,7	30,3	28,8	75,4
1986	60,0	57,1	56,9	84,7
1996	68,6	63,8	62,3	84,4
1998	71,3	67,2	66,8	84,2
2000	73,9	69,4	66,5	84,8
2002	78,1	73,3	71,1	85,4
2003	79,3	74,8	72,9	87,9

1. Enfants de moins de 16 ans.
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active,
compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec

On observe également, ces dernières années, une forte progression du taux de participation des femmes à la tête d'une famille monoparentale au marché du travail. Cependant, il existe toujours un écart significatif entre le taux d'activité des mères faisant partie d'une famille biparentale et celui des femmes responsables d'une famille monoparentale.

TABLEAU 25

Taux d'activité des mères de 20 à 44 ans selon l'âge du plus jeune
enfant et le type de famille, 1976, 1996, 2002 et 2003, Québec

ANNÉE	FAMILLES MONOPARENTALES AVEC ENFANTS DE MOINS DE		
	16 ANS	6 ANS	3 ANS
1976	45,4	33,8	24,1
1996	61,6	46,9	37,1
2002	74,9	60,2	49,4
2003	75,6	62,1	56,4
	FAMILLES BIPARENTALES AVEC ENFANTS DE MOINS DE		
	16 ANS	6 ANS	3 ANS
1976	36,1	30,2	29,0
1996	69,7	66,0	64,6
2002	78,7	74,8	73,1
2003	80,0	76,2	74,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active,
compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec

La répartition du travail domestique dans le couple, que les conjoints travaillent ou non, demeure inégale. Ainsi, en 1998, les femmes investissaient presque deux fois plus de temps que les hommes dans les tâches ménagères, les soins aux membres du ménage, les achats et les services. Toujours en 1998, les hommes ayant une conjointe et au moins un enfant de moins de cinq ans consacraient en moyenne 232 minutes par jour aux travaux domestiques, comparativement à 398 minutes pour les femmes. Les hommes ayant une conjointe et au moins un enfant de 5 à 19 ans consacraient en moyenne 153 minutes par jour aux travaux domestiques, comparativement à 295 minutes pour les femmes. Cette réalité a un impact direct sur le travail rémunéré. D'autres études montrent en effet que la participation du conjoint aux travaux domestiques a un effet significatif sur la conciliation travail-famille. Toutefois, selon certains chercheurs, c'est surtout le soutien concret du conjoint qui facilite la conciliation, et non son soutien moral³¹.

31. Diane-Gabrielle Tremblay (2002), « Articulation emploi-famille et temps de travail : comment juguler profession et famille dans les secteurs à horaires variables ? », dans Ruptures, segmentations et mutations du marché du travail, sous la direction de Diane-Gabrielle Tremblay et Lucie France Dagenais, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 183-215.

TABLEAU 26

Moyenne quotidienne de temps consacré à diverses tâches reliées aux travaux domestiques, selon le sexe et le genre de ménage, 1998, Québec

TEMPS CONSACRÉ AUX ACTIVITÉS DOMESTIQUES	TRAVAIL MÉNAGER	SOINS AUX MEMBRES DU MÉNAGE	ACHATS ET SERVICES	MINUTES/JOUR TOTAL DES TRAVAUX DOMESTIQUES
FEMMES				
Avec conjoint seulement	189	6	55	250
Avec conjoint et au moins un enfant de < 5 ans	163	177	58	398
Avec conjoint et enfants de 5 à 19 ans	182	52	61	295
HOMMES				
Avec conjointe seulement	105	4	46	155
Avec conjointe et au moins un enfant de < 5 ans	103	93	36	232
Avec conjointe et enfants de 5 à 19 ans	94	31	28	153

Source :Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1998
Bureau de la statistique du Québec, Les hommes et les femmes :
une comparaison de leurs conditions de vie

Par ailleurs, les problèmes inhérents à la conciliation travail-famille ne concernent pas que les personnes ayant des enfants. De plus en plus de travailleurs et surtout de travailleuses s’occupent d’une personne âgée en perte d’autonomie. Selon une étude de Statistique Canada sur la « génération sandwich », près de trois parents sur dix, dont les enfants sont toujours à la maison, s’occupent également d’une personne âgée³². Selon cette même étude, les femmes consacrent plus de deux fois plus de temps que les hommes aux soins d’une personne proche dépendante. En moyenne, les femmes y consacrent 29 heures par mois, comparativement à 13 heures pour les hommes. Les conséquences à court, moyen et long terme sur le travail rémunéré de ces personnes sont importantes : quelque 15 % d’entre elles déclarent avoir dû réduire leurs heures de travail, 20 % ont dû modifier leur horaire et 10 % ont subi une perte de revenu. Cette situation a des répercussions notamment sur les possibilités de promotion et de formation, et sur la situation financière des femmes au moment de la retraite.

44 32. Statistique Canada (2004), « La génération sandwich », L’emploi et le revenu en perspective, vol. 5, no 9.

4.3

Le travail précaire et la conciliation

L'organisation du temps de travail est souvent au cœur des problèmes de conciliation travail-famille, et gérer ce temps est devenu beaucoup plus difficile en raison notamment de l'augmentation des emplois précaires. Les nouvelles formes d'organisation du travail, qui supposent des horaires variables ou brisés, le travail sur appel, avec disponibilité en dehors des heures de travail normales, les heures supplémentaires obligatoires et le travail à plusieurs endroits, posent des défis importants aux travailleuses et aux travailleurs ayant des responsabilités familiales³³. Ainsi, la flexibilité recherchée par les personnes désireuses de mieux concilier responsabilités familiales et travail est confrontée aux exigences de plus en plus grandes de plusieurs entreprises³⁴.

En effet, les nouvelles stratégies de gestion de la main-d'œuvre ont souvent comme impact une désorganisation importante du temps de travail pour les travailleurs, surtout ceux et celles qui occupent un emploi au bas de l'échelle. Selon le récent Rapport Bernier portant sur les besoins de protections sociales des travailleuses et travailleurs occupant un emploi atypique, les femmes et les jeunes sont les plus touchés par ces formes de travail³⁵. De plus, puisque ces emplois placent souvent ceux et celles qui les exercent en marge des normes de protection accordées par les lois du travail et les régimes de protection, ils empêchent les travailleuses et les travailleurs d'être admissibles au régime de congé de maternité et de congé parental. C'est sans compter que ces emplois, qui s'exercent souvent en dehors de l'horaire habituel de travail, rendent difficile l'accès aux services de base comme les services de garde, lesquels sont rarement offerts à des heures atypiques, surtout en région.

4.4

La conciliation dans les entreprises québécoises

Aux côtés des familles et du gouvernement, les entreprises jouent un rôle central dans la problématique de la conciliation travail-famille. Au Québec, un grand nombre de recherches ont traité des approches et des mesures mises de l'avant dans les entreprises. Les conclusions de ces études varient quelque peu selon le milieu considéré, mais il est clair que le nœud du problème est le contrôle exercé sur le temps des personnes salariées.

Selon une enquête effectuée par Tremblay dans des entreprises syndiquées du Québec, la mesure qui est offerte dans le plus grand nombre de ces entreprises est le congé pour raisons personnelles (74,1 %), que l'employée ou l'employé peut utiliser pour des raisons personnelles ou pour prendre soin d'un membre de la famille, suivie de compléments de salaire et de congés à la naissance et à l'adoption (46,3 %) et, enfin, de la réduction volontaire du temps de travail (21,6 %).

33. Diane-Gabrielle Tremblay (2003), op. cit.

34. Raymonde Malenfant (2002), « Concilier travail et maternité : un sens, des pratiques, des effets », dans *Espaces et temps de la maternité*, sous la direction de Francine Descarries et Christine Corbeil, Montréal, Éditions du Remue-ménage.

Serge Paugam (2000), *Le salarié de la précarité*, Paris, Presses universitaires de France.

35. Jean Bernier, Guylaine Vallée et Carol Jobin (2003), *Les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*, Rapport final, Québec, ministère du Travail, p. 40. Il est à noter que les auteurs ont choisi le terme « travail non traditionnel » pour désigner des emplois qui se situent en dehors du cadre des emplois à temps plein, avec un horaire régulier et un contrat indéterminé.

TABLEAU 27 Existence de mesures de conciliation emploi-famille dans 163 entreprises syndiquées au Québec

	MESURES	% (N) DRH
1	Congés pour raisons personnelles	74,1 (120)
2	Compléments de salaire et congés à la naissance et à l'adoption	46,3 (75)
3	Réduction volontaire du temps de travail	21,6 (35)
4	Horaire flexible	19,1 (31)
5	Horaire sur mesure	12,3 (20)
6	Semaine de travail comprimée volontaire	9,9 (16)
7	Services d'information et de référence	9,9 (16)
8	Travail à domicile	5,6 (9)
9	Cheminement de carrière adapté aux exigences familiales	4,3 (7)
10	Services de garde à l'enfance	2,5 (4)

Source : Diane-Gabrielle Tremblay (2002), op. cit., p. 188

Les résultats de cette enquête démontrent que les autres mesures possibles sont offertes dans moins de 20 % des entreprises. Le congé pour raisons personnelles n'est accessible que sur demande dans deux cas sur trois, et « ce sont surtout les employés syndiqués de l'organisation qui y ont accès par le biais de conditions prévues à leur convention collective, alors que les cadres ou employés non syndiqués peuvent se les voir refuser³⁶».

Une étude qualitative portant plus spécifiquement sur la conciliation travail-famille dans des petites et moyennes entreprises québécoises révèle que la mesure la plus souhaitée par les employées et les employés est une certaine flexibilité dans les horaires de travail³⁷. C'est également la mesure la plus répandue dans les petites et moyennes entreprises. Par ailleurs, un des problèmes soulevés par les personnes interrogées dans le cadre de cette étude tient à la nature informelle de la gestion des horaires de travail et de tout ce qui touche la conciliation, des aspects qui peuvent laisser place à l'arbitraire et à l'iniquité. D'autres études insistent sur la nature trop souvent informelle de la gestion de la conciliation travail-famille dans les entreprises, qui dépend de la capacité de négociation des employées et des employés et de leurs rapports avec leur supérieur³⁸.

À cet égard, l'attitude de l'employeur ou des personnes qui le représentent joue un rôle crucial dans le sentiment des employées et des employés de pouvoir concilier les responsabilités familiales et le travail. Une personne qui ne se sent pas pénalisée quand elle doit satisfaire aux exigences de sa famille ressent moins durement les difficultés liées à la conciliation. L'attitude de l'employeur ou du supérieur est encore plus importante pour le personnel de bureau et pour les personnes qui occupent un poste subalterne³⁹. Quoi qu'il en soit, la crainte de perdre son emploi en cas d'absences répétées pour des raisons familiales apparaît toujours comme une préoccupation importante chez les employées et les employés⁴⁰.

Certains chercheurs affirment que la diminution du temps de travail et la flexibilité des horaires de travail demeurent les mesures les plus souhaitées par les travailleurs, et surtout par les travailleuses⁴¹. Or, il est important d'évaluer l'impact de l'adoption éventuelle d'une mesure universelle de ce type, comme la semaine de quatre jours, sur les salaires et les trajectoires de carrière des femmes. La diminution de salaire qui accompagne une réduction des heures de travail touche non seulement le revenu immédiat, mais les cotisations aux régimes de retraite, le niveau des prestations en cas de chômage ou de congé de maternité et parental, ainsi que la progression en emploi. La possibilité de promotion dans un poste à temps partiel est beaucoup plus réduite que dans un poste à temps plein⁴².

Tout bien considéré, il reste encore beaucoup de travail à faire afin d'offrir un éventail de mesures qui permettent aux travailleuses et aux travailleurs de choisir celles qui les aideront de la meilleure façon, en plus de l'instauration d'une culture organisationnelle ouverte à l'accommodement pour les responsabilités familiales des employées et employés.

36. Il est à noter que l'enquête a été entreprise avant la réforme de la Loi sur les normes du travail adoptée en décembre 2002 qui prévoit 10 jours de congé non rémunérés pour raisons familiales. Il restera à examiner l'utilisation de ce droit par les employés et les syndicats, ainsi que la gestion qu'en feront les entreprises.

37. Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (2004), *La conciliation famille-travail dans des petites et moyennes entreprises québécoises : analyse et interprétation des résultats d'une enquête qualitative*, Québec, 68 p.

Les faits saillants de la conciliation travail-famille

- » Le taux d'activité des femmes ayant des enfants est en constante progression depuis les années 1970. En 2003, 74,8 % des femmes ayant des enfants de moins de six ans et 79,3 % des mères d'enfants de moins de seize ans étaient actives sur le marché du travail. Le taux d'activité des femmes sans enfants atteignait quant à lui 87,9 %.
- » L'organisation du temps de travail est souvent au cœur des problèmes de conciliation travail-famille, et gérer ce temps est devenu beaucoup plus difficile avec l'augmentation des emplois précaires (temps partiel, temporaire, sur appel, etc.), où les femmes sont largement représentées.
- » Un éventail important de mesures en conciliation ont été mises en place dans les entreprises. Toutefois, il semble que la majorité d'entre elles n'offre qu'une ou deux mesures à leur personnel, le congé pour raisons personnelles étant l'une des plus répandues. Dans les PME, la mesure la plus répandue semble être la flexibilité des horaires du travail, gérée le plus souvent de manière informelle.
- » En 1998, les femmes ayant des enfants de 5 à 19 ans consacraient près de deux fois plus de temps que les hommes aux travaux domestiques.
- » De plus en plus de travailleurs et surtout de travailleuses s'occupent d'une personne âgée en perte d'autonomie, les femmes y consacrant en moyenne 29 heures par mois, comparativement à 13 heures chez les hommes. Les conséquences économiques de cette situation sont parfois lourdes (10 % de ces personnes ont subi une perte de revenu).

38. Hélène Lee-Gosselin (2004), « *Quelle est la place de l'entreprise privée dans le développement des politiques de conciliation ?* », conférence prononcée dans le cadre du 59^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval, Le travail tentaculaire : existe-t-il une vie hors du travail ?, 6 et 7 mai 2004, 35 p.

Marie-Josée Legault, avec la collaboration de Stéphanie Chasserio (2004), *Les politiques et les pratiques de conciliation entre la vie professionnelle et la vie privée dans sept organisations de la nouvelle économie de Montréal : rapport des premiers résultats*. Rapport remis au Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, 120 p.

39. Diane-Gabrielle Tremblay et C. Vaillancourt-Laflamme (2000), *La conciliation des responsabilités parentales et professionnelles chez les employés de bureau : résultats d'une recherche menée au Québec*, 46 p.

40. Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (2004), op. cit.

41. Diane-Gabrielle Tremblay (2003), « *Articulation emploi-famille et temps de travail* », dans *Recherches sur la famille*, Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec, vol. 4, no 1, hiver 2003, p. 2-5.

42. Statistique Canada (2003), *Travail à temps partiel et des pratiques favorables à la famille dans les entreprises canadiennes*, no 71-584-MIF au catalogue, 84 p.

5.

L'emploi féminin conjugué à d'autres facteurs

Le Comité aviseur Femmes avait jugé pertinent, lors de la réalisation de l'étude de 2000, de jeter un regard sur la situation des femmes des populations dites cibles. Ce premier état de situation avait mis en évidence des faits importants au regard de leur situation économique et de leur présence sur le marché du travail. On y mentionnait, entre autres, que le taux de chômage des femmes immigrantes était beaucoup plus élevé que celui des femmes nées au Canada (18 % comparativement à 10,4 %), que 75 % des femmes ayant un handicap avaient un revenu annuel inférieur à 15 000 \$ et que les femmes judiciairisées adultes étaient très majoritairement sans emploi (80 %) à leur arrivée dans un établissement correctionnel.

Le Comité estime qu'il est important de poursuivre son analyse en traitant cette fois de facteurs liés à l'âge, au statut d'immigrante et à la présence d'un handicap.

5.1

L'emploi
féminin et
l'âge

L'accès à un emploi à temps plein reste plus difficile pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes. Leur salaire hebdomadaire demeure inférieur, et ce, quel que soit leur niveau de scolarité. Les écarts salariaux se sont même creusés dans certains domaines, les femmes ayant tendance à se concentrer dans des carrières traditionnelles moins lucratives.

Nombre de jeunes femmes de 15 à 24 ans ont un parcours mixte combinant les études et le travail. Elles sont moins nombreuses à former une famille, reportent à plus tard leur première maternité, et réintègrent très rapidement le marché du travail après l'accouchement. Pour plusieurs d'entre elles, le travail ne devient la principale occupation que vers l'âge de 25 ans⁴³.

Par ailleurs, la place des femmes de 45 ans et plus dans la population active est une question préoccupante. Ainsi, l'Institut de la statistique du Québec reconnaît qu'il y aura de plus en plus de personnes âgées au Québec au cours des années à venir⁴⁴. En d'autres termes, le vieillissement de la population a comme corollaire une diminution de la population active, d'où la nécessité plus pressante de retenir les travailleuses et les travailleurs âgés au sein de cette population active, le nombre de jeunes ne suffisant plus à satisfaire à la demande de main-d'œuvre.

Les femmes de 45 ans et plus sont donc appelées à constituer une part de plus en plus importante de la population active. La proportion de personnes de 45 à 64 ans devrait même atteindre 40 % en 2005 et près de 45 % en 2010⁴⁵.

Les taux d'emploi et de chômage

Depuis 1996, le taux d'emploi progresse de façon similaire chez les femmes et les hommes âgés de 15 à 29 ans, mais chez les femmes de 20 à 29 ans il demeure inférieur à celui des hommes de la même tranche d'âge. En 2002, le taux d'emploi de celles-ci était de 71,6 %, comparativement à 77,3 % chez leurs homologues masculins.

En 2001, le taux de chômage des femmes de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ans atteignait le plus bas niveau depuis 1976, soit 9 % chez les premières et 7 % chez les secondes. Toutefois, de 1976 à 2001, les jeunes femmes ont maintenu un taux inférieur à celui des jeunes hommes⁴⁶.

Taux d'emploi (%) selon le sexe et l'âge,
1996, 1998, 2000 et 2002, Québec

	FEMMES				HOMMES			
	1996	1998	2000	2002	1996	1998	2000	2002
15-19 ans	30,7	30,9	34,4	41,8	32,9	31,5	39,6	41,5
20-29 ans	64,2	67,1	69,4	71,6	70,1	72,3	74,5	77,3
30-44 ans	68,3	70,1	73,6	75,8	79,9	82,4	84,8	85,5
45 ans et +	30,3	32,8	34,3	36,6	49,2	50,6	51,3	52,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Institut de la statistique du Québec, février 2003

Pour leur part, les femmes de 45 à 64 ans chôment davantage que les hommes du même âge. Ainsi, en 2000, leur taux de chômage atteignait 7,6 %, comparativement à 6,8 % chez les hommes. Par rapport à 1976, le taux de chômage des femmes et des hommes de ce groupe d'âge est plus élevé⁴⁷. La proportion de femmes et d'hommes de 45 ans et plus au chômage n'a cessé de progresser. « Ainsi, en 2000, on dénombrait 134 600 chômeurs et chômeuses de cet âge, soit deux fois plus qu'en 1976 (58 400)⁴⁸. » Le chômage de longue durée touche également plus durement les personnes de 45 ans et plus.

Parallèlement, le taux d'emploi a enregistré une hausse entre 1996 et 2002, passant de 30,3 % à 36,6 % chez les femmes et de 49,2 % à 52,7 % chez les hommes. Ce phénomène s'explique, entre autres, par l'augmentation de la population de cet âge. Mentionnons aussi que les femmes de 45 ans et plus présentent le taux d'emploi le plus faible par rapport aux autres groupes d'âge dans l'ensemble du Québec.

43.Conseil du statut de la femme (2002), Des nouvelles d'elles, gouvernement du Québec, p. 38.

44.Il s'agit là d'une observation qui concerne non seulement le Québec, mais également le Canada et les pays de l'OCDE. « L'une des conséquences (...) est le retrait prochain de la population active, au cours des 10 à 20 prochaines années, d'un très grand nombre de travailleur(euse)s. Les « babyboomers », définis de façon générale comme étant les Canadien(ne)s né(e)s entre 1946 et 1960, ont à l'heure actuelle entre 44 et 58 ans. Au cours des prochaines décennies, il(elles)s atteindront l'âge de la retraite (de 55 à 65 ans) et beaucoup quitteront la population active. Cela entraînera une diminution massive de la réserve de travailleur(euse)s canadien(ne)s ». Voir 3.Grant Schellenberg (1994), Les travailleur(euse)s âgé-e-s et le vieillissement de la main d'œuvre du Canada, Ottawa, Le réseau canadien des aîné-e-s, p. 6.

45.Emploi-Québec (2003), Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus. Pour que toutes et tous profitent du plein emploi, p. 6.

46.Conseil du statut de la femme, op. cit., p. 46.

47.Emploi-Québec (2003), Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus. Pour que toutes et tous profitent du plein emploi, p. 8.

48. Ibid

Le revenu

En 2000, outre le fait qu'ils ont les revenus les plus faibles parmi tous les groupes d'âge, c'est chez les moins de 25 ans que l'écart entre les revenus des femmes et ceux des hommes est le moins significatif. Toutefois, l'écart entre les gains des femmes et ceux des hommes s'accroît dans les années qui suivent l'obtention des diplômes. L'analyse montre aussi que l'augmentation des gains est moins soumise à de fortes variations chez les femmes que chez les hommes. Ainsi, un plus grand nombre d'hommes bénéficieraient d'augmentations supérieures à la moyenne. Le phénomène de la « promotion rapide » semble demeurer essentiellement masculin⁴⁹.

Revenu moyen des particuliers bénéficiaires d'un revenu, selon le sexe et l'âge, 2000, Québec

TABLEAU 29

	FEMMES	HOMMES	% DU REVENU DES FEMMES PAR RAPPORT À CELUI DES HOMMES
Moins de 25 ans	10 425	11 556	90 %
25-44 ans	25 295	37 331	68 %
45-64 ans	24 959	41 774	60 %
65 ans et plus	15 592	26 067	60 %

Source : Statistique Canada (2000), Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, compilation effectuée par l'Institut de la statistique du Québec

Les femmes de 45 à 64 ans ont un revenu moyen de 24 959 \$, comparativement à 41 774 \$ pour les hommes, leurs gains ne représentant ainsi que 60 % de ceux des hommes. Les femmes de ce groupe d'âge sont aussi plus désavantagées que les hommes sur le plan des conditions de travail, une situation qui découle de certaines caractéristiques liées à leur participation au marché du travail. Non seulement leur cycle de vie professionnel est-il plus court, mais il est souvent discontinu.

L'emploi à temps partiel

Mis à part les 15 à 19 ans, c'est chez les jeunes femmes de 20 à 24 ans que le travail à temps partiel a connu la plus forte croissance, passant de 10 % en 1976 à près de 40 % en 2001. Le phénomène s'explique en partie par l'allongement de la période des études et par la plus grande précarité de l'emploi. En comparaison, moins de 25 % des hommes du même groupe d'âge occupent ce type d'emploi. Le profil des jeunes femmes de 25 à 29 ans est semblable à celui de la main-d'œuvre féminine en général : en moyenne plus d'une femme sur cinq travaillait à temps partiel en 2001, ce qui représente plus de 20 % de la main-d'œuvre féminine. Les hommes du même groupe d'âge affichent un pourcentage beaucoup moins élevé, constituant près de 6 % de la main-d'œuvre masculine à temps partiel⁵⁰.

Chez les 45 à 64 ans, la part de l'emploi à temps partiel a plus que doublé entre 1976 et 2000, passant de 6,6 % à 13,4 %, un pourcentage qui continue de croître. La proportion de femmes de 45 à 64 ans qui occupent un emploi à temps partiel est trois fois plus grande que chez les hommes⁵¹, un ratio particulièrement élevé comparativement aux autres groupes d'âge.

Les jeunes travailleuses autonomes

Les transformations du marché du travail ont eu une incidence sur la croissance de l'emploi autonome. La rationalisation des entreprises, lesquelles cherchent à diminuer leurs coûts de production et à augmenter leur flexibilité, a incité les travailleuses et les travailleurs à se tourner en plus grand nombre vers cette forme d'emploi. En 2000, 8 % des femmes de 25 à 29 ans et 10 % des hommes de la même tranche d'âge travaillaient à leur compte. La croissance de l'emploi autonome a été plus notable dans le travail de bureau, la vente, les relations publiques, le marketing, les communications, la traduction, les sciences sociales, l'informatique ainsi que les services-conseils⁵². Malgré les avantages liés à cette forme de travail (flexibilité des horaires, aménagement du temps de travail et autonomie dans l'organisation du travail), certains aspects négatifs y sont toujours associés. Que l'on songe, par exemple, à l'incertitude des revenus d'emplois et au manque de protection sociale en général.

49.Sylvie Rheault (avril 2004), La réussite professionnelle des garçons et des filles : un portrait tout en nuances, Direction de la recherche des statistiques et des indicateurs, ministère de l'Éducation, p. 7.

50.Conseil du statut de la femme, op. cit., p. 42.

51.Emploi-Québec (2003), Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus. Pour que toutes et tous profitent du plein emploi, p. 9.

52.Conseil du statut de la femme, op. cit., p. 43.

5.2
L'emploi
féminin
et le statut
d'immigrante

Outre les divers problèmes énoncés dans cette étude, les femmes immigrantes rencontrent des difficultés liées à leur statut. Parmi celles-ci, on compte la maîtrise des langues de travail, la connaissance du marché du travail préalable à l'orientation professionnelle et à l'identification des besoins en matière de compétences, la familiarisation avec la culture québécoise (valeurs, attitudes, etc.) et, enfin, la recherche d'un nouvel équilibre psychosocial (pour les femmes réfugiées en particulier)⁵³. Par ailleurs, leurs conditions socioéconomiques (emploi, revenu, etc.) sont inférieures à celles des hommes immigrants et de la population du Québec en général.

TABLEAU 30 Activité et statut d'immigrant, selon le sexe, pour la population de 15 ans et plus, 2001, Québec

	SEXE	TOTAL ACTIVITÉ	TAUX D'ACTIVITÉ	TAUX D'EMPLOI	TAUX DE CHÔMAGE
Total – Statut d'immigrant (pop. totale)	F	3 000 905	57,7	53,2	7,7
	H	2 831 445	71,1	64,9	8,7
Population non immigrante	F	2 651 135	58,5	54,3	7,2
	H	2 486 860	71,6	65,7	8,3
Population immigrante	F	333 580	51,7	45,3	12,4
	H	325 720	67,9	60,4	11,1
Résidents non permanents	F	16 195	37,8	30,3	19,5
	H	18 870	56,5	44,2	21,7

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001

En 2001, les femmes immigrantes présentaient un taux d'activité (51,7 %) et d'emploi (45,3 %) passablement inférieur à ceux de la population en général. Leur taux de chômage (12,4 %) dépassait celui de la population non immigrante, respectivement de 7,2 % chez les femmes et de 8,3 % chez les hommes. Ces données mettent une fois de plus en relief la difficulté accrue pour les femmes immigrantes de s'intégrer au marché du travail. Mentionnons que les femmes n'ayant pas obtenu la résidence permanente se retrouvent dans une situation encore plus précaire, avec un taux d'activité de 37,8 %, un taux d'emploi de 30,3 % et un taux de chômage frôlant les 20 %.

En 2000, les femmes immigrantes avaient un revenu médian de 14 711 \$, inférieur à celui des hommes immigrants et de la population non immigrante. Leur revenu représentait 89,3 % de celui des femmes non immigrantes, 66,8 % de celui des hommes immigrants et 53,2 % de celui des hommes non immigrants.

TABLEAU 31 Tranches de revenu total, populations immigrante et non immigrante, selon le sexe, pour la population de 15 ans et plus en 2000, Québec

	POPULATION IMMIGRANTE		POPULATION NON IMMIGRANTE	
	F	H	F	H
Total – Tranches de revenu	333 575	325 715	2 651 135	2 486 860
Sans revenu (%)	8,6	4,5	6,8	4,0
Avec un revenu (%)	91,4	95,5	93,2	96,0
Revenu médian (\$)	14 711	22 023	16 465	27 674

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001
Le revenu médian correspond à la valeur centrale séparant les effectifs totaux de la population visée en deux parties égales, soit 50 % des personnes ayant un revenu inférieur à la médiane et 50 % ayant un revenu supérieur.

52 53.Sylvie Guyon (2003), « Les femmes immigrantes au Québec : une population défavorisée sur le marché de l'emploi », texte soumis pour les Actes du colloque organisé les 21 et 22 mars 2003 par la Table des groupes de femmes de Montréal, Femmes des communautés culturelles et nouvelles réalités de l'emploi, p. 9.

En ce qui a trait au niveau de scolarité, les femmes immigrantes sont globalement aussi scolarisées que leurs homologues masculins et nettement plus scolarisées que les femmes nées au Canada. Le niveau de scolarité ne peut donc en aucun cas expliquer la difficulté qu'elles éprouvent à trouver un emploi⁵⁴.

5.3 L'emploi féminin et la présence d'un handicap

Les femmes qui présentent une incapacité ou un handicap éprouvent beaucoup de difficulté à intégrer le marché du travail. Leur participation au marché de l'emploi est inférieure à celle de la population en général et à celle des hommes ayant un handicap. Leur condition représente ainsi un obstacle important à leur autonomie économique. De plus, dans les milieux de travail, certaines barrières spécifiques se dressent devant les personnes qui présentent une incapacité, ce qui contribue à limiter leurs démarches pour intégrer le marché de l'emploi. Pensons notamment au manque de mesures d'adaptation dans les lieux de travail, de mesures de soutien et de formation adéquates.

TABLÉAU 32 **Activité sur le marché du travail des adultes handicapés et non handicapés âgés de 15 à 64 ans, selon le sexe, 2001, Québec¹**

	ADULTES HANDICAPÉS			ADULTES NON HANDICAPÉS		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Total	162 770	161 940	324 710	2 308 540	2 272 370	4 580 910
Personnes occupées (%)²	29,5	36,2	32,8	65,2	76,2	70,7
Chômeurs	4,5 ^E	6,0 ^E	5,2	5,1	6,8	5,9
Inactifs³	60,0	52,5	56,3	29,7	17,0	23,4
Non spécifié	6,0 ^E	5,3 ^E	5,7	-	-	-

1. Excluant les personnes vivant en institution ou dans les réserves indiennes.

3. Inactifs : personnes qui, au cours de la semaine ayant précédé le dénombrement, n'étaient ni occupées ni au chômage. Les inactifs comprennent les étudiants, les personnes à la maison, les retraités, les travailleurs saisonniers en période de relâche qui ne cherchaient pas un travail, et les personnes qui ne pouvaient travailler en raison d'une maladie chronique ou d'une incapacité à long terme.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la participation et les limitations d'activités, 2001

54. Sylvie Guyon, *op. cit.*, p. 8.

En 2001, les femmes handicapées âgées de 15 à 64 ans constituaient la catégorie de personnes les moins présentes sur le marché du travail (29,5 %), comparativement aux adultes non handicapés (70,7 %) et, dans une moindre mesure, aux hommes handicapés (36,2 %). Par ailleurs, 60 % d'entre elles étaient inactives, comparativement à 23,4 % chez les adultes non handicapés et 52,5 % chez les hommes présentant une incapacité. Ces derniers éprouvent de réelles difficultés à participer au marché du travail, mais la situation de leurs homologues féminines est particulièrement précaire.

En 2000, la proportion de femmes handicapées et non handicapées sans revenu, respectivement de 7,2 % et 8,4 %, était élevée par rapport aux taux masculins. Le revenu moyen des femmes ayant une incapacité, soit 15 298 \$, demeurait le plus faible, représentant 68,4 % du revenu des femmes non handicapées, 64,0 % de celui des hommes handicapés et 44,5 % de celui des hommes non handicapés. La situation de pauvreté dans laquelle sont plongées les femmes présentant une incapacité est demeurée inchangée depuis la dernière étude du Comité aviseur.

TABLEAU 33 **Revenu total des adultes handicapés et non handicapés âgés de 15 à 64 ans, selon le sexe, 2001, Québec ¹**

	ADULTES HANDICAPÉS			ADULTES NON HANDICAPÉS		
	F	H	TOTAL	F	H	TOTAL
Total	162 770	161 940	324 710	2 308 540	2 272 370	4 580 910
Sans revenu en 2000 (%)	7,2	2,2	4,7	8,4	4,7	6,5
Avec un revenu en 2000 (%)	92,8	97,8	95,3	91,6	95,3	93,5
Revenu moyen (\$) ²	15 298	23 923	19 709	22 374	34 402	28 459

1. Excluant les personnes vivant en institution ou dans les réserves indiennes.
2. Pour les personnes ayant un revenu.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la participation et les limitations d'activités, 2001

Les faits saillants de l'emploi féminin conjugué à d'autres facteurs

- ▶▶ En 2002, le taux d'emploi des femmes de 20 à 29 ans était de 71,6 %, contre 77,3 % chez les hommes de la même tranche d'âge. De façon générale, l'accès à un emploi à temps plein demeure plus difficile pour les jeunes Québécoises.
- ▶▶ En 2000, la proportion de femmes de 45 à 64 ans au chômage était plus élevée (7,6 %) que chez les hommes du même groupe d'âge (6,8 %). La proportion de femmes de ce groupe d'âge occupant un emploi à temps partiel était trois fois plus élevée que chez leurs homologues masculins. Le revenu annuel moyen des femmes de 45 à 64 ans était de 24 959 \$, comparativement à 41 774 \$ pour les hommes.
- ▶▶ En 2000, le revenu des femmes immigrantes représentait 89,3 % du revenu des femmes non immigrantes, 66,8 % de celui des hommes immigrants et 53,2 % de celui des hommes non immigrants. En 2001, leurs taux d'activité (51,7 %) et d'emploi (45,3 %) étaient passablement plus faibles que ceux des autres catégories, et leur taux de chômage (12,4 %) dépassait largement celui de la population non immigrante (7,8 %).
- ▶▶ En 2000, le revenu moyen des femmes handicapées ou ayant une incapacité demeurait le plus bas (15 298 \$), représentant 68,4 % du revenu moyen des femmes non handicapées, 64,0 % de celui des hommes handicapés et 44,5 % de celui des hommes non handicapés.

Conclusion et pistes d'action

La présente étude montre que l'augmentation importante du nombre de femmes sur le marché du travail depuis les dernières décennies ne signifie pas pour autant qu'elles aient bénéficié d'une amélioration substantielle de leurs conditions de vie. En effet, les femmes éprouvent encore des difficultés en ce qui a trait à l'accès à l'emploi, au maintien en emploi et à la progression sur le marché du travail. Même lorsqu'elles travaillent, bon nombre d'entre elles sont toujours aux prises avec la pauvreté. Cette situation est liée non seulement à la précarité accrue des emplois, à la concentration professionnelle des femmes et au fait que l'on accorde une valeur économique moindre à leur travail, mais aussi à l'accès difficile à l'assurance-emploi et aux problèmes soulevés par la conciliation travail-famille. Bien qu'elle soit difficile à réaliser, cette conciliation demeure un objectif qui représente toujours un défi de taille pour la société québécoise. Soulignons par ailleurs que le phénomène de l'emploi à temps partiel continue d'être pour l'essentiel l'apanage des femmes, et que seulement un peu plus du tiers des emplois des Québécoises est régi par une convention collective.

Les pistes d'action que préconise le Comité aviseur Femmes visent à favoriser l'équité en emploi entre les femmes et les hommes et s'inscrivent dans le prolongement de la stratégie gouvernementale à l'égard de la main-d'œuvre féminine « Femmes au travail »⁵⁵.

Poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine

Au cours des dernières années, en raison notamment de certains acquis comme la scolarisation accrue des femmes et leur participation de plus en plus importante au marché du travail, on a vu grandir au Québec l'illusion que l'égalité socioéconomique des femmes et des hommes était atteinte. C'est pourquoi le Comité aviseur Femmes souligne l'importance de poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine et d'accroître les efforts en ce sens, car la perception que la question de l'équité et de l'égalité entre les sexes est réglée risque de freiner l'amélioration de la situation économique et professionnelle des femmes. Dans cette perspective, le maintien des services spécifiques offerts aux femmes en matière d'orientation et d'insertion en emploi apparaît primordial. À cet égard, la Stratégie reconnaît le caractère spécifique des problèmes que les femmes rencontrent sur le marché du travail ainsi que l'importance de préserver l'expertise développée par les organismes communautaires qui interviennent auprès de celles-ci.

Agir de manière concertée...

L'étude réalisée en 2004 par le Comité aviseur Femmes sur les Québécoises et le marché du travail démontre que, malgré certains progrès, des iniquités demeurent sur le plan de l'emploi et de la situation économique en général. Les phénomènes persistants de la précarisation et de la concentration du travail féminin, l'existence de mesures de conciliation travail-famille et une accessibilité plus adéquate à ces diverses mesures devront être au cœur des préoccupations des différents acteurs sociaux. Il est en outre primordial de mieux connaître les causes et les conséquences des écarts qui subsistent entre les femmes et les hommes au chapitre de l'emploi. Cette étape nécessitera la cueillette et le traitement de données selon le sexe, tant dans les entreprises que dans l'appareil gouvernemental. Le dossier de l'analyse différenciée selon le sexe devra ainsi être remis à l'ordre du jour. Il sera ensuite possible d'agir de manière concertée avec les différents partenaires des réseaux de l'intervention sectorielle et de l'emploi afin de réduire les iniquités qui persistent entre les femmes et les hommes au Québec.

56 55. Emploi-Québec (2001), Femmes au travail. *Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine*, Québec, gouvernement du Québec, 22 p.

... et entreprendre des actions concrètes

La participation des femmes au marché du travail représente un apport important et essentiel au développement économique du Québec. L'équité et l'égalité entre les femmes et les hommes en emploi ne peuvent être atteintes sans la mise en place de mesures sociales adéquates. Plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées afin de mettre en place des conditions plus favorables aux femmes et plus équitables pour elles en matière d'emploi. Le Comité aviseur Femmes s'attarde ici sur quelques-unes de ces pistes d'action jugées prioritaires.

- Les lois et les règlements régissant le travail devront prendre en considération, de manière plus systématique, la situation économique et professionnelle des femmes. À cet égard, le Comité suivra de près les travaux reliés à la politique gouvernementale sur la conciliation travail-famille. Il est primordial que la nouvelle politique tienne compte des besoins effectifs des familles monoparentales et biparentales, et qu'elle porte une attention particulière aux ménages à faible revenu.
- L'appareil gouvernemental et les milieux de travail seront appelés à jouer un rôle essentiel dans le développement et la mise en œuvre de mesures qui faciliteront la conciliation entre les réalités professionnelles et les responsabilités parentales. L'accessibilité aux services de garde ne peut se concrétiser sans que l'on prenne en considération les situations d'emploi atypique et les contraintes liées au travail, par exemple la prolongation des heures de travail.
- La question de la formation en emploi est cruciale pour le positionnement des femmes dans un marché du travail soumis aux impératifs de la mondialisation. Les travailleuses et les travailleurs ont besoin de continuer à développer leurs compétences afin de maintenir leur employabilité. Or, une forte proportion de la main-d'œuvre féminine travaille dans les petites et moyennes entreprises, des milieux où la formation est souvent plus difficilement accessible. Le Comité a émis des avis et des recommandations relativement à l'application de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre, qui vise à faciliter l'accès à la formation, et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise.
- La sensibilisation des milieux de travail à l'embauche des femmes dans des emplois qualifiés, traditionnellement occupés par des hommes, ou dans des emplois d'avenir figure également au programme du Comité aviseur Femmes. Celui-ci travaillera, de concert avec Emploi-Québec, à favoriser l'intégration et le maintien en emploi des femmes dans les entreprises et les secteurs qui offrent de bonnes perspectives d'avenir.
- Le Comité aviseur Femmes réaffirme par ailleurs la pertinence et la nécessité de la Loi sur l'équité salariale. Il ne saurait y avoir de réel progrès économique pour les femmes sans une révision, dans une perspective d'équité, de la valeur attribuée aux secteurs d'emploi où elles sont majoritairement représentées.

Liste des documents consultés

- Asselin, Suzanne (2001). « La population active », dans Institut de la statistique du Québec, *Portrait social du Québec. Données et analyses*, Québec, gouvernement du Québec, p. 218-243.
- Bernier, Jean, Guylaine Vallée et Carol Jobin (2003). *Les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel*, Rapport final, Québec, ministère du Travail, 568 p.
- Brunelle, Dorval, Elsa Beaulieu et Philippe Minier (2004). *Le libre-échange, la libéralisation et l'emploi des femmes au Québec*, Observatoire des Amériques, Montréal, UQAM, 129 p.
- CAMO Personnes immigrantes (2003). *Étude exploratoire sur la situation des salariées immigrantes du Québec. Recensement de 1996*, Québec, gouvernement du Québec, 38 p.
- Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre (2000). *La situation économique et professionnelle des femmes dans le Québec d'aujourd'hui : iniquités, réflexions, interventions*, Montréal, 7 p.
- Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre (2000). *Les femmes et le marché de l'emploi. Résultat d'une analyse statistique*, Montréal, 170 p.
- Congrès du travail du Canada (2003). *La protection de l'assurance-chômage à la baisse pour les sans-emploi du Canada*.
- Congrès du travail du Canada et Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (2003). *Canada : L'assurance-emploi vole, et surtout les travailleuses*.
- Conseil du statut de la femme (2002). *Des nouvelles d'elles*, Québec, gouvernement du Québec, 97 p.
- Drolet, Marie (2002). *Le « qui, quoi, quand et où » des écarts salariaux entre les hommes et les femmes*, Statistique Canada.
- Emploi-Québec (2001). *Femmes au travail. Stratégie d'intervention à l'égard de la main-d'œuvre féminine*, Québec, gouvernement du Québec, 22 p.
- Emploi-Québec (2003). *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus. Pour que toutes et tous profitent du plein emploi*, Québec, gouvernement du Québec, 29 p.
- Emploi-Québec (2004). *Les chiffres clés de l'emploi au Québec*, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Information sur le marché du travail, 38 p.
- Goulet, Nathalie (2003). « Les services de garde sont un service essentiel », *Femmes au travail*, bulletin de liaison, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), no 70, p. 3-7.
- Guyon, Sylvie (2003). « Les femmes immigrantes au Québec : une population défavorisée sur le marché de l'emploi », texte soumis pour les Actes du colloque organisé les 21 et 22 mars 2003 par la Table des groupes de femmes de Montréal, *Femmes des communautés culturelles et nouvelles réalités de l'emploi*, 46 p.
- ICREF (CRIAW) (2002). « Vivre le racisme au féminin », feuillet d'information de l'ICREF, Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes, 12 p.

Jackson, André (2003). *Le travail en vaut-il la peine pour les femmes ?*, Ottawa, Congrès du travail du Canada.

Lee-Gosselin, Hélène (2004). « *Quelle est la place de l'entreprise privée dans le développement des politiques de conciliation ?* », conférence prononcée dans le cadre du 59^e Congrès des relations industrielles de l'Université Laval, *Le travail tentaculaire : existe-t-il une vie hors du travail ?*, 6 et 7 mai 2004, 35 p.

Legault, Marie-Josée, avec la collaboration de Stéphanie Chasserio (2004). *Les politiques et les pratiques de conciliation entre la vie professionnelle et la vie privée dans sept organisations de la nouvelle économie de Montréal : rapport des premiers résultats*. Rapport remis au Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, 120 p.

Lévesque, Mireille, et Pierre Lanctôt (2001). *Portrait social du Québec. Données et analyses*, Institut de la statistique du Québec, p. 352-355.

Malenfant, Raymonde (2002). « *Concilier travail et maternité : un sens, des pratiques, des effets* », dans *Espaces et temps de la maternité*, sous la direction de Francine Descarries et Christine Corbeil, Montréal, Éditions du Remue-ménage.

Ministère de l'Éducation du Québec, site Web, *La Relance au secondaire*
<http://www.meq.gouv.qc.ca/Relance/Secondaire/RelSec.htm>

Ministère de l'Éducation du Québec, site Web, *La Relance au collégial*
<http://www.meq.gouv.qc.ca/Relance/Collegial/RelCol.htm>

Ministère de l'Éducation du Québec, site Web, *La Relance à l'université*
<http://www.meq.gouv.qc.ca/Relance/Universite/RelUni.htm>

Ministère de l'Éducation du Québec, site Web, *Statistiques de l'éducation*, édition 2003
http://www.meq.gouv.qc.ca/stat/stat_edu/index_03.htm

Ministère de l'Éducation du Québec, site Web, *Indicateurs de l'éducation*, édition 2003
<http://www.meq.gouv.qc.ca/stat/indic03/indic03f.htm>

Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (2004). *Faits saillants*, Québec.

Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (2004). *La conciliation famille-travail dans des petites et moyennes entreprises québécoises : analyse et interprétation des résultats d'une enquête qualitative*, Québec, 68 p.

Nadeau, Rémi, et Nadine Crépeau (2004). *Rapport statistique sur les prestataires de l'assistance-emploi*, Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Québec.

Paugam, Serge (2000). *Le salarié de la précarité*, Paris, Presses universitaires de France.

Rheault, Sylvie (2004). *La réussite professionnelle des garçons et des filles : un portrait tout en nuances*, Direction de la recherche des statistiques et des indicateurs, Québec, ministère de l'Éducation, 8 p.

Rose, Ruth, et neuf regroupements de groupes de femmes du Québec (2004). *Adapter le Régime de rentes aux nouvelles réalités du Québec*, site Web de la Fédération des femmes du Québec.

Secrétariat à la condition féminine (2004). *L'avenir des Québécoises. Les suites des consultations de mars 2003*, Québec, gouvernement du Québec, 153 p.

Schellenberg, Grant (1994). *Les travailleu(euse)s âgé-e-s et le vieillissement de la main-d'œuvre du Canada*, Ottawa, Le réseau canadien des aîné-e-s.

Statistique Canada (2000). *Femmes au Canada 2000. Un guide pour comprendre l'évolution des rôles des hommes et des femmes au Canada*, no 89-503-XPF au catalogue.

Statistique Canada (2001). *Enquête sur la participation et les limitations d'activités*.

Statistique Canada (2002). *Guide de l'Enquête sur la population active*, no 71-543-GIF au catalogue.

Statistique Canada (2002). *Les femmes au Canada : Une mise à jour du chapitre sur le travail*, no 89F0133X1F au catalogue.

Statistique Canada (2003). *Le profil changeant de la population active du Canada*, Recensement de 2001, série « Analyses », Division des opérations et du recensement.

Statistique Canada (2003). *Les gains des Canadiens : Gagner sa vie dans la nouvelle économie*, Recensement de 2001, série « Analyses », no 96F0030X1F au catalogue.

Statistique Canada (2003). « *Proportion de la population totale travaillant dans les secteurs publics et privés selon le sexe* », Enquête sur la population active, données compilées par Emploi-Québec.

Statistique Canada (2003). *Travail à temps partiel et des pratiques favorables à la famille dans les entreprises canadiennes*, no 71-584-MIF au catalogue, 84 p.

Statistique Canada (2004). « *La génération sandwich* », L'emploi et le revenu en perspective, vol. 5, no 9.

Tremblay, Diane-Gabrielle (2002). « *Articulation emploi-famille et temps de travail : comment juguler profession et famille dans les secteurs à horaires variables ?* », dans *Ruptures, segmentations et mutations du marché du travail*, sous la direction de Diane-Gabrielle Tremblay et Lucie France Dagenais, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 183-215.

Tremblay, Diane-Gabrielle (2003). « *Articulation emploi-famille et temps de travail* », dans *Recherches sur la famille*, Conseil de développement de la recherche sur la famille du Québec, vol. 4, no 1, hiver 2003, p. 2-5.

Tremblay, Diane-Gabrielle, et C. Vaillancourt-Laflamme (2000). *La conciliation des responsabilités parentales et professionnelles chez les employés de bureau : résultats d'une recherche menée au Québec*, 46 p.

Vosko, Leah, Nancy Zukewich et Cynthia Cranford (2003). « *Le travail précaire : une nouvelle typologie de l'emploi* », Statistique Canada, Perspective, no 75-001-X1F au catalogue.

Définitions

- « La population totale du Québec se répartit en deux groupes :
- la population en âge de travailler⁵⁶ et la population qui n'est pas en âge de travailler (les moins de 15 ans et les personnes spécifiquement exclues);
 - la population en âge de travailler se subdivise elle-même en deux groupes : la population active et la population inactive;
 - à son tour, la population active comprend les personnes en emploi et les personnes au chômage;
 - enfin, parmi les personnes en emploi, on distingue les travailleurs et travailleuses à temps plein et à temps partiel⁵⁷. »

Population active
Population de 15 ans et plus en emploi ou au chômage (à l'exclusion des pensionnaires d'établissements et des membres des Forces armées canadiennes).

Taux d'activité
Nombre de personnes dans la population active exprimé en pourcentage de l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

Taux d'activité selon le sexe
Nombre d'hommes ou de femmes actifs exprimé en pourcentage de la population d'hommes ou de femmes de 15 ans et plus.

Taux d'emploi
Nombre de personnes en emploi exprimé en pourcentage de l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi selon le sexe
Nombre d'hommes ou de femmes en emploi exprimé en pourcentage de la population d'hommes ou de femmes de 15 ans et plus.

Taux de chômage
Nombre de chômeuses et de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de chômage selon le sexe
Nombre de chômeuses et de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active dans chacun des groupes.

(Au fil de l'étude, la définition des termes utilisés est présentée en bas de page.)

56.Population civile non institutionnalisée de 15 ans et plus. Sont spécifiquement exclues les personnes qui vivent dans les réserves indiennes, les membres à temps plein des Forces armées canadiennes et les pensionnaires d'établissements.

57.Emploi-Québec (2004), Les chiffres clés de l'emploi au Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Information sur le marché du travail, p. 7.

Annexes

TABLEAU 1

Évolution du salaire horaire et hebdomadaire moyen selon la couverture syndicale, l'âge et le sexe, 1997 à 2002, Québec

		ÂGE	SEXE	SALAIRE HORAIRE MOYEN (\$)							SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN (\$)				
				1997	1998	1999	2000	2001	2002	1997	1998	1999	2000	2001	2002
COUVERTURE SYNDICALE															
COUVERTS PAR UN SYNDICAT															
	15 ans et +	F	17,1	17,3	17,3	17,8	18,1	18,9	551,7	562,1	569,2	583,2	595,8	618,3	
		H	18,5	18,6	19,0	19,3	19,8	20,2	699,2	706,9	720,4	732,5	747,0	762,1	
		Total	17,9	18,0	18,2	18,6	19,0	19,6	634,2	643,2	653,3	666,8	678,2	697,2	
		F	11,0	11,3	11,3	11,3	11,6	12,1	302,4	318,6	327,7	312,8	328,9	342,1	
	15-24 ans	H	11,1	11,0	11,2	11,4	11,9	12,2	382,3	381,2	392,2	396,4	405,1	415,1	
		Total	10,7	11,7	11,5	11,1	11,2	12,0	349,7	354,9	366,9	363,6	373,3	386,9	
		F	17,6	17,7	17,8	18,3	18,8	19,5	573,1	581,9	590,7	610,0	626,9	645,9	
		H	19,0	19,2	19,7	20,2	20,5	21,0	720,8	731,9	750,2	771,6	781,9	800,3	
	25-54 ans	Total	18,4	18,5	18,8	19,3	19,7	20,3	654,0	664,5	677,0	698,6	709,6	728,3	
		F	16,2	17,2	17,5	18,7	18,1	19,5	508,6	554,3	559,8	571,8	564,4	619,9	
		H	19,8	19,5	20,7	20,2	21,7	22,3	761,2	743,3	787,1	749,8	819,8	838,5	
		Total	18,5	18,7	19,6	19,6	20,3	21,2	674,5	676,3	709,9	682,2	720,9	752,5	
	55 ans et +	F	11,9	12,0	12,3	12,6	13,0	13,3	390,5	396,5	405,6	421,1	430,5	437,8	
		H	15,0	15,4	15,7	16,1	16,8	17,0	581,0	595,8	605,7	617,7	641,9	649,1	
		Total	13,5	13,7	14,0	14,4	15,0	15,2	487,8	498,3	508,7	521,2	538,7	545,1	
		F	8,1	8,2	8,5	8,6	8,9	9,1	208,6	217,4	226,5	230,4	244,2	240,2	
	15-24 ans	H	8,6	8,8	8,9	9,4	9,8	9,8	268,5	276,4	280,0	297,5	305,9	301,4	
		Total	8,3	8,5	8,7	9,0	9,4	9,5	239,2	247,2	253,8	264,5	275,3	270,1	
		F	12,9	13,1	13,4	13,9	14,3	14,7	442,3	451,8	460,6	481,6	492,4	507,3	
		H	16,7	17,1	17,4	17,9	18,7	18,9	666,4	681,2	693,8	710,1	740,3	740,7	
	25-54 ans	Total	14,8	15,1	15,5	15,9	16,6	16,8	554,8	567,6	580,6	596,5	618,3	625,7	
		F	12,6	12,2	12,5	12,4	12,9	13,2	396,2	374,0	401,2	401,7	395,1	399,9	
		H	17,0	17,8	18,1	18,3	18,6	19,5	640,8	670,2	688,3	683,5	685,1	754,8	
		Total	15,2	15,4	15,5	15,8	16,1	16,7	540,5	545,0	556,7	560,8	560,3	598,5	
NON COUVERTS PAR UN SYNDICAT															

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilation effectuée par Emploi-Québec, DGAIS, octobre 2003

TABLEAU 2

Situation des titulaires d'un diplôme d'études professionnelles (DEP), par secteur de formation et selon le sexe, Québec, au 31 mars 1996¹ et au 31 mars 2003².

SECTEUR	SEXE	1996				2003			
		En emploi (%)	À temps plein (%)	En lien avec formation (%)	Salaire hebdo. moyen (\$)	En emploi (%)	À temps plein (%)	En lien avec formation (%)	Salaire hebdo. moyen (\$)
Administration, commerce et informatique	F	57,9	72,1	64,3	335	76,6	83,5	76,2	438
	H	55,7	84,7	44,0	377	73,0	91,1	66,0	487
	Total					75,8	84,9	74,1	448
Agriculture et pêches	F	45,9	57,4	56,4	371	57,9	72,6	74,2	383
	H	42,5	86,8	61,0	416	72,7	94,5	82,6	464
	Total					65,1	84,4	79,3	430
Alimentation et tourisme	F	53,8	68,8	65,2	294	71,6	78,8	76,6	377
	H	64,2	84,7	76,4	365	78,7	87,4	82,6	442
	Total					74,3	82,3	79,1	405
Arts	F	55,0	60,6	55,0	306	82,1	81,0	65,1	347
	H	45,9	52,9	55,6	417	42,9	100,0	100,0	369
	Total					80,1	81,5	66,3	348
Bois et matériaux connexes	F	57,9	81,8	55,6	348	74,3	88,7	58,5	435
	H	53,2	94,0	58,7	400	75,5	93,0	62,1	489
	Total					75,1	91,3	60,8	470
Chimie et biologie	F					100,0	100,0	50,0	750
	Hs	89,5	52,9	88,9	646	100,0	90,9	100,0	643
	Total					100,0	93,3	85,7	676
Bâtiment et travaux publics	F	50,0	71,4	46,7	351	77,5	94,9	79,3	512
	H	52,7	90,4	60,8	451	76,3	94,7	82,3	639
	Total					76,4	94,7	81,9	625
Environnement et aménagement du territoire	F	50,0	60,0	33,3	288	59,3	81,3	46,2	367
	H	39,4	76,9	0,0	421	57,1	100,0	37,5	472
	Total					57,8	93,8	40,0	448
Électrotechnique	F	35,8	84,2	56,3	451	71,8	88,2	60,0	504
	H	62,3	91,4	57,0	462	76,3	95,6	73,4	572
	Total					76,1	95,3	72,8	569
Entretien d'équipement motorisé	F	61,5	87,5	66,7	308	66,7	84,4	70,4	404
	H	65,1	93,0	72,6	400	81,4	96,7	84,1	489
	Total					80,9	96,3	83,7	487

SECTEUR	SEXE	1996			2003		
		En emploi (%)	À temps plein (%)	En lien avec formation (%)	Salaire hebdo. moyen (\$)	En emploi (%)	À temps plein (%)
Fabrication mécanique	F	47,8	81,8	83,3	441	76,2	95,5
	H	65,2	95,5	81,2	468	75,3	95,5
	Total					75,5	95,5
Foresterie et papier	F	38,9	85,7	100,0	502	70,3	86,7
	H	48,3	94,3	72,7	557	73,3	95,9
	Total					73,0	94,8
Communications et documentation	F	61,5	81,3	82,0	341	78,2	80,7
	H	62,1	86,7	69,2	371	67,2	94,2
	Total					73,3	86,2
Mécanique d'entretien	F	45,5	80,0	75,0	584	86,7	84,6
	H	67,0	96,6	65,7	535	75,8	95,4
	Total					76,1	95,0
Mines et travaux de chantier	F					55,6	80,0
	H	45,7	95,2	68,8	634	71,3	94,7
	Total					70,7	94,3
Métallurgie	F	37,5	100,0	66,7	534	72,2	91,2
	H	60,9	97,4	85,1	504	76,0	97,6
	Total					75,7	97,1
Transport	F	80,0	62,5	80,0	456	83,3	86,3
	H	70,9	90,6	79,1	546	83,2	95,6
	Total					83,2	94,6
Cuir, textile et habillement	F	44,1	69,2	66,7	306	64,9	77,6
	H	45,5	100,00	80,0	414	46,7	85,7
	Total					63,3	78,1
Santé	F	64,4	52,3	69,5	344	84,9	63,8
	H	68,0	54,9	80,4	400	86,5	76,6
	Total					85,1	64,9
Soins esthétiques	F	59,0	65,3	67,8	264	75,8	73,1
	H	59,4	89,5	76,5	348	76,9	100,0
	Total					75,8	73,4

1. Promotion 1994-1995. Situation au 31 mars 1996.
2. Promotion 2001-2002. Situation au 31 mars 2003.

Source : site Internet du ministère de l'Éducation, Enquêtes Relance. Direction de la recherche et de l'évaluation.

TABLEAU 3

Situation des titulaires d'un diplôme d'études collégiales (DEC) de la formation technique, par secteur de formation et selon le sexe, Québec, au 31 mars 1999¹ et au 31 mars 2003²

SECTEUR	SEXE	1999			Salaire hebdo. moyen (\$)	2003			
		En emploi	À temps plein	En lien avec la formation		En emploi	À temps plein	En lien avec la formation	Salaire hebdo. moyen (\$)
Administration, commerce et informatique	F	70,7	89,6	81,7	407	63,6	88,9	79,1	484
	H	61,3	95,4	82,2	534	53,6	90,9	71,7	557
	Total	66,9	91,7	81,9	455	58,3	89,9	75,5	519
	F	82,5	92,9	84,7	375	77,5	93,2	88,5	431
Agriculture et pêches	H	83,1	96,7	85,1	425	73,1	97,2	90,3	461
	Total	82,7	94,4	84,9	394	76,1	94,4	89,1	439
	F	85,7	82,5	75,4	388	77,9	90,0	83,5	441
	H	87,1	90,6	91,7	486	73,5	97,2	97,1	526
Alimentation et tourisme	Total	86,0	83,9	78,4	406	77,3	90,9	85,5	453
	F	76,0	77,5	68,7	371	77,0	77,5	67,0	393
	H	54,6	79,5	71,4	444	64,9	71,6	69,8	448
	Total	70,2	77,9	69,2	386	74,2	76,3	67,5	402
Bois et matériaux connexes	F					66,7	100,0	100,0	476
	H					84,2	100,0	93,8	572
	Total					77,4	100,0	95,8	543
	F	84,4	89,3	82,1	492	71,5	97,2	88,6	554
Chimie et biologie	H	74,8	96,6	82,5	557	64,2	100,0	80,0	618
	Total	78,3	93,8	82,3	533	68,5	98,3	85,1	579
	F	62,5	97,5	89,9	422	62,4	94,5	87,0	504
	H	61,8	98,6	84,8	500	73,9	97,5	87,9	589
Environnement et aménagement du territoire	Total	62,0	98,3	86,2	478	70,5	96,8	87,7	568
	F	53,7	92,6	68,0	373	61,9	86,7	80,8	465
	H	51,9	94,9	51,4	446	42,9	92,6	76,0	515
	Total	52,6	93,9	58,1	416	54,4	88,5	79,2	482
Électrotechnique	F	82,7	97,7	73,8	496	69,1	93,6	59,1	557
	H	74,1	96,7	81,8	533	60,5	92,1	74,7	605
	Total	74,7	96,8	81,1	530	61,1	92,2	73,4	601
	F	60,0	100,0	33,3	629	66,7	100,0	66,7	627
Entretien d'équipement motorisé	H	84,0	100,0	93,6	625	76,7	95,7	72,7	657
	Total	81,7	100,0	89,3	625	75,8	96,0	72,2	655

SECTEUR	SEXE	1999			2003				
		En emploi	A temps plein	En lien avec la formation	Salaire hebdo. moyen (\$)	En emploi	A temps plein	En lien avec la formation	Salaire hebdo. moyen (\$)
Fabrication mécanique	F	81,8	96,3	92,3	534	68,9	90,5	81,6	532
	H	70,7	99,2	93,3	552	56,2	97,9	74,9	569
	Total	71,7	98,9	93,2	550	57,8	96,8	75,8	564
	F	45,0	88,9	62,5	501	63,6	100,0	50,0	486
Foresterie et papier	H	57,1	100,0	90,9	587	53,5	98,4	83,3	664
	Total	54,6	98,1	86,5	574	55,1	98,7	77,0	629
	F	73,9	86,3	79,1	420	71,7	80,4	75,7	462
	H	70,2	88,1	75,7	480	64,6	86,1	73,7	488
Communications et documentation	Total	72,8	86,8	78,1	437	69,5	82,0	75,1	470
	F								
	H					71,6	95,8	93,5	782
	Total	71,7	93,9	93,5	681	71,4	96,0	93,8	771
Métallurgie	F					66,7	75,0	100,0	698
	H					77,8	100,0	76,2	645
	Total	100,0	100,0	72,2	659	75,8	96,0	79,2	652
	F					70,0	100,0	85,7	502
Mines et travaux de chantier	H					80,0	93,8	93,3	729
	Total					76,7	95,7	90,9	623
	F	58,8	90,0	55,6	444	87,9	100,0	75,9	551
	H	74,4	82,1	78,3	541	73,8	100,0	96,8	591
Transport	Total	69,6	84,2	71,9	515	80,0	100,0	86,7	570
	F	78,4	85,1	72,8	380	61,1	83,3	69,6	428
	H	91,7	100,0	90,9	518	76,9	90,0	88,9	562
	Total	79,3	86,4	74,6	392	61,9	83,7	70,8	437
Cuir, textile et habillement	F	82,2	72,5	90,1	524	83,1	82,1	96,5	613
	H	83,3	82,8	89,9	546	89,6	89,8	92,4	643
	Total	82,3	73,7	90,1	527	83,6	82,7	96,2	616
	F	75,6	71,9	76,9	397	79,2	76,6	91,3	502
Santé	H	62,6	78,1	77,7	490	64,4	83,8	82,2	566
	Total	72,3	73,2	77,1	418	76,5	77,7	89,8	513
Services sociaux, éducatifs et juridiques									

1.Promotion 1997-1998, Situation au 31 mars 1999

2.Promotion 2001-2002, Situation au 31 mars 2003

Source : site Internet du ministère de l'Éducation, Enquêtes Relance, Direction de la recherche et de l'évaluation.

TAB

TABLEAU 4

Situation des titulaires d'un baccalauréat et d'une maîtrise (promotion 2001), par domaine d'études et selon le sexe, Québec, en janvier 2003

DOMAINE D'ÉTUDES	SEXE	BACCALAURÉAT					MAÎTRISE				
		En emploi	À temps plein	En lien avec la formation	Salaire hebdo. moyen (\$)		En emploi	À temps plein	En lien avec la formation	Salaire hebdo. moyen (\$)	
		81,4	86,4	96,3	870		73,6	89,7	90,7	945	
Sciences de la santé	F										
	H	77,3	92,6	94,7	975		49,5	88,0	84,1	1 027	
	Total	80,7	87,4	96,0	885		67,2	89,4	89,4	960	
	F	40,6	91,4	73,9	690		66,2	99,0	85,3	809	
Sciences pures	H	37,0	91,2	67,2	742		58,2	96,7	88,8	885	
	Total	39,1	91,3	71,1	710		62,0	97,9	87,0	846	
	F	67,4	93,1	82,9	745		71,7	94,2	87,6	907	
	H	77,4	97,6	88,4	865		65,4	97,6	86,5	1 070	
Sciences appliquées	Total	74,7	96,5	87,1	836		67,5	96,4	86,9	1 014	
	F	57,7	85,3	68,3	645		74,4	79,3	84,7	803	
	H	55,7	87,6	56,6	690		69,5	89,1	73,2	879	
	Total	57,1	86,0	64,8	658		72,8	82,4	80,8	828	
Sciences humaines	F	55,5	81,1	56,7	621		70,1	72,8	74,7	735	
	H	45,6	78,7	56,8	665		55,6	77,1	77,8	766	
	Total	53,0	80,6	56,7	630		65,7	73,9	75,5	744	
	F	46,3	92,9	82,2	781		80,9	94,7	91,7	1 180	
Lettres	H	58,4	96,7	86,9	866		87,5	100,0	100,0	1 304	
	Total	51,1	94,6	84,4	820		83,9	97,3	95,8	1 247	
	F	92,3	78,4	95,6	686		77,0	86,8	87,8	944	
	H	92,0	81,1	89,5	718		74,4	90,6	93,1	990	
Sciences de l'éducation	Total	92,2	78,9	94,4	692		76,6	87,4	88,8	951	
	F	83,6	97,0	85,3	743		87,7	97,2	87,6	1 152	
	H	83,0	97,3	85,5	815		91,4	98,8	86,8	1 301	
	Total	83,3	97,2	85,4	775		89,7	98,1	87,2	1 234	
Sciences de l'administration	F	61,6	72,2	62,3	556		69,2	63,5	52,5	681	
	H	65,0	76,9	66,0	563		62,7	78,1	80,0	644	
	Total	62,7	73,9	63,6	559		66,9	68,4	63,1	670	
	F	67,7	85,0	76,2	888		81,0	93,6	86,4	750	
Arts	H	59,3	89,6	67,4	948		80,0	96,9	90,3	1 084	
	Total	65,5	86,1	74,0	903		80,6	94,9	88,0	894	
Études plurisectorielles	F										
	H										
	Total										
	F										

Source : site Internet du ministère de l'Éducation, Enquêtes Relance, Direction de la recherche et de l'évaluation

**AVIS AU FNFMO RELATIF AU
PROGRAMME DE SUBVENTION À LA RECHERCHE APPLIQUÉE**



*Comité aviseur pour les travailleurs
et travailleuses de 45 ans ou plus*

Sherbrooke, le 14 mars 2006

Madame Danielle Amyot
Conseillère à la Commission des partenaires du marché du travail
Représentante du Groupe de travail du
Fonds national de formation de la main-d'oeuvre
800, place Victoria, bureau 2800
Montréal (Québec)
H4Z 1B7

Madame,

Pour faire suite à notre rencontre du 1^{er} février dernier, relativement au Programme de subvention à la recherche appliquée et plus particulièrement à votre demande de collaboration afin de favoriser le développement de projets de recherche au sujet des travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus, nous avons tenu le 26 février dernier une rencontre spéciale du comité sur ce dossier.

Voici les conclusions auxquelles nous sommes arrivés :

Les membres du comité aviseur souhaitent que les préoccupations en lien avec les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus demeurent explicitement l'un des thèmes de recherche. Cependant, nous considérons que les sous-thèmes devraient être plus explicites afin d'attirer l'attention des chercheurs même si cela constitue des recoupements avec d'autres thèmes. Ainsi, on pourrait ajouter un sous-thème sur la reconnaissance des compétences des travailleurs d'expérience même si cela peut sembler être inclus dans le thème 2.

Dans le même ordre d'idée, les membres du comité souhaitent que l'exigence qui est faite à toute recherche de prendre en compte les réalités socioéconomiques différenciées entre les hommes et les femmes soit élargie aux réalités différenciées entre les groupes d'âge, particulièrement pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus (dans la section des principales conditions d'admissibilité).

Le comité croit aussi qu'il est important de susciter directement l'intérêt des chercheurs pour ces questions. Deux avenues nous semblent porteuses.

La première consiste à avoir des interactions avec les équipes de chercheurs intéressés à la formation de la main-d'œuvre. La Commission des partenaires du marché du travail pourrait jouer un rôle actif par, par exemple, la tenue d'une rencontre entre les équipes de chercheurs et les différentes structures et comités liés à la Commission. Nous pourrions ainsi mieux connaître les résultats des recherches ayant déjà été conduites et par nos interventions susciter l'intérêt des chercheurs pour les besoins de la population que nous représentons.

Deuxièmement, les membres du comité aviseur souhaitent que, au cours de la prochaine année, un appel précis soit lancé par le Fonds national de formation de la main-d'œuvre pour deux recherches qui seraient d'un intérêt certain pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus. Nous vous proposons ici très succinctement ce qui pourrait être l'objet de ces recherches.

1. Identifier les obstacles et les leviers pour l'accès à la formation, tant au niveau des individus (motivation intrinsèque et extrinsèque notamment le soutien financier) qu'au niveau environnemental (l'appareil gouvernemental y compris les organisations du secteur de l'éducation, les entreprises, etc.). Un échantillon issu de la population active de 45 ans ou plus, en emploi et sans emploi, permettrait d'identifier les différences entre les deux sous-groupes et pourrait influencer sur les pratiques en milieu de travail avant la perte d'emploi ;
2. Produire une recherche-action sur la reconnaissance des compétences pour des travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus et l'accès, le processus et la réussite de la formation manquante. Nous croyons qu'il serait pertinent de mettre l'accent sur le secteur manufacturier (et même sur deux ou trois sous-secteurs à identifier), là où les pertes d'emplois et la nécessité de réorientation sont nombreuses. La recherche-action devrait se faire dans un certain nombre d'entreprises (nombre à identifier en fonction de la faisabilité et de la généralisation possible des résultats) en tenant compte de deux sous-groupes de travailleurs et travailleuses : des personnes dont l'emploi n'est pas menacé à court terme; des personnes ayant perdu leur emploi (comité de reclassement). À des fins comparatives, il serait pertinent d'ajouter à ces deux groupes dont le lien avec le milieu de travail est encore existant un certain nombre de

chômeurs et chômeuses de plus longue durée issus des mêmes secteurs et sous-secteurs.

Enfin, le comité aviseur tient à souligner son intérêt à participer activement à la définition plus précise du cadre de ces recherches, avant que l'appel soit lancé aux chercheurs ainsi qu'au sein de comités d'encadrement des recherches qui seraient conduites.

Espérant que notre démarche corresponde aux besoins que vous nous aviez manifestés, veuillez agréer, Madame, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Onil Proulx

Président du comité aviseur pour
les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus

c. c. M. Pierre Boisseau, DIS

AVIS SUR L'ACCÈS AUX SERVICES PERMANENTS AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES D'EXPÉRIENCE

PRÉSENTÉ PAR



*Comité aviseur pour les travailleurs
et travailleuses de 45 ans ou plus*

DOCUMENT PRÉSENTÉ À M^{ME} MICHELLE COURCHESNE, MINISTRE
DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

OCTOBRE 2005

Introduction

Le comité aviseur pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus est impliqué depuis le début du processus de l'expérimentation des PPTA. C'est à la fin de l'année 1999, début 2000, que la direction générale des politiques du ministère et Emploi-Québec nous informent de l'éventuelle existence des projets pilotes. À cette époque, on nous demande notre avis sur les orientations d'interventions à privilégier et on souhaite aussi notre éventuelle participation dans le processus de sélection des projets. Pour éviter tout conflit d'intérêt possible étant donné que certaines organisations représentées au comité aviseur étaient susceptibles de présenter des PPTA, le comité déclina la deuxième demande. Cependant, notre avis dans ce dossier fait consensus et est à la base des volets d'intervention du guide de présentation des PPTA qui nous sera présenté à l'automne 2000.

Encore aujourd'hui, nous maintenons un vif intérêt pour ce dossier et nous nous tenons informés des développements de celui-ci. Ainsi, nous avons connaissance des négociations que vous menez avec le gouvernement fédéral au sujet de la récurrence des budgets alloués ces dernières années pour les travailleurs et travailleuses de 55

ans ou plus. Les membres du comité aviseur apprécient toute l'attention accordée par le ministère, Emploi-Québec et la Commission des partenaires aux projets pour travailleurs âgés. Nous souhaitons supporter cette démarche et c'est pourquoi les membres du comité aviseur pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus vous présentent cet avis.

Le marché du travail pour les travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus

À plusieurs niveaux, la situation des travailleurs et travailleuses de 45 ans ou plus a évolué depuis les débuts de nos travaux en 1997. Néanmoins, plusieurs indicateurs du marché du travail demeurent une préoccupation pour nous. En voici quelques exemples :

- *Le déclin démographique demeure une tendance lourde. Les perspectives démographiques de l'ISQ de l'année 2000 annonçait un déclin de la population du Québec en 2011. Maintenant, ce scénario est légèrement modifié à la hausse et c'est maintenant en 2012 que s'amorcera le déclin;*
- *Selon les mêmes perspectives démographiques, ce sont les deux tiers des régions du Québec qui seront touchées par la diminution des travailleurs et travailleuses en âge de travailler;*
- *Après un long déclin depuis 1976, on assiste à un retour marqué des travailleurs et travailleuses âgés de 55 ans ou plus sur le marché du travail qui se traduit par un taux d'activité qui est passé de 40,7 % en 1996 à 50,6 % en 2003. En 2003 et en 2004, les travailleurs âgés et les femmes ont été les plus favorisés sur le marché du travail. Cependant, en 2004, selon l'enquête de la population active, le taux d'activité des 55 ans ou plus n'est qu'à 51 %;*
- *Selon statistique Canada et RHDC, la durée moyenne du chômage est à un des niveaux les plus bas depuis la fin des années 1980. Cependant, les aînés sont toujours plus à risque de chômage prolongé;*
- *Selon l'enquête sur la population active, le marché du travail se détériore pour les universitaires plus âgés, en 2003, le taux de chômage étant supérieur de plus de 3 points de pourcentage par rapport à 1996.*

Malgré une amélioration de la situation des personnes de 55 ans ou plus sur le marché du travail au cours des dernières années, nous sommes à même de constater que bon nombre de personnes ont toujours besoin de services d'emploi variés et adaptés afin de leur permettre de se réintégrer sur le marché du travail. L'évaluation réalisée par la direction générale adjointe de la recherche de l'évaluation et de la statistique des PPTA entre 2000 et 2003 est éloquentes à ce sujet.

La stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs âgés, le plan d'action annuel d'Emploi-Québec

Nous considérons encore aujourd'hui que nos interventions au comité aviseur s'inscrivent, la plupart du temps, dans un mode préventif en ce qui concerne les différents aspects de maintien, d'insertion ou d'intégration en emploi des travailleurs ou travailleuses de 45 ans ou plus. Cependant, ceci n'exclut en rien l'attention qui devrait être accordée aux problématiques reliées au vieillissement de la main-d'œuvre rencontrées présentement dans certaines régions ou dans certains secteurs d'activité.

Il en est de même pour les entreprises qui tardent à développer des stratégies de gestion prévisionnelle de main-d'œuvre. Malgré que plusieurs activités de sensibilisation ont été réalisées au cours des dernières années nous croyons que les entreprises n'ont pas été suffisamment interpellées et qu'il est important de continuer à travailler différents aspects de sensibilisation et d'information.

Les expertises développées à l'intérieur des PPTA s'inscrivent directement en réponse à ces préoccupations et rejoignent les principaux éléments de la stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs âgés. D'ailleurs, plusieurs expériences pilotes étaient directement en lien avec les premier (améliorer la connaissance de la situation et sensibiliser la population et les partenaires du marché du travail) et troisième axe (adapter les services et mesures d'emploi) de la stratégie. Dans une moindre mesure, le deuxième axe (agir en matière de gestion prévisionnelle des ressources humaines) et le quatrième axe (investir davantage dans l'amélioration et la reconnaissance des compétences) ont aussi fait l'objet d'expérimentations et sont en lien avec les volets d'intervention initiaux des projets pilotes.

De plus, le dernier plan d'action annuel d'Emploi-Québec comporte toute une série d'orientations stratégiques et de stratégies cohérentes à la stratégie d'intervention et aux expériences menées dans les PPTA. À titre d'exemples :

- favoriser la participation au marché du travail et l'emploi du plus grand nombre possible de québécois et de québécoises et que le groupe d'âge des 55 ans ou plus se remarque par la faiblesse de son taux d'emploi, même parmi les plus scolarisés;
- contribuer à l'adaptation des entreprises aux changements, notamment démographiques et commerciaux et que la rétention de la main-d'œuvre est une des pistes d'action prévue dans les stratégies;

- sensibiliser les entreprises à l'importance, dans le contexte du vieillissement de la population, de la gestion prévisionnelle de leurs ressources humaines, à la nécessité de préparer la relève et d'assurer le transfert d'expertise intergénérationnel ainsi que de retenir et de former leurs travailleuses et travailleurs âgés;
- d'améliorer la prestation de services aux citoyens et aux citoyennes;
- etc.

Projets pour travailleurs âgés

ATTENDU QU'UNE proposition d'un cadre général de discussion a déjà été élaborée pour obtenir la participation du gouvernement fédéral pour investir davantage en matière de mesures et de services d'emploi auprès de cette clientèle ;

ATTENDU QU'UNE première séance de travail avec des représentants syndicaux de la Commission des partenaires du marché du travail a été tenue et une demande formelle a été acheminée au ministère des Ressources humaines et du Développement des Compétences pour la mise en place d'un groupe de travail fédéral-provincial.

LE COMITÉ AVISEUR POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE 45 ANS OU PLUS VOUS AVISE QUE :

nous estimons que les représentants du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Direction générale des politiques et Emploi-Québec) doivent tenir compte de trois éléments fondamentaux lors des négociations avec le gouvernement fédéral :

1. capitaliser sur les expériences menées au cours des cinq dernières années par les PPTA;

Nous considérons qu'après cinq ans d'expérimentation, Emploi-Québec possède le matériel nécessaire pour développer et consolider des mesures ou services spécialisés permanents s'adressant autant aux entreprises et qu'aux individus de 55 ans ou plus présentant différents profils professionnels et éviter de travailler de nouveau en mode pilote. Pour s'en convaincre, référons-nous à l'évaluation des PPTA qui révèle d'excellents résultats pour la période 2000-2003, tant au niveau de leur mise en œuvre, leur pertinence et leur efficacité.

2. négocier une entente assurant une pérennité dans les services, eu égard aux projets intéressants s'adressant aux individus ou aux entreprises;

Nous croyons qu'une entente permanente facilitera considérablement le démarrage des projets et favorisera une plus grande flexibilité et l'atteinte ou le dépassement des objectifs prévus aux projets.

3. tenir compte des quatre axes de la stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans ou plus dans l'application et la mise en œuvre des projets pour travailleurs âgés tout en supportant des interventions globales et variées;

Nous sommes d'avis que les représentants du ministère et d'Emploi-Québec doivent tenir compte des quatre axes, toujours d'actualité, de la stratégie d'intervention lors des discussions avec le gouvernement fédéral. Cette approche permet d'éviter d'intervenir dans un secteur d'intervention au détriment d'un autre.



**Appuyer les jeunes en voie d'exclusion dans leur démarche de
réinsertion socioprofessionnelle**

Avis

Comité aviseur-jeunes

Adopté par les membres

Le 19 avril 2005

Présentation du Comité aviseur-jeunes

Le Comité aviseur-jeunes est un organisme composé de 26 regroupements nationaux de jeunes représentatifs et reconnus de leur milieu respectif, ayant comme mission commune la promotion et l'appui au développement social et économique des jeunes de moins de 30 ans. L'action du Comité aviseur-jeunes vise à renforcer les interventions d'Emploi-Québec et des partenaires du marché du travail québécois en ce qui a trait aux diverses problématiques d'emploi vécues par les jeunes du Québec.

Notre mandat

Le Comité a la responsabilité de définir les problématiques vécues par les jeunes dans leurs démarches d'intégration, de réintégration et de maintien en emploi. Pour ce faire, il participe et collabore à l'établissement des priorités d'actions ainsi qu'au suivi et à l'évaluation des modes d'intervention utilisés par Emploi-Québec. Les avis et les recommandations du Comité aviseur-jeunes sont publics et accessibles. Ils sont le fruit de la réflexion et de la concertation des nombreux regroupements qui le composent.

Nos principes directeurs

- La responsabilité
- La représentativité
- L'autonomie

La composition du Comité aviseur-jeunes

- Association des centres locaux de développement du Québec (**ACLDQ**) (*membre non-votant*)
- Association des clubs d'entrepreneurs étudiants du Québec (**ACE**)
- Association des clubs de recherches d'emploi du Québec (**ACREQ**)
- Comité des jeunes de la Centrale des syndicats du Québec (**CJ-CSQ**)
- Collectif des entreprises d'insertion du Québec (**CEIQ**)
- Comité national des jeunes de la Confédération des syndicats nationaux (**CNJ-CSN**)
- Commission jeunesse d'Alliance Québec (**CJ-AQ**)
- Conseil permanent de la jeunesse (**CPJ**)
- Emploi-Québec (*membre non-votant*)
- Fédération de la relève agricole du Québec (**FRAQ**)
- Fédération des médecins résidents du Québec (**FMRQ**)
- Fédération étudiante collégiale du Québec (**FECQ**)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (**FEUQ**)
- Fondation des services d'emploi pour les jeunes anglophones du Québec
- Force jeunesse
- Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire (**FCQMS**)
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (**FTQ**)
- Génération Emploi du Québec
- Jeunesse ouvrière chrétienne nationale du Québec (**JOCNQ**)
- Place aux jeunes national Inc.
- Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec (**RJGAQ**)
- Regroupement québécois des coopérateurs et coopératrices du travail (**RQCCT**)
- Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (**RQuODE**)
- Réseau des Carrefour jeunesse-emploi du Québec (**RCJEQ**)
- Réseau des services spécialisés de main-d'oeuvre (**RSSMO**)
- Secrétariat à la jeunesse (*membre non-votant*)

Pour rejoindre le Comité aviseur-jeunes

Comité aviseur-jeunes
210, rue Sainte-Catherine est, bureau 300
Montréal (Québec)
H2X 1L1

Téléphone : 514.396.3380
Télécopieur : 514.396.7140
Courriel : caj@feuq.qc.ca

Ce document a été rédigé pour le compte du CAJ par :

Jean-François Venne
Recherche & communications

Téléphone : 514.837.2480
Courriel : jf_venne@videotron.ca

Recherche et rédaction :
Jean-François Venne

Ce document a été réalisé grâce à la participation financière d'Emploi-Québec



Table des matières

Table des matières	6
Liste des tableaux	7
Introduction	8
1. Financement d'Emploi-Québec et rapatriement de la <i>Stratégie emploi jeunesse</i>	11
2. Soutien financier	14
2.1. Exclusion des 16-18 ans et des « sans-chèque »	14
2.2. Contribution parentale	16
2.3. Accès aux allocations d'aide à l'emploi	18
2.4. Supporter le retour aux études	26
3. Procédures d'accès	30
3.1. L'accueil et la demande	30
3.2. Évaluation de la santé physique et mentale	32
4. Fonctionnement des mesures	35
4.1. Soutien financier en début de participation à une mesure active	35
4.2. Bassin d'accueil et délais	39
5. Développement de l'autonomie	41
6. Approche volontaire	43
7. Régions	45
7.1. Disparités régionales	45
7.2. Points de service	46
Conclusion	48
Annexe 1 : Liste des recommandations	50
Annexe 2 : Liste des acronymes	51
Bibliographie	52

Liste des tableaux

<i>Tableau 1 : Compressions au ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, 2003 et 2004, en millions de dollars</i>	<i>12</i>
<i>Tableau 2 : Répartition des nouveaux participants aux mesures actives d'Emploi-Québec chez les moins de 25 ans, 2002-2003</i>	<i>15</i>
<i>Tableau 3 : Clientèle ministérielle âgée de moins de 25 ans, avril 2003 à mars 2004, total</i>	<i>16</i>
<i>Tableau 4 : Nombre de prestataires soumis au calcul de la contribution parentale, par âge et impact sur les prestations</i>	<i>17</i>
<i>Tableau 5 : Allocations d'aide à l'emploi accordées aux jeunes « sans-chèque », dans le cadre de leur participation aux mesures actives d'Emploi-Québec</i>	<i>19</i>
<i>Tableau 6 : Coût annuel moyen de la participation des « sans-chèque » à une mesure active comparé au coût annuel moyen pour un prestataire de l'assistance-emploi (2001-2002)</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 7 : Nombre de participants de moins de 25 ans sans soutien public du revenu, par mesure</i>	<i>23</i>
<i>Tableau 8 : Coût hebdomadaire moyen en soutien du revenu par mesure (tous statuts confondus) et allocations d'aide à l'emploi des prestataires de l'assistance-emploi (en gras les allocations auxquelles les « sans-chèque » ont droit)</i>	<i>24</i>
<i>Tableau 9 : Nouvelles dépenses annuelles en fonction de l'accès aux allocations d'aide à l'emploi par les jeunes sans soutien public du revenu</i>	<i>25</i>

Introduction

Depuis plusieurs années déjà le *Comité aviseur-jeunes* examine de près la situation difficile vécue par les jeunes décrocheurs de moins de 18 ans et les jeunes sans emploi et sans soutien public du revenu – communément appelés « sans-chèque » - et revendique une amélioration générale de leur accès aux prestations et aux mesures d'Emploi-Québec.

Rappelons les caractéristiques générales des deux groupes, qui fondent leur exclusion actuelle. Le groupe des jeunes décrocheurs est constitué de jeunes de 16 et 17 ans qui ont quitté le réseau scolaire sans obtenir de diplôme et qui ne relèvent donc plus du MEQ. Ces jeunes, sauf exception¹, ne sont pas admissibles à l'assistance-emploi ni à l'assurance-emploi, ce qui les place dans une situation fort similaire à celle des « sans-chèque ». Quant à ces derniers, ce sont des jeunes qui sont sans emploi et sans soutien public du revenu. Leur exclusion provient principalement de l'application de différentes règles administratives qui réduit leur admissibilité à l'assistance-emploi ou à l'assurance-emploi, comme le calcul de la contribution parentale, la règle des 910 heures pour les nouveaux travailleurs (assurance-emploi), les règles concernant les immigrants en attente de statut ou les demandeurs du statut de réfugiés, etc.

Il s'agit d'une catégorie très hétéroclite, dans laquelle se retrouvent des jeunes aux profils parfois fort différents. Le sous-groupe sur lequel notre attention s'est portée jusqu'à maintenant est surtout celui des jeunes en situation d'exclusion ou en voie de marginalisation qui sont généralement très loin du marché du travail et qui vivent des situations personnelles complexes (problèmes familiaux, pauvreté, toxicomanie, analphabétisme, mauvaise santé mentale et physique, etc.). Toutefois, se retrouvent également dans cette situation des jeunes beaucoup plus près du marché du travail, souvent plus scolarisés que la moyenne des participants aux mesures actives d'Emploi-Québec et dont la présence dans les services d'aide à l'emploi est davantage liée à des situations ponctuelles. Les recommandations qui étaient faites dans le premier avis² et qui sont reprises ici visent généralement à améliorer la situation du premier sous-groupe.

¹ Un jeune qui a été émancipé de sa famille en vertu de la loi est reconnu comme majeur même s'il n'a pas 18 ans. Il est donc admissible aux prestations et services de la Sécurité du Revenu et d'Emploi-Québec.

² Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Vers une stratégie d'accompagnement systématique des jeunes décrocheurs de 16-18 ans et des « sans-chèque » de moins de 24 ans*. Montréal : CAJ, 125 p.

Récemment, une étude menée sur le terrain auprès des jeunes concernés et des intervenants qui les côtoient dans différentes régions a permis de dégager certains constats. L'avis *Vers une stratégie d'accompagnement systématique des jeunes décrocheurs de 16-18 ans et des « sans-chèque » de moins de 24 ans*³, qui a découlé de cette étude, a permis d'établir un portrait assez clair de la réalité difficile vécue par certains jeunes. On a vu notamment que leurs problèmes principaux se situent sur les plans du manque de soutien généralisé, de la pauvreté, du logement, de la sous-scolarisation et de la toxicomanie.

En réponse à cela, le CAJ a fait plusieurs recommandations. La plupart visaient une plus grande équité dans l'accès aux services et aux prestations d'Emploi-Québec, une plus grande flexibilité de ces services et une simplification des procédures de demande, ainsi qu'un meilleur soutien financier pour ces jeunes et les groupes qui les aident. Il ne s'agit pas ici de les retravailler dans leur intégralité, mais plutôt d'approfondir certaines de ces recommandations, en particulier en ce qui concerne les coûts et les modalités associées à l'établissement et au fonctionnement des mesures proposées. Nous souhaitons également replacer les recommandations dans le contexte actuel, qui est celui du *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale* (ci-après, Plan d'action) et des discussions fort animées entourant le Projet de loi no 57 *Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*.

Cet avis sera axé sur l'étude de certaines mesures proposées dans le premier document et formulera des propositions concrètes et applicables à des problèmes cernés par l'avis précédent. Les mesures reprises de l'avis précédent (2004) sur lesquels notre analyse se portera seront surlignées dans le texte, afin de faciliter leur identification. Les nouvelles recommandations seront pour leur part numérotées. Notre attention se portera sur les mesures qui peuvent améliorer la situation des jeunes au quotidien et qui tombent dans des domaines qui sont sous la responsabilité directe d'Emploi-Québec ou du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. On pense notamment au critère de la contribution parentale à l'aide sociale, dont on a démontré qu'il contribuait à exclure un certain nombre de jeunes parmi les plus démunis. Il sera également question de la durée insuffisante de certaines mesures. Nous avons en effet mis de l'avant une

inadéquation entre la durée réelle de plusieurs mesures et les besoins des jeunes. Il faut maintenant creuser davantage et déterminer ce qui serait une durée souhaitable, comment y arriver, etc. L'accès pour tous les participants aux allocations d'aide à l'emploi et l'abolition du calcul de la contribution parentale ne sont que quelques-unes des autres suggestions issues du premier avis qui méritent d'être élaborées plus concrètement.

Par ailleurs, il nous apparaît aussi utile de jeter un coup d'œil du côté du financement d'Emploi-Québec. L'examen du coût des mesures doit en effet être mis en parallèle avec les coupures de près de 60 millions de dollars dans l'enveloppe budgétaire d'Emploi-Québec présentes dans les deux derniers budgets québécois et leur impact par rapport aux subventions fédérales, ainsi qu'avec la nécessité, déjà exprimée par le CAJ, de rapatrier les sommes liées à la *Stratégie emploi jeunesse*.

³ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* 125 p.

1. Financement d'Emploi-Québec et rapatriement de la *Stratégie emploi jeunesse*

Recommandations de l'avis 2004 :

Que le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale travaille activement au rapatriement des sommes liées à la Stratégie emploi jeunesse et que l'attribution de ces sommes aux projets se fasse en concertation avec les acteurs du milieu.

Qu'Emploi-Québec s'assure de développer un bassin d'accueil adéquat dans les mesures de formation et d'éliminer les irritants qui provoquent une attente indue.

Lorsque l'on considère la possibilité d'offrir l'accès à de nouveaux prestataires ou d'offrir plus de support financier aux participants des mesures actives d'Emploi-Québec on touche bien entendu directement au financement d'Emploi-Québec. Déjà, dans l'avis précédent, nous écrivions :

nous sommes conscients que la mise sur pied de nouvelles initiatives doit s'accompagner d'une injection de nouveaux fonds en développement de la main-d'œuvre. Cette nécessité est d'autant plus sentie que le dernier budget québécois prévoyait des coupes de plus de 30 millions \$ dans le budget d'Emploi-Québec. Le besoin de dénicher de nouvelles sommes est aussi rehaussé du fait que la diminution des subventions québécoises entraîne la diminution des subventions fédérales⁴.

Or, les ressources financières actuelles d'Emploi-Québec sont de plus en plus limitées, notamment suite aux deux derniers budgets québécois qui ont sabré dans son financement. Au cours des deux dernières années, le gouvernement québécois a décidé d'amputer le budget d'Emploi-Québec de près de 60 millions de dollars⁵ et les budgets des mesures d'assistance financière ont connu une réduction globale de 241 millions de dollars⁶ qui n'est pas compensée par le transfert de 149 millions de dollars à l'aide à la famille. Si l'on ajoute la coupure globale de 22 millions de dollars dans le poste budgétaire *Action emploi*, c'est un total de plus de 170 millions de dollars qui a été coupé dans l'ensemble des budgets de l'assistance-emploi et d'Emploi-Québec au cours des deux dernières années.

⁴ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 102.

⁵ 27 M\$ en 2003-2004 et 30 M\$ en 2004-2005.

⁶ 41,5 M\$ en 2003-2004 et 200 M\$ en 2004-2005.

Tableau 1 : Compressions au ministère de l’Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, 2003 et 2004, en millions de dollars⁷

Postes budgétaires	2003-2004	2004-2005	Total
Emploi-Québec	- 27	- 30	- 57
Mesures d’aide financière	- 200	- 41	- 241
Action emploi	- 2	- 20	- 22
Sous-total	- 229	- 91	- 320
Aide à la famille	+ 103	+ 46	+ 149
Total des coupures	- 126	- 45	- 171

Source : Québec, Conseil du Trésor

Ces compressions ont eu comme effet principal la perte de centaines d’employés⁸ dans les 154 centres locaux d’emploi (CLE) partout au Québec, pourtant dédiés au service direct auprès des citoyens. Ces compressions ont des effets dans la capacité de chaque CLE d’offrir des services en quantité et qualité suffisantes et donc de réussir sa mission. On constate des délais qui s’allongent de plus en plus entre le moment de la demande et le moment de la décision. L’accessibilité aux conseillers en emploi est aussi restreinte, notamment en vertu d’heures d’ouverture réduites ou de présence à temps partiel des conseillers qui doivent travailler dans différents CLE.

Une autre difficulté qu’impliquent ces restrictions budgétaires concerne le bassin d’accueil des mesures actives d’aide à l’emploi. Ainsi, il est courant pour un jeune « sans-chèque » de se voir refuser une mesure pour des raisons budgétaires ou de devoir attendre longtemps, parfois pendant des mois, avant de pouvoir débiter. Nous verrons plus loin que cet aspect de la démarche est

⁷ Tous les chiffres sont tirés de : Québec, Conseil du Trésor. 2004. *Budget de dépenses 2004-2005, Volume II : Crédits des ministères et organismes pour l’année financière se terminant le 31 mars 2005*. Québec : Conseil du Trésor, p. 8-1 à 8-12 et Québec, Conseil du Trésor. 2003. *Budget de dépenses 2003-2004, Volume II : Crédits des ministères et organismes pour l’année financière se terminant le 31 mars 2004*. Québec : Conseil du Trésor, p. 8-1 à 8-12.

⁸ Le Syndicat de la Fonction Publique du Québec (SFPQ) parle de 740 emplois à temps complet qui sont ou seront coupés dans le courant de l’année 2004-2005.

pourtant critique dans la réussite des jeunes, pour des raisons qui ont à voir avec leur situation particulière et avec des traits de caractère qui leur sont propres⁹.

La disponibilité de ressources financières nécessaires pour corriger les discriminations que nous dénonçons ici, notamment l'exclusion des « sans-chèque » et le calcul de la contribution parentale est en grande partie liée à un réajustement à la hausse du financement des *Ententes de développement du marché du travail* provenant du Compte d'assurance-emploi et des autres fonds fédéraux consacrés aux mesures actives¹⁰. Le gouvernement du Québec souligne lui-même le sous-financement dont les services d'aide à l'emploi du Québec qui dépendent de ces ententes font l'objet. Il reconnaît aussi que la population la plus éloignée du marché du travail, notamment celle dont nous parlons ici, est la plus touchée par ce sous-financement :

de plus, l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail n'accorde pas au Québec la souplesse nécessaire pour étendre davantage son offre de service aux personnes qui sont absentes du marché du travail depuis longtemps et pour lesquelles les évaluations ont démontré des effets importants, notamment parmi les prestataires de l'aide sociale. Des améliorations devront être apportées à cette entente afin de permettre au Québec de mieux répondre aux besoins¹¹.

D'avantage que son simple refinancement, le CAJ recommande depuis plusieurs années le rapatriement au Québec des sommes liées à la *Stratégie emploi jeunesse*. Cette demande se fonde sur une double analyse. D'une part, la situation actuelle cause une inégalité entre les citoyens basée sur l'ordre de gouvernement duquel ils relèvent, selon qu'ils soient sous la responsabilité de l'assurance-emploi ou de l'assistance-emploi. D'autre part, selon le CAJ, cette structure provoque des dédoublements aussi inévitables qu'inutiles. Par ailleurs, le CAJ insiste pour que les somme ainsi rapatriées soient utilisées pour répondre aux besoins « des jeunes québécois à risque de chômage ou à risque de chômage de longue durée et qu'elles soient utilisées dans le but de favoriser l'accès des jeunes et des *sans-chèque* aux mesures existantes ou encore, dans l'optique de la création de nouvelles mesures » (CAJ, 2002, p. 39).

⁹ On peut aussi lire Québec, Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 76-77.

¹⁰ Voir à ce sujet : Québec : Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Direction générale adjointe des politiques d'emploi (avec la collaboration d'Emploi-Québec). 2005. *L'emploi : passeport pour l'avenir, Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*. Québec : MESSF, p. 64.

2. Soutien financier

L'avis précédent a permis de mettre de l'avant plusieurs éléments de la réglementation actuelle d'Emploi-Québec ou de la Sécurité du revenu qui entravent l'accès de certains jeunes aux prestations ou aux différentes formes d'allocation d'aide à l'emploi ou à la formation. Cela est le cas même quand les jeunes sont admissibles à des mesures qui donnent généralement droit à de telles allocations. La plupart de ces problèmes étaient déjà connus et dénoncés, par le CAJ et plusieurs autres groupes. On pense ici à l'impossibilité pour les non prestataires – notamment les jeunes de moins de 18 ans et les « sans-chèque » – d'avoir accès aux allocations d'aide à l'emploi ou à des allocations suffisantes pour permettre un retour aux études à temps plein ou encore à la contribution parentale et à la règle des 910 heures à l'assurance-emploi.

Nous avons également noté des problèmes sur le plan du niveau de l'aide, souvent trop peu élevé pour permettre aux jeunes de participer pleinement aux mesures d'Emploi-Québec. Le CAJ recommande l'élimination de ces irritants. Nous tenterons de décrire plus précisément ce qu'impliquerait l'élimination de ces restrictions à l'accès qui sont discriminatoires envers les jeunes et d'évaluer certains des coûts impliqués pour Emploi-Québec.

2.1. Exclusion des 16-18 ans et des « sans-chèque »

Une grande partie des problèmes rencontrés par certains jeunes sur le plan du soutien financier et donc de leur possibilité réelle de participer à des mesures tient au fait qu'alors qu'ils sont en principe admissibles aux mesures de formation, de préparation à l'emploi ou d'employabilité d'Emploi-Québec, ils en sont dans les faits exclus puisqu'ils n'ont pas droit aux prestations de la Sécurité du revenu. N'ayant ni le statut de prestataire de l'assurance-emploi ni celui de prestataire de l'assistance-emploi ils ne sont pas admissibles aux allocations d'aide à l'emploi qui accompagnent généralement les prestations, sauf dans quelques mesures. Le statut de *sans emploi*

¹¹ Québec, Ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille. 2005. *Op. Cit.* p. 64.

et sans soutien public du revenu prend ici tout son sens. Ce statut a aussi pour effet de les placer bons derniers lorsque vient le temps d’accéder aux mesures et les force même parfois à renoncer, faute de place¹², ce sur quoi nous reviendrons plus loin.

Par ailleurs, ce sont surtout des jeunes qui se retrouvent dans cette situation, soit de participer à des mesures d’Emploi-Québec sans bénéficier d’un soutien public du revenu. Entre le 1^{er} avril 2001 et le 30 mars 2002, les jeunes de moins de 30 ans ont compté pour 48,3 % de l’ensemble des participants aux mesures actives d’Emploi-Québec qui n’avaient aucun soutien public du revenu (35,8 % avaient moins de 25 ans). Ils formaient d’ailleurs la seule catégorie d’âge parmi les participants dont la proportion de sans soutien public du revenu était supérieure à celles des prestataires de l’assistance-emploi ou de l’assurance-emploi, ce qui démontre bien qu’il y a envers eux une discrimination systémique¹³. Des chiffres de la *Direction générale adjointe de la recherche, de l’évaluation et de la statistique* (DGARES) pour 2002-2003 indiquent que 8 670 jeunes sans soutien public du revenu de moins de 25 ans ont fait leur entrée comme nouveaux participants dans les mesures actives d’Emploi-Québec. Cela représente 17 % de l’ensemble des nouvelles entrées pour les jeunes de moins de 25 ans.

Tableau 2 : Répartition des nouveaux participants aux mesures actives d’Emploi-Québec chez les moins de 25 ans, 2002-2003

Assurance-emploi	24 310 (48 %)
Assistance-emploi	17 939 (35 %)
Sans soutien public du revenu	8 670 (17 %)
Total	50 919 (100 %)

Source : Emploi-Québec

Présentement, les « sans-chèque » que l’on peut comptabiliser le plus facilement sont ceux qui sont clients du MESS sans être éligibles aux prestations d’assurance-emploi ou d’assistance-emploi. On parle généralement d’eux comme des participants aux mesures qui sont sans soutien

¹² Notons que le nombre de places disponibles est directement lié au budget disponible à Emploi-Québec.

¹³ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 45.

public du revenu. D’avril 2003 à mars 2004, ils étaient 17 847 jeunes de moins de 25 ans à se trouver dans cette situation, c’est-à-dire 16 % de l’ensemble de la clientèle ministérielle (Sécurité du revenu + Emploi-Québec).

Tableau 3 : Clientèle ministérielle âgée de moins de 25 ans, avril 2003 à mars 2004, total

Assistance-emploi	Solidarité jeunesse	Assurance-emploi	Sans soutien public du revenu	Total
66 631	7 104	31 559	17 847	109 459

Source : Québec, Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale

Cette exclusion d’une certaine catégorie de jeunes semble vouloir se perpétuer dans les nouvelles orientations ministérielles, puisqu’il n’était pas écrit clairement dans le Projet de loi no 57 qu’ils auront accès aux prestations de la Sécurité du revenu et qu’il n’était pas écrit clairement non plus dans le Plan d’action qu’ils seront admissibles dans le cadre d’Alternative jeunesse ni aux allocations jeunesse qui l’accompagneront. Dans ce dernier cas, l’admissibilité des jeunes « sans-chèque » est liée à la volonté du ministre en raison de circonstances exceptionnelles, donc à l’arbitraire. Cela nous semble poser un problème d’équité, mais aussi un problème pratique. En effet, sachant que l’un des problèmes qui frappe tout projet de parcours pour les jeunes est le manque de place – en raison du budget limité – comment ne pas craindre que l’admission des jeunes « sans-chèque » sera limitée fortement par le nombre de places disponibles, qui seront réservées en premier lieu à d’autres catégories de jeunes.

2.2. Contribution parentale

Recommandation de l’avis 2004 :
Que le calcul de la contribution parentale soit aboli et que les jeunes répondent aux mêmes critères que les autres citoyens québécois et reçoivent l’aide à laquelle ils ont droit lorsqu’ils sont aux prises avec des difficultés.

En ce qui concerne les restrictions à l'accès, la contribution parentale nous semble particulièrement injustifiable. Dans leur étude de l'impact de cette mesure¹⁴, Fortin et Santarossa estimaient que : « la contribution parentale réduit de 19,4 % en moyenne les taux d'assistance sociale des personnes seules de 20 ans ou moins et de 12,1 % celui des personnes seules de 21 ans. La mesure n'a pas d'effet significatif sur les groupes de prestataires plus âgés » (Fortin, Santarossa, 2000, p. 21).

Tableau 4 : Nombre de prestataires soumis au calcul de la contribution parentale, par âge et impact sur les prestations

Âge	Sans diminution de prestation		Avec diminution de prestation		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
20 ans et moins	1967	77.7	1471	75,9	3438	76,9
21 à 24 ans	497	19.6	702	20,7	899	20,1

Source : Fortin, Santarossa. 2000. *L'impact de la contribution parentale sur les taux d'assistance sociale : une approche d'expérience naturelle*.

Les problèmes que pose cette règle discriminatoire sont nombreux et ont déjà fait l'objet de commentaires et de recommandations dans des avis précédents du CAJ¹⁵. Il suffit de rappeler les principaux.

Le CAJ déplore ainsi que cette règle, en empêchant certains jeunes de recevoir la pleine prestation à laquelle ils auraient pourtant droit, place ceux-ci dans une situation de précarité encore plus grande et a même pour effet, dans certains cas, de créer des « sans-chèque ». De plus, cette règle fait souvent fi de la difficulté qu'il peut y avoir pour les jeunes soit de réclamer cette contribution parentale à des parents avec lesquels ils ont de mauvaises relations ou avec lesquels ils ont rompu ou encore de prouver qu'ils sont en situation de rupture familiale. L'évaluation faite par la Sécurité du Revenu à ce sujet s'avère souvent irréaliste.

¹⁴ Fortin, Bernard et Gino Santarossa. 2000. *L'impact de la contribution parentale sur les taux d'assistance sociale : une approche d'expérience naturelle*. p. 6
¹⁵ Notamment, Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 39-43, 51 et 81-84 et Comité aviseur-jeunes. 2004b. *Avis sur le Projet de loi 57 et le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion*

Abolir le calcul de la contribution parentale permettrait aux jeunes prestataires d'être soumis aux mêmes règles que les autres prestataires lors de l'établissement du niveau de prestation auquel ils ont droit. Les statistiques d'Emploi-Québec pour décembre 2003 montrent que 2 412 prestataires adultes étaient soumis à la contribution parentale. Parmi ceux-ci, 1 180 voyaient leurs prestations réduites, tandis que pour les 1 232 autres, le revenu des parents était insuffisant pour que leurs prestations soient affectées par la contribution parentale. Ces 1 180 prestataires adultes subissaient des coupures mensuelles qui étaient en moyenne de 171 dollars. L'abolition de la contribution parentale signifierait que ces prestataires adultes verraient leurs prestations rétablies au niveau de base. On peut donc évaluer le **coût de base annuel de ce rétablissement à 2,4 millions de dollars.**

Il y a également un certain nombre de jeunes qui se sont vus refuser l'accès à des prestations en vertu du calcul de la contribution parentale. Si avec le calcul de la contribution parentale la personne a un déficit égal à zéro, sa demande est soit refusée ou annulée et elle n'est pas admissible à l'assistance-emploi.

2.3. Accès aux allocations d'aide à l'emploi

Recommandation de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec révise les règles concernant l'accès aux allocations d'aide à l'emploi qui accompagnent la participation à certaines mesures mais auxquelles les non prestataires n'ont généralement pas droit.

Nous avons également noté des problèmes sur le plan de l'accès aux allocations d'aide à l'emploi, qui compromettent la participation des jeunes « sans-chèque » à certaines mesures actives d'Emploi-Québec. Rappelons que ces jeunes n'ont pas de prestation d'assistance-emploi ni d'assurance-emploi, contrairement à la grande majorité des autres participants. Les jeunes sans soutien public du revenu ne sont admissibles aux allocations d'aide à l'emploi que dans le cas de

sociale. Mémoire présenté dans le cadre des auditions de la Commission des affaires sociales du gouvernement du Québec sur le Projet de loi no 57. Montréal : CAJ, p. 15.

deux mesures sur un total de huit auxquelles ils sont en principe admissibles, soit le *Volet Jeunes volontaires* des *Projets de préparation à l'emploi* (PPE) et le *Volet individu* de la *Mesure de formation de la main d'œuvre* (MFOR).

Tableau 5 : Allocations d'aide à l'emploi accordées aux jeunes « sans-chèque », dans le cadre de leur participation aux mesures actives d'Emploi-Québec

Mesure	Allocation d'aide à l'emploi
Services et Activités d'aide à l'emploi	Aucune
PPE – Volet général	Aucune
PPE – Volet jeunes volontaires	<ul style="list-style-type: none">• 165 \$ / mois si DES ou DEP pas complété ;• 300 \$ / mois si DES ou DEP complété ou sera complété en cours de participation.
PPE – Volet stages en milieu de travail ou autres expériences socioprofessionnelles à l'étranger	N/a ¹⁶
PPE – Volet Entreprises d'insertion	Aucune
Mesure de formation de la main-d'œuvre (MFOR) – Volet individu	<ul style="list-style-type: none">• 30 \$ / semaine (seulement si la formation suivie ou si la personne est inadmissible à l'aide financière du MEQ, et si le revenu de l'unité familiale est inférieure au seuil de faible revenu de Statistique Canada).
Soutien au travail autonome (STA)	Aucune
Insertion sociale (INSO)	Aucune

Source : Emploi-Québec

Sur la difficulté que pose la réussite d'une démarche d'insertion professionnelle sans soutien financier adéquat, nous écrivions dans l'avis précédent : « demander à un « sans-chèque » d'effectuer un parcours pour parfaire sa formation sans lui donner les ressources financières pour stabiliser sa situation sur les plans du logement, de l'alimentation, etc. est hautement irréaliste » (CAJ, 2004a, p. 74-75).

¹⁶ Les participants ont un salaire lorsqu'ils travaillent dans une entreprise d'insertion, peu importe leur statut.

Le RCJEQ, dont les membres œuvrent directement auprès des jeunes et souvent dans le cadre de l'application des mesures d'Emploi-Québec, identifiait d'ailleurs l'élément de la satisfaction des besoins de base comme un élément primordial de la rétention des jeunes dans les mesures et de leur réussite : « il est nécessaire, afin d'inciter les jeunes à demeurer dans un programme et de minimiser le taux d'échec et d'abandon, de faire en sorte que leurs besoins financiers de base soient couverts et que leur participation ne les place pas dans une situation pire qu'avant » (RCJEQ, 2004, p. 15). C'est que, ajoute encore le RCJEQ¹⁷, de même que certains coûts sont associés au travail, la participation à une mesure d'Emploi-Québec ou la réalisation par le jeune de son plan d'action implique nécessairement des frais de diverses natures qui doivent être pris en compte par Emploi-Québec si celui-ci veut véritablement assurer une chance minimale de succès et de réinsertion aux jeunes.

La relation entre les participants et Emploi-Québec, qu'elle soit basée sur une entente volontaire, ce qui est préférable, ou sur une entente coercitive, implique un principe de réciprocité. Ainsi, si le jeune s'engage à participer à une mesure active, Emploi-Québec de son côté s'engage à tout mettre en œuvre pour que les conditions de réussite soient réunies. La plupart des pays qui offrent ce type de programme d'aide à l'emploi pour les jeunes insistent beaucoup sur l'importance de cet aspect, que ce soit le Royaume-Uni, la France, l'Australie ou les pays scandinaves comme le Danemark et la Suède. Notons que peu importe le degré de coercition dont font preuve les différents régimes, ils cherchent toujours à faire preuve d'efficacité en ce qui concerne le support accordé aux jeunes. Cette efficacité repose généralement sur deux éléments principaux. D'une part, fournir un bassin d'accueil suffisamment large pour éviter des délais indus ou des refus injustifiés aux mesures. Nous reviendrons plus loin sur cet aspect. D'autre part, cette efficacité s'incarne aussi dans l'appui financier qui est accordé aux participants.

Or, il émerge des propos des jeunes et des intervenants que nous avons rencontrés dans le cadre de l'étude précédente que l'appui financier est un outil essentiel de cette réussite. Les jeunes « sans-chèque », déjà privés de prestation, se retrouvent en ce moment privés de la plupart des allocations d'aide à l'emploi reliées aux mesures actives d'Emploi-Québec. La nouvelle approche au Québec en matière d'aide sociale et d'aide à l'emploi insiste beaucoup sur cet aspect de la

¹⁷ Réseau des Carrefour jeunesse-emploi du Québec. 2004. *Op. Cit.* p. 16.

réciprocité et des incitatifs à la participation. C'est notamment le cas d'Alternative jeunesse. Inclure les « sans-chèque » dans cette approche nous semble juste et représenterait un avantage tant pour eux que pour l'État qui tente de les appuyer dans leur démarche d'insertion ou de réinsertion en emploi. Nous croyons que l'allocation d'aide à l'emploi dépasse le simple incitatif financier dans le cas des « sans-chèque ». Elle représente un élément essentiel à la possibilité, pour les plus pauvres d'entre eux, de participer à des mesures actives auxquelles ils ne pourraient se permettre de participer autrement.

Le scénario que nous avançons ici s'appuie sur l'hypothèse de l'obtention par les « sans-chèque » d'allocations d'aide à l'emploi équivalentes à celles des prestataires de l'assistance-emploi, dès lors qu'ils font le choix de participer à une mesure active d'Emploi-Québec. Les calculs qui suivent sont basés sur le niveau de prestation accordé présentement dans chacune des mesures et sur les statistiques que nous avons pu obtenir concernant le nombre de « sans-chèque » de moins de 25 ans participant à des mesures actives en 2002-2003. Notons qu'il est très difficile d'évaluer précisément le nombre total de « sans-chèque » de moins de 25 ans au Québec. Il est aussi difficile d'évaluer le nombre de « sans-chèque » qui pourrait être attiré dans le giron d'Emploi-Québec par les changements proposés, considérant que les « sans-chèque » ont des profils fort différents les uns des autres et qu'une grande part d'entre eux n'auront pas besoin des services d'Emploi-Québec.

Les chiffres disponibles présentement nous permettent difficilement d'évaluer avec précision l'augmentation des dépenses que l'offre de l'allocation d'aide à l'emploi aux jeunes « sans-chèque » occasionnerait pour Emploi-Québec. Toutefois, il est possible d'en estimer le coût à partir de quelques données en fonction du scénario suivant : le nombre de « sans-chèque » participant à des mesures actives multiplié par l'allocation d'aide à l'emploi normée, qui est de trente dollars par semaine pour cinq des huit mesures.

Les mesures non concernées par ces allocations d'aide à l'emploi sont généralement couvertes par d'autres types d'appuis financiers. Les *Services d'aide à l'emploi* et les *Activités d'aide à l'emploi* impliquent pour les prestataires de l'assistance-emploi le maintien du versement de leur prestation par la Sécurité du revenu. Les *Projets de préparation à l'emploi – Volet Entreprises*

d'insertion impliquent le versement d'un salaire pour les heures travaillées, auquel ont déjà droit les « sans-chèque » qui participent à cette mesure. Le *Soutien au travail autonome*, implique une aide financière équivalente à un maximum de 40 heures par semaine payées au salaire minimum. Les « sans-chèque » n'ont actuellement pas droit à ce soutien financier, bien qu'ils aient droit au soutien technique qui peut accompagner cette mesure active.

En tenant compte de tout cela, on peut esquisser divers scénarios pour déterminer en partie les nouvelles dépenses entraînées par ces changements d'admissibilité. Le tableau 6 nous permet de comparer le coût annuel moyen d'un participant prestataire de l'assistance-emploi avec celui d'un participant sans soutien public du revenu. La différence importante à l'avantage des sans soutien public du revenu dans la mesure *Jeunes volontaires* s'explique principalement par l'octroi d'une allocation pouvant varier entre 165 \$ et 300 \$ par mois, selon le niveau de scolarité. Le prestataire de l'assistance-emploi qui participe à cette mesure voit sa prestation maintenue et a accès à une allocation d'aide à l'emploi normée de 30 \$ par semaine¹⁸. En bout de ligne, les jeunes sans soutien public du revenu touchent donc tout de même moins d'argent que les prestataires dans cette mesure. Dans le cas de la mesure de *Soutien au travail autonome*, la différence s'explique par le fait que les sans soutien public du revenu n'ont droit à aucune aide financière, seulement à un appui technique. Par ailleurs, les sans soutien public du revenu qui participent à la mesure d'insertion sociale (INSO) n'ont pas accès à une allocation d'aide à l'emploi. Notons que puisqu'il est question de coût annuel, les différences en termes de nombre de semaines passées dans une mesure peuvent aussi faire varier les coûts, augmentant sensiblement le coût des participants qui sont très éloignés du marché du travail et qui nécessitent des interventions sur une longue période.

¹⁸ Le *Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale* promettait une augmentation de toutes les allocations d'aide à l'emploi de 130 \$ à 150 \$ par mois. Ce rehaussement des allocations est aussi inclus dans le Projet de loi 57 qui n'est pas encore adopté. Si ce rehaussement devenait effectif, il aurait bien entendu des effets sur les calculs présentés ici.

Tableau 6 : Coût annuel moyen de la participation des « sans-chèque » à une mesure active comparé au coût annuel moyen pour un prestataire de l'assistance-emploi (2001-2002)

Mesure	Sans soutien public du revenu	Assistance-emploi	Différence
SAE / AAE	1 815 \$	1 848 \$	- 33 \$
PPE – Volet général	4 555 \$	4 456 \$	+ 99 \$
PPE – Jeunes volontaires	2 894 \$	2 674 \$	+ 220 \$
PPE – Stages en milieu de travail et autres expériences à l'étranger	1 912 \$	1 840 \$	+ 72 \$
PPE – Entreprises d'insertion	9 301 \$	9 301 \$	0 \$
MFOR – Volet individu	4 232 \$	4 198 \$	+ 34 \$
Soutien au travail autonome (STA)	4 384 \$	8 458 \$	- 4074 \$
INSO	1 323 \$	1 838 \$	- 515 \$

Source : Emploi-Québec, données pour 2001-2002

Le tableau 7 nous indique le nombre de participants de moins de 25 ans sans soutien public du revenu, par mesure. Il est important de souligner que 83 % des jeunes sans soutien public du revenu sont des participants à des mesures de *Services d'aide à l'emploi* (SAE) et d'*Activité d'aide à l'emploi* (AAE), pour lesquels aucune allocation d'aide à l'emploi n'est disponible, peu importe le statut.

Tableau 7 : Nombre de participants de moins de 25 ans sans soutien public du revenu, par mesure

Mesure	Nombre de participants sans soutien du revenu
SAE / AAE	9384
PPE – Volet général	295
PPE – Jeunes volontaires	303
PPE – Volet Stages ou autres expériences...	40
PPE – Volet entreprises d'insertion	748
MFOR – Volet individu	457
Soutien au travail autonome (STA)	15
Insertion sociale (INSO)	14
TOTAL	11 256

Source : Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, MESS, données du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004.

Le tableau 8 nous montre le coût hebdomadaire moyen par participant à une mesure active de la partie reliée exclusivement au soutien du revenu et indique le montant de l'allocation d'aide à l'emploi associée à cette mesure pour un prestataire à l'assistance-emploi.

Tableau 8 : Coût hebdomadaire moyen en soutien du revenu par mesure (tous statuts confondus) et allocations d'aide à l'emploi des prestataires de l'assistance-emploi (en gras les allocations auxquelles les « sans-chèque » ont droit)¹⁹

Mesure	Coût hebdomadaire moyen par participant en soutien du revenu (tous statuts confondus)	Allocation d'aide à l'emploi
SAE / AAE	3 \$	Aucune
PPE – Volet général	58 \$	30 \$ / semaine
PPE – Jeunes volontaires	58 \$	30 \$ / semaine 165 \$ / mois si DES ou DEP pas complété 300 \$ / mois si DES ou DEP complété ou sera complété en cours de participation
PPE – Stages en milieu de travail et autres expériences à l'étranger	58 \$	30 \$ / semaine
PPE – Entreprises d'insertion	0 \$	Aucune
MFOR – Volet individu	156 \$	30 \$ / semaine
Soutien au travail autonome (STA)	179 \$	Jusqu'à concurrence de l'équivalent du salaire minimum pour une semaine de 40 heures.
INSO	50 \$	30 \$ / semaine
TOTAL	562 \$	-

Source : Emploi-Québec, données de 2001-2002

On peut par la suite procéder à une estimation, dans le tableau 9, de ce que serait le nouveau coût moyen d'un participant sans soutien public du revenu qui aurait accès à une allocation d'aide à l'emploi. Sans prétendre à l'exactitude, ce calcul rapide nous permet d'avoir une bonne idée de

¹⁹ Tous les chiffres qui suivent sont ceux d'Emploi-Québec pour l'année 2001-2002.

l'ordre de grandeur dans lequel s'inscriraient les nouvelles dépenses d'Emploi-Québec. On parle ici d'une **nouvelle dépense annuelle de 1 489 800 dollars**, dont près de la moitié toucherait les jeunes sans soutien public du revenu participant aux mesure de formation (MFOR).

Tableau 9 : Nouvelles dépenses annuelles en fonction de l'accès aux allocations d'aide à l'emploi par les jeunes sans soutien public du revenu

Mesure	Nombre de participants	Nouvelle allocation annuelle	Nouvelle dépense annuelle
SAE / AAE	9384	0 \$	0 \$
PPE – Volet général	295	1560 \$	460 200 \$
PPE – Jeunes volontaires	303	0 \$	0 \$
PPE – Stages en milieu de travail et autres expériences à l'étranger	40	1560 \$	62 400 \$
PPE – Entreprises d'insertion	748	0 \$	0 \$
MFOR – Volet individu	457	1560 \$	712 920 \$
Soutien au travail autonome (STA)	15	15 496 ²⁰ \$	232 440 \$
INSO	14	1560 \$	21 840 \$

Pour les jeunes sans soutien public du revenu, l'accès à ces allocations d'aide à l'emploi aurait un impact très bénéfique tant sur le plan de leur stabilisation générale que sur le plan de l'incitatif à participer à des mesures actives. On parle ici principalement de jeunes vivant des situations de précarité très importantes et nécessitant une intervention intensive d'Emploi-Québec afin de s'outiller en vue d'une réinsertion socioprofessionnelle. Les 130 dollars par mois tirés des allocations d'aide à l'emploi seraient pour la plupart d'entre eux le seul revenu dont ils disposeraient pour vivre.

Recommandation 1 : Qu'Emploi-Québec accorde les allocations d'aide à l'emploi aux sans soutien public du revenu qui participent aux mesures actives.

²⁰ 7,45 \$ / heure x 40 heures = 298 \$ par semaine.

2.4. Supporter le retour aux études

Recommandation de l'avis 2004 :

Qu'Employ-Québec offre un soutien financier suffisant pour permettre un retour aux études à temps plein des décrocheurs de 16-18 ans et des jeunes « sans-chèque ».

Plusieurs jeunes rencontrés dans le cadre de l'étude précédente affirmaient souhaiter retourner aux études à temps plein (généralement pour terminer leurs études secondaires), mais en être empêchés par des considérations d'abord et avant tout financières. Nous croyons qu'il est de l'intérêt de tous que ces barrières soient levées quand un jeune manifeste un réel désir de retourner étudier.

Différentes avenues devraient être explorées, comprenant généralement des ententes entre différents partenaires. Il faudrait par exemple donner accès à des prestations d'*Aide financière aux études* (AFE) aux jeunes adultes qui entreprennent un retour aux études à temps plein au secteur général. En ce moment, le parcours général n'est couvert qu'à partir du cégep, alors qu'au niveau secondaire seul le secteur professionnel (DEP) peut rendre un jeune admissible à l'AFE. Seuls les jeunes ayant une déficience fonctionnelle (handicap) ont présentement accès aux services de l'AFE au niveau secondaire, tant au « régulier » qu'au secteur des adultes.

Une collaboration entre le MESS et le MEQ permettrait d'établir un financement conjoint de l'aide financière accordée aux jeunes concernés, qui seraient référés par Emploi-Québec.

Pour évaluer les besoins et la capacité des jeunes, une période d'essai de quelques semaines pourrait être instaurée, au cours de laquelle le jeune serait accueilli dans un programme d'étude qui est considéré comme répondant à ses besoins. Au terme de ce programme, suite à la décision d'entreprendre son retour aux études à temps plein, il serait admissible à une aide financière comparable à celle accordée aux étudiants du niveau secondaire professionnel ou du niveau collégial.

Par ailleurs, il faut éviter de transformer cette aide financière en incitatif au décrochage chez les jeunes. En effet, certains d'entre eux, éprouvant déjà des difficultés à l'école, pourraient être tentés d'abandonner pour revenir rapidement aux études en utilisant l'appui financier de l'AFE. Bien que certainement marginale, cette dérive doit être prévenue. Une période de non éligibilité d'un an après la fin des études nous semble raisonnable et est déjà une règle qui existe à Emploi-Québec dans le cadre de certaines mesures de formation.

Il faut toutefois savoir que certains jeunes quittent leurs études secondaires parce qu'ils ont des problèmes financiers importants, devant notamment contribuer au soutien de la famille ou supporter un père ou une mère aux prises avec de graves problèmes de santé physique ou mentale (y compris alcoolisme, toxicomanie, dépression, etc.).

Dans certains cas, le jeune doit aller travailler non pas pour son profit personnel mais pour supporter les autres membres de la famille. Il peut s'agir, par exemple, d'une famille monoparentale dans laquelle la mère ou le père a des problèmes d'alcoolisme ou de toxicomanie, ne travaille pas et dépense une bonne partie de son aide sociale dans l'achat d'alcool ou de drogue. Il va sans dire que le jeune qui doit travailler à temps plein dans un tel climat familial se dirige rapidement vers le décrochage.²¹

Une éventuelle collaboration entre le MESS et le MEQ sur l'AFE devrait convenir d'un programme spécifiquement destiné à ces jeunes, relativement peu nombreux, afin de prévenir leur décrochage.

Davantage que simplement activé ou rehaussé, le soutien financier au retour aux études doit être flexible et prendre en compte différentes formes et différents réseaux et lieux d'apprentissage. Le projet-pilote conjoint entre le MESSF et le MEQ *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble*²², qui vise les jeunes de 16-24 ans peut être fort instructif sur ce plan. Ce projet vise à mettre en œuvre certains aspects de la *Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de*

²¹ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 66.

²² Bourdon, Sylvain et Sylvie Roy. 2004a. *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble : fiches descriptives. Des services de formation et d'accompagnement adaptés visant les 16-24 ans faiblement scolarisés.* Québec, ministère de l'Éducation du Québec, 46 p.

*formation continue*²³ en appuyant des initiatives visant à créer des milieux d'apprentissage différents permettant aux jeunes décrocheurs de raccrocher. Issus de collaboration entre divers partenaires, ces programmes mettent souvent en lien des organismes communautaires, des commissions scolaires, des CJE, des Forums jeunesse, des CLE, etc.

L'un des aspects intéressants de cette formule consiste en sa flexibilité qui permet le développement de différentes approches visant différents types de jeunes. Le projet du *Bon Dieu dans la rue*, par exemple, s'adresse spécifiquement aux jeunes sans domicile fixe qui ont des compétences scolaires équivalant au moins à celles du niveau présecondaire. On vise ici la transmission de notions de français et de mathématiques de niveau présecondaire à secondaire et on offre aussi des services de formation à l'intégration sociale. Un tel projet est très intéressant pour ces jeunes qui peuvent faire leur apprentissage dans un cadre qui convient mieux à leur situation qu'une école régulière et avec l'encadrement compréhensif d'un personnel habitué à travailler avec ce type de jeunes. Cela permet de répondre à un autre souci, exprimé notamment dans le cadre andragogique qui accompagnait la recherche sur ce projet-pilote :

on peut douter que la seule formation soit garante d'une meilleure insertion sociale ou professionnelle. Un accompagnement soutenu et significatif est essentiel pour aider les jeunes à acquérir des dispositions physiques et psychologiques favorables à cette insertion. La recherche démontre l'importance des relations humaines significatives pour assurer la réussite des programmes éducatifs²⁴.

Le seul bémol se trouve du côté de l'appui financier. Si la nourriture et le matériel sont gratuits, les allocations directes sont dans la plupart des cas exclusivement réservées aux prestataires de l'assistance-emploi, ce qui exclu les « sans-chèque » et les mineurs. Une systématisation de tels types de projet devrait éviter cette forme de discrimination entre les jeunes basée sur les statuts.

²³ Québec, ministère de l'Éducation du Québec. 2002a. *Apprendre tout au long de la vie, Politique gouvernementale en matière d'éducation des adultes et de formation continue*. Québec : MEQ, 50 p.

²⁴ Bourdon, Sylvain et Sylvie ROY. 2004b. *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble : inspirer de nouveaux environnements éducatifs. Cadre andragogique pour les services de formation et d'accompagnement adaptés visant les décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés de 16-24 ans*. Québec : ministère de l'Éducation du Québec. p. 21.

D'autres projets existent aussi dans le même cadre, s'adressant à différentes populations de jeunes comme le projet *Raccroche-maman* qui vise les jeunes femmes enceintes ou ayant de jeunes enfants, Le *Centre 16-18 ans* à Greenfield Park, l'*École de la rue*, etc.

Un autre intéressant projet-pilote, celui de *Qualification des jeunes en centres jeunesse* (PQJ), vise à éviter que les jeunes en centres jeunesse, notamment les « sans-chèque », se retrouvent isolés et exclus à la fin de leur période de prise en charge, soit à l'accession à leur majorité. Ce projet-pilote mettait en collaboration le MSSS, le Fonds jeunesse, Emploi-Québec, les Centres jeunesse et le gouvernement fédéral dans les régions de Montréal, Abitibi-Témiscamingue, Laval et Outaouais. Le financement annuel total de ce projet s'élève à 609 061 dollars et provient d'une entente entre MSSS et le MESS. Toutefois, ce projet pourrait être arrêté avant son terme pour cause de restrictions budgétaires. C'est pourtant un projet qui a démontré un excellent taux de réussite auprès de jeunes qui sont très loin du marché du travail et qui ont un gros travail de réinsertion à faire. Selon les chiffres de l'*Association des centres jeunesse du Québec*²⁵, sur les 81 jeunes inscrits au départ, 51 étaient inscrits dans une démarche de travail ou d'étude. 43 jeunes étaient dans une démarche visant leur autonomie, comme le fait d'avoir leur propre appartement. Seuls 18 jeunes semblaient en situation d'échec. Le CAJ ne peut que déplorer l'abandon éventuel d'un tel projet puisqu'il vise directement à corriger une situation que nous avons déjà dénoncée et qui voit des jeunes être abandonnés à leur sort par un manque de continuité de services, notamment au sortir des centres jeunesse.

Recommandation 2 : Que le Ministère de la Solidarité sociale reconduise le financement du projet *Qualification des jeunes en centre jeunesse* et l'étende à l'ensemble du Québec.

²⁵ Lire Rioux Soucy, M-C. 2005. « La disparition d'un projet-pilote hypothèque l'avenir de centaines de jeunes » in *Le Devoir*, mercredi 30 mars 2005, p. A5.

3. Procédures d'accès

3.1. L'accueil et la demande

Recommandations de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec simplifie les procédures de demande et vise à les adapter aux problèmes vécus par les jeunes en situation d'exclusion et de marginalisation.

Qu'Emploi-Québec ajuste son niveau de langage dans ses communications avec les jeunes, afin de s'assurer que ceux-ci comprennent bien leur situation et connaissent leur recours.

Plusieurs des jeunes rencontrés par le CAJ dans le cadre de l'avis précédent avaient d'importantes lacunes sur le plan de la lecture, de l'écriture et du calcul, ce qui rendait très difficile leur compréhension des formulaires de demande et créait chez eux une grande insécurité et une tendance à renoncer à demander l'aide d'Emploi-Québec. Cela malgré l'appui pouvant être obtenu dans les CJE, dans les organismes communautaires en employabilité oeuvrant auprès des jeunes ou auprès des agents d'Emploi-Québec. De la même façon, les pièces justificatives sont pour certains d'entre eux difficiles d'accès et chaque procédure de demande pour obtenir un de ces papiers augmente d'autant la complexité de la démarche du jeune et mine sa détermination. Ces difficultés nécessitent une collaboration toujours plus étroite avec les organismes de travailleurs de rue et les organismes communautaires travaillant auprès des jeunes adultes, notamment les groupes d'alphabétisation.

Par ailleurs, le premier contact d'un jeune avec un agent d'aide à l'emploi et les informations transmises lors de cette rencontre sont deux éléments déterminants quant à la volonté du jeune de s'engager dans une mesure active. Emploi-Québec signale l'importance de cette première rencontre en termes d'évaluation de l'individu dans son *Guide des mesures et des services d'emploi*²⁶ : « cette entrevue constitue une étape essentielle et déterminante tant pour le client que

²⁶ Québec, Emploi-Québec, Direction des services d'emploi et des mesures aux individus. 2004b. « 3.0 Approche d'intervention » in *Guide des mesures et des services d'emploi*. Québec : Emploi-Québec, p. 8.

pour Emploi-Québec, maximisant les chances d'axer la démarche sur les besoins du client et sur les actions à réaliser » (Québec, Emploi-Québec, 2004, p. 8).

Or, une évaluation du MESS portant sur les interruptions en cours de mesure active signalait justement que plusieurs jeunes rencontrés déploraient certains aspects de cette transmission d'information :

plusieurs participants présents aux groupes de discussion réalisés dans le cadre de cette étude ont déploré le fait que l'agent d'aide à l'emploi qui les avaient informés de l'existence de mesures ne leur ait pas présenté tout la gamme des mesures actives disponibles. Ces derniers auraient apprécié connaître les différentes avenues possibles et avoir la possibilité d'en choisir une en lien avec leurs préférences²⁷

La majorité des jeunes rencontrés dans le cadre de cette évaluation se plaignaient également d'avoir été mal informés quant au contenu et au déroulement de la mesure²⁸.

Par ailleurs, ces jeunes sont difficiles à atteindre et ne répondent pas aux mêmes types d'approche que les jeunes en général. L'Internet par exemple, qui est un outil indispensable pour rendre l'information accessible de façon conviviale au plus grand nombre de jeunes possible, est hors de portée pour des jeunes qui ont des problèmes graves de lecture et d'écriture et qui n'ont pas de domicile fixe et pas de revenu. Ce qui fait qu'un grand nombre d'entre eux ignorent les services auxquels ils ont accès et les recours auxquels ils ont droit. Ce constat s'appuie notamment sur les résultats obtenus lors des groupes de discussion tenus dans le cadre de l'avis précédent. Ceux-ci révélaient une ignorance quasi totale des services et des règles de fonctionnement de la Sécurité du revenu et d'Emploi-Québec (y compris des programmes qui leur étaient directement destinés comme *Jeunes Volontaires* et *Solidarité jeunesse*). Par ailleurs, la très bonne connaissance qu'ils avaient des CJE et des groupes communautaires qui leur offre des services (notamment les organismes de travail de rue et d'alphabétisation populaire) démontre d'une part qu'il est possible

²⁷ Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique. Mars 2002. *L'évaluation de l'interruption avant terme de la participation dans le contexte des mesures actives d'emploi*. Québec : MESS, p. 12.

²⁸ Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique. Mars 2002. *Op. Cit.* p. 12

de rejoindre ces jeunes et d'autre part qu'il est essentiel de développer le plus de liens possible avec les organismes qui ont un lien plus direct avec eux.

Pour ces jeunes, le meilleur mode de transmission est de nature orale et doit se faire préférentiellement par l'entremise d'une personne de confiance. Les travailleurs de rue, les travailleurs des centres jeunesse, etc. peuvent représenter ce type de personne. Or, ils sont généralement beaucoup plus près de la structure du MSSS que de celle d'Emploi-Québec. La relation avec eux aurait donc avantage à être améliorée de façon à ce qu'ils apprennent à connaître les services et le fonctionnement d'Emploi-Québec et de la Sécurité du revenu et qu'ils développent des liens avec le personnel des centres locaux d'emploi de leur région ou de leur quartier, comme ils le font très souvent avec les CJE.

3.2. Évaluation de la santé physique et mentale

Recommandation de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec développe une mécanique de repérage et de référence qui permette d'offrir un accès direct aux différents services de soins de santé physique et mentale aux jeunes qui en ont besoin, peu importe leur admissibilité aux programmes de l'aide sociale ou d'Emploi-Québec.

Une partie des jeunes décrocheurs de 16-18 ans et des jeunes « sans-chèque » de moins de 25 ans sont en piètre état sur le plan de la santé physique ou mentale. Or, le CAJ a identifié une lacune sur le plan du repérage et des services de référence offerts aux jeunes qui éprouvent des problèmes de santé physique ou mentale. Nous écrivons d'ailleurs à ce sujet dans l'avis précédent :

il est étonnant de voir que, lorsque les jeunes (on pense ici surtout aux « sans-chèque ») sont refusés dans les services publics comme l'aide sociale ou le chômage, ils sont très rarement référés à des services de santé, par exemple au CLSC, pour que ceux-ci procèdent à une certaine évaluation de leur santé mentale et physique, même quand ces jeunes démontrent des signes évidents de mauvaise santé. Il est pourtant clair que des problèmes physiques et mentaux

toujours de plus en plus importants sont un obstacle majeur à tout effort d'intégration sociale et professionnelle²⁹.

La santé physique et mentale est pourtant un élément majeur de toute démarche de réinsertion socioprofessionnelle, comme le fait remarquer l'*Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec* (OPTSQ) : « comment peut-on s'insérer avec succès dans le marché du travail avec, au départ, des problèmes de santé physique ou mentale souvent aggravés par des conditions de vie inférieures au minimum requis en Amérique du Nord ? » (OPTSQ, 2004, p. 19).

Cette constatation semble confortée par l'évaluation du MESS qui fait remarquer que : « plusieurs individus ont éprouvé des problèmes de santé physique ou mentale lors de leur participation. Ce sont des motifs d'interruption souvent mentionnés par ces derniers, tout particulièrement des difficultés d'ordre émotionnel, telle la dépression » (MESS, 2002, p. 15).

Il semble que les difficultés sur ce plan relèvent davantage de l'organisation du travail et des processus de demande d'aide sociale qui impliquent généralement que le jeune est plus ou moins laissé à lui-même en cas de refus de la demande. La formation parfois défailante des agents et leur charge de travail souvent étouffante sont également des facteurs qui diminuent leur capacité de répondre à ce type de besoins, comme le révélait une étude antérieure du CAJ³⁰. Aussi, la rencontre initiale est beaucoup axée sur l'employabilité de la personne – c'est-à-dire la correspondance entre le profil de la personne, l'emploi recherché et le marché du travail – plutôt que sur la situation générale de la personne comme telle.

Dans le cadre de l'Alternative jeunesse, Emploi-Québec semble décider à développer fortement ses ententes ministérielles et l'Engagement jeunesse. Nous croyons que cela devrait notamment se traduire sur le terrain par une formation accrue des agents des CLE dans des domaines comme l'évaluation de la santé physique et mentale du jeune et de leur capacité de référer les jeunes rapidement aux services dont ils ont besoin sans tenir compte du fait que cela soit intégré ou non à une démarche claire de réinsertion socioprofessionnelle dans le cadre d'Emploi-Québec. La

²⁹ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 67.

³⁰ Voir Comité aviseur-jeunes. 2003. *L'obligation de Parcours chez les jeunes prestataires de la sécurité du revenu*. Montréal : CAJ, p. 83.

continuité de services doit s'appliquer à l'ensemble des jeunes, qu'ils participent ou non à une mesure d'Emploi-Québec.

Il va sans dire que ce type de démarche tient en premier lieu à la possibilité et à la volonté des différents intervenants de travailler de concert de façon efficace et ce dans l'ensemble des régions du Québec. Le projet *Communauté Ouverte et Solidaire pour un Monde Outillé, Scolarisé et en Santé* (COSMOSS) du Bas-Saint-Laurent donne un bon exemple de cette volonté de concertation, notamment parce qu'il met l'accent sur l'accès à des services de soutien préalable à l'insertion socioprofessionnelle, comme des services de santé justement. Cette intégration des différents types de service et les différentes passerelles qui permettent de faciliter le transit d'un jeune d'une mesure à une autre dans des délais minimaux est essentielle à la constitution d'une réelle continuité de services, elle-même garante d'une grande partie des chances de succès des jeunes. Plusieurs partenaires ont été mis à profit, à l'initiation des organismes locaux. Le SAJ, le MDER, le MEQ, le MESSF, Emploi-Québec, l'Agence de développement de réseaux locaux de services de santé et de services sociaux (Direction de la santé publique), Ressources humaines – Développement des compétences (Canada), la Commission jeunesse du Bas Saint-Laurent et le Conseil régional de concertation et de développement ont travaillé ensemble sur ce projet.

Recommandation 3 : Mieux former les agents d'aide à l'emploi en ce qui concerne l'évaluation de la santé physique et mentale chez les jeunes.

Recommandation 4 : Inclure dans la méthodologie de la rencontre initiale des éléments permettant une meilleure évaluation de la santé physique et mentale du demandeur.

Recommandation 5 : Développer une mécanique de référence plus efficace entre Emploi-Québec et les services de santé qui n'exclurait pas les demandeurs qui voient leur demande refusée.

4. Fonctionnement des mesures

Plusieurs des jeunes et des intervenants rencontrés ont mis de l'avant des problèmes sur le plan du fonctionnement des mesures d'Emploi-Québec. Ces problèmes concernaient notamment le manque de support financier en début de mesure, le manque de place disponible dans les mesures actives et les délais importants entre le moment où le jeune fait sa demande et le moment où il reçoit sa réponse. La durée des mesures était aussi perçue comme étant trop courte et trop rigide par rapport aux besoins spécifiques qui varient grandement d'un jeune à un autre.

4.1. Soutien financier en début de participation à une mesure active

Recommandation de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec offre aux jeunes un soutien financier accru et ponctuel en début de parcours, afin d'aider ceux-ci à régler leurs problèmes financiers immédiats et à se concentrer sur leur démarche d'insertion professionnelle.

Notre inspiration pour cette recommandation est le *Supplément de retour au travail* qui est largement accessible aux personnes admissibles à l'assistance-emploi, notamment les jeunes ayant participé à Solidarité jeunesse. Notons immédiatement que les jeunes « sans-chèque » sont exclus de cet appui financier lors d'un retour au travail, puisqu'ils ne sont admissibles ni à l'assistance-emploi ni à l'assurance-emploi. Ce Supplément octroie aux prestataires qui débutent un emploi à temps plein, soit trente heures minimum par semaine, une aide financière ponctuelle de 500 \$ afin de couvrir les dépenses que peuvent occasionner le retour au travail.

L'idée de base ici serait de considérer l'entrée dans une mesure active d'un jeune en situation de marginalisation et connaissant d'importantes difficultés financières comme l'équivalent d'un retour au travail. Nous avons démontré d'ailleurs dans l'avis précédent que ces jeunes ont des besoins financiers importants pour stabiliser leur situation en début de parcours, notamment sur le plan du logement. Les témoignages entendus alors nous permettaient de faire le constat suivant :

ces jeunes sont souvent en situation très instable, notamment au plan financier. Plusieurs d'entre eux ont accumulé des dettes, soit parce qu'ils ont emprunté de l'argent (à ce titre, les premières expériences de ces jeunes avec le crédit sont souvent dramatiques) ou parce qu'ils ont accumulé des retards dans le paiement du loyer ou de diverses factures. Les aider à stabiliser leurs finances est un passage incontournable vers la réussite des mesures d'employabilité et leur retour au travail³¹.

Accorder le droit à cette aide aux jeunes « sans-chèque » nécessiterait d'apporter des assouplissements à la règle actuellement en vigueur à Emploi-Québec voulant qu'un individu qui participe à une mesure active d'aide à l'emploi – sauf dans le cas des *Services d'aide à l'emploi* – n'y soit pas admissible. On pourrait accorder cette aide à certains jeunes, en fonction de leurs revenus et de leurs besoins. Comme les jeunes dont nous parlons ici n'ont généralement pas de revenu ni de soutien public du revenu, ils seraient largement admissibles. Cette restriction en fonction du revenu serait également utile pour éviter que cette admission ne s'étende à l'ensemble des « sans-chèque » qui n'en n'ont pas franchement besoin, notamment ceux dont nous parlions au début de ce document qui sont très scolarisés et dont la présence dans cette catégorie est généralement ponctuelle et de courte durée. Il va sans dire toutefois que le calcul de la contribution parentale ne devrait pas s'appliquer à ce Supplément, ni à aucune autre forme d'aide financière accordée par Emploi-Québec.

Dans le cas où la situation de ces jeunes serait régularisée et qu'ils se verraient accordé l'accès aux prestations d'assistance-emploi et aux allocations d'aide à l'emploi, cette modification deviendrait probablement moins importante.

Recommandation 6 : Qu'Emploi-Québec considère l'entrée d'un jeune de moins de 25 ans dans une mesure active comme équivalent à un retour au travail et lui accorde un appui financier ponctuel correspondant au Supplément de retour au travail.

Recommandations de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec révisé à la hausse les périodes accordées pour compléter les mesures de formation et de préemployabilité.

Qu'Emploi-Québec révisé les périodes accordées pour compléter les mesures d'employabilité afin qu'elles reflètent les besoins réels des jeunes.

Le temps accordé aux jeunes pour compléter leur mesure de formation, de préemployabilité ou d'employabilité et le suivi après la fin d'une mesure ont aussi été mentionnés :

les jeunes ont beaucoup de retard et ont parfois des difficultés très prononcées sur les plans de l'écriture, de la lecture et du calcul. Ces difficultés exigent du temps, surtout que les jeunes tentent de compléter leur formation en vivant d'autres problèmes, notamment de pauvreté, d'instabilité au plan du logement, etc. Obliger un jeune à compléter sa formation trop rapidement, le faire transiter d'une mesure à une autre avant qu'il ne soit vraiment prêt (par exemple, d'un organisme d'alphabétisation populaire à une entreprise d'insertion) peut mener toute la démarche de réinsertion à un échec qui est par la suite fort difficile à surmonter³².

La COCDMO dénonçait elle aussi la courte durée des mesures de formation d'Emploi-Québec : « le gouvernement privilégie les formations de courte durée et les mesures de réinsertion rapide sur le marché du travail au lieu de s'appuyer sur une véritable politique de relance de l'emploi et de lutte à l'exclusion sous toutes ses formes... Cela risque d'entretenir la précarité, la pauvreté et la dépendance à l'aide sociale des personnes exclues ou éloignées du marché du travail » (COCDMO, 2004, p. 12).

Le problème signalé ici recouvre deux réalités différentes. L'une concerne l'approche d'Emploi-Québec, l'autre le travail d'évaluation des agents des CLE. Ainsi, on considère généralement à Emploi-Québec qu'un parcours ne devrait pas s'étirer sur plus de trois ans, sauf exception. Il est évident que ce type d'approche peut poser des problèmes lorsque l'on observe les besoins des populations qui sont très éloignées du marché du travail et qui vivent d'importants problèmes personnels. Dans l'avis précédent, les intervenants s'attardaient surtout aux jeunes qui avaient des

³¹ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 80.

³² Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 75.

carences importantes sur les plans de la lecture et de l'écriture, qui se sentaient bousculés par les échéanciers imposés par les agents, qui se comptaient souvent en termes de mois. Ainsi, on accordait une période qui s'étirait généralement sur huit mois pour compléter une mesure d'alphabétisation dans un groupe communautaire ou dans un centre d'alphabétisation. Cette mesure s'inscrivait en amont d'un parcours plus long de réinsertion au marché du travail. Le souci de ne pas dépasser la période de trois ans pouvait se traduire par une pression sur le jeune, pression plutôt contre-productive.

Par ailleurs, plusieurs jeunes et plusieurs intervenants ont mentionné le cas d'agents qui jugeaient de la pertinence ou non de continuer une mesure en négligeant l'opinion du jeune ou des intervenants. Toujours avec le souci d'accélérer le processus de retour sur le marché du travail, certains jeunes se faisaient par exemple conseiller rapidement de quitter leur groupe d'alphabétisation populaire pour participer à des mesures plus structurantes en termes de préparation à l'emploi. Or, une démarche d'alphabétisation peut à elle seule s'étirer sur plusieurs années, si l'on souhaite vraiment que le jeune ait en bout de ligne la capacité d'utiliser le langage écrit et parlé comme le fait l'ensemble des citoyens.

Comme la durée des mesures, le suivi à la fin de la mesure pose problème dans le cas des jeunes qui se retrouvent sur le marché du travail mais qui demeurent fragiles à plus d'un titre. Un récent avis du CAJ³³ faisait le point sur cette question, nous ne reprendrons donc pas le tout du début. Toutefois, il est nécessaire de rappeler ici les principaux éléments qui causent des déficiences sur ce plan.

Le suivi après une mesure, notamment les mesures qui impliquent des organismes communautaires, pourrait assez facilement être assumée par ces dernières. Les entreprises d'insertion, pour ne nommer qu'elles, tentent déjà de maintenir un certain contact avec les jeunes une fois qu'ils ont quitté leur organisme. Toutefois, il n'y a pas d'entente financière qui couvre spécifiquement cet aspect. Les jeunes qui ont quitté ne sont plus comptabilisés dans les jeunes desservis par l'organisme. Cela revient à dire que les tâches de suivi sont une surcharge que le personnel en place tente tant bien que mal d'accomplir. Plusieurs intervenants ont indiqué qu'ils

y parvenaient très mal, ayant souvent des délais allant jusqu'à six mois entre le départ du jeune du lieu de la mesure et le premier rappel, alors que les délais souhaités sont d'environ deux semaines.

L'autre difficulté tient à l'absence de relation clairement établie sur ce plan entre les organismes et les nouveaux employeurs des jeunes. Les liens entre ces deux groupes sont généralement informels et découlent d'initiatives personnelles davantage que d'ententes structurelles. Il n'y a donc là aucune garantie que l'employeur se montrera ouvert à entretenir des liens avec les intervenants qui ont œuvré auprès du jeune, surtout si l'intervention survient suite à des difficultés d'adaptation du jeune qui ont irrité l'employeur.

4.2. Bassin d'accueil et délais

Le nombre de place disponible dans les mesures actives varie tout au long de l'année selon le financement d'Emploi-Québec et selon les points de service. La COCDMO souligne à ce sujet que le Projet de loi no 57 « ne garantit pas la disponibilité de mesures d'insertion et de formation malgré l'abolition de l'obligation de parcours et que les budgets de l'aide à l'emploi ont diminué d'année en année au lieu de se bonifier » (COCDMO, 2004, p. 5). Cette situation pose un problème sérieux sur le plan de la réinsertion des jeunes les plus exclus, notamment en regard de l'impulsivité qui les caractérise souvent. Un jeune très exclu qui amorce une démarche pour améliorer sa situation ou changer la vie qu'il mène le fait souvent de façon très soudaine et peut décrocher rapidement si son élan se voit freiné par des tracasseries administratives ou des délais indus causés par le manque de place. Il comprendra surtout très mal qu'on lui refuse l'accès à une mesure active avec peu ou pas d'explication. Le bassin d'accueil est donc un point crucial du succès global des programmes de réinsertion d'Emploi-Québec qui visent les jeunes. Les lacunes sur ce plan ont aussi été dénoncées dans le passé par le CAJ, notamment dans son avis sur l'obligation de Parcours³⁴.

³³ Comité aviseur-jeunes. 2005. *Le maintien en emploi des jeunes*. Montréal : CAJ, p. 58 et suivantes.

³⁴ Comité aviseur-jeunes. 2003. *L'obligation de Parcours chez les jeunes prestataires de la sécurité du revenu*. Montréal : CAJ, 106 p.

Comme le souligne la CDPDJ, la responsabilité d'assurer des places dans les mesures à toute personne dans le besoin qui manifeste la volonté d'entreprendre une démarche de réinsertion devrait pourtant constituer la contrepartie automatique de la volonté de se mettre en action que le gouvernement ne cesse d'exiger des gens aptes au travail qui se retrouvent sur l'aide sociale ou en situation d'exclusion. « La Commission est d'avis que l'offre de mesures ou de programmes ne peut constituer une simple option pour le ministre, mais qu'à l'instar des personnes en situation de besoin, qui doivent s'engager à effectuer les démarches requises pour transformer leur situation, le ministre doit s'engager à mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour s'attaquer au problème de pauvreté que rencontre la population cible » (CDPDJ, 2004, p. 12).

Le problème que pose ce manque de place est encore amplifié par les délais souvent beaucoup trop longs qui retardent la progression des jeunes et qui sont souvent responsables d'abandons ou d'échecs. On ne le répétera jamais assez, les jeunes qui sont en situation d'exclusion sont généralement instables, vivent des situations personnelles difficiles et ont besoin d'un encadrement immédiat, stable et fiable. Les organismes qui oeuvrent dans le domaine de l'employabilité des jeunes estiment : « que 40 % des participants décrochent parce que leur acceptation de participation est trop longue à venir » (RQuODE et al., 2004, p. 10).

5. Développement de l'autonomie

Recommandation de l'avis 2004 :

Que la Sécurité du revenu favorise le développement de l'autonomie chez la personne et veille à ne jamais placer une personne dans une relation de dépendance envers sa famille, son conjoint ou autre.

L'un des buts d'Emploi-Québec est de développer, par le biais de diverses mesures de formation, de préemployabilité ou d'employabilité la capacité chez les jeunes de se prendre en main et d'intégrer le monde du travail de plein pied. Pourtant, certains irritants dans la réglementation ont pour effet direct ou indirect de placer les jeunes sous la dépendance d'une tierce personne, que ce soit un conjoint, un parent, etc. On peut penser par exemple à la contribution parentale, que l'on a évoqué plus haut et qui peut avoir pour effet de placer les jeunes sous la dépendance de parents avec lesquels ils ont des relations fort difficiles, ce qui devient un obstacle à leur mise en action.

On doit également mentionner que plusieurs jeunes femmes se retrouvent dans cette situation, parce qu'Emploi-Québec prend le revenu de leur conjoint en compte dans la décision d'octroyer ou non des prestations ou des allocations aux femmes. Dans de nombreux cas, le conjoint en question gagne juste assez d'argent pour rendre la femme inéligible, mais pas assez pour vraiment la supporter dans une démarche de réinsertion, surtout si le couple a des enfants à charge. Nonobstant les revenus du conjoint, il est douteux de placer des gens dans la dépendance d'autres personnes avec lesquelles ils ont des relations familiales ou affectives qui peuvent, parfois, poser problème en soi³⁵.

Cette situation prend sa source notamment dans le fait que les règles d'admissibilité à la Sécurité du revenu diffèrent de celles d'Emploi-Québec. Alors que ce dernier étudie les demandes sur la base de l'individu, les demandes de la Sécurité du revenu sont étudiées sur la base du ménage, en particulier sur la base d'un calcul des revenus et des avoirs du ménage. Cela confronte deux visions de l'aide sociale, l'une basée sur l'idée d'un soutien du revenu de type « revenu de

³⁵ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 91.

citoyenneté » qui répond au besoin de chaque citoyen sur une base individuelle et une autre basée sur la prise en compte d'une soi-disant solidarité organique selon laquelle une personne en difficulté doit d'abord et avant tout être soutenue par ses proches ou sa communauté.

Cette dernière approche présente deux difficultés principales qui touchent les jeunes. D'une part, elle implique que les proches qui doivent subvenir aux besoins d'une personne en ont à la fois les moyens et la volonté, ce qui est loin d'être toujours le cas en ce qui concerne les jeunes dont il est question ici. Cela devient difficile en particulier dans le cas de ménages comptant un conjoint qui touche un revenu tout juste au-dessus de la limite permettant à sa conjointe d'être admissible à l'aide sociale. D'autre part, elles ont pour effet de placer des adultes dans une situation de dépendance par rapport à d'autres adultes. Touchant surtout les jeunes femmes, cette situation peut être particulièrement dommageable lorsque la personne vit une situation difficile avec son conjoint, notamment des situations de violence ou d'abus.

Cette question est d'autant plus préoccupante que bien qu'elle soit apparue à quelques reprises dans les témoignages des jeunes et des intervenants durant les groupes de discussion tenus dans le cadre de l'avis précédent, il n'est pas vraiment possible d'évaluer le nombre de jeunes touchés par cette règle ni l'étendue de son impact. Ni la Sécurité du revenu ni Emploi-Québec ne tient de statistiques claires à ce sujet. Le Comité aviseurs-jeune recommande donc vivement que la Sécurité du revenu tienne un registre rendant compte du nombre de demandes refusées à cause du revenu du conjoint ou de la conjointe et que ce registre soit disponible au public. Cela permettrait d'évaluer le nombre de jeunes touchés et d'évaluer les coûts relatifs à une modification éventuelle de ces règles administratives.

Recommandation 7 : Que la Sécurité du revenu tienne un registre rendant compte du nombre de demandes refusées à cause du revenu du conjoint ou de la conjointe et que ce registre soit disponible au public.

6. Approche volontaire

Face à un modèle coercitif trop souvent mis de l'avant par les gouvernements québécois qui se sont succédés ces dernières années, le CAJ a toujours défendu fermement l'approche volontaire, basée sur l'octroi de primes de participation ou d'allocations d'aide et visant la mise en action des jeunes et un appui positif dans leur recherche d'autonomie. Solidarité jeunesse a représenté un bon pas en avant dans cette direction. Dans l'avis précédent, le CAJ proposait : *qu'Emploi-Québec développe des programmes offrant une prime à la participation aux jeunes prestataires de l'assistance-emploi, notamment en s'inspirant de programmes offerts dans le milieu communautaire*³⁶.

Le gouvernement du Québec prétend que cette approche est celle qui est retenue dans le cadre d'Alternative jeunesse dont les grandes lignes ont été dévoilées dans le *Plan d'action gouvernemental de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale*. Cette volonté a été soulignée par plusieurs intervenants, notamment la COCDMO : « mentionnons qu'un point positif de cette réforme proposée de l'aide sociale est la protection explicite de la prestation sociale de toute pénalité pour refus de mesures bref, la décision du gouvernement de procéder à l'abolition de l'obligation de parcours » (COCDMO, 2004, p. 5).

Toutefois, de nombreuses questions sont soulevées par le libellé, encore plutôt vague, de ce nouveau statut offert aux jeunes, notamment en ce qui concerne la flexibilité dans le processus du choix de ce statut et de l'élaboration du plan d'action du jeune. Le RCJEQ apporte un éclairage intéressant sur ce qui constituerait un réel volontariat : « le volontariat se définit à deux niveaux : d'abord, il implique le choix libre et volontaire d'une personne de participer à une démarche d'intégration; ensuite, cette participation doit être assortie du libre choix de l'individu de déterminer son plan d'action, élaboré en fonction de ses propres besoins » (RCJEQ, 2004, p. 9).

Ainsi, et le CAJ l'a mentionné à d'autres reprises, si Alternative jeunesse est offert aux jeunes et qu'il est réellement volontaire, il devra forcément y avoir d'autres possibilités disponibles aux

³⁶ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 88.

jeunes qui, le cas échéant, pourront s'en prévaloir selon leurs besoins spécifiques et en fonction de leur cheminement. L'Australie par exemple, a un parcours différencié pour les jeunes, le *Youth Allowance*, mais en cas de refus du jeune ou de non respect de son plan d'action, le dossier de celui-ci se voit transférer au programme régulier d'aide sociale.

Cette liberté de choix est d'autant plus importante que, selon leur situation et leurs antécédents, les jeunes peuvent fort bien, pour un certain temps, se camper dans une position défensive par rapport à Emploi-Québec et résister à ce qui peut être perçu comme une volonté de contrôle ou de coercition. C'est notamment l'avis de la CDPDJ : « Le défi [de l'insertion] à relever est considérable, puisqu'il s'agit souvent de reconstruire une personne profondément blessée, une personne sans ressort parce que démunie depuis trop longtemps, une personne qui pourra résister, au premier abord, aux interventions faites auprès d'elle » (CDPDJ, 2004, p. 20).

7. Régions

7.1. Disparités régionales

Recommandation de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec s'assure de la cohérence des services offerts au sein d'une même région.

Emploi-Québec a pour politique de permettre aux centres locaux d'emploi d'offrir les mesures actives qui conviennent le mieux au profil de la région, ceci afin d'éviter qu'une gestion trop centralisatrice rende le service d'Emploi-Québec inadéquat dans certaines parties du Québec. Toutefois, cette flexibilité peut parfois occasionner des situations incongrues, comme notre précédent avis le démontrait. Plusieurs jeunes y déploraient des disparités dans l'accès aux mesures offertes par différents points de service à l'intérieur d'une même région. Les intervenants, pourtant généralement favorables à une flexibilité sur ce plan et farouchement attachés à la décentralisation, y ont aussi signalé avec force une certaine incohérence de l'offre :

même dans les régions des commentaires peu positifs ont été relevés concernant des incohérences qui relèvent d'une trop grande volonté de décentralisation. Discutant des CLE, plusieurs intervenants de Trois-Rivières et de Rouyn-Noranda ont mentionné trouver aberrantes les différences qui existent entre les programmes des différents CLE qui font que des jeunes, par exemple, de Trois-Rivières n'ont pas accès à des programmes auxquels ont pourtant accès des jeunes du Cap-de-la-Madeleine³⁷.

Nous croyons donc que, placés devant des besoins qu'ils ne peuvent combler faute d'offre de programme, les CLE devraient développer une mécanique qui permettrait de vérifier rapidement si la mesure qui convient est offerte ailleurs dans la région ou dans une région voisine accessible au jeune et lui permettre d'y avoir accès, plutôt que de simplement le refuser ou de le diriger vers une mesure qui lui convient moins bien. Il faudrait par exemple s'assurer que les agents aient accès rapidement à une forme d'Intranet régional qui tiendrait le compte des mesures offertes

³⁷ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 94.

dans les CLE environnant et les places disponibles afin de pouvoir référer rapidement et efficacement des jeunes qui se buteraient à un manque de place ou à l'inexistence d'une mesure dans le CLE de leur région immédiate.

Recommandation 8 : Qu'Emploi-Québec élabore des systèmes d'information régionaux assurant une cohérence dans l'offre de service au sein d'une région, auxquels les agents d'aide à l'emploi pourraient avoir recours.

7.2. Points de service

Recommandations de l'avis 2004 :

Qu'Emploi-Québec développe des antennes locales à ses points de service de manière à rejoindre les jeunes vivant dans des communautés plus éloignées.

Qu'Emploi-Québec développe une allocation venant en aide aux jeunes vivant dans une communauté éloignée ayant des problèmes de transport dans la mise en œuvre de leurs démarches d'intégration.

Plusieurs jeunes ont également souligné la difficulté qu'ils éprouvaient parfois à se déplacer pour entrer en contact avec Emploi-Québec ou pour se rendre sur les lieux de leur mesure :

La grandeur du territoire et le dispersement des agglomérations urbaines représentent aussi des obstacles majeurs pour des jeunes qui souvent n'ont pas de véhicule. Cela pose un problème non seulement sur le plan du travail mais aussi sur le plan des services, qui sont concentrés dans certaines agglomérations urbaines. Les transports en commun sont souvent relativement peu fréquents et se rendre à trente minutes de route du lieu de résidence chaque jour pour aller travailler peut devenir une tâche impossible³⁸.

Deux stratégies complémentaires peuvent être élaborées pour améliorer la situation à cet égard. D'une part, on peut rapprocher Emploi-Québec des jeunes en assurant un service dans un nombre plus élevé de points de service. D'autre part, on peut aider financièrement les jeunes à se déplacer

vers Emploi-Québec ou vers les lieux des mesures. Cela éviterait l'isolement des jeunes qui résulte trop souvent de leur éloignement des centres urbains et qui les pousse soit à quitter leur région ou encore à se priver du support d'Emploi-Québec. Les règles qui existent présentement permettent de payer pour l'essence d'un jeune qui se déplacerait en voiture ou pour le transport en commun qu'il utilise. Or, les jeunes dont il est question ici n'ont généralement pas de voiture et leur région est souvent mal desservie par le transport en commun.

Il serait également important de s'assurer d'avoir des antennes dans des lieux connus des jeunes et étant situés relativement près de leur domicile. Un agent d'aide à l'emploi pourrait par exemple effectuer quelques heures par mois dans une école ou un centre communautaire relativement éloigné du CLE, de façon à pouvoir recevoir les jeunes qui habitent cette localité et qui peuvent difficilement se déplacer.

³⁸ Comité aviseur-jeunes. 2004a. *Op. Cit.* p. 96.

Conclusion

La plupart des mesures présentées dans ce document concernent l'élimination de restrictions discriminatoires basées sur l'âge, notamment la contribution parentale, ou le statut, notamment celui de sans soutien public du revenu.

Bien que les propositions ne concernent pas des montants prohibitifs, le contexte financier actuel d'Emploi-Québec représente la principale contrainte à laquelle nous devons faire face. Cette contrainte relève de deux ordres. D'une part, les coupures imposées par le gouvernement provincial au cours des deux dernières années ont considérablement réduit la marge de manœuvre d'Emploi-Québec. D'autre part, les ententes de financement entre le provincial et le fédéral en matière d'aide à l'emploi compliquent le financement de l'inclusion des jeunes décrocheurs de 16-18 ans et surtout des jeunes « sans-chèque » dans les mesures actives d'Emploi-Québec et dans l'assistance-emploi. À ce titre, le relèvement du budget d'Emploi-Québec nous semble représenter une priorité du gouvernement provincial s'il souhaite que ce dernier puisse accomplir sa mission de façon efficace.

Par ailleurs, la renégociation et un réajustement à la hausse du financement des *Ententes de développement du marché du travail* provenant du Compte d'assurance-emploi et des autres fonds fédéraux consacrés aux mesures actives devraient venir bonifier les fonds d'Emploi-Québec et permettre une plus grande flexibilité sur le plan de la structure et de l'admissibilité aux mesures d'aide à l'emploi. Le rapatriement des sommes liées à la *Stratégie emploi jeunesse* permettrait notamment d'éradiquer des inégalités entre les citoyens basées sur l'ordre de gouvernement duquel ils relèvent, selon qu'ils soient sous la responsabilité de l'assurance-emploi ou de l'assistance-emploi et d'éliminer certains dédoublements. Les sommes ainsi rapatriées permettraient d'améliorer l'accès des jeunes et des « sans-chèques » aux mesures et aux allocations d'aide à l'emploi et de créer de nouvelles mesures adaptées aux besoins spécifiques de certains groupes de jeunes.

Les recommandations concernant l'accueil réservé aux jeunes, l'évaluation de la santé physique et mentale, les procédures de demande et la transmission de l'information impliquent toutes une

réelle continuité de services et surtout des relations plus étroites sur ce plan entre Emploi-Québec et les différents groupes communautaires impliqués directement auprès des jeunes. L'avantage énorme que représente le lien de confiance qui se développe entre les jeunes et certains intervenants doit être mis à profit pour leur faciliter l'accès aux différentes ressources d'Emploi-Québec et de la Sécurité du revenu et de favoriser leur réussite.

Nous croyons que les recommandations présentées plus haut favoriseraient une réinsertion socioprofessionnelle à long terme des jeunes exclus. Ces recommandations impliquent toutes de considérer chaque jeune comme un citoyen à part entière ayant les mêmes droits que les autres adultes en éliminant les discriminations et en évitant les situations de dépendance. C'est le socle sur lequel pourra venir s'appuyer un réel accompagnement systématique des jeunes en voie d'exclusion sociale.

Annexe 1 : Liste des recommandations

<i>Recommandation 1 : Qu'Emploi-Québec accorde les allocations d'aide à l'emploi aux sans soutien public du revenu qui participent aux mesures actives.</i>	25
<i>Recommandation 2 : Que le Ministère de la Solidarité sociale reconduise le financement du projet Qualification des jeunes en centre jeunesse et l'étende à l'ensemble du Québec.</i>	29
<i>Recommandation 3 : Mieux former les agents d'aide à l'emploi en ce qui concerne l'évaluation de la santé physique et mentale chez les jeunes.</i>	34
<i>Recommandation 4 : Inclure dans la méthodologie de la rencontre initiale des éléments permettant une meilleure évaluation de la santé physique et mentale du demandeur.</i>	34
<i>Recommandation 5 : Développer une mécanique de référence plus efficace entre Emploi-Québec et les services de santé qui n'exclurait pas les demandeurs qui voient leur demande refusée.</i>	34
<i>Recommandation 6 : Qu'Emploi-Québec considère l'entrée d'un jeune de moins de 25 ans dans une mesure active comme équivalent à un retour au travail et lui accorde un appui financier ponctuel correspondant au Supplément de retour au travail.</i>	36
<i>Recommandation 7 : Que la Sécurité du revenu tienne un registre rendant compte du nombre de demandes refusées à cause du revenu du conjoint ou de la conjointe et que ce registre soit disponible au public.</i>	42
<i>Recommandation 8 : Qu'Emploi-Québec élabore des systèmes d'information régionaux assurant une cohérence dans l'offre de service au sein d'une région, auxquels les agents d'aide à l'emploi pourraient avoir recours.</i>	46

Annexe 2 : Liste des acronymes

ACREQ : Association des Clubs de recherche d'emploi du Québec

CDPDJ : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

CAJ : Comité aviseur-jeunes

CEIQ : Collectif des entreprises d'insertion du Québec

COCDMO : Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre

DGARES : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

FCPQ : Fédération des comités de parents du Québec

FCSQ : Fédération des commissions scolaires du Québec

FSE-CSQ : Fédération des Syndicats de l'Enseignement - Centrale des Syndicats du Québec

MESS : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Québec)

OPTSQ : Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec

RCJEQ : Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec

RQuODE : Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité

RSSMO : Réseau des Services spécialisés de main-d'œuvre

Bibliographie

Bourdon, Sylvain et Sylvie Roy. 2004a. *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble : fiches descriptives. Des services de formation et d'accompagnement adaptés visant les 16-24 ans faiblement scolarisés*. Québec, ministère de l'Éducation du Québec, 2004, 46 p.

Bourdon, Sylvain et Sylvie Roy. 2004b. *Le plaisir d'apprendre, j'embarque quand ça me ressemble : inspirer de nouveaux environnements éducatifs. Cadre andragogique pour les services de formation et d'accompagnement adaptés visant les décrocheuses et décrocheurs scolaires ou faiblement scolarisés de 16-24 ans*. Québec : ministère de l'Éducation du Québec, 2004, 40 p.

Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (CDCMO). 2004. *Mémoire de la Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre sur le projet de loi 57 : Loi sur l'aide aux personnes et aux familles en remplacement de la Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale*. Montréal :CDCMO, 14 p.

Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec. 2005. *Le maintien en emploi des jeunes*. Montréal : CAJ, 71 p.

Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec. 2004a. *Vers une stratégie d'accompagnement systématique des jeunes décrocheurs de 16-18 ans et des « sans-chèque » de moins de 24 ans*. Montréal : CAJ, 125 p.

Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec. 2004b. *Avis sur le Projet de loi 57 et le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Mémoire présenté dans le cadre des auditions de la Commission des affaires sociales du gouvernement du Québec sur le Projet de loi no 57. Montréal : CAJ, 32 p.

Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec. 2003. *L'obligation de Parcours chez les jeunes prestataires de la sécurité du revenu*. Montréal : CAJ, 106 p.

Comité aviseur-jeunes d'Emploi-Québec. 2002. *Vers le rapatriement de la Stratégie emploi jeunesse – avis*. Montréal : CAJ, 40 p.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. 2004. *Mémoire à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale*. Projet de loi no 57, Loi sur l'aide aux personnes et aux familles. Montréal : CDPDJ, 22 p.

Fortin, Bernard et Gino Santarossa. 2000. *L'impact de la contribution parentale sur les taux d'assistance sociale : une approche d'expérience naturelle*. 30 p.

Ordre professionnel des travailleurs sociaux du Québec (OPTSQ). 2004. *Mémoire sur le Projet de loi no 57, Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. Montréal : OPTSQ, 26 p.

Québec, Conseil du Trésor. 2004. *Budget de dépenses 2004-2005, Volume II : Crédits des ministères et organismes pour l'année financière se terminant le 31 mars 2005*. Québec : Conseil du Trésor, 194 p.

Québec, Conseil du Trésor. 2003. *Budget de dépenses 2003-2004, Volume II : Crédits des ministères et organismes pour l'année financière se terminant le 31 mars 2004*. Québec : Conseil du Trésor, 202 p.

Québec, Emploi-Québec, DPMO. Mars 2004. *Portrait des personnes âgées de moins de 25 ans*. Québec : DPMO, p. 24-25 et 27-29.

Québec, Emploi-Québec, Direction des services d'emploi et des mesures aux individus. 2004b. « 3.0 Approche d'intervention » in *Guide des mesures et des services d'emploi*. Québec : Emploi-Québec, 39 p.

Québec, ministère de l'Éducation du Québec. 2002a. *Apprendre tout au long de la vie, Politique gouvernementale en matière d'éducation des adultes et de formation continue*. Québec : MEQ, 50 p.

Québec, ministère de l'Éducation du Québec. 2002b. *Apprendre tout au long de la vie, Plan d'action gouvernemental en matière d'éducation des adultes et de formation continue*. Québec :MEQ, 47 p.

Québec : ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Direction générale adjointe des politiques d'emploi (avec la collaboration d'Emploi-Québec). 2005. *L'emploi : passeport pour l'avenir, Orientations stratégiques du plan gouvernemental pour l'emploi*. Québec : MESSF, 91 p.

Québec, ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille. 2004. *Plan d'action gouvernemental de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale*. Québec : MESSF, 79 p.

Québec, Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique. Mars 2002. *L'évaluation de l'interruption avant terme de la participation dans le contexte des mesures actives d'emploi*. Québec : MESS, 90 p.

Regroupement québécois des organismes pour le développement de l'employabilité (RQuODE), le Réseau des Services spécialisés de main-d'œuvre (RSSMO), le Collectif des entreprises d'insertion du Québec (CEIQ) et l'Association des Clubs de recherche d'emploi du Québec (ACREQ). 2004. *Mémoire présenté à la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale dans le cadre de l'étude du Projet de loi no 57 Loi sur l'aide aux personnes et aux familles*. Montréal : RQuODE, RSSMO, CEIQ, ACREQ, 27 p.

Réseau des Carrefour jeunesse-emploi du Québec. 2004. *Projet de loi no 57 sur l'aide aux personnes et aux familles*. Mémoire du Réseau des Carrefour jeunesse-emploi du Québec, présenté à la Commission des affaires sociales. Montréal : Réseau des CJE, p. 18-19.

Rioux Soucy, M-C. 2005. « La disparition d'un projet-pilote hypothèque l'avenir de centaines de jeunes » in *Le Devoir*, mercredi 30 mars 2005, p. A5.

Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ). 2004. *Les fonctionnaires et les groupes sociaux sont d'accord : La « réingénierie » au MESSF se fait sur le dos des citoyennes et des citoyens*. Communiqué de presse du SFPQ, 16 mai 2004.

Montréal, le 22 février 2006

M. Gilles Ouellette,
Directeur intérimaire
Direction de l'intervention sectorielle
Commission des partenaires du marché du travail
425, rue Saint-Amable, 2^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Z1

Objet : Avis concernant l'utilisation de subventions salariales d'insertion à l'emploi dans l'atteinte des objectifs visés par les travaux actuels liés à la conversion des mesures passives auprès de la clientèle prestataire de la sécurité du revenu et non admissible à l'assurance emploi.

Monsieur Ouellette,

Fondé en 1997, le Comité aviseur pour la clientèle judiciairisée adulte vise à favoriser la formation, l'insertion et le maintien en emploi de la clientèle que nous représentons. Le présent avis se situe à l'intérieur de ce mandat et porte particulièrement sur la proposition d'un projet axé sur l'objectif énoncé dans l'objet de cet avis.

En effet, en octobre dernier, notre Comité aviseur a déposé un projet intitulé *Direction Intégration Emploi* à Emploi-Québec, direction de l'intervention sectorielle, proposant une utilisation novatrice des subventions salariales d'insertion à l'emploi pour les personnes judiciairisées adultes bénéficiaires de la sécurité du revenu. La particularité de ce projet est que nos membres-organismes soient davantage impliqués dans la gestion des subventions, notamment au niveau du recrutement des participants et des employeurs, de la négociation des ententes de subvention ainsi que dans l'accompagnement et le suivi nécessaires au bon déroulement de ce projet.

Le Comité aviseur a déjà fait la démonstration qu'une approche adaptée à la clientèle judiciairisée favorise le succès des interventions. Cette approche a d'ailleurs été bien décrite dans une étude intitulée; *Portrait des pratiques d'intervention spécialisées en employabilité pour les personnes judiciairisées adultes*, produite au printemps 2002. Il y est clairement démontré que les interventions dédiées aux personnes judiciairisées adultes doivent tenir compte de leur environnement particulier, leur délit ainsi que leurs conditions de libération. Cette approche globale développée par nos membres-organismes sur plus de 25 ans de pratique, apporte des résultats probants qui en confirment l'efficacité.

Depuis l'an 2000, la reconnaissance de l'expertise des organismes spécialisés par les autorités du Service Correctionnel du Canada a amené la mise sur pied du projet *Stages d'insertion*

progressive à l'emploi. Ce projet consiste en une subvention décroissante offerte dans les premiers mois d'emploi aux employeurs qui acceptent d'embaucher des personnes judiciarisées sous juridiction fédérale. La particularité unique de ce projet est que la gestion des stages, incluant la négociation d'ententes avec les entreprises, implique la participation des organismes d'employabilité spécialisés. Nous avons remarqué que le fait de limiter les intermédiaires dans la négociation des stages représente un atout important pour le bon déroulement de ceux-ci. En effet, confier aux organismes spécialisés la sélection des candidats, la sélection des entreprises, la négociation des ententes et le suivi du stage a facilité les démarches et ainsi contribué au succès des stages. L'organisme spécialisé peut alors intervenir directement et rapidement dans toutes les étapes du projet. Cette latitude est essentielle à l'intervention auprès d'une clientèle aussi démunie que les personnes judiciarisées ciblées et favorise grandement la réussite des plans d'action entrepris avec ceux-ci.

Le projet *Direction Intégration emploi* implique les membres-organismes du Comité aviseur, tous étant des services d'employabilité spécialisés pour la clientèle judiciarisée adulte, ainsi que les autres organismes d'employabilité associés aux services offerts dans les établissements de détention du Québec. Ce projet, fortement inspiré par notre expérience positive du projet *Stage d'insertion progressive à l'emploi*, propose une approche de l'utilisation des subventions salariales d'insertion à l'emploi adaptée aux particularités de la clientèle judiciarisée. Nous sommes conscients des obligations d'Emploi-Québec concernant la gestion financière des subventions salariales d'insertion en emploi et des règlements régissant celles-ci. À cet effet, sachez que nous demeurons confiants de pouvoir atteindre les résultats anticipés par notre projet et ce, selon des paramètres préalablement établis avec Emploi-Québec. De plus, la dimension de qualification professionnelle des participants à notre projet nécessitera inévitablement la collaboration d'Emploi-Québec au niveau de son programme d'apprentissage.

Le présent projet cible prioritairement les personnes judiciarisées adultes prestataires de la sécurité du revenu qui présentent des limitations face à leur réinsertion sur le marché du travail, en toute conformité avec les objectifs prévus dans le cadre des travaux actuels du groupe de travail lié à la loi 150. Nous espérons pouvoir compter sur votre appui et votre collaboration pour favoriser la mise en œuvre de ce projet et soyez assuré que nous nous tenons disponibles pour toute discussion complémentaire sur ce sujet.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à la présente demande, veuillez agréer, Monsieur Ouellette, l'expression de nos salutations les plus distinguées.

Michel Monette,
Président du Comité aviseur pour la clientèle judiciarisée adulte.

C.C. : *Mme Marjolaine Loiselle, Présidente Commission des partenaires du marché du travail*
P.J. : *Portrait des pratiques d'intervention spécialisées en employabilité pour les personnes judiciarisées adultes / Projet Direction Intégration Emploi.*

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

81

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE18

Titre : État de toutes les négociations avec le fédéral entourant les personnes handicapées et les jeunes

Exposé et statistiques

Jeunes

Dès la conclusion de l'Entente Canada-Québec relative au marché du travail en 1997, le Québec a fait des représentations auprès du gouvernement fédéral en vue de rapatrier l'ensemble des ressources consacrées aux mesures actives, dont celles de la Stratégie emploi jeunesse. Dans le cadre de cette Stratégie, Ressources humaines et Développement social (RHDS) investit au Québec en moyenne 50 M\$ par année.

En 2003, la Stratégie emploi jeunesse a été révisée par RHDS et celle-ci comprend maintenant trois volets : *Connexion compétences*, *Objectif carrière* et *Expérience emploi été*. Ces mesures dédoublent des services équivalents offerts par Emploi-Québec dans les centres locaux d'emploi et par les ressources externes, dont les Carrefours jeunesse-emploi ainsi que dans le cadre du Programme placement étudiant d'Emploi-Québec.

Le Québec devra faire connaître au nouveau gouvernement fédéral son intention de négocier le rapatriement de la Stratégie jeunesse.

Personnes handicapées

Dans le cadre de l'accord sur l'*Aide à l'employabilité des personnes handicapées (AEPH)*, le gouvernement fédéral défraie 50 % des investissements faits par le Québec dans ce domaine, jusqu'à concurrence de 39,1 M\$. Les dépenses admissibles du Québec depuis 1997 excèdent le maximum de la contribution fédérale. Les principales dépenses du Québec dans ce secteur se retrouvent dans les *Centres de travail adapté*, dans les *Contrat d'intégration au travail* et dans le *Support des stages en milieu de travail*.

Le cadre multilatéral présentement en vigueur ainsi que les ententes bilatérales afférentes sont arrivées à échéance à la fin mars 2004. À cet égard, les ministres responsables des services sociaux ont signé un nouveau *Cadre multilatéral pour les ententes sur le marché du travail visant les personnes handicapées*.

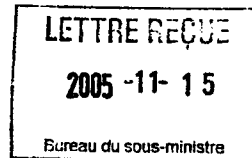
Le Québec a de nouveau choisi de ne pas adhérer à ce cadre multilatéral et a préconisé le renouvellement de son entente bilatérale, afin d'obtenir sa juste part des fonds que le gouvernement fédéral investira dans ce domaine. Le Québec a conclu une entente bilatérale, soit l'Entente Canada-Québec qui vise la participation des personnes handicapées au marché du travail (PPHMT). Le montant de la contribution accordée par le gouvernement fédéral prévu dans l'Entente PPHMT à la date de sa signature s'élevait à 39,1 M\$. Le budget fédéral de mars 2004 a annoncé une augmentation des fonds versés par le gouvernement de 30 M\$ pour l'année financière 2004-2005 de même que pour l'exercice ultérieur (prévus à l'entente), portant la contribution fédérale totale dans le cadre de l'Entente PPHMT à 45,9 M\$ annuellement. « L'Entente amendant l'Entente Canada-Québec PPHMT » visant la participation de personnes handicapées au marché du travail a été signée le 30 mars 2005 afin de tenir compte de l'ajustement de la contribution. L'administration de cette entente bilatérale relève du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). À noter que l'Entente venait à terme le 31 mars 2006 et que le gouvernement fédéral a signifié son intention de prolonger l'Entente pour un an selon les mêmes termes.

Le Québec souhaite à terme intégrer toutes les ententes dans le domaine de l'emploi et de la main-d'œuvre (EDMT, personnes handicapées, travailleurs âgés).

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales

DATE : Le 28 mars 2006

VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 11 avril 2006



AT
SG
KJ
MT
LD
LL

82

DÉCRET

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

NUMÉRO 1080-2005

CONCERNANT des ententes en 2005-2006 entre des organismes gouvernementaux, des organismes municipaux, des organismes scolaires et des organismes publics avec le gouvernement fédéral dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse

9 NOV. 2005

—ooo0ooo—

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a, par le décret numéro 507-2005 du 25 mai 2005, autorisé les commissions scolaires et les organismes municipaux et scolaires à conclure des ententes avec le gouvernement fédéral dans le cadre du programme *Expérience emploi été* de la Stratégie emploi jeunesse pour la période du 1^{er} avril 2005 au 30 septembre 2005, et qu'il a exclu de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) les ententes conclues entre les organismes gouvernementaux québécois et le gouvernement fédéral pour le même programme et la même période, ou les organismes publics et le gouvernement fédéral pour les programmes de la Stratégie emploi jeunesse et pour la même période;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec réitère sa volonté de rapatrier les ressources consacrées par le gouvernement fédéral à la Stratégie emploi jeunesse;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec entend relancer les discussions avec le gouvernement fédéral concernant le transfert des mesures actives de main-d'œuvre conformément à la résolution de l'Assemblée nationale du 11 décembre 2002;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre la conclusion de telles ententes avec le gouvernement fédéral, pour les projets présentés dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse de son ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3.6.2 de cette loi, on entend par « entente intergouvernementale canadienne » un accord intervenu entre le gouvernement, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux et un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.11 de cette loi, sauf dans la mesure expressément prévue par la loi, un organisme municipal ou un organisme scolaire ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.12 de cette loi, un organisme public ne peut, sans l'autorisation préalable écrite du ministre, conclure une entente avec un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou avec un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE, en vertu du troisième alinéa de l'article 3.12 de cette loi, le ministre peut assortir son autorisation des conditions qu'il détermine et notamment fixer comme condition que le financement obtenu en vertu de l'entente autorisée ne sera pas pris en considération ultérieurement pour déterminer si l'organisme public est assujéti ou non à cet article de la loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier et du troisième alinéas de l'article 3.12.1 de cette loi, un organisme gouvernemental, un organisme municipal, un organisme scolaire ou un organisme public ne peut, sans obtenir respectivement l'autorisation préalable du gouvernement ou du ministre, permettre ou tolérer d'être affecté par une entente conclue entre un tiers et un autre gouvernement au Canada, l'un de ses ministères ou organismes gouvernementaux, ou un organisme public fédéral;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette loi, le gouvernement peut, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, exclure de l'application de la section II de cette loi, en tout ou en partie, une entente ou une catégorie d'ententes qu'il désigne;

ATTENDU QUE la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale souhaite être informée du financement que les organismes publics recevront du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences, dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 214 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., c. I-13.3), une commission scolaire peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, conclure une entente avec un ministère ou un organisme du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada ou du gouvernement d'une autre province du Canada;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE les commissions scolaires soient autorisées, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006, à conclure des ententes avec le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de son programme *Expérience emploi été* de la Stratégie emploi jeunesse;

QUE les organismes municipaux et scolaires visés à l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) soient autorisés, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006, à conclure des ententes avec le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de son programme *Expérience emploi été* de la Stratégie emploi jeunesse;

QUE les ententes intergouvernementales canadiennes conclues entre les organismes gouvernementaux québécois et le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de son programme *Expérience emploi été* de la Stratégie emploi jeunesse, soient exclues de l'application de l'article 3.8 de cette loi, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006;

QUE les ententes conclues entre les organismes publics et le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, soient exclues de l'application de l'article 3.12 de cette loi, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006;

QUE les organismes publics soient tenus de transmettre à la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale une copie de toute entente conclue avec le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006 sauf celles conclues dans le cadre du programme *Expérience emploi été*;

QUE le financement obtenu par un organisme public en vertu d'une entente conclue avec le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006, ne soit pas pris en considération ultérieurement pour déterminer si cet organisme public est assujéti ou non à l'article 3.12 de cette loi;

QUE les ententes conclues entre un organisme gouvernemental, un organisme municipal ou un organisme scolaire, dans le cadre du programme *Expérience emploi été* de la Stratégie emploi jeunesse, ou entre un organisme public, dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse, et un tiers qui a conclu une entente avec le gouvernement fédéral représenté par le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences soient exclues de l'application de l'article 3.12.1 de cette loi, pour la période du 1^{er} octobre 2005 au 31 mars 2006.

Le Greffier du Conseil exécutif



ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

86

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE19

Titre : État de situation avec le gouvernement fédéral pour un programme d'adaptation pour les travailleurs âgés.

Dans le cadre des activités de suivi du Forum des générations, le gouvernement du Québec s'est engagé à discuter avec le gouvernement fédéral de la problématique du soutien aux travailleurs âgés. Afin de coordonner les échanges, un groupe de travail Canada-Québec a été constitué pour identifier les actions à court terme qui permettraient d'optimiser et de prolonger la participation des travailleuses et des travailleurs âgés au marché du travail, tout en prenant en compte la vulnérabilité au chômage prolongé chez certains groupes de cette population.

Pour une sixième année consécutive, l'Entente Canada-Québec concernant des projets pour les travailleurs âgés a été reconduite jusqu'en mai 2006. Mentionnons également l'adoption unanime, en juin 2005, par les membres de la Chambre des communes et de l'Assemblée nationale, d'une motion sur la nécessité d'une aide récurrente aux travailleurs âgés.

ÉTAT DES TRAVAUX ET DISCUSSIONS

Les représentants du MESS ont mis de l'avant, lors de leur rencontre avec les membres du sous-groupe Canada-Québec, des propositions qui pourraient concourir de façon récurrente à l'amélioration de la situation des travailleurs âgés. L'accent a été mis, d'un commun accord, sur la prolongation de la vie active et l'utilisation de mesures qui favorisent l'insertion ou le maintien en emploi des travailleurs expérimentés. Les nombreux échanges ont ainsi permis de dégager une vision commune axée sur la nécessité d'une stratégie d'intervention globale qui vise à la fois les travailleurs âgés à la recherche d'un emploi et les employeurs à la recherche de main-d'œuvre.

L'objectif visé dans les négociations avec le gouvernement fédéral est double : en arriver à une solution permanente, à une entente globale permettant de mettre en œuvre et de financer les approches souples et adaptées mises à l'essai dans le cadre des projets pilotes pour les travailleurs âgés (PPTA); obtenir de nouveaux fonds fédéraux permettant de financer des mesures additionnelles de soutien aux travailleurs âgés confrontés à un contexte particulièrement difficile.

PROCHAINE ÉTAPE

Les discussions ont été suspendues après l'annonce du déclenchement des élections fédérales. Il importe de les reprendre prestement avec le nouveau gouvernement conservateur dans le but d'en arriver à une entente globale sur un soutien aux travailleurs âgés et d'obtenir de nouveaux fonds fédéraux pour le financement de mesures additionnelles.

SOURCE : Direction des affaires canadiennes et internationales

DATE : Le 11 avril 2006

VALIDATION : DGAGRC, BSMA, le 11 avril 2006

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

87

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE20

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement dans les régions-ressources :

- a) dépenses totales pour 2004-2005 et pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- b) budget disponible pour l'année en cours;
- c) nombre de personnes admissibles à ce jour par région et par secteur d'activité;
- d) budget consacré par région-ressource;
- e) taux de réintégration en emploi des personnes admissibles;
- f) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) **Dépenses totales en 2005-2006 (au 28 février 2006)**
1 443 700,00 \$
- b) **Budget disponible pour l'année 2005-2006**
4 100 000 \$
- c) **Nombre de personnes admissibles en 2005-2006 par région**
01- Bas-St-Laurent : 129
02- Saguenay Lac St-Jean : 859
04- Mauricie : 284
05- Estrie : 337
08- Abitibi-Témiscamingue : 1 215
09- Côte-Nord : 0
10- Nord du Québec : 145
11- Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine : 0
12- Chaudière-Appalaches : 1 104
16- Montérégie : 595
Total : 4 668
Et par secteur d'activité
Secteur primaire : 2 554
Transformation : 1 637
Services : 192
- d) **Dépenses réalisées par région en 2005-2006 (au 28 février 2006)**
01- Bas-St-Laurent : 55 470,74 \$
02- Saguenay Lac St-Jean : 517 214,62 \$
04- Mauricie : 7 775,86 \$
05- Estrie : 11 329,59 \$
08- Abitibi-Témiscamingue : 349 280,47 \$
09- Côte-Nord : 0,00 \$
10- Nord du Québec : 11 564,40 \$
12- Chaudières-Appalaches : 303 456,38 \$
16- Montérégie : 187 607,95 \$
Total : 1 443 700,00 \$
- e) **Taux de réintégration en emploi des personnes admissibles**
Le taux de présence des personnes admissibles au programme est limité. Cela s'explique en partie parce que la majorité des travailleurs licenciés ont droit à des prestations de l'assurance-emploi dès leur licenciement et qu'une proportion importante trouve un emploi avant la fin de ces prestations. Il y a 11 licenciements collectifs pour lesquels l'application du programme a pris fin en 2005-2006 (jusqu'au 28 février 2006). Pour ces licenciements, un cumul de 4 travailleurs recevaient encore une prestation le derniers mois d'application du programme. Comme ces 4 travailleurs représentaient environ 2 % des travailleurs qui ont reçu une prestation un mois au l'autre au cours de l'application du programme pour ces licenciements collectifs, cela implique qu'environ 98 % des travailleurs ayant reçu une prestation ne la recevait plus à la fin de l'application du programme. Il est cependant à noter que parmi ces travailleurs, outre ceux qui ont retrouvé un emploi, certains se sont retirés du marché du travail, notamment en prenant leur retraite.
- f) **Moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région et par secteur d'activité**
Prestation mensuelle moyenne en février 2006 : 657,05 \$.

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006**VALIDATION :** Direction générale des politiques – 4 avril 2006

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 13 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE21

Titre

Programme de soutien pour les travailleurs licenciés collectivement, hors des régions ressources, des secteurs du textile et du vêtement :

- dépenses totales pour 2004 -2005, 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- budget disponible pour l'année en cours;
- nombre de personnes admissibles à ce jour par région.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Dépenses totales en 2005-2006 (au 28 février 2006)

699 524,00 \$

b) Budget disponible pour l'année 2005-2006

699 524,00 \$

c) Nombre de personnes admissibles en 2005-2006 par région (au 28 février 2006)

05 – Estrie :	331
05 – Montréal :	693
12 - Chaudière-Appalaches :	248
16 – Montérégie :	659
Total :	1 931

SOURCE : Direction des politiques de sécurité du revenu – 4 avril 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques – 4 avril 2006

Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 13 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE22

Titre

Mesure *Concertation pour l'emploi* :

- a) nombre d'entreprises, d'organismes et de travailleurs qui ont bénéficié de la mesure en 2005-2006;
- b) impact de cette mesure sur la création ou le maintien des emplois dans les entreprises visées;
- c) liste des entreprises dont les employés victimes de licenciement collectif ont reçu du soutien du programme et date de fin du soutien;
- d) budget disponible pour l'année en cours;
- e) moyenne des sommes versées aux personnes admissibles au programme par région.

Exposé et statistiques

a) Les données pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006 indiquent que 2 610 entreprises/organismes auront bénéficié d'une des 3 454 nouvelles participations enregistrées dans le cadre de la mesure *Concertation pour l'emploi*. Huit entreprises rejointes sur dix comptent moins de 100 employés. Il est à noter que les entreprises bénéficient également, par exemple, de services conseils offerts par le personnel spécialisé d'Emploi-Québec ou des services de placement non comptabilisés dans la mesure *Concertation pour l'emploi*.

b) Le soutien offert vise à favoriser la prise en charge, par l'entreprise, des problèmes qu'elle rencontre. Le niveau d'aide accordée est modulé en fonction de la capacité financière de l'entreprise. Sauf exception, l'entreprise doit assumer 50 % du coût des activités autorisées. Les impacts des interventions sont souvent de nature intermédiaire, c'est-à-dire qu'elles contribuent à assurer de meilleures conditions pour maintenir les emplois susceptibles de disparaître ou de ne pas être créés (ex. : problème de formation, d'organisation du travail, de recrutement). Des travaux sont en cours afin de développer des indicateurs permettant de mesurer les impacts auprès des entreprises.

Résultats cumulatifs au 21 février 2006	
Volets de la mesure <i>Concertation pour l'emploi</i>	Nouvelles participations
Comité de concertation	68
Comité d'aide au reclassement	41
Comité sectoriel	33
Comité aviseur	4
Aménagement et réduction du temps de travail	14
Soutien à la gestion des ressources humaines	2 709
Projets de stabilisation de l'emploi	48
Support à l'exécution des mesures actives	69
Table ad hoc de concertation	285
Autres projets	183
Total des nouvelles participations	3 454¹

Données officielles de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, pour la période du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006.

Note : 1. Une entreprise peut bénéficier de plus d'une intervention au cours de l'année.

- c) La liste des entreprises ayant un comité d'aide au reclassement actif pendant l'année 2005-2006 est jointe en annexe.
- d) Il n'y a pas de budget rendu disponible pour les mesures actives. Les régions effectuent une planification budgétaire en début d'année financière qui peut être révisée en cours d'année, selon les besoins. Les dépenses pour le volet Comité d'aide au reclassement de la mesure Concertation pour l'emploi représentent 2 584,7 K\$, au 24 février 2006.
- e) Les travailleurs victimes de licenciement collectif ou participant à un comité d'aide au reclassement ne sont pas saisis dans les systèmes et ne sont pas comptabilisés. L'aide financière est consentie au Comité d'aide au reclassement afin d'offrir divers services aux travailleurs licenciés. Les entreprises sont généralement mises à contribution. Les travailleurs qui participent à un comité d'aide au reclassement le font sur une base volontaire et la loi n'oblige que les entreprises dont le licenciement collectif touche 50 employés et plus à mettre en place un comité d'aide au reclassement.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi, le 10 avril 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006
 Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
 Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

CONCERTATION POUR L'EMPLOI
COMITÉS D'AIDE AU RECLASSEMENT (RÉGULIER)
2005-2006

RPE22 - Annexe

91

Nom de l'entreprise	Région	Date de fin
MINE BOUCHARD-HEBERT	Abitibi-Témiscamingue	2006-03-31
TEMBEC INDUSTRIES INC.	Abitibi-Témiscamingue	2006-03-31
MINE LOUVICOURT	Abitibi-Témiscamingue	2006-03-31
SCIERIE DE MALARTIC	Abitibi-Témiscamingue	2006-06-30
PANVAL	Bas-St-Laurent	2006-11-10
CHAUSSURES REGENCE INC.	Capitale-Nationale	2006-06-30
COMITE DE RECLASSEMENT GIGUERE AUTOMOBILES	Capitale-Nationale	2006-02-28
9163-3800 QUEBEC INC.	Capitale-Nationale	2005-12-30
SHERMAG INC.	Centre-du-Québec	2006-02-10
ALIMENTS PRINCE, S.E.C.	Centre-du-Québec	2007-03-31
CONSEIL CENTRAL DU COEUR DU QUEBEC (CSN)	Centre-du-Québec	2005-06-30
LAB CHRYSOTILE INC.	Chaudière-Appalaches	2006-03-31
ZELLERS INC.	Chaudière-Appalaches	2006-05-26
COMITE DE RECLASSEMENT SHERMAG-CSD	Chaudière-Appalaches	2005-07-29
COMITE DE RECLASSEMENT LES INDUSTRIES TROIE LTEE	Chaudière-Appalaches	2005-06-30
CONSOLTEX INC.	Chaudière-Appalaches	2006-06-30
COMITE DE RECLASSEMENT DAVIE MARITIME	Chaudière-Appalaches	2006-03-31
SUPRALIMENT INC.	Chaudière-Appalaches	2006-03-31
9031-2265 QUEBEC INC.	Estrie	2006-02-28
SHERMAG INC.	Estrie	2006-03-31
COOKSHIRETEX INC.	Estrie	2005-05-31
CAMOPLAST INC.	Estrie	2006-05-31
OLYMEL S.E.C.	Estrie	2006-10-31
GDX CANADA INC.	Estrie	2006-08-31
FONTAINE & ASSOCIES GESTION CONSEIL RESSOURCES HUMAINES INC.	Estrie	2006-03-31
9031-2265 QUEBEC INC.	Estrie	2006-03-30
2953-7388 QUEBEC INC.	Lanaudière	2005-12-15
COMITE DE RECLASSEMENT INDUSTRIES MOODY	Lanaudière	2005-04-29
COMITE DE RECLASSEMENT AUTOMOTEUR TERREBONNE (GROUPE CIBLE)	Lanaudière	2006-03-31
CASCADES GROUPE PAPIERS FINS INC.	Laurentides	2007-01-12
READY PAC PRODUCE, INC.	Laurentides	2006-03-31
CONSEIL DU QUEBEC-UNITE HERE	Mauricie	2005-09-30
SYNDICAT CANADIEN DES COMMUNICATIONS, DE L'ENERGIE ET DU PAP	Mauricie	2006-03-31
SPORT MASKA INC.	Montréal	2005-11-30
KIMBERLY-CLARK INC.	Montréal	2006-09-05
OLYMEL, SOCIETE EN COMMANDITE	Montréal	2006-06-30
OLYMEL, SOCIETE EN COMMANDITE	Montréal	2006-06-30
LES METALLURGISTES UNIS D'AMERIQUE	Montréal	2006-06-30
SPORT MASKA INC.	Montréal	2005-07-19
9031-2265 QUEBEC INC.	Montréal	2006-03-31
COMITE D'AIDE A L'EMPLOI RICHELIEU	Montréal	2005-09-30
SOCIETE DES PARCS INDUSTRIELS SOREL-TRACY	Montréal	2005-09-30
GOODYEAR CANADA INC.	Montréal	2006-01-12
AIRBOSS PRODUITS D'INGENIERIE INC.	Montréal	2005-12-02
CONSEIL DU QUEBEC-UNITE HERE	Montréal	2007-01-31
3014593 COMPAGNIE DE NOUVELLE-ECOSSE	Montréal	2006-03-31
CENTRALE DES SYNDICATS DEMOCRATIQUES	Montréal	2006-04-30
ASSOCIATION DES EX-TRAVAILLEURS DE CLEYN & TINKER	Montréal	2006-03-31
9166-2072 QUEBEC INC.	Montréal	2005-05-27
SOCIETE VIASYSTEMS CANADA, S.E.N.C.	Montréal	2005-12-31
CONSEIL CENTRAL DU MONTREAL METROPOLITAIN (CSN)	Montréal	2005-11-30
BRAKE PARTS CANADA INC	Montréal	2005-07-15
GROUPE AFFINIA CANADA - MONTREAL	Montréal	2006-02-24
L.A. DARLING LIMITEE	Montréal	2005-06-30
3539491 CANADA INC.	Montréal	2005-08-30
BOUTONS DU CANADA LTEE	Montréal	2005-12-30
COMPAGNIE GELCORE	Montréal	2005-11-30
CHRISTINA AMERIQUE INC.	Montréal	2006-03-31
LES VETEMENTS DE SPORT GILDAN INC.	Montréal	2005-09-30
ACADEMIE DES ARTS ET DESIGN, INC.	Montréal	2006-03-31
DIAGEO CANADA INC.	Montréal	2006-02-28
O-I CANADA CORP.	Montréal	2006-06-30
MINE MATAGAMI	Nord-du-Québec	2005-08-30
LAUZON-RESSOURCES FORESTIERES INC.	Outaouais	2006-03-31
SCIERIE DE GRAND-REMOUS	Outaouais	2006-09-29
TEMBEC INDUSTRIES INC.	Outaouais	2006-06-30
LE SYNDICAT NATIONAL DES TRAVAILLEURS DES PATES ET PAPIER DE	Saguenay / Lac-St-Jean	2006-03-31

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE23

Titre

Programme d'apprentissage en milieu de travail :

- a) dépenses totales pour 2005-2006 ventilées par région;
- b) budget disponible lui étant consacré pour l'année en cours ;
- c) nombre de participants à ce jour, par secteur d'activités ou par métier;
- d) nombre d'entreprises participantes à ce jour, par secteur d'activités;
- e) nombre de compagnons formés à ce jour, par secteur d'activités ou par métier;
- f) nombre de diplômes obtenus, le taux d'échec et de décrochage;
- g) nombre de normes professionnelles établies et nombre en cours de définition.

Exposé et statistiques

- a) Il n'y a pas de budget spécifique pour le Programme d'apprentissage en milieu de travail. Cependant, l'effort consenti par le réseau d'Emploi-Québec relativement à la gestion du programme se chiffre à 25 effectifs à temps complet ou 1,4 M\$.

Les entreprises qui participent au Programme d'apprentissage en milieu de travail peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt qui varie de 15 à 30 % des dépenses admissibles (Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail). De plus, la portion des dépenses de formation qui n'est pas remboursée par le crédit d'impôt peut être comptabilisée aux dépenses effectuées en vertu de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre.

- b) Il n'y a pas de budget spécifique pour le Programme d'apprentissage en milieu de travail, outre les sommes du Fonds national de formation de la main-d'œuvre dédiées au développement des normes professionnelles, des outils d'apprentissage et d'évaluation des compétences par les comités sectoriels de main-d'œuvre.
- c) Le Programme d'apprentissage en milieu de travail a été implanté le 1^{er} avril 2002. Une entente relative au Programme d'apprentissage en milieu de travail est convenue entre l'apprenti, l'employeur et le représentant d'Emploi-Québec. Vous trouverez ci-dessous, le nombre de nouvelles ententes signées pour les 63 métiers et fonctions disponibles au cours de l'année 2005-2006 :

Abattage en forêt mixte ou feuillue	5
Abattage manuel	60
Affûtage	16
Boucherie de détail	78
Boucherie industrielle (2 certificats)	14
Boulangerie	38
Classification des bois débités	8
Coiffure	173
Conduite de machines à mouler le caoutchouc	0
Conduite d'équipements de finition reliure (4 certificats)	59
Conduite, réglage de machines à mouler les plastiques	47
Conduite, réglage de machines-outils à commande numérique	23
Contrôle qualité de produits aquatiques	15
Cuisine d'établissement	214
Débroussaillage	400
Ébénisterie	191
Entretien de véhicules récréatifs	34
Extraction de minerai	2
Fabrication de moules	3
Finition de meubles	68

Impression sur presse flexographique	12
Impression sur presse offset quatre couleurs	22
Impression sur presse rotative	17
Impression sur presse sérigraphique	17
Machiniste-mouliste	32
Matriçage	21
Mécanique d'engins de chantier	31
Mécanique de machines à coudre industrielle	5
Mécanique industrielle	83
Nettoyage industriel (3 certificats)	177
Opération de métiers à filer (3 certificats)	27
Opération de métiers à tisser	16
Opération équipement de scierie (7 certificats)	56
Opération de fraiseuse à commande numérique	0
Opération de tour à commande numérique	3
Outillage	12
Ouvrier agricole en production laitière	12
Pâtisserie	45
Poissonnerie	28
Programmation et conduite de machines-outils à commande numérique	6
Programmation et réglage de fraiseuse à commande numérique	65
Programmation et réglage de tour à commande numérique	38
Réglage et opération de fraiseuse à commande numérique	49
Réglage et opération de tour à commande numérique	31
Rembourrage industriel	6
Réparation de moteurs et de matériel électriques	9
Soudage	101
Soudage-montage	148
Technique en services de télécommunication câblée	8
Tôlerie de précision	39
Usinage	102
Sous-total	2 666
Traitement de l'eau potable	2 740
Total	<u>5 406</u>

Par ailleurs, pour la même période de référence, 2 740 nouvelles participations ont été enregistrées dans les 13 métiers liés au traitement de l'eau potable qui font l'objet d'un programme de qualification spécifique.

- d) Le compagnon peut être jumelé à plus d'un apprenti. Au cours de l'année 2005-2006, 348 compagnons ont été certifiés.
- e) Au cours de l'année 2005-2006, 3 016 apprentis ont obtenu un certificat de qualification confirmant la maîtrise de toutes les compétences requises à l'exercice d'un métier.
- f) Les notions d'échec et de décrochage n'existent pas dans le Programme d'apprentissage en milieu de travail. En effet, la progression dans un métier, par la maîtrise une à une des compétences nécessaires à son exercice se réalise en fonction des besoins de formation de l'apprenti et en respectant son rythme propre de même que la spécificité de la description d'emploi de l'apprenti ainsi que de l'organisation du travail de l'entreprise qui l'emploi.
 - Ainsi, un apprenti peut prendre plus ou moins de temps pour acquérir une compétence donnée sans qu'il ne soit question d'échec.
 - De la même façon, un apprenti qui n'obtient pas le certificat de qualification professionnelle ne peut être qualifié de décrocheur, puisque les quelques compétences acquises dans le cadre du Programme peuvent répondre à son besoin initial en lui permettant d'exercer parfaitement les tâches liées à son propre poste de travail.

g) À ce jour, 26 normes ont été approuvées :

- Abatteur manuel / abatteuse manuelle
- Assembleur / assembleuse de charpentes métalliques
- Assembleur / assembleuse de portes et fenêtres
- Contrôleur / contrôlease de la qualité des produits aquatiques
- Ébéniste
- Machiniste – mouliste
- Matriceur / matriceuse
- Mécanicien machines fixes – Classe 1*
- Mécanicien machines fixes – Classe 2¹
- Mécanicien machines fixes – Classe 3*
- Mécanicien machines fixes – Classe 4*
- Mécanicien machines fixes – Classe A*
- Mécanicien machines fixes – Classe B*
- Opérateur / opératrice d'équipements de finition – reliure
- Opérateur / opératrice de métiers à filer
- Opérateur / opératrice de métier à tisser
- Opérateur / opératrice en nettoyage industriel
- Outilleur / outilleuse
- Ouvrier / ouvrière en production laitière
- Ouvrier / ouvrière sylvicole – débroussaillage
- Peintre-finiisseur / peintre-finiisseuse sur bois
- Poissonnier / poissonnière
- Pressier / pressière sur presse à feuilles offset quatre couleurs
- Rembourreur industriel / rembourreuse industrielle
- Réparateur / réparatrice d'appareils électroménagers
- Routier / routière

Seize (16) autres normes sont présentement en élaboration :

- Assembleur-ajusteur de chaudières et de réservoirs
- Compagnon
- Couturier de meubles
- Dessinateur de structures métalliques
- Éclairagiste de plateaux (production cinématographique et télévisuelle)
- Lamineur de matériaux composites
- Libraire
- Opérateur d'équipement de flexographie
- Opérateur d'équipements de procédés complémentaires
- Opérateur de cardage
- Ouvrier de production porcine
- Ouvrier en aménagement paysager
- Peintre finisseur de meubles
- Pressier sur presse rotative
- Pressier sur presse sérigraphique
- Rembourreur

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre - 12 avril 2006
VALIDATION :

¹ Sous réserve de la conformité à la réglementation à venir

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE24

Titre

Formation pour chacune des régions du Québec au cours des deux dernières années :

- a) liste des formations offertes;
- b) nombre de participants pour chacune de ces formations;
- c) statut de ces participants;
- d) budget consacré à chacune de ces formations et pour l'ensemble;
- e) taux de réintégration à l'emploi;
- f) nombre de cours offerts dans les commissions scolaires par Emploi-Québec et coûts de ceux-ci depuis la création d'Emploi-Québec, ventilés par année et par commission scolaire.

Exposé et statistiques

- a) Emploi-Québec ne dispose pas d'une liste des formations offertes.
- b) et c) Toutefois, vous retrouverez à l'annexe A la liste des divers types de formations offertes, le nombre de participants pour chacun de ces types de formation, et ce, selon le statut des participants. En date du 21 février 2006, Emploi-Québec a dénombré 37 502 nouveaux participants inscrits aux diverses formations.
- d) Le budget d'intervention du Fonds de développement du marché du travail ne fait pas l'objet d'une programmation par mesure. Toutefois, les réalisations sont consignées pour chacune des mesures du coffre à outils d'Emploi-Québec. Les engagements comptabilisés dans le cadre de la mesure de formation, en date du 24 février 2006, sont de 318,7 M\$. (voir annexe D)
- e) Vous trouverez à l'annexe B, ci-jointe, le taux d'emploi des personnes ayant bénéficié d'une mesure de formation professionnelle et technique pour chacune des régions du Québec. Pour l'ensemble du Québec, la moyenne d'intégration à l'emploi est de l'ordre de 72,6 %.
- f) Finalement, l'annexe C présente les coûts reliés aux achats de formation auprès des différentes commissions scolaires par région.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi – le 28 mars 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la planification de l'emploi et de la solidarité sociale et à l'information sur le marché du travail
Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – le 31 mars 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjointe de la planification, du développement et des services centralisés – le 4 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – le 10 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE24A

Titre

Formation pour chacune des régions du Québec au cours des deux dernières années :

- a) liste des formations offertes
- b) nombre de participants pour chacune de ces formations
- c) statut de ces participants

Annexe A

**Nombre de nouveaux participants par type de formation¹
et selon leur statut² du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006**

Types de formation	Total de la clientèle	Assistance emploi	Assurance emploi	Sans soutien public du revenu
Francisation	4 153	2 710	1 379	235
Alphabétisation	977	503	563	56
Formation générale, préalable à la formation professionnelle ou technique	8 795	4 279	5 486	557
Formation professionnelle secondaire	19 381	4 718	15 655	1 244
Formation technique collégiale	5 468	1 605	3 885	557
Formation universitaire	212	108	67	48
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	1 725	976	898	177
Formation autres langues que le français	513	94	412	41
Autre	1	1	0	0
Total de la Mesure de formation	41 225	14 994	28 345	2 915

1. La somme des adultes par types de formation peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période. Ainsi, si la personne a participé à plusieurs types de formation, elle sera dénombrée dans chacun des types, mais une seule fois dans le total de la Mesure de formation.

2. La somme des participants de chaque catégorie de clientèle (statut) est supérieure au total présenté dans le tableau, parce qu'un même participant peut être comptabilisé dans plus d'une catégorie. Ainsi, une même personne peut être à la fois prestataire de l'assistance-emploi et participant de l'assurance-emploi.

SOURCE : Rapport statistique sur les individus, entreprises et organismes participant aux mesures actives d'Emploi-Québec, du 1^{er} avril 2005 au 21 février 2006

SOURCE : Direction générale adjointe des mesures et services d'emploi – le 28 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés – le 4 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – le 10 avril 2006

SUIVI DES INDICATEURS D'EMPLOI-QUÉBEC
Données cumulatives selon la région
(mars 2006)

TAUX D'EMPLOI
DES PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE MESURE DE FORMATION
PROFESSIONNELLE OU TECHNIQUE

INDICATEURS	RÉSULTATS
Bas-Saint-Laurent	77,8 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	75,1 %
Capitale-Nationale	70,0 %
Mauricie	73,0 %
Estrie	84,3 %
Montréal	63,7 %
Outaouais	72,8 %
Abitibi-Témiscamingue	69,3 %
Côte-Nord	66,2 %
Nord-du-Québec	74,6 %
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	71,8 %
Chaudière-Appalaches	79,9 %
Laval	73,5 %
Lanaudière	81,8 %
Laurentides	80,7 %
Montérégie	72,1 %
Centre-du-Québec	78,0 %
Ensemble du Québec	72,6 %

SOURCE : Direction générale adjointe à la planification l’emploi et de la solidarité sociale et à l’information sur le marché du travail – le 24 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés – le 4 avril 2006

Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – le 10 avril 2006

Annexe C

COMMISSION SCOLAIRE

RÉGION	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	DÉBOURSÉS
BAS-ST-LAURENT	Estuaire, Cs de l'	2 500 \$
	Fleuve-et-des-Lacs, CS du	73 557 \$
	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	133 311 \$
	Monts-et-Marées, CS des	643 903 \$
	Phares, CS des	397 725 \$
	Premières-Seigneuries, CS des	36 256 \$
	Sous-total	1 287 253 \$
SAGUENAY-LAC ST-JEAN	De La Jonquière, CS	230 997 \$
	Lac-Saint-Jean, CS du	300 003 \$
	Pays-des-Bleuets, CS du	255 156 \$
	Rives-du-Saguenay, CS des	399 074 \$
	Sous-total	1 185 230 \$
CAPITALE-NATIONALE	Afflents, Cs des	31 160 \$
	Capitale, CS de la	665 847 \$
	Central Québec, CS	8 518 \$
	Charlevoix, CS de	143 228 \$
	Découvreurs, CS des	82 724 \$
	Portneuf, CS de	207 786 \$
	Premières-Seigneuries, CS des	839 980 \$
	Sous-total	1 979 243 \$
MAURICIE	Chemin-du-Roy, CS du	1 021 703 \$
	Énergie, CS de l'	543 100 \$
	Riveraine, CS de la	603 \$
	Sous-total	1 565 406 \$
ESTRIE	Hauts-Cantons, CS des	123 103 \$
	Région-de-Sherbrooke, CS de la	511 172 \$
	Sommets, CS des	34 500 \$
	Sous-total	668 775 \$
MONTRÉAL	English-Montréal, CS	221 535 \$
	Laval, CS de	895 \$
	Lester-B,-Pearson, CS	799 603 \$
	Marguerite-Bourgeoys, CS	1 916 743 \$
	Montréal, CS de	3 387 177 \$
	Pointe-de-l'Île, CS de la	1 298 737 \$
	Rivière-du-Nord, CS de la	84 275 \$
	Trois-Lacs, CS des	22 700 \$
		7 731 665
	Sous-total	\$1 349 942,00 \$
OUTAOUAIS		10 431 549,00
	Coeur-des-Vallées, CS au	\$186 203 \$
	Draveurs, CS des	276 514 \$
	Hauts-Bois-de-l'Outaouais, CS des	205 868 \$
	Pierre-Neveu, CS	22 200 \$
	Portages-de-l'Outaouais, CS des	37 713 \$
	Western Québec, CS	58 195 \$
	Sous-total	786 694 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	Harricana, CS	284 311\$
	Lac-Abitibi, CS du	335 640 \$
	Lac-Témiscamingue, CS du	105 419 \$
	Or-et-des-Bois, CS de l'	384 511 \$
	Rouyn-Noranda, CS de	319 460\$
	Western Québec, CS	3 480 \$
	Sous-total	1 432 822 \$

RÉGION	NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	ENGAGEMENT
CÔTE-NORD	Eastern Shores, CS	46 914 \$
	Estuaire, CS de l'	345 159 \$
	Fer, CS du	307 659 \$
	Kamouraska-Rivière-du-Loup, CS de	20 070 \$
	Moyenne-Côte-Nord, CS de la	47 206 \$
	Première-Seigneuries, CS des	171 501 \$
	Sous-total	938 508 \$
NORD-DU-QUÉBEC	Baie-James, CS de la	510 700 \$
	Sous-total	510 700 \$
GASPÉSIE/ÎLES-DE-LA-MADELEINE	Chic-Chocs, CS des	248 681 \$
	Eastern Shores, CS	18 383 \$
	Îles, CS des	99 709 \$
	Monts-et-Marées, CS des	13 680 \$
	René-Lévesque, CS	184 967 \$
	Sous-total	565 420 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES	Beauce-Etchemin, CS de la	482 397 \$
	Côte-du-Sud, CS de la	475 514 \$
	L'Amiante, CS de	267 546 \$
	Navigateurs, CS des	548 943 \$
	Sous-total	1 774 400 \$
LAVAL	Laval, CS de	657 625 \$
	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	619 040 \$
	Sous-total	1 276 665 \$
LANAUDIÈRE	Affluents, CS des	1 285 760 \$
	Samares, CS des	1 258 431 \$
	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	197 241 \$
	Sous-total	2 741 432 \$
LAURENTIDES	Laurentides, CS des	634 304 \$
	Pierre-Neveu, CS	505 745 \$
	Rivière-du-Nord, CS de la	428 832 \$
	Seigneurie-des-Mille-Îles, CS de la	454 022 \$
	Sir-Wilfrid-Laurier, CS	182 838 \$
	Sous-total	2 205 742 \$
MONTÉRÉGIE	Eastern Townships, CS	130 751 \$
	Grandes-Seigneuries, CS des	523 770 \$
	Hautes-Rivières, CS des	447 916 \$
	Marie-Victorin, CS	486 679 \$
	New Frontiers, CS	214 194 \$
	Patriotes, CS des	120 761 \$
	Riverside, CS	128 600 \$
	Rivière-du-Nord, CS de la	98 114 \$
	Saint-Hyacinthe, CS de	642 515 \$
	Sorel-Tracy, CS de	491 794 \$
	Trois-Lacs, CS des	362 315 \$
	Val-des-Cerfs, CS du	78 692 \$
	Vallée-des-Tisserands, CS de la	283 456 \$
	Sous-total	4 009 559 \$
CENTRE DU QUÉBEC	Bois-Francis, CS des	207 310 \$
	Chênes, CS des	1 120 897 \$
	Premières-Seigneuries, CS des	22 690 \$
	Riveraine, CS de la	185 705 \$
	Victoriaville, CÉGEP de	5 724 \$
	Sous-total	1 542 327 \$
GRAND TOTAL DES COMMISSIONS SCOLAIRES :		32 201 840 \$

Études des crédits 2006-2007

100

Activités de formation
Budget alloué par région et par activité au 24 février 2006

		Total des participations et des intervenants externes		
Activités de formation	Région	* Compte d'assurance-emploi (K\$)	* Fonds du Québec (K\$)	Total (K\$)
Alphabétisation	Abitibi-Témiscamingue	227,0	14,4	241,3
	Bas-St-Laurent	79,6	21,7	101,2
	Capitale-Nationale	540,5	238,6	779,1
	Centre-du-Québec	57,6	27,1	84,7
	Chaudière-Appalaches	128,1	5,5	133,6
	Côte-Nord	20,1	0,0	20,1
	Estrie	73,8	8,0	81,8
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	36,4	5,6	41,9
	Lanaudière	91,0	5,4	96,4
	Laurentides	284,7	48,3	333,0
	Laval	545,2	37,9	583,1
	Mauricie	126,5	26,7	153,2
	Montréal	326,9	54,4	381,3
	Montréal	1 605,0	250,7	1 855,8
	Outaouais	79,6	74,8	154,3
	Saguenay / Lac-St-Jean	65,2	4,6	69,8
Total Alphabétisation		4 287,2	823,5	5 110,8
Formation autres langues que le français	Abitibi-Témiscamingue	294,9	26,9	321,9
	Bas-St-Laurent	16,7	0,0	16,7
	Capitale-Nationale	61,8	12,5	74,3
	Centre-du-Québec	235,0	8,6	243,7
	Chaudière-Appalaches	38,6	1,2	39,8
	Côte-Nord	62,1	3,8	65,8
	Estrie	0,4	0,0	0,4
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	1,0	0,0	1,0
	Lanaudière	375,6	31,5	407,1
	Laurentides	294,8	18,6	313,4
	Laval	88,1	17,5	105,6
	Mauricie	125,6	8,1	133,8
	Montréal	171,8	34,0	205,7
	Montréal	205,2	67,5	272,7
	Nord-du-Québec	0,2	0,0	0,2
	Outaouais	342,5	42,2	384,7
	Saguenay / Lac-St-Jean	9,8	0,0	9,8
Total Formation autres langues que le français		2 324,2	272,3	2 596,5
Formation générale,Préalable à la formation professionnelle ou technique	Abitibi-Témiscamingue	1 535,4	181,6	1 717,0
	Bas-St-Laurent	1 525,0	217,8	1 742,8
	Capitale-Nationale	3 101,7	718,9	3 820,6
	Centre-du-Québec	1 331,2	156,7	1 487,8
	Chaudière-Appalaches	1 570,8	138,0	1 708,8
	Côte-Nord	746,5	139,4	885,9
	Estrie	2 289,7	541,4	2 831,0
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	1 091,4	223,0	1 314,4
	Lanaudière	1 924,4	328,7	2 253,1
	Laurentides	2 150,7	240,2	2 390,9
	Laval	1 075,0	148,3	1 223,3
	Mauricie	2 319,9	403,8	2 723,7
	Montréal	3 598,2	649,8	4 247,9
	Montréal	6 727,4	1 593,1	8 320,5
	Nord-du-Québec	66,1	20,1	86,3
	Outaouais	2 518,0	362,7	2 880,7
	Saguenay / Lac-St-Jean	1 949,5	369,6	2 319,0
Total Formation générale,Préalable à la formation professionnelle ou technique		35 520,7	6 433,0	41 953,7

* Les données tiennent compte des engagements au 24 février 2006
**Source d'information: Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités
(S. Durand)

Études des crédits 2006-2007

Activités de formation
Budget alloué par région et par activité au 24 février 2006

Activités de formation	Région	* Compte d'assurance- emploi (K\$)	* Fonds du Québec (K\$)	Total (K\$)
Formation professionnelle secondaire	Abitibi-Témiscamingue	5 173,3	500,9	5 674,2
	Bas-St-Laurent	6 587,4	416,6	7 003,9
	Capitale-Nationale	11 360,3	1 136,0	12 496,3
	Centre-du-Québec	4 154,0	272,2	4 426,1
	Chaudière-Appalaches	6 965,6	690,9	7 656,5
	Côte-Nord	2 696,7	339,2	3 035,9
	Estrie	4 205,9	261,9	4 467,8
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3 678,3	293,8	3 972,1
	Lanaudière	8 510,4	984,1	9 494,5
	Laurentides	9 443,4	845,4	10 288,7
	Laval	4 829,5	551,0	5 380,6
	Mauricie	6 084,1	1 122,6	7 206,8
	Montréal	17 997,5	2 681,2	20 678,7
	Montréal	23 150,8	5 250,3	28 401,2
	Nord-du-Québec	898,8	99,3	998,1
	Outaouais	6 144,0	536,7	6 680,7
	Saguenay / Lac-St-Jean	5 919,1	547,8	6 467,0
Total Formation professionnelle secondaire		127 799,1	16 529,8	144 328,9
Formation technique collégiale	Abitibi-Témiscamingue	939,7	105,9	1 045,6
	Bas-St-Laurent	3 163,7	255,1	3 418,8
	Capitale-Nationale	6 014,0	1 212,3	7 226,4
	Centre-du-Québec	2 476,2	265,5	2 741,8
	Chaudière-Appalaches	3 118,1	203,2	3 321,2
	Côte-Nord	719,2	71,0	790,2
	Estrie	1 583,5	479,0	2 062,6
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1 235,4	146,7	1 382,0
	Lanaudière	3 018,1	442,5	3 460,7
	Laurentides	3 667,8	235,3	3 903,0
	Laval	1 217,8	290,9	1 508,6
	Mauricie	2 807,0	450,1	3 257,1
	Montréal	8 637,1	1 934,7	10 571,8
	Montréal	13 490,2	6 955,9	20 446,1
	Nord-du-Québec	76,6	19,6	96,2
	Outaouais	2 098,1	344,9	2 443,0
	Saguenay / Lac-St-Jean	2 550,9	182,5	2 733,4
Total Formation technique collégiale		56 813,4	13 595,0	70 408,4
Formation universitaire	Abitibi-Témiscamingue	52,8	2,0	54,8
	Bas-St-Laurent	34,5	0,0	34,5
	Capitale-Nationale	350,9	204,8	555,7
	Centre-du-Québec	188,1	0,0	188,1
	Chaudière-Appalaches	36,0	0,0	36,0
	Côte-Nord	2,8	0,0	2,8
	Estrie	0,0	0,0	0,0
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33,6	0,0	33,6
	Lanaudière	1,3	0,0	1,3
	Laurentides	11,6	0,4	12,0
	Laval	7,7	5,2	12,8
	Mauricie	31,9	1,4	33,3
	Montréal	136,7	22,3	159,1
	Montréal	91,3	436,6	527,9
	Nord-du-Québec	5,5	0,6	6,1
	Outaouais	86,2	0,0	86,2
	Saguenay / Lac-St-Jean	51,0	0,0	51,0
Total Formation universitaire		1 122,1	673,3	1 795,4

* Les données tiennent compte des engagements au 24 février 2006

**Source d'information: Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités
(S. Durand)

Études des crédits 2006-2007

Activités de formation

Budget alloué par région et par activité au 24 février 2006

Activités de formation	Région	* Compte d'assurance- emploi (K\$)	* Fonds du Québec (K\$)	Total (K\$)
Francisation	Abitibi-Témiscamingue	8,9	0,0	8,9
	Bas-St-Laurent	14,0	22,2	36,2
	Capitale-Nationale	202,2	282,8	485,0
	Centre-du-Québec	66,2	361,6	427,8
	Chaudière-Appalaches	19,3	2,9	22,2
	Côte-Nord	1,8	0,3	2,2
	Estrie	28,1	131,8	159,9
	Lanaudière	30,2	51,3	81,5
	Laurentides	48,9	21,6	70,5
	Laval	636,4	102,3	738,7
	Mauricie	27,2	149,4	176,6
	Montréal	541,9	440,9	982,8
	Montréal	6 492,0	1 559,8	8 051,7
	Outaouais	152,4	131,2	283,6
	Saguenay / Lac-St-Jean	0,0	8,9	8,9
Total Francisation		8 269,6	3 266,9	11 536,6
Indéterminé	(N.d.)	109,2	0,0	109,2
	Abitibi-Témiscamingue	452,6	27,8	480,5
	Bas-St-Laurent	1 039,8	59,2	1 099,0
	Capitale-Nationale	1 894,6	279,5	2 174,1
	Centre-du-Québec	265,4	103,7	369,1
	Chaudière-Appalaches	1 417,7	114,8	1 532,6
	Côte-Nord	1 871,0	21,3	1 892,3
	Estrie	1 763,5	20,6	1 784,1
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	1 087,3	92,4	1 179,7
	Lanaudière	803,5	75,8	879,3
	Laurentides	1 779,5	165,5	1 944,9
	Laval	308,3	55,3	363,5
	Mauricie	1 682,3	153,7	1 836,0
	Montréal	5 291,5	386,0	5 677,5
	Montréal	10 500,4	1 242,6	11 743,0
	Nord-du-Québec	645,7	5,5	651,3
	Outaouais	513,9	127,3	641,1
	Saguenay / Lac-St-Jean	1 706,8	137,8	1 844,5
Total Indéterminé		33 133,2	3 068,7	36 201,9
Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés	Abitibi-Témiscamingue	104,5	48,1	152,6
	Bas-St-Laurent	169,1	31,3	200,4
	Capitale-Nationale	119,2	87,9	207,1
	Centre-du-Québec	209,2	156,3	365,5
	Chaudière-Appalaches	22,1	4,9	27,0
	Côte-Nord	7,1	13,8	20,9
	Estrie	55,0	85,4	140,4
	Gaspésie-îles-de-la-madeleine	17,8	12,8	30,6
	Lanaudière	408,7	139,7	548,5
	Laurentides	187,6	37,1	224,7
	Laval	431,2	92,0	523,2
	Mauricie	173,6	95,7	269,4
	Montréal	315,9	110,0	425,9
	Montréal	802,8	221,1	1 023,9
	Nord-du-Québec	55,6	50,2	105,8
	Outaouais	270,4	105,6	376,0
	Saguenay / Lac-St-Jean	100,5	17,3	117,8
Total Métiers semi spécialisés ou peu spécialisés		3 450,4	1 309,3	4 759,8
Total des activités de formation		272 720,0	45 971,9	318 691,9

* Les données tiennent compte des engagements au 24 février 2006

**Source d'information: Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités
(S. Durand)

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

N° de fiche : RPE25

Titre

Fonds national de la formation de la main-d'œuvre (FNFMO) et Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (la Loi) :

- a) effectifs et budgets affectés à l'application de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre*;
- b) dépenses et frais à payer au ministère du Revenu du Québec (MRQ) pour l'application de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre*;
- c) montant des dépenses admissibles en formation pour les trois dernières années par les entreprises assujetties;
- d) par programme, montants dépensés par le FNFMO au cours des trois dernières années en indiquant le nombre de bénéficiaire;
- e) nombre et pourcentage des entreprises assujetties qui n'ont pas dépensé au moins 1 % de leur masse salariale à des dépenses de formation admissibles au cours des trois dernières années;
- f) montants reçus par Emploi-Québec en provenance des montants perçus par le Revenu Québec auprès des entreprises qui n'ont pas versé au moins 1 % de leur masse salariale en formation professionnelle au cours des trois dernières années;
- g) état de situation à l'égard des négociations avec le gouvernement fédéral dans le but d'obtenir 0,8% de la masse salariale assurable;
- h) plan d'affectation des ressources du FNFMO pour 2004-2005 et prévision pour 2005-2006;
- i) ventilation du budget disponible dans le FNFMO et répartition de celui-ci pour la promotion de la loi, pour les programmes de subventions, pour les frais d'administration et pour les autres postes, et ce, pour les cinq dernières années;
- j) part du budget du FNFMO de 2005-2006 déjà engagé en 2004-2005;
- k) montant disponible dans le FNFMO en 2004-2005 et en 2005-2006;
- l) critères d'admissibilité des projets dans le FNFMO, barèmes, montants maximum et modalités d'attribution;
- m) pourcentage du budget du FNFMO utilisé par les comités sectoriels;
- n) sommes accordées pour la francisation des personnes issues des communautés culturelles et de l'immigration dans le cadre du FNFMO pour les années 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006;
- o) pourcentage du budget du FNFMO utilisé pour l'alphabétisation en 2003-2004, 2004-2005 et prévisions pour 2005-2006.
- p) études, analyses, avis de la Commission des partenaires du marché du travail sur la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre*;
- q) évaluation de la Loi depuis son entrée en vigueur;
- r) description des mesures de remplacement suite à la modification de l'assujettissement des entreprises à la Loi;
- s) budget prévu pour les mesures de remplacement suite à la modification de l'assujettissement des entreprises à la Loi;
- t) évaluation des impacts de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre*, notamment sur la formation des femmes et des travailleurs âgés;
- u) nombre de travailleuses et travailleurs touchés par les formations financées par le FNFMO;
- v) tout avis produit par le ministère ou la Commission des partenaires du marché du travail sur le travail autonome et ses impacts pour les travailleurs(euses) autonomes;
- w) évolution, depuis la mise en place de la *Loi favorisant le développement de la main-d'œuvre*, de la procédure de la déclaration pour les employeurs;
- x) copie de la correspondance du ministre concernant le FNFMO.

- a) Pour l'année 2005-2006, les effectifs de la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre étaient de 63 etc. Le budget de fonctionnement s'est établi à 6 M\$.
- b) En 2005-2006, le ministère du Revenu du Québec recevra un montant de 367 150 \$¹ pour la perception de cotisations versées pour l'année civile 2004.
- c) Au cours des trois dernières années, soit 2002, 2003 et 2004², les entreprises assujetties ont déclaré 3,38 milliards de dollars.
- d) **Programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention individuelle**
 En 2005-2006, en date du 31 mars 2006, 1 122 projets totalisant 33,2 M\$ ont été acceptés.
 En 2004-2005, 718 projets totalisant 14,1 M\$ ont été acceptés.
 En 2003-2004, 1000 projets totalisant 17,6 M\$ ont été acceptés.
- Programme de subvention pour la promotion de la qualification de la main-d'œuvre**
 Ce programme n'a pas été reconduit en 2004-2005.
 En date du 31 mars 2004, 3 projets totalisant 481 000 \$ ont été acceptés.
- Programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention regroupée**
 En 2005-2006, en date du 31 mars 2006, 86 projets totalisant 4,9 M\$ ont été acceptés.
 En 2004- 2005, 55 projets totalisant 3,6 M\$ ont été acceptés.
- Programme de subvention pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'oeuvre en emploi**
 En 2005-2006, en date du 31 mars 2006, 476 projets totalisant 5,7 M\$ ont été acceptés.
 En 2004-2005, 114 projets totalisant 1 904 866 \$ ont été acceptés.
- Programme de subvention pour l'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre**
 En 2005-2006, en date du 31 mars 2006, 24 projets totalisant 2,3 M\$ ont été acceptés.
 En 2004- 2005, 25 projets totalisant 3,3 M\$ ont été acceptés.
 En 2003-2004, 23 projets acceptés totalisent 2,3 M\$ ont été acceptés.
- Programme de subvention à la recherche appliquée sur les conditions d'application de la Loi**
 En 2005-2006, en date du 31 mars 2006, 1 projet totalisant 35 M\$ a été accepté.
 En 2004-2005, 4 projets totalisant 646 755 \$ ont été acceptés.
 En 2003-2004, 9 projets ont été acceptés pour un montant total de 928 490 \$.
- De plus, dans le cadre des **Initiatives de la Commission des partenaires du marché du travail**, en date du 31 mars 2006, 4 projets totalisant 853 000 \$ ont été acceptés. En 2004-2005, 4 projets totalisant 844 000 \$ ont été acceptés. En 2003-2004, 3 projets ont été financés pour un montant total de 2,2 M\$.
- e) Pour les trois dernières années, soit 2002, 2003 et 2004³, le nombre d'employeurs qui n'ont pas dépensé au moins 1 % de leur masse salariale en dépenses de formation admissibles est de 17 964, soit 21 % de l'ensemble des employeurs assujettis.
- f) En 2005-2006, Emploi-Québec a reçu 21,3 M\$ provenant des montants perçus par le mrq

¹ Il s'agit d'une estimation au 31 mars 2006.

² Le ministère du Revenu du Québec a un cycle de traitement des données permettant de les interpréter de façon significative huit mois après le début du cycle de traitement, pour une année civile donnée. Les données de l'année 2005 seront traitées à l'automne 2006.

³ Le ministère du Revenu du Québec a un cycle de traitement des données permettant de les interpréter de façon significative huit mois après le début du cycle de traitement, pour une année civile donnée. Les données de l'année 2005 seront traitées à l'automne 2006.

auprès d'entreprises qui n'ont pas investi au moins 1 % de leur masse salariale en formation.

g) La question du financement provenant du Compte d'assurance-emploi ne s'applique pas au Fonds national.

h) Plans d'affectation 2005-2006 et 2006-2007 du FNFMO

En 2005-2006, les ressources du Fonds national ont été affectées ainsi :

- la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention individuelle : 10 M\$;
- la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention regroupée : 8 M\$;
- l'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre : 8 M\$;
- l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi : 8 M\$;
- la recherche appliquée : 2 M\$;
- les frais d'administration : 6 M\$.

En outre, un montant de 2 M\$ a été affecté pour soutenir des actions initiées par la Commission des partenaires du marché du travail et visant l'atteinte de l'objet de la présente Loi. Au total, l'affectation était donc de 44 M\$ sur des fonds disponibles de 88,8 M\$ (31 mars 2005).

Par ailleurs, au 12 avril 2006, les discussions se poursuivaient à la Commission sur le Plan d'affectation 2006-2007 ainsi que sur les nouveaux programmes.

i) En milliers de \$:

	2005-2006
Montant disponible	88 847
<u>DÉPENSES</u>	
Subventions ⁴	28 325
Frais de gestion ⁵	4 495
Promotion de la Loi	6
Autres	368

j) Les engagements antérieurs payables en 2006-2007 totalisent 25 M\$. Le budget 2006-2007 n'est pas disponible.

k) Au 31 mars 2005, le FNFMO disposait d'un excédent de 88,8 M\$.

l) En 2005-2006, les critères d'admissibilité des projets du FNFMO, les barèmes et les limites sont les suivants :

Programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention individuelle

Les promoteurs admissibles sont les entreprises ou les organisations dont la masse salariale se situe entre 250 000 \$ et 5 millions de dollars; les associations de travailleurs qui représentent le personnel en emploi auprès des employeurs assujettis sont aussi autorisées à déposer des projets. Les barèmes généraux fixent à 10 % de la masse salariale de l'année civile précédant le dépôt de la demande ou à 250 K\$ le maximum que peut recevoir un promoteur au cours d'un même exercice financier. Aussi, la durée maximale de formation pouvant être financée pour un même participant est limitée à 200 heures par année, à l'exception des projets d'alphabétisation et de francisation qui ne sont pas assujettis à cette limite. Des barèmes spécifiques fixent un maximum de 60 K\$ pour la détermination des besoins de formation du personnel en emploi, l'évaluation et le suivi de la formation et les activités pour les clientèles particulières. Les coûts sont établis selon un maximum possible de 100 \$/heure pour le formateur et de 20 \$/heure par participant jusqu'à un maximum de 300 \$/heure/groupe.

Les projets soumis sont analysés par le personnel de la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre et recommandés par un comité de validation de la direction à la présidente de la Commission des partenaires du marché du travail qui en dispose.

⁴ Données préliminaires au 31 mars 2006.

⁵ Frais de gestion, Promotion de la Loi et Autres : Données préliminaires au 31 mars 2006.

Programme de subvention pour la formation de la main-d'œuvre en emploi – Intervention regroupée

Les promoteurs admissibles sont les entreprises ou les organisations dont la masse salariale se situe entre 250 000 \$ et 5 millions de dollars; les associations de travailleurs qui représentent le personnel en emploi auprès des employeurs assujettis ainsi que les mutuelles de formation reconnues par Emploi-Québec sont aussi autorisées à déposer des projets. De plus, pour être considéré admissible, le regroupement doit satisfaire aux conditions suivantes : Être composé aux deux tiers de petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire d'entreprises ayant une masse salariale inférieure à deux millions de dollars; regrouper minimalement cinq entreprises ou plus ou cinq associations de travailleurs ou plus ou encore, que l'association soit présente dans cinq entreprises ou plus; démontrer que les activités pour lesquelles un financement est demandé présentent une réponse spécifique aux besoins particuliers de chaque entreprise membre du regroupement. Ainsi, les projets qui visent à uniformiser les façons de faire d'une entreprise à une autre ne sont pas admissibles; avoir désigné un mandataire, membre du regroupement ou externe à celui-ci, qui agit à titre de promoteur du projet (lettres de délégation signées par chaque entreprise membre du regroupement); le mandataire ou promoteur d'un projet ne peut pas agir à titre de fournisseur de services pour le regroupement, sauf s'il s'agit d'un service de formation agréé d'une entreprise participante.

Les barèmes généraux fixent à 10 % de la masse salariale de l'année civile précédant le dépôt de la demande de chaque entreprise participant au regroupement ou à 250 K\$ par entreprise le maximum que peut recevoir un promoteur au cours d'un même exercice financier. Aussi, la durée maximale de formation pouvant être financée pour un même participant est limitée à 200 heures par année, à l'exception des projets d'alphabétisation et de francisation qui ne sont pas assujettis à cette limite. Des barèmes spécifiques fixent un maximum de 60 K\$ par entreprise participante pour la détermination des besoins de formation du personnel en emploi, l'évaluation et le suivi de la formation et les activités pour les clientèles particulières. Un maximum fixé à 10 000 \$ par entreprise participante peut être accordé pour tout autre initiative visant l'implantation de services d'organisation et de mise en oeuvre de la formation. Les coûts sont établis selon un maximum possible de 100 \$/heure pour le formateur et de 20 \$/heure par participant jusqu'à un maximum de 300 \$/heure/groupe.

Les projets soumis sont analysés par le personnel de la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre et recommandés par un groupe de travail de la Commission à la présidente de la Commission des partenaires du marché du travail qui en dispose.

Programme de subvention pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'oeuvre en emploi

Les promoteurs admissibles sont les entreprises dont la masse salariale est supérieure à 250 000 \$ sans limite de maximum, qu'elles soient publiques ou privées, pour les activités de formation visant la francisation et la formation de base et les entreprises dont la masse salariale se situe entre 250 000 \$ et 5 millions de dollars en ce qui a trait aux activités de recyclage. Une enveloppe budgétaire est réservée à chacune des régions pour la réalisation des activités de formation relatives aux objectifs spécifiques du programme de subvention pour l'intervention régionale en matière de formation de la main-d'œuvre en emploi. La durée maximale de formation pouvant être financée pour un même participant est limitée à 200 heures par année dans le cas d'une activité de recyclage. Les coûts sont établis selon un maximum possible de 100 \$/heure pour le formateur et de 20 \$/heure par participant.

Programme de subvention pour l'intervention sectorielle en matière de formation de la main-d'œuvre

Dans le cadre de ce programme, les promoteurs admissibles sont les comités sectoriels reconnus par la Commission. Le barème fixe à trois ans la période à l'intérieur de laquelle doit se réaliser un projet; l'aide financière maximale est établie à 300 K\$ par projet sans excéder 600 K\$ pour un même comité à l'intérieur d'une année financière. La Commission peut cependant statuer sur toute demande qui dépasserait la durée de réalisation ou le montant maximal établi.

Les projets soumis sont analysés par le personnel de la Direction du Fonds national de formation de la main-d'œuvre ou de la Direction du développement des compétences en milieu de travail et recommandés par un groupe de travail de la Commission à la présidente de la Commission ou à la Commission selon le cas.

Programme de subvention à la recherche appliquée sur les conditions d'application de

la Loi

Dans le cadre de ce programme, deux types d'activités de recherche peuvent être admissibles, soit les activités de recherche d'envergure (les études et les analyses tant qualitatives que quantitatives, les études de cas et les monographies, etc.) et les activités scientifiques connexes (les enquêtes statistiques, le soutien aux activités de recherche interne, la mise à profit et le transfert de connaissances, la création et la diffusion de bases de données sur la recherche, la publication de bibliographies spécialisées).

Le responsable du projet doit être titulaire d'un doctorat ou d'une formation et d'une expérience jugée satisfaisante.

Le montant de la subvention sera déterminé par le type de projet et la méthodologie retenue.

Les projets soumis sont analysés par le personnel de la Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique. Ils sont, par la suite, soumis à un comité directeur, à un comité de pertinence et à un comité scientifique.

- m) En 2005-2006, les comités sectoriels ont reçu 8,2 % des subventions payées, soit 2,3 M\$⁶ sur 28,3 M\$⁶ dépensés.
- n) Les données sur les participants ne sont pas colligées avec la précision demandée. Seul le nombre de participants est actuellement disponible. En 2005-2006, 5,7 M\$ ont été accordés pour de la formation en francisation, en alphabétisation et en français langue seconde visant 16 684 travailleurs en emploi.
- o) Les données relatives à l'alphabétisation, à la francisation et au français langue seconde sont colligées dans la même catégorie et ne peuvent pas être isolées.
- p) Il n'y a pas eu d'étude, d'analyse ou d'avis de la Commission des partenaires du marché du travail sur la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre. Par ailleurs, elle a participé aux travaux relatifs à l'évaluation de la Loi et a déposé un mémoire lors des consultations particulières de février 2006 qui ont eu lieu par suite du dépôt du Rapport quinquennal 2000-2005 portant sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre et sur l'opportunité de la maintenir en vigueur ou de la modifier.
- q) Le « Rapport quinquennal sur la mise en œuvre 1995-2000 » qui porte sur la mise en œuvre de la Loi et sur l'opportunité de la maintenir en vigueur ou de la modifier a constitué une première évaluation de la Loi. Toutefois, les études disponibles au moment de rédiger ce premier rapport faisaient état de résultats d'évaluation partiels.

Par ailleurs, au moment de la rédaction du « Rapport quinquennal 2000-2005 », plusieurs résultats d'études quantitatives étaient disponibles dont, notamment, les résultats d'enquêtes réalisées par le Ministère auprès des employeurs assujettis et de leurs employés. Conformément à la Loi, ce rapport a été présenté au Conseil des ministres le 15 juin 2005 et a été déposé à l'Assemblée nationale le 16 juin 2005 pour examen par la commission parlementaire compétente. À cet effet, en février 2006, la Commission de l'économie et du travail a procédé à des consultations particulières.

- r) Il n'y a actuellement aucune mesure de remplacement à la suite de la modification de l'assujettissement des entreprises à la Loi. Les entreprises qui ne sont plus assujetties sont demeurées admissibles aux programmes de subventions pendant les deux dernières années (2004-2006). Par ailleurs, au terme des séances de la commission parlementaire portant sur l'étude du Rapport quinquennal 2000-2005, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a mandaté la Commission des partenaires du marché du travail afin qu'elle optimise l'utilisation du Fonds national de formation de la main-d'œuvre en fonction d'objectifs structurants pour l'économie du Québec et de la nécessité de soutenir les petites et moyennes entreprises. Les travaux, dont l'échéance est fixée au 15 septembre 2006, sont actuellement en cours.

⁶ Ces montants sont préliminaires. Les montants totaux seront présentés dans le Rapport d'activité 2005-2006 où les états financiers sont vérifiés.

- s) À l'heure actuelle, il n'y a pas de budget prévu pour les mesures de remplacement puisqu'il n'y a pas de mesure. Par ailleurs, dès la fin des travaux en septembre, un budget sera prévu à cet égard.
- t) La question est non pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.
- u) Cette information n'est pas disponible. Les données sur les participants ne sont pas systématiquement colligées dans notre base de données.
- v) La question est non pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.
- w) La question est non pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.
- x) La question est non pertinente dans le cadre de l'étude des crédits.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE26

Titre

Économie sociale :

- a) liste des projets subventionnés par région dans le cadre de l'économie sociale en spécifiant le type de services dispensés par l'organisme et la subvention reçue en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- b) durée de vie moyenne d'une entreprise d'économie sociale avec les emplois qu'elle génère en indiquant le nombre de nouvelles entreprises et le nombre de fermetures pour la même période.

Exposé et statistiques

- a) L'annexe A, ci-joint, comprend la liste des projets subventionnés par région dans le cadre de l'économie sociale, la subvention reçue en 2005-2006 pour chacun des projets et le total des subventions versées par région et pour l'ensemble des régions en 2005-2006.

Les organismes du secteur de l'économie sociale sont identifiés dans les systèmes d'information de gestion. Toutefois, les types de services qu'ils offrent, comme l'aide domestique, ressourceries et autres ne sont pas identifiés et les systèmes d'information ne peuvent donner de détails sur ces composantes de l'économie sociale.

- b) Selon le Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'économie sociale et de l'action communautaire (CSMOÉSAC), parmi les entreprises d'économie sociale : 24% d'entre elles ont moins de 5 ans d'existence, 17 % ont entre 6 et 10 ans, 35 % ont entre 11 et 20 ans et 24 % ont plus de 21 ans d'existence.

Selon la dernière recension du Chantier de l'économie sociale en 2002, le secteur représente 6 300 entreprises (2 300 coopératives et 4 000 organismes à but non lucratif), et plus de 65 000 emplois, dont 20 000 travaillent dans les coopératives et 45 000 dans les OBNL.

Depuis 1996, plus de 25 000 emplois auraient été créés dans le secteur de l'économie sociale, selon le Chantier de l'économie sociale. De ce nombre, plus de 15 000 nouveaux emplois auraient été créés dans les centres de la petite enfance, plus de 6 000 dans les services de maintien à domicile et 1 000 dans le secteur de la gestion des matières résiduelles.

Les données ci-dessus sont approximatives et celles relatives au nombre de nouvelles entreprises et au nombre de fermetures ne sont pas disponibles.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités

COLLABORATION : Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle
Direction générale adjointe à la planification et au développement de l'emploi

VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 3 avril 2006

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
	BAS-ST-LAURENT	
SE	SERVICES KAM-AIDE INC.	287,21 \$
SE	A.L.E.S.E ABATTONS LES ECHELONS SOCIO-ECONOMIQUES	12 345,20 \$
SE	A.L.E.S.E ABATTONS LES ECHELONS SOCIO-ECONOMIQUES	5 586,00 \$
SE	A.L.E.S.E ABATTONS LES ECHELONS SOCIO-ECONOMIQUES	5 351,15 \$
SE	A.L.E.S.E ABATTONS LES ECHELONS SOCIO-ECONOMIQUES	5 067,20 \$
SE	A.L.E.S.E ABATTONS LES ECHELONS SOCIO-ECONOMIQUES	1 419,20 \$
SE	ALIMENTATION COOP LA POCATIERE	- \$
SE	ATELIER GRAND FLEUVE	6 771,60 \$
SE	ATELIER GRAND FLEUVE	3 233,92 \$
SE	ATELIER GRAND FLEUVE	6 771,60 \$
SE	ATELIER GRAND FLEUVE	3 233,92 \$
SE	CAFE L'EXPRESS'O, COOP DE SOLIDARITE	10 898,02 \$
SE	CAFE L'EXPRESS'O, COOP DE SOLIDARITE	9 576,00 \$
SE	CAFE L'EXPRESS'O, COOP DE SOLIDARITE	9 576,00 \$
SE	CAFE L'EXPRESS'O, COOP DE SOLIDARITE	- \$
SE	CAFE L'EXPRESS'O, COOP DE SOLIDARITE	- \$
SE	CAMP MUSICAL ST-ALEXANDRE INC.	10 634,75 \$
SE	CAMP MUSICAL ST-ALEXANDRE INC.	5 472,00 \$
SE	CARREFOUR DE LA LITTERATURE, DES ARTS ET DE LA CULTURE (CLAC	12 883,99 \$
SE	CARREFOUR DE LA LITTERATURE, DES ARTS ET DE LA CULTURE (CLAC	- \$
SE	CENTRE D'ACCUEIL, DE DEVELOPPEMENT ET DE FORMATION EN LANGUE	10 108,00 \$
SE	CENTRE D'ARCHIVES DE LA REGION DE RIVIERE-DU-LOUP	11 322,08 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	2 163,60 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	10 432,68 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	9 339,26 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	4 805,81 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	5 224,39 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	11 410,35 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION (CFER) MAT	- \$
SE	CENTRE MULTI-SERVICES DE SAINT-CYPRIEN	462,00 \$
SE	CENTRE MULTI-SERVICES DE SAINT-CYPRIEN	1 298,04 \$
SE	CENTRE PERINATAL ENTRE DEUX VAGUES	312,84 \$
SE	COLLECTIVITES ECOLOGIQUES BAS-SAINT-LAURENT	3 990,00 \$
SE	COLLECTIVITES ECOLOGIQUES BAS-SAINT-LAURENT	7 479,15 \$
SE	COOP ALIMENTAIRE DE SAINT-NOEL	9 728,00 \$
SE	COOP.DE SOLIDARITE EN ALIM. SAIN E L'EGLANTIER DU KAMOURASKA	2 428,96 \$
SE	COOPERATIVE DE CONSOMMATEURS DE SAINTE-IRENE	5 831,00 \$
SE	COOPERATIVE DE CONSOMMATEURS DE SAINTE-IRENE	2 373,00 \$
SE	COOPERATIVE DE CONSOMMATEURS DE SAINTE-IRENE	1 064,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	5 203,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	5 507,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	6 279,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	3 995,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	4 822,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SAINT-VIANNEY	3 510,00 \$
SE	CORPORATION D'HEBERGEMENT DE MONT-JOLI	6 840,00 \$
SE	CORPORATION TOURISTIQUE DE SAINT-CLEMENT	473,78 \$
SE	DIFFUSION COMMUNAUTAIRE DE LA MITIS INC.	6 748,77 \$
SE	DIFFUSION COMMUNAUTAIRE DE LA MITIS INC.	10 688,80 \$
SE	ECOLE DE MUSIQUE DU COLLEGE DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIERE	7 093,20 \$
SE	ECOSITE DE LA MATAPEDIA	4 625,40 \$
SE	ECOSITE DE LA MATAPEDIA	4 864,00 \$
SE	FESTI JAZZ RIMOUSKI INC.	7 329,70 \$
SE	FESTI JAZZ RIMOUSKI INC.	6 723,85 \$
SE	FRIPERIE DE L'EST INC.	12 087,52 \$
SE	FRIPERIE DE L'EST INC.	2 904,47 \$
SE	LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	10 914,03 \$
SE	LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	1 862,00 \$
SE	LA MAISON DE L'ESPOIR DE MONT-JOLI INC.	2 310,40 \$
SE	L'AVIS BIO	4 566,24 \$
SE	LE REGROUPEMENT D'ARTISTES DE LA SEIGNEURIE	7 081,20 \$
SE	LES AMIS DE L'ART DE TROIS-PISTOLES INC.	- \$
SE	MAGASIN CO-OP LA RIVERAINE DE RIVIERE-OUELLE	2 090,00 \$
SE	MOISSON VALLEE MATAPEDIA	9 722,00 \$
SE	MOISSON VALLEE MATAPEDIA	2 058,40 \$
SE	REGROUPEMENT D'ARTISTES F	6 384,00 \$
SE	REGROUPEMENT DES FEMMES DE LA REGION DE MATANE	1 994,65 \$
SE	RELAIS SANTE (MATANE)	973,28 \$
SE	RELAIS SANTE (MATANE)	7 501,25 \$
SE	RELAIS SANTE (MATANE)	425,81 \$
SE	RELAIS SANTE (MATANE)	5 291,60 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	SERVICE DE GARDE L'ENFANT JOUE CENTRE DE LA PETITE ENFANCE	9 576,00 \$
SE	SERVICES KAM-AIDE INC.	1 780,30 \$
SE	SERVICES KAM-AIDE INC.	- \$
SE	SOCIETE D'EDUCATION POPULAIRE DE CABANO ANTIDOTE MONDE	4 256,00 \$
SE	STATION PLEIN AIR	12 621,20 \$
SE	STATION PLEIN AIR	12 356,72 \$
SE	STATION PLEIN AIR	11 222,80 \$
SE	TRANSPORT "VAS-Y" INC.	8 508,64 \$
		432 074,33 \$
	SAGUENAY/LAC-ST-JEAN	
SE	ASSOCIATION DES CITOYENNES AVERTIES D'ALMA INC.	7 953,40 \$
SE	CAFE DU PRESBYTERE	4 831,92 \$
SE	CAFE DU PRESBYTERE	2 179,92 \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE D'AIDE A LA JEUNESSE TANDEM LAC-SAINT-J	9 089,60 \$
SE	COLLECTES CODERR	3 580,56 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	52,14 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	208,32 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	338,52 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	2 691,54 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	- \$
SE	COOP DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DU ROYAUME	1 540,24 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	26,82 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	574,02 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	10 113,56 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	9 792,44 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	7 425,06 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	8 914,80 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	8 390,40 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE LAC-SAINT-JEAN-EST	2 882,80 \$
SE	COOPERATIVE DES TRAVAILLEURS DU MONT LAC-VERT	6 741,20 \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE LAC SAINT-JEAN ES	2 572,29 \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE LAC SAINT-JEAN ES	3 192,00 \$
SE	CORPORATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA RECUPERATION ET	11 930,10 \$
SE	FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE INC.	9 252,88 \$
SE	FONDS D'ENTRAIDE COMMUNAUTAIRE INC.	- \$
SE	LES FERMES SOLIDAR, INC.	86,10 \$
SE	LES FERMES SOLIDAR, INC.	3 389,20 \$
SE	LES FERMES SOLIDAR, INC.	4 503,80 \$
SE	LES PAPIERS SOLIDERR INC.	9 089,60 \$
SE	RESIDENCE DE LABRECQUE	1 398,40 \$
SE	SERFRIVAIL	3 824,00 \$
SE	SERFRIVAIL	4 011,52 \$
SE	SERFRIVAIL	3 398,80 \$
SE	SERFRIVAIL	4 011,52 \$
SE	SERFRIVAIL	3 398,80 \$
SE	SERFRIVAIL	3 008,64 \$
SE	SERFRIVAIL	3 398,80 \$
SE	SERFRIVAIL	4 011,52 \$
SE	SERFRIVAIL	2 408,46 \$
SE	SERFRIVAIL	4 949,12 \$
SE	SERFRIVAIL	2 070,78 \$
SE	SERFRIVAIL	2 930,00 \$
SE	SERFRIVAIL	6 308,64 \$
SE	SERFRIVAIL	5 351,76 \$
SE	SERFRIVAIL	1 968,96 \$
SE	SERFRIVAIL	6 586,58 \$
SE	SERFRIVAIL	1 391,75 \$
SE	SERFRIVAIL	1 142,70 \$
SE	SERFRIVAIL	- \$
SE	SERFRIVAIL	- \$
		196 913,98 \$
	CAPITALE NATIONALE	
SE	(LE) PAVOIS - PROGRAMME D'ACTIVITES VALORISANTES OFFRANT INT	9 339,20 \$
SE	ACTION-HABITATION DE QUEBEC INC.	250,71 \$
SE	ACTION-HABITATION DE QUEBEC INC.	4 990,16 \$
SE	ACTION-HABITATION DE QUEBEC INC.	2 346,50 \$
SE	AGENCE POUR VIVRE CHEZ SOI	4 892,48 \$
SE	AGENCE POUR VIVRE CHEZ SOI	20,90 \$
SE	ATELIER LA CIRE-CONSTANCE	- \$
SE	ATELIER LE COUP DE MAIN	3 326,60 \$
SE	ATELIER LE COUP DE MAIN	2 169,63 \$
SE	AUBERGE LE VIEUX COUVENT	4 871,93 \$
SE	BERCAIL DE JONATHAN	3 725,40 \$
SE	BFCO INC.	221,34 \$

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	BFCO INC.	273,42 \$
SE	BFCO INC.	1 536,92 \$
SE	BFCO INC.	605,88 \$
SE	BOUQUINERIE TRAIT D'UNION	898,56 \$
SE	CDEC DE QUEBEC	3 654,00 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE JARDIN BLEU, QUEBEC	8 470,65 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE JARDIN BLEU, QUEBEC	3 651,90 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE JARDIN BLEU, QUEBEC	9 477,15 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE ROC-AMADOUR	3 647,62 \$
SE	CENTRE EDUCATIF MULTICULTUREL L'ARCHE DE NOE	813,28 \$
SE	CENTRE EDUCATIF MULTICULTUREL L'ARCHE DE NOE	4 455,36 \$
SE	CKRL - MF 89, 1 INC.	9 607,15 \$
SE	CKRL - MF 89, 1 INC.	1 361,15 \$
SE	CKRL - MF 89, 1 INC.	12 032,16 \$
SE	COMITE DE MISE EN VALEUR DU LIN	6 866,58 \$
SE	COMITE DE MISE EN VALEUR DU LIN	3 905,37 \$
SE	COMITE DE MISE EN VALEUR DU LIN	6 832,70 \$
SE	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	2 104,00 \$
SE	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	6 019,20 \$
SE	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	8 011,15 \$
SE	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	924,42 \$
SE	COMMUNAUTE AGAPE DE QUEBEC	5 441,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE AVANTAGES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE AVANTAGES	2 331,44 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE AVANTAGES	5 665,10 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	5 951,59 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	1 054,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	3 511,09 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE ORLEANS	6 871,24 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ALIMENTATION NATURELLE "ALIMENT	11 814,84 \$
SE	COOPERATIVE DES BRASSEURS PROFESSIONNELS	- \$
SE	COOPERATIVE DES SUCRIERS DE LA RIVE-NORD	10 613,20 \$
SE	COOPERATIVE DES SUCRIERS DE LA RIVE-NORD	5 135,20 \$
SE	COOPERATIVE DES SUCRIERS DE LA RIVE-NORD	4 389,60 \$
SE	COOPERATIVE DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PROMO-SANTE	10 344,60 \$
SE	CORPORATION AU PIED DES MONTS INC.	13 411,60 \$
SE	CORPORATION DU PARC DE LA FALAISE ET DE LA CHUTE KABIR KOUBA	3 465,00 \$
SE	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	4 280,64 \$
SE	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	12 488,98 \$
SE	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	6 133,83 \$
SE	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	439,13 \$
SE	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	- \$
SE	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE QUEBEC, CHAUDIER	143,22 \$
SE	FEDERATION DES COOPERATIVES D'HABITATION DE QUEBEC, CHAUDIER	8 246,00 \$
SE	FERME S.M.A.	105,00 \$
SE	FERME S.M.A.	1 216,00 \$
SE	FONDATION DU PATRIMOINE DE ST-CASIMIR	12 016,80 \$
SE	FONDATION DU PATRIMOINE DE ST-CASIMIR	9 050,96 \$
SE	FONDATION SAINT-ROCH	13 107,60 \$
SE	FONDATION SAINT-ROCH DE QUEBEC	- \$
SE	GROUPE D'ACTION COMMUNAUTAIRE ET D'ECONOMIE SOCIALE LA SOURC	6 156,00 \$
SE	JOURNAL MAINS LIBRES	2 483,60 \$
SE	LA CORPORATION CITE-JOIE INC.	8 147,20 \$
SE	LA FONDATION DES SOURDS DU QUEBEC (F.S.Q.) INC.	3 271,76 \$
SE	LA FONDATION DES SOURDS DU QUEBEC (F.S.Q.) INC.	6 859,00 \$
SE	LA FONDATION DES SOURDS DU QUEBEC (F.S.Q.) INC.	471,20 \$
SE	LA MAISON DES ENTREPRISES DE COEUR, COOPERATIVE DE SERVICES	8 217,09 \$
SE	LA MAISON DES ENTREPRISES DE COEUR, COOPERATIVE DE SERVICES	- \$
SE	LA POPOTE DE CHARLESBOURG	3 648,00 \$
SE	LA SOCIETE CULTURELLE DE VANIER	10 804,15 \$
SE	LA SOCIETE ST-VINCENT DE PAUL DE QUEBEC	5 798,80 \$
SE	LA SOCIETE ST-VINCENT DE PAUL DE QUEBEC	6 729,80 \$
SE	L'AUBERGINE DE LA MACEDOINE DU QUEBEC INC.	6 555,00 \$
SE	LE COMPTOIR DE FREDERIC	662,20 \$
SE	LE COMPTOIR DE FREDERIC	8 330,00 \$
SE	LE COMPTOIR DE FREDERIC	10 755,50 \$
SE	LE VELO VERT INC.	10 564,00 \$
SE	LE VELO VERT INC.	12 523,08 \$
SE	LES COPIES DU PAVOIS INC.	42,55 \$
SE	LES COPIES DU PAVOIS INC.	981,71 \$
SE	LES COPIES DU PAVOIS INC.	6 172,37 \$
SE	LES EDITIONS VIABILYS INC.	4 414,90 \$

Source: Extrait du fichier SOS.
DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	LES EDITIONS VIABILYS INC.	- \$
SE	LES ENTREPRISES DE LA COTERIE DE BEAUPORT INC.	6 063,35 \$
SE	LES ENTREPRISES DE LA COTERIE DE BEAUPORT INC.	4 560,28 \$
SE	LES ENTREPRISES DE LA COTERIE DE BEAUPORT INC.	4 157,50 \$
SE	LES ENTREPRISES DE LA COTERIE DE BEAUPORT INC.	8 383,55 \$
SE	LES HABITATIONS SANS FRONTIERES	3 273,70 \$
SE	LES LOISIRS MONTCALM INC.	- \$
SE	LES LOISIRS MONTCALM INC.	4 711,80 \$
SE	LES PREMIERS DE CORDEE	1 822,80 \$
SE	LES PREMIERS DE CORDEE	9 249,20 \$
SE	LES PREMIERS DE CORDEE	9 842,00 \$
SE	LES PREMIERS DE CORDEE	5 852,00 \$
SE	MAISON PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN	9 433,27 \$
SE	MAISON PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN	11 148,48 \$
SE	MAISON PRESENCE-FAMILLE ST-AUGUSTIN	- \$
SE	OEUVRE INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT INTEGRAL	8 874,80 \$
SE	OEUVRE INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT INTEGRAL	1 627,15 \$
SE	OPTION-METAL RECYCLE DU QUEBEC	- \$
SE	OPTION-METAL RECYCLE DU QUEBEC	13 057,82 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	9 411,15 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	5 320,00 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	1 783,00 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	4 202,80 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	9 075,15 \$
SE	PLAN NAGUA INC.	10 351,95 \$
SE	QUEBEC ART CITE - CENTRE INTERNATIONAL D'ANIMATION URBAINE	6 380,83 \$
SE	RADIO BASSE VILLE INC	678,86 \$
SE	RADIO BASSE VILLE INC	5 928,00 \$
SE	RECYCLAGE VANIER	2 280,00 \$
SE	RESSOURCERIE DE PORTNEUF	3 792,92 \$
SE	RESSOURCERIE DE PORTNEUF	5 680,79 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	1 254,75 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	4 263,60 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	7 220,15 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	1 307,20 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	5 845,15 \$
SE	RESSOURCES FAMILIALES DE LA COTE-DE-BEAUPRE	2 077,81 \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	8 676,15 \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	2 818,42 \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	- \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	8 815,03 \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	3 623,40 \$
SE	SERVICE AMICAL BASSE-VILLE INC.	6 591,60 \$
SE	SERVICE CAFE DE L'ESPOIR	- \$
SE	SIROPLUS	7 602,08 \$
SE	SIROPLUS	8 523,49 \$
SE	SIROPLUS	13 403,12 \$
SE	SIROPLUS	4 036,40 \$
SE	SIROPLUS	2 591,60 \$
SE	TAXIBUS CHARLEVOIX	4 656,75 \$
SE	TAXIBUS CHARLEVOIX	6 348,79 \$
SE	TELEVISION COMMUNAUTAIRE VENTS ET MAREES	7 026,80 \$
SE	TELEVISION DE CHARLEVOIX-OUEST (TVCO)	13 255,20 \$
SE	TELEVISION DE CHARLEVOIX-OUEST (TVCO)	12 143,18 \$
SE	TELEVISION DE CHARLEVOIX-OUEST (TVCO)	14 331,26 \$
SE	TRANSPORT COLLECTIF COTE-DE-BEAUPRE	- \$
SE	VALORIBEC	6 619,21 \$
SE	VALORIBEC	3 668,07 \$
SE	VALORIBEC	688,88 \$
SE	VALORIBEC	8 205,96 \$
SE	VALORIBEC	4 266,41 \$
SE	VALORIBEC	1 159,76 \$
SE	VALORIBEC	5 557,61 \$
		755 640,82 \$
	MAURICIE	
SE	AMITIE SANTE 04	4 967,20 \$
SE	APPARTENANCE MAURICIE SOCIETE D'HISTOIRE REGIONALE	- \$
SE	ASSOCIATION REGIONALE DES GESTIONNAIRES DE ZECS DE LA MAURIC	5 320,00 \$
SE	BULLETIN COMMUNAUTAIRE LE TOUR D'Y VOIR	11 383,12 \$
SE	C.P.E. SAUTE-MOUTON INC.	12 143,18 \$
SE	CAMP VAL-NOTRE-DAME	9 579,60 \$
SE	CAMP VAL-NOTRE-DAME	- \$
SE	CAMP VAL-NOTRE-DAME	2 838,40 \$
SE	CLUB DE GOLF TAWACHICHE	8 863,20 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	CLUB DE GOLF TAWACHICHE	8 763,56 \$
SE	COMPAGNIE DE DANSE L'ASTRAGALE	2 519,23 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AVENTURE ECOTOURISME MAURICIE	14 616,00 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN MILIEU COLLEGIAL LA MARGELLE 2000	3 041,50 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN MILIEU COLLEGIAL LA MARGELLE 2000	1 824,90 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE RADIO COMMUNAUTAIRE DE LA MRC DE MASKINON	- \$
SE	COOP DE SOLIDARITE RADIO COMMUNAUTAIRE DE LA MRC DE MASKINON	- \$
SE	COOP DE TRAVAIL CONSEIL RVC	3 826,20 \$
SE	COOPERATIVE AGRO-TOURISTIQUE LA PIERRE ANGULAIRE	9 770,23 \$
SE	COOPERATIVE AGRO-TOURISTIQUE LA PIERRE ANGULAIRE	- \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	7 933,59 \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	12 296,55 \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	- \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	8 523,90 \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	10 774,89 \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	6 314,00 \$
SE	COOPERATIVE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	- \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	2 123,25 \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	6 511,30 \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	1 557,05 \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	- \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	- \$
SE	COOPERATIVE DE COUTURE DE BATISCAN	4 246,50 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE ARTISTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	2 150,64 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE ARTISTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	1 779,84 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE ARTISTIQUE DE LA MRC DE MASKINONGE	1 483,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE SHAWNIGAN	4 569,46 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE LA MAISON FAMILIALE RURALE DE L	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'INTEGRATION SOCIO-PROFESSIONNELL	3 665,76 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'INTEGRATION SOCIO-PROFESSIONNELL	12 409,88 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'INTEGRATION SOCIO-PROFESSIONNELL	13 118,98 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS LA MAISON GRANDI-OSE	1 478,71 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS LA MAISON GRANDI-OSE	7 483,60 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAILLEURS LA MAISON GRANDI-OSE	1 216,00 \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT RECREOTOURISTIQUE ET DU NAUTISM	934,40 \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT RECREOTOURISTIQUE ET DU NAUTISM	8 905,48 \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT RECREOTOURISTIQUE ET DU NAUTISM	10 998,80 \$
SE	CORPUS RHESUS DANSE INC.	1 738,52 \$
SE	CYBERNET CAFI DE TROIS-RIVIHRES	16 504,04 \$
SE	GROUPE "VOIX DE FEMMES ST-MATHIEU-DU-PARC"	4 541,44 \$
SE	GROUPE "VOIX DE FEMMES ST-MATHIEU-DU-PARC"	5 676,80 \$
SE	GROUPE "VOIX DE FEMMES ST-MATHIEU-DU-PARC"	2 696,48 \$
SE	GROUPE RCM INC.	16 610,88 \$
SE	LA FENETRE, CENTRE D'IMMERSION AUX ARTS	2 661,00 \$
SE	LA MAISON DES TROIS COLOMBES	5 322,00 \$
SE	LA RADIO CAMPUS COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE SHAWNIGAN INC.	9 124,50 \$
SE	LA RADIO CAMPUS COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE SHAWNIGAN INC.	- \$
SE	L'ASSOCIATION EPERVIER DE LA TUQUE INC.	7 904,00 \$
SE	LE MUSEE DU BUCHERON LES PILES INC.	4 603,20 \$
SE	LE MUSEE DU BUCHERON LES PILES INC.	22 576,37 \$
SE	LIGUE D'IMPROVISATION MAURICIENNE	- \$
SE	LOISIRS ADAPTES MAISON GRANDI-OSE	- \$
SE	LOISIRS ADAPTES MAISON GRANDI-OSE	- \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	3 959,60 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	4 788,00 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	- \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	1 596,00 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	3 223,15 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	2 425,15 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE DU RIVAGE	- \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE LES FORGES	2 276,06 \$
SE	MENAGEZ-VOUS, TERRITOIRE LES FORGES	9 002,65 \$
SE	RESSOURCERIE CENTRE-DE-LA-MAURICIE	12 792,32 \$
SE	S.I.T. (SERVICE D'INTEGRATION AU TRAVAIL)	4 035,85 \$
SE	S.I.T. (SERVICE D'INTEGRATION AU TRAVAIL)	- \$
SE	SACERF MACOUSINE INC.	7 904,00 \$
SE	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE MISE EN VALEUR DU BASSIN DE LA B	- \$
SE	SOUTIEN A DOMICILE DES CHENAUX	6 430,43 \$
	ESTRIE	388 324,54 \$
SE	AIDE DOMESTIQUE DU HAUT ST-FRANCOIS	13 224,00 \$
SE	ASSOCIATION TOURISTIQUE ET CULTURELLE DE DUDSWELL	10 944,00 \$
SE	AUX CHAMPETRERIES	3 382,75 \$
SE	AUX CHAMPETRERIES	11 525,15 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	AUX CHAMPETRIERIES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	3 076,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	7 478,40 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	4 814,70 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	364,80 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	1 394,64 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	1 117,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE DE L'ESTRIE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE MEMPHREMAGO	10 230,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE MEMPHREMAGO	9 737,60 \$
SE	ECOLE MULTI-ARTS DES CANTONS	3 441,93 \$
SE	LES POUSSSES VERTES DU HAUT-ST-FRANCOIS INC.	6 650,00 \$
SE	LOISIRS COOKSHIRE INC	9 180,80 \$
SE	RESSOURCE EN ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	RESSOURCE EN ENTRETIEN MENAGER	10 632,89 \$
SE	RESSOURCE EN ENTRETIEN MENAGER	10 041,05 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	2 829,68 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	4 310,38 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	3 635,03 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	9 548,56 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	3 982,78 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	3 885,21 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	5 129,67 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	5 313,28 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	11 032,90 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	10 319,80 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	2 470,29 \$
SE	RESSOURCERIE DU GRANIT	2 765,22 \$
SE	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	9 243,30 \$
SE	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	7 980,00 \$
SE	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	1 596,00 \$
SE	SERVICE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA REGION DE COATICOOK	800,88 \$
SE	SERVICE D'ENTRETIEN DOMESTIQUE DU GRANIT INC.	1 173,06 \$
SE	SERVICE D'ENTRETIEN DOMESTIQUE DU GRANIT INC.	3 676,63 \$
SE	SERVICE D'ENTRETIEN DOMESTIQUE DU GRANIT INC.	2 319,50 \$
		209 249,28 \$
	MONTREAL	
SE	ACCESMULTIMEDIA	661,43 \$
SE	AFFAIRES D'ART	- \$
SE	ALTERNATIVES COMMUNAUTAIRES D'HABITATION ET D'INTERVENTION D	- \$
SE	ARRONDISSEMENT.COM	6 173,93 \$
SE	ASSOCIATION CULTURELLE DU SUD-OUEST	4 022,13 \$
SE	CABARET LION D'OR	5 575,36 \$
SE	CABARET LION D'OR	1 686,40 \$
SE	CAPELLA TECHNOLOGIES, COOPERATIVE DE TRAVAIL	5 570,25 \$
SE	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL	10 127,95 \$
SE	CENTRE DE FORMATION DU JARDIN DU CITOYEN	1 571,38 \$
SE	CENTRE DES AINES DU RESEAU D'ENTRAIDE DE SAINT-LEONARD	5 223,47 \$
SE	CENTRE DES ARTS DE LA SCENE PAULINE JULIEN	6 668,31 \$
SE	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ET DE DIFFUSION DU COSTUME INC.	2 998,27 \$
SE	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ET DE DIFFUSION DU COSTUME INC.	2 613,07 \$
SE	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE ET DE DIFFUSION DU COSTUME INC.	- \$
SE	COMPAGNIE F, ENTREPRENEURSHIP POUR FEMMES	1 249,72 \$
SE	CONCILIATION TRAVAIL FAMILLE COMMODUS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ENVIRONNEMENT LA MAISON VERTE	4 925,55 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SERVICES ALIMENTAIRES LE MAINBO	7 634,27 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LES IRREDUCTIBLES	365,82 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LES IRREDUCTIBLES	3 280,20 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAIL DOCUSHOP ANGUS	- \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAIL TOUSKI	3 003,28 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAIL TOUSKI	2 402,62 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAIL TOUSKI	3 428,88 \$
SE	COOPERATIVE DE TRAVAILLEUSES EN SANTE GLOBALE DU QUEBEC	9 817,22 \$
SE	COOPERATIVE DU COLLEGE GERALD-GODIN	- \$
SE	COOPERATOUT	632,84 \$
SE	COOPERATOUT	- \$
SE	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT INC.	12 068,47 \$
SE	CORPORATION DE LA MAISON DU PRESSEIR	8 664,39 \$
SE	COTE COUR COTE JARDIN	2 558,16 \$
SE	COUP DE BALAI INC.	1 201,24 \$
SE	COUP DE BALAI INC.	4 754,26 \$
SE	COUP DE BALAI INC.	- \$
SE	COUP DE BALAI INC.	7 736,86 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	COUP DE BALAI INC.	3 078,85 \$
SE	COUP DE MAIN A DOMICILE	5 317,70 \$
SE	COUP DE MAIN A DOMICILE	3 180,64 \$
SE	COUP DE MAIN A DOMICILE	4 740,35 \$
SE	EVASION, COOPERATIVE DE TRAVAIL	9 601,90 \$
SE	FESTI BLUES	- \$
SE	FESTIVAL CULTUREL IBERO-LATINO AMERICAIN DE MONTREAL	2 565,00 \$
SE	FONDATION DES ARTS ET METIERS D'ART DU QUEBEC	10 901,10 \$
SE	FORUM ECONOMIQUE DE VERDUN	3 418,80 \$
SE	FORUM ECONOMIQUE DE VERDUN	1 118,88 \$
SE	FOURCHETTES DE L'ESPOIR	11 891,60 \$
SE	GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONN	10 203,64 \$
SE	GUEPE, GROUPE UNI DES EDUCATEURS-NATURALISTES ET PROFESSIONN	11 002,77 \$
SE	HABITATIONS NOUVELLES AVENUES	10 662,75 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	- \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	1 554,33 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	314,35 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	2 543,05 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	2 584,53 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	5 656,80 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	3 324,77 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	6 793,73 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	- \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	3 553,18 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	4 200,77 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	5 439,02 \$
SE	LA GRANDE VADROUILLE INC.	1 374,90 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	1 528,35 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	570,00 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	2 354,75 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	7 038,53 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	4 496,25 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	7 448,00 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	7 828,37 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	2 298,24 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	4 308,39 \$
SE	LA MAISONNETTE SUD-OUEST	1 057,98 \$
SE	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	5 420,88 \$
SE	L'AIDE DOMESTIQUE DU NORD-EST DE MONTREAL	6 323,68 \$
SE	LE GRENIER DE BEBE	- \$
SE	LE GROUPE COMMUNAUTAIRE L'ITINERAIRE	4 748,24 \$
SE	LE MICRO VOYAGEUR	3 041,68 \$
SE	LE MOULIN A MUSIQUE INC.	5 379,99 \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	2 155,20 \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES ASSOCIES DE L'ENTRETIEN MENAGER	- \$
SE	LES PRODUCTIONS MULTISENS INC.	5 532,79 \$
SE	LES PRODUCTIONS MULTISENS INC.	- \$
SE	LES RELEVAILLES DE MONTREAL	552,30 \$
SE	LES RELEVAILLES DE MONTREAL	6 916,00 \$
SE	LES SORTILEGES DANSES DU MONDE	7 967,19 \$
SE	MICRO-RECYC-COOPERATION	1 745,23 \$
SE	MISE AU JEU MONTREAL, ANIMATION THEATRALE ET DYNAMIQUE DE GR	3 045,21 \$
SE	MISE AU JEU MONTREAL, ANIMATION THEATRALE ET DYNAMIQUE DE GR	5 188,68 \$
SE	PART ENTREPRISES	2 292,99 \$
SE	PART ENTREPRISES	7 927,71 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	36,47 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	3 881,01 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 535,84 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	3 704,83 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 928,01 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	4 850,43 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	29,96 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	4 667,12 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 144,46 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	4 745,72 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	678,59 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 794,80 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 666,31 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 244,82 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	4 905,54 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 082,93 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 834,51 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	3 600,50 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 137,50 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 586,66 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	1 197,31 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 989,91 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	4 172,50 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	2 270,69 \$
SE	PLUMEAU, CHIFFON ET COMPAGNIE	745,17 \$
SE	POLE DES RAPIDES	1 265,57 \$
SE	PRODUCTIONS ABSOLU ST-LAURENT	11 522,35 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE FRANCOPHONE DE MONTREAL INC.	3 972,15 \$
SE	RENOVATION ECOLOGIQUE (ECO-RENO)	11 681,20 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	4 544,17 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	741,27 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 803,47 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 732,56 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 911,81 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	724,33 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 524,43 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	8 689,65 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 072,24 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	975,72 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	9 899,02 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	- \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 603,12 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	1 614,01 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	2 043,79 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	2 718,89 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	3 652,43 \$
SE	REPIT-RESSOURCE DE L'EST DE MONTREAL	4 501,82 \$
SE	RESEAU D'ACTION CITOYENNE (R.A.C.)	4 218,45 \$
SE	RESTO VIE PIERREFONDS	3 984,16 \$
SE	RESTO VIE PIERREFONDS	- \$
SE	RESTO VIE PIERREFONDS	4 150,50 \$
SE	SERVICE D'EDUCATION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE DE MERCIER-ES	4 267,20 \$
SE	SERVICE D'EDUCATION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE DE MERCIER-ES	11 022,88 \$
SE	SERVICES WEST-NETTE	- \$
SE	SERVICES WEST-NETTE	11 315,87 \$
SE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL, (SODECM)	2 746,66 \$
SE	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL, (SODECM)	6 394,50 \$
SE	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	798,07 \$
SE	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	184,17 \$
SE	SOCIETE D'EDUCATION POUR LE CYCLISME A MONTREAL	13 358,03 \$
SE	SOCIETE POUR LA PROMOTION DE LA DANSE TRADITIONNELLE QUEBECO	9 418,29 \$
SE	SORTIR POUR S'EN SORTIR	- \$
		570 290,14 \$
	OUTAOUAIS	
SE	ACADEMIE DE DANSE DE L'OUTAOUAIS	7 008,75 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	2 225,37 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	1 912,82 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	312,55 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	5 125,82 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	5 782,18 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	2 792,86 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	- \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	2 375,38 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	790,31 \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	- \$
SE	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION CFER OUTAO	- \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE L'UNIVERS DES BAMBINOS	543,85 \$
SE	CENTRE DE PLEIN AIR CAMP 3063 DES CHEVALIERS DE COLOMB INC.	2 654,75 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA VALLEE-DE-	10 297,28 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA VALLEE-DE-	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DU DEPANNEUR SYLVESTRE	6 742,82 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DU DEPANNEUR SYLVESTRE	1 589,35 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DU DEPANNEUR SYLVESTRE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DU DEPANNEUR SYLVESTRE	3 144,42 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	962,32 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	577,15 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	1 684,39 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	215,05 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	2 636,61 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	2 048,35 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	2 678,06 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE DES 1001 CORVEE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN LOISIRS DE LA PECHE	5 411,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN LOISIRS DE LA PECHE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN LOISIRS DE LA PECHE	2 128,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN LOISIRS DE LA PECHE	684,00 \$
SE	CORPORATION DES TRANSPORTS COLLECTIFS DE LA VALLEE-DE-LA-GAT	5 868,31 \$
SE	JUMELAGES CLIC, COOPERATIVE DE TRAVAILLEUSES	4 612,40 \$
SE	JUMELAGES CLIC, COOPERATIVE DE TRAVAILLEUSES	- \$
SE	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAI	1 361,15 \$
SE	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAI	2 829,68 \$
SE	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAI	4 967,20 \$
SE	L'ASSOCIATION COOPERATIVE D'ECONOMIE FAMILIALE DE L'OUTAOUAI	4 967,20 \$
SE	LE REGROUPEMENT DES CLUBS D'AGE D'OR DE LA VALLEE DE LA GATI	3 223,15 \$
SE	LE REGROUPEMENT DES CLUBS D'AGE D'OR DE LA VALLEE DE LA GATI	3 223,15 \$
SE	LE REGROUPEMENT DES CLUBS D'AGE D'OR DE LA VALLEE DE LA GATI	3 100,80 \$
SE	LE REGROUPEMENT DES CLUBS D'AGE D'OR DE LA VALLEE DE LA GATI	3 100,80 \$
SE	LE REGROUPEMENT DES CLUBS D'AGE D'OR DE LA VALLEE DE LA GATI	5 897,60 \$
SE	LES PRODUCTIONS MUSICALES L'ARTISHOW	- \$
SE	RELAIS PLEIN AIR DU PARC DE LA GATINEAU	8 555,92 \$
SE	RESSOURCERIE DE L'OUTAOUAIS	11 211,83 \$
SE	TRANSPORACTION PONTIAC	- \$
		135 242,83 \$
	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	
SE	ATELIER DE COUTURE NORMETAL	7 140,35 \$
SE	ATELIER DE COUTURE NORMETAL	11 869,20 \$
SE	ATELIER DE COUTURE NORMETAL	11 556,30 \$
SE	ATELIER DE COUTURE NORMETAL	- \$
SE	AU COEUR DE L'AGE	8 075,33 \$
SE	CENTRE DE DEPANNAGE RAPIDE-DANSEUR	1 103,97 \$
SE	CENTRE DES MARAIS ET SES HABITANTS INC.	8 052,63 \$
SE	CENTRE DES MARAIS ET SES HABITANTS INC.	- \$
SE	COLLECTIF DE DEVELOPPEMENT RENAULT-DESTOR	6 272,71 \$
SE	CORPORATION DE LA MAISON DUMULON	4 035,85 \$
SE	DEFI-AUTONOMIE DE LA MRC D'ABITIBI	238,22 \$
SE	DEFI-AUTONOMIE DE LA MRC D'ABITIBI	21 676,06 \$
SE	DEFI-AUTONOMIE DE LA MRC D'ABITIBI	- \$
SE	DEFI-AUTONOMIE DE LA MRC D'ABITIBI	- \$
SE	GROUPE DE RESSOURCES TECHNIQUES DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE-U	383,04 \$
SE	LA CORPORATION DU PARC DES LOISIRS ET DES SPORTS DE PLEIN AI	9 910,08 \$
SE	LA FOIRE DU CAMIONNEUR DE BARRAUTE INC.	1 305,36 \$
SE	LA TROUPE A COEUR OUVERT INC.	13 946,40 \$
SE	LA TROUPE A COEUR OUVERT INC.	965,80 \$
SE	LA TROUPE A COEUR OUVERT INC.	931,35 \$
SE	LES ATELIERS MANUTEX	14 234,40 \$
SE	LES INTREPIDES DE ROUYN-NORANDA INC.	6 244,63 \$
SE	TABLE DE CONCERTATION LOCALE POUR PERSONNES AGEES DU TEMISCA	3 244,50 \$
SE	TABLE DE CONCERTATION LOCALE POUR PERSONNES AGEES DU TEMISCA	9 733,50 \$
SE	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DU TEMISCAMINGUE	- \$
		140 919,68 \$
	CÔTE-NORD	
SE	ACCUEIL MARIE-DE-L'INCARNATION	7 008,32 \$
SE	CITE DES BATISSEURS INC.	9 908,85 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE MULTISERVICES DE COLOMBIER	2 912,94 \$
SE	GOLF ET LOISIRS FORESTVILLE, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	15 733,36 \$
SE	GOLF ET LOISIRS FORESTVILLE, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	8 515,20 \$
SE	GOLF ET LOISIRS FORESTVILLE, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	7 545,60 \$
SE	GOLF ET LOISIRS FORESTVILLE, COOPERATIVE DE SOLIDARITE	12 220,00 \$
SE	LA POPOTE ROULANTE "LES DELICES MAISON"	- \$
		63 844,27 \$
	NORD-DU-QUÉBEC	
SE	CARREFOUR COMMUNAUTAIRE DE CHIBOUGAMAU	10 169,28 \$
SE	CONFECTIONS "LA TOUCH"	- \$
SE	CONFECTIONS "LA TOUCH"	- \$
SE	CORPORATION LE ZEPHIR CHIBOUGAMAU-CHAPAIS INC.	- \$
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	- \$
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	- \$
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	1 988,91 \$
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	7 291,20 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

Région 16 : Montérégie	EV0240A036	1,00	1 120,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A026	1,00	1 438,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A156	1,00	438,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A046	1,00	670,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A166	1,00	600,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A116	1,00	938,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A076	2,00	2 838,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A036	2,00	1 416,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A106	1,00	1 138,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A096	1,00	1 578,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A066	1,00	1 888,00
Région 16 : Montérégie	EV0240A026	1,00	600,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A056	1,00	512,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A016	1,00	1 080,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A076	1,00	-
		53	58 612,00
Région 17 : Centre-du-Québec			
Région 17 : Centre-du-Québec	EV1330A036	1,00	-
Région 17 : Centre-du-Québec	EW0090A016*	0,00	1 092,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV0260A026*	1,00	750,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV1220A016	1,00	900,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV1330A026	3,00	300,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV0440A046	1,00	832,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV0440A036	4,00	1 935,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV1330A016	1,00	450,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV0440A016	1,00	1 125,00
Région 17 : Centre-du-Québec	EV0440A026	1,00	1 637,00
		14	9 020,00 \$
		905	1 200 575,00 \$

Région 15 : Laurentides	EV1290A046	3,00	4 500,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A106	1,00	1 446,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A156	1,00	420,00
Région 15 : Laurentides	EW1180A016*	0,00	-
Région 15 : Laurentides	EV0350A036	1,00	2 470,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A016	4,00	4 800,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A166	2,00	2 500,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A076	1,00	1 150,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A056	1,00	2 100,00
Région 15 : Laurentides	EV0220A016	1,00	1 475,00
Région 15 : Laurentides	EV1450A016	1,00	1 340,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A056	1,00	2 538,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A176	1,00	-
Région 15 : Laurentides	EV0350A086	3,00	2 200,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A066	1,00	1 640,00
Région 15 : Laurentides	EV1440A016	1,00	-
Région 15 : Laurentides	EV0350A096	2,00	950,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A056	1,00	1 925,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A046	1,00	1 530,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A096	1,00	632,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A046	1,00	1 700,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A036	3,00	6 390,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A026	1,00	1 285,00
Région 15 : Laurentides	EV0220A036	1,00	979,00
Région 15 : Laurentides	EV1450A026	1,00	1 884,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A016	1,00	1 800,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A066	1,00	900,00
Région 15 : Laurentides	EV0160A016	5,00	5 060,00
Région 15 : Laurentides	EV0220A026	1,00	775,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A046	1,00	1 530,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A146	1,00	540,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A136	1,00	540,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A026	1,00	3 375,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A126	1,00	1 700,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A186	1,00	-
Région 15 : Laurentides	EV0660A016	2,00	3 870,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A026	1,00	1 600,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A056	4,00	8 600,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A086	2,00	879,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A076	1,00	2 115,00
		74	100 771,00 \$
Région 16 : Montérégie			
Région 16 : Montérégie	EV0340A056	1,00	625,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A036	3,00	4 630,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A046	1,00	450,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A086	1,00	1 988,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A136	1,00	600,00
Région 16 : Montérégie	EV0240A016	1,00	1 454,00
Région 16 : Montérégie	EW0830A016*	0,00	1 000,00
Région 16 : Montérégie	EV0880A016	1,00	3 558,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A066	1,00	450,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A146	4,00	3 000,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A056	1,00	1 938,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A066	1,00	800,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A046	5,00	7 600,00
Région 16 : Montérégie	EV0880A026	1,00	1 810,00
Région 16 : Montérégie	EV0340A026	5,00	1 800,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A126	4,00	2 538,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A016	1,00	1 788,00
Région 16 : Montérégie	EV0830A036	2,00	3 888,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A026	1,00	979,00
Région 16 : Montérégie	EV1310A016	1,00	1 463,00

Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A136	4,00	5 808,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A776	5,00	4 200,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B076	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B516	1,00	1 110,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A356	5,00	4 500,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B456	1,00	930,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B586	2,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B156	2,00	1 860,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A846	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A336	1,00	1 878,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A996	4,00	5 520,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A236	1,00	840,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B416	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B036	4,00	4 608,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B296	2,00	2 040,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B466	1,00	675,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B206	3,00	2 520,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B196	1,00	930,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B696	2,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A766	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A856	1,00	1 080,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A306	1,00	2 166,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B536	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A216	1,00	750,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A676	1,00	840,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B566	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A836	4,00	2 820,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B356	4,00	5 520,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B066	1,00	1 302,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B396	1,00	1 200,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A146	2,00	2 478,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A686	1,00	1 740,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A376	1,00	1 050,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A056	2,00	3 138,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A046	1,00	1 440,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B636	2,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A516	6,00	8 550,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A276	3,00	5 544,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B216	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A756	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B626	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B706	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B496	5,00	6 000,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B386	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A316	3,00	6 084,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B096	3,00	3 870,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A446	2,00	3 192,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A486	2,00	1 038,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A896	7,00	5 250,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A526	1,00	2 166,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B126	2,00	1 860,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B306	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B146	1,00	1 020,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A636	4,00	8 112,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B666	2,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A156	1,00	1 728,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A286	1,00	975,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A566	4,00	6 912,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B346	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A536	1,00	635,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A426	3,00	5 940,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A256	2,00	3 618,00

Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B136	5,00	6 900,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B086	2,00	2 400,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A716	1,00	888,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B326	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B526	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B286	6,00	7 680,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A936	1,00	1 080,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A946	1,00	1 245,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B556	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A116	3,00	1 896,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A176	6,00	10 104,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A886	1,00	1 302,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B426	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B436	1,00	540,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A826	4,00	4 464,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B656	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B616	4,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A706	7,00	7 770,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B226	2,00	2 400,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A646	7,00	7 680,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B676	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A956	2,00	1 440,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A656	3,00	3 924,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A876	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A556	1,00	2 166,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A366	1,00	705,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B606	5,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A586	1,00	1 614,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A796	2,00	2 400,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A906	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A026	2,00	3 190,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A966	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A466	1,00	1 728,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B406	2,00	1 480,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B256	1,00	1 680,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B446	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B166	1,00	880,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A406	1,00	1 188,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A196	2,00	1 950,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A246	1,00	1 152,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A506	3,00	2 886,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A986	3,00	2 442,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A096	3,00	2 400,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B046	1,00	1 110,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B596	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B576	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B316	7,00	9 660,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A696	1,00	840,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A266	1,00	2 166,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B686	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A726	3,00	3 630,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B476	1,00	930,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A296	1,00	1 590,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B646	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B236	1,00	675,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A626	5,00	4 032,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A226	6,00	5 550,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B246	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A746	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A976	2,00	1 440,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B176	3,00	4 140,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A086	1,00	1 020,00

Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A436	1,00	1 308,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A926	1,00	1 080,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A396	6,00	12 168,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A786	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A576	1,00	1 446,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A866	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B336	1,00	900,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B116	2,00	2 160,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A016	3,00	2 550,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A066	5,00	8 160,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A916	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A386	2,00	2 904,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A326	4,00	6 912,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A126	5,00	5 250,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A036	1,00	2 028,00
		366	438 002,00 \$
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue			
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue	EV0020A016	1,00	1 479,00
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue	EV1160A016	1,00	2 544,00
Région 08 : Abitibi-Témiscamingue	EV1160A026	1,00	2 041,00
		3	6 064,00 \$
Région 10 : Nord-du-Québec			
Région 10 : Nord-du-Québec	EV0670A016	4,00	8 470,00
		4	8 470,00 \$
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine			
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0100A016	2,00	2 035,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EW0310A016*	0,00	2 200,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EW0100A016*	0,00	2 500,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EW0490A016*	0,00	1 500,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EW0500A016*	0,00	500,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EW0040A016*	0,00	1 500,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0100A036	2,00	1 790,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0990A016	1,00	845,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0100A026	1,00	2 448,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0100A046	1,00	300,00
Région 11 : Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	EV0100A056	1,00	-
		8	15 618,00 \$
Région 12 : Chaudière-Appalaches			
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A066	4,00	8 160,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A036	1,00	1 466,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A086	1,00	925,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A056	1,00	600,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EW0390A016*	0,00	1 645,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A026*	0,00	2 236,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0740A016	1,00	900,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0410A026	2,00	1 740,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A076	3,00	4 480,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A066	1,00	875,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A026	1,00	1 990,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A016	1,00	630,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A086	2,00	2 133,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A076	1,00	861,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A056	1,00	625,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A046	1,00	3 349,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A066	1,00	495,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0740A036	1,00	-
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0410A036	1,00	988,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0740A026	1,00	900,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A096	1,00	1 040,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A026	1,00	1 908,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A016	1,00	2 788,00

Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0410A016	1,00	1 530,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A046	3,00	3 917,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A056	1,00	1 448,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0390A046	6,00	11 450,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A016	1,00	2 050,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0900A036	1,00	1 665,00
Région 12 : Chaudière-Appalaches	EV0230A036	1,00	1 150,00
		42	63 943,00 \$
Région 13 : Laval			
Région 13 : Laval	EV4400A116	1,00	1 116,00
Région 13 : Laval	EV4400A136	2,00	2 458,00
Région 13 : Laval	EV4400A016	1,00	4 140,00
Région 13 : Laval	EV4400A076	1,00	3 120,00
Région 13 : Laval	EV4400A166	2,00	1 480,00
Région 13 : Laval	EV4400A146	1,00	1 575,00
Région 13 : Laval	EW4400A016*	0,00	2 940,00
Région 13 : Laval	EV4400A026	1,00	5 546,00
Région 13 : Laval	EV4400A066	1,00	2 050,00
Région 13 : Laval	EV4400A176	0,00	-
Région 13 : Laval	EV4400A046	1,00	3 105,00
Région 13 : Laval	EV4400A126	4,00	4 460,00
Région 13 : Laval	EV4400A056	5,00	4 275,00
Région 13 : Laval	EV4400A106	1,00	1 349,00
Région 13 : Laval	EV4400A156	1,00	1 581,00
Région 13 : Laval	EV4400A096	1,00	2 280,00
Région 13 : Laval	EV4400A086	4,00	8 131,00
Région 13 : Laval	EV4400A036	6,00	9 189,00
		33	58 793,00 \$
Région 14 : Lanaudière			
Région 14 : Lanaudière	EV1340A046	3,00	3 975,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A056*	0,00	27 398,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A086	4,00	6 730,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A026	1,00	1 100,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A146	1,00	1 000,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A106	2,00	2 728,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A076	2,00	1 893,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A096	2,00	2 240,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A036	0,00	-
Région 14 : Lanaudière	EV1340A016	1,00	1 662,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A126	2,00	3 345,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A156	2,00	1 600,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A116	1,00	1 945,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A066	1,00	4 172,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A136	2,00	2 436,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A176	1,00	1 000,00
Région 14 : Lanaudière	EV1340A166	1,00	1 000,00
		26	64 224,00 \$
Région 15 : Laurentides			
Région 15 : Laurentides	EV0660A066	1,00	1 700,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A066	1,00	1 680,00
Région 15 : Laurentides	EV1450A036	1,00	780,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A096	1,00	850,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A086	2,00	1 560,00
Région 15 : Laurentides	EW4270A016*	0,00	3 000,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A086	1,00	1 777,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A026	1,00	1 862,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A106	1,00	1 740,00
Région 15 : Laurentides	EV1290A036	1,00	1 600,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A116	2,00	1 930,00
Région 15 : Laurentides	EV1180A016	1,00	1 705,00
Région 15 : Laurentides	EV0350A076	1,00	1 450,00
Région 15 : Laurentides	EV0660A116	1,00	-

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	13 911,23 \$
SE	F.G.L. ETOILE FILANTE INC.	6 814,80 \$
SE	LA COUVÉE INC.	2 066,40 \$
SE	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-CAMILLE	- \$
SE	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-CAMILLE	31 969,70 \$
SE	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-CAMILLE	- \$
SE	LA FRIPERIE QUEVILLON	8 107,33 \$
SE	MAISON DES JEUNES DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	- \$
SE	MAISON DES JEUNES DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	9 544,84 \$
SE	MAISON DES JEUNES DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	5 473,65 \$
SE	MAISON DES JEUNES DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	- \$
SE	MAISON DES JEUNES DE LEBEL-SUR-QUEVILLON	- \$
		97 337,34 \$
	GASPÉSIE/ILE-DE-LA-MADELEINE	
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN FORMATION ET GESTION AGRO-ALIME	75 648,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN FORMATION ET GESTION AGRO-ALIME	5 381,60 \$
SE	CORPORATION DE SERVICES D'AIDE A DOMICILE L'ESSENTIEL	4 766,35 \$
SE	CORPORATION DE SERVICES D'AIDE A DOMICILE L'ESSENTIEL	- \$
SE	ENTRE-TIENS D'AVIGNON	333,41 \$
SE	ENTRE-TIENS D'AVIGNON	2 414,92 \$
SE	ENTRE-TIENS D'AVIGNON	6 006,26 \$
SE	ENTRE-TIENS D'AVIGNON	1 764,00 \$
SE	ENTRE-TIENS DE LA HAUTE-GASPESIE CORPORATION D'AIDE A DOMICI	35 570,92 \$
SE	ENTRE-TIENS DE LA HAUTE-GASPESIE CORPORATION D'AIDE A DOMICI	15 954,30 \$
SE	ENTRE-TIENS DE LA HAUTE-GASPESIE CORPORATION D'AIDE A DOMICI	21 265,82 \$
SE	HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES NOUVEAUX HORIZONS INC.	5 848,29 \$
SE	LES ATELIERS ACTIBEC 2000 INC.	39 904,20 \$
SE	MULTI-SERVICES CORPORATION D'AIDE A DOMICILE	4 354,80 \$
SE	RESIDENCE DU PHARE INC	- \$
SE	RESIDENCE DU PHARE INC	10 244,85 \$
SE	TRANSPORT SANS FRONTIERE INC.	6 045,55 \$
SE	TRANSPORT SANS FRONTIERE INC.	18 073,09 \$
		253 576,36 \$
	CHAUDIÈRE-APPALACHES	
SE	AU GRENIER DE MON ENFANCE	10 873,75 \$
SE	AU PETIT MONDE MAGIQUE	9 953,40 \$
SE	CENTRE COOPERATIF DE LA PETITE ENFANCE LA CHIFFONNELLE	1 469,04 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PETITE GRENOUILLE (1985)	5 446,55 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE DE LA REGION DE DISRAELI	9 134,03 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE DE LA REGION DE DISRAELI	1 862,00 \$
SE	CENTRE PAYSAN	5 237,12 \$
SE	CETAL	4 517,04 \$
SE	CETAL	7 716,90 \$
SE	CETAL	6 255,56 \$
SE	COMPTOIR REGIONAL DE BEAUCE INC.	1 330,00 \$
SE	COMPTOIR REGIONAL DE BEAUCE INC.	608,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES A DOMICILE L'ISLET NORD-SUD	7 340,29 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES RIVE-SUD	3 525,84 \$
SE	COOPERATIVE DE SERVICES RIVE-SUD	845,42 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE BEAUCE-SART	9 172,06 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DE LOTBINIE	10 139,08 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DE LOTBINIE	8 844,37 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DE LOTBINIE	2 662,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE DE LOTBINIE	9 284,67 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LES VIANDES DE LA COTE-DU-SUD	7 316,40 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE L'ISLET-SUD EN FORME	6 992,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE L'ISLET-SUD EN FORME	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE L'ISLET-SUD EN FORME	4 186,46 \$
SE	DIFFUSION AVANT SCENE	8 515,20 \$
SE	DIFFUSION CULTURELLE DE LEVIS	6 445,39 \$
SE	DIFFUSION CULTURELLE DE LEVIS	3 056,58 \$
SE	ECOLE MUSIQU'ARTS	216,41 \$
SE	FEDERATION DES COOPERATIVES DE SERVICES A DOMICILE DU QUEBEC	10 404,73 \$
SE	FERME PEDAGOGIQUE MARICHEL	9 003,05 \$
SE	FORMACA	2 829,68 \$
SE	FORMACA	52,20 \$
SE	GROUPE (3R) PLUS INC.	6 386,40 \$
SE	GROUPE (3R) PLUS INC.	- \$
SE	GROUPE (3R) PLUS INC.	15 295,60 \$
SE	GROUPE (3R) PLUS INC.	764,72 \$
SE	GROUPE (3R) PLUS INC.	5 077,36 \$
SE	HOP" LA VIE" DU SUD DE L'ISLET	8 541,40 \$
SE	HOP" LA VIE" DU SUD DE L'ISLET	3 670,80 \$
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	3 557,59 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	9 810,22 \$
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	9 314,97 \$
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	2 919,84 \$
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	9 973,18 \$
SE	LA RESSOURCERIE DE LOTBINIERE	11 867,90 \$
SE	L'ALIBI CAFE CULTUREL	1 035,57 \$
SE	L'ALIBI CAFE CULTUREL	831,56 \$
SE	L'ALIBI CAFE CULTUREL	995,00 \$
SE	L'ARC-EN-CIEL, REGROUPEMENT DE PARENTS ET DE PERSONNES HANDI	7 250,25 \$
SE	LES HABITATIONS SAINT-PAMPHILE	12 923,13 \$
SE	MAGASIN GENERAL RIVE-SUD.(S.V.P.)	4 356,73 \$
SE	MAISON DE LA CULTURE DE BELLECHASSE	3 414,95 \$
SE	MODE SANS FRONTIERE	33,92 \$
SE	MODE SANS FRONTIERE	4 135,60 \$
SE	MODE SANS FRONTIERE	3 670,80 \$
SE	PROMOTION BELLECHASSE	- \$
SE	RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	1 642,41 \$
SE	RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	5 565,95 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	63,44 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 433,50 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	1 821,02 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 243,23 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 421,94 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 433,50 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	65,18 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 413,27 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	63,44 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 089,32 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	62,20 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	65,18 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	63,44 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	63,44 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	7 657,36 \$
SE	RESSOURCERIE DE LEVIS	6 413,38 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	417,12 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	13 906,95 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	3 128,56 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	4 743,42 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	3 727,24 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	2 623,25 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	9 048,49 \$
SE	SOCIETE DE BIENFAISANCE G.E.H. INC.	141,38 \$
SE	TRANSPORT COLLECTIF DE LA MRC DE MONTMAGNY	11 624,20 \$
SE	TRAVAIL JEUNESSE	5 554,83 \$
SE	TRAVAIL JEUNESSE	14 366,31 \$
SE	TRAVAIL JEUNESSE	603,16 \$
		432 529,02 \$
	LAVAL	
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	7 198,58 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	3 918,67 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	6 461,01 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	5 202,73 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	3 876,07 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	1 518,90 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	4 597,70 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	3 403,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	165,58 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	1 180,86 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	120,82 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	2 063,69 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	966,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	1 818,91 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	4 619,83 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	1 278,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	674,52 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	1 611,36 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	2 886,84 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	10 922,27 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DE LAVAL	- \$
SE	ECO-NATURE DE LAVAL	- \$
		5 370,79 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	ECO-NATURE DE LAVAL	2 244,11 \$
SE	FEDERATION LAVALLOISE DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF D'HAB	6 386,40 \$
SE	FEDERATION LAVALLOISE DES ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF D'HAB	2 916,00 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	8 331,12 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	10 981,06 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	8 302,32 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	- \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	1 459,92 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	2 242,16 \$
SE	LA MAISONNEE DE LAVAL INC.	4 601,80 \$
SE	LE ST-CLAUDE	3 442,24 \$
SE	LE ST-CLAUDE	1 602,48 \$
SE	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	7 242,36 \$
SE	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	- \$
SE	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	- \$
SE	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	- \$
SE	LES ENTREPRISES QUALITE DE VIE LTEE	6 361,36 \$
SE	SYSTEMES MEDICAUX 2000	10 244,85 \$
SE	SYSTEMES MEDICAUX 2000	5 769,56 \$
		151 985,67 \$
	LANAUDIÈRE	
SE	ACCES LOGEMENT REPENTIGNY INC.	1 411,02 \$
SE	ACCES LOGEMENT REPENTIGNY INC.	327,47 \$
SE	ACCES LOGEMENT REPENTIGNY INC.	301,35 \$
SE	ACCES LOGEMENT REPENTIGNY INC.	2 493,10 \$
SE	ACCES LOGEMENT REPENTIGNY INC.	5 247,97 \$
SE	ALPHABUS LANAUDIÈRE	7 136,72 \$
SE	ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER FOOTBALL LANAUDIÈRE INC.	- \$
SE	ASSOCIATION REGIONALE DE SOCCER FOOTBALL LANAUDIÈRE INC.	14 111,28 \$
SE	AUX TROUVAILLES DE MANDEVILLE	10 671,15 \$
SE	BASE DE PLEIN AIR STE-EMELIE	2 556,00 \$
SE	C.P.E. GAMIN GAMINE	5 382,12 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	4 605,60 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	12 418,00 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	1 064,40 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	3 902,80 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	764,72 \$
SE	C.R.A.P.O. DE LANAUDIÈRE (CENTRE REGIONAL D'ANIMATION DU PAT	1 112,32 \$
SE	CAMP FAMILIAL ET COMMUNAUTAIRE LE NORDET INC.	10 856,88 \$
SE	CAMP FAMILIAL ET COMMUNAUTAIRE LE NORDET INC.	3 929,41 \$
SE	CAMP FAMILIAL ET COMMUNAUTAIRE LE NORDET INC.	13 482,40 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	5 517,19 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	1 939,63 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	8 543,15 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	10 405,15 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	1 513,75 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	6 706,70 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE D'AUTRAY INC.	- \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PAIN DE SUCRE	2 856,14 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PAIN DE SUCRE	3 891,51 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE PAIN DE SUCRE	1 277,43 \$
SE	CENTRE PLEIN AIR L'ETINCELLE	9 158,28 \$
SE	CENTRE PLEIN AIR L'ETINCELLE	3 694,36 \$
SE	CENTRE PLEIN AIR L'ETINCELLE	6 176,22 \$
SE	CENTRE PLEIN AIR L'ETINCELLE	3 903,70 \$
SE	CENTRE PLEIN AIR L'ETINCELLE	3 370,60 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	- \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	9 178,40 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	4 239,92 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	1 215,48 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	6 089,60 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	13 935,12 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	5 381,60 \$
SE	CENTRE SPORTIF ET COMMUNAUTAIRE DE BRANDON	3 917,20 \$
SE	CONNEXION LANAUDIÈRE	4 444,80 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	8 261,96 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	9 034,84 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	9 561,55 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	11 745,25 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	716,52 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	1 453,90 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE D'AUTRAY	2 339,24 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	2 953,14 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	8 706,92 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	6 511,22 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	9 269,51 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	10 138,63 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	2 198,03 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE JOLIETTE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	6 651,42 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	6 532,89 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	99,30 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	1 804,98 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	840,42 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	3 906,75 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	3 737,92 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	5 185,95 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	431,04 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	5 237,59 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	2 714,21 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	1 028,21 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	143,68 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	9 861,82 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE DE LA MRC L'	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	1 094,94 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	10 568,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	4 257,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	5 679,54 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	266,10 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	7 733,94 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	9 968,21 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN ET AIDE DOMESTIQUE DES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE CHEZ-NOUS DU COMMUNAUTAIRE DES	13 172,81 \$
SE	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIÈRE INC.	3 301,90 \$
SE	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIÈRE INC.	633,71 \$
SE	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIÈRE INC.	3 206,70 \$
SE	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIÈRE INC.	2 002,14 \$
SE	CORPORATION DU CENTRE REGIONAL D'ARCHIVES DE LANAUDIÈRE INC.	2 807,43 \$
SE	CORPORATION HECTOR-CHARLAND	1 632,00 \$
SE	CORPORATION HECTOR-CHARLAND	7 602,37 \$
SE	EXPOSITION AGRICOLE REGIONALE RIVE-NORD	312,90 \$
SE	EXPOSITION AGRICOLE REGIONALE RIVE-NORD	3 755,15 \$
SE	FORESTERIE SAINT-DONAT	4 512,00 \$
SE	FORESTERIE SAINT-DONAT	14 088,56 \$
SE	FORESTERIE SAINT-DONAT	2 028,60 \$
SE	FORESTERIE SAINT-DONAT	5 717,52 \$
SE	GESTA - COOPERATIVE EN SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	8 450,75 \$
SE	GESTA - COOPERATIVE EN SERVICES TECHNIQUES ET ADMINISTRATIFS	- \$
SE	GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIE	7 744,10 \$
SE	GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIE	896,55 \$
SE	GROUPE D'ENTRAIDE EN TOUTE AMITIE	1 267,99 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	4 540,00 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	4 685,00 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	6 080,00 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	10 380,75 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	11 959,92 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	4 505,96 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	2 790,00 \$
SE	HEBERGEMENT D'URGENCE LANAUDIÈRE	7 915,12 \$
SE	LA GUILDE DU PAIN D'ÉPICES	2 957,36 \$
SE	LA GUILDE DU PAIN D'ÉPICES	6 427,11 \$
SE	LA GUILDE DU PAIN D'ÉPICES	7 096,00 \$
SE	LA MAISON DES JEUNES, CAFÉ-RENCONTRE 12-17 DU GRAND JOLIETTE	2 455,60 \$
SE	LA MIE, MAGASIN PARTAGE BERTHIER	10 937,15 \$
SE	LA MIE, MAGASIN PARTAGE BERTHIER	2 680,65 \$
SE	LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE, INC.	4 849,81 \$
SE	LA SOCIÉTÉ SAINT-VINCENT DE PAUL DE JOLIETTE, INC.	4 877,60 \$
SE	L'ASSOCIATION DE REPENTIGNY POUR L'AVANCEMENT DE LA MUSIQUE	3 333,75 \$
SE	L'ASSOCIATION DE REPENTIGNY POUR L'AVANCEMENT DE LA MUSIQUE	3 295,25 \$
SE	L'ASSOCIATION DE REPENTIGNY POUR L'AVANCEMENT DE LA MUSIQUE	888,30 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	L'ASSOCIATION DE REPENTIGNY POUR L'AVANCEMENT DE LA MUSIQUE	3 295,25 \$
SE	LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS DE REPENTI	- \$
SE	LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES ET CULTURELS DE REPENTI	976,71 \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	10 160,25 \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	2 396,32 \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	- \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	8 972,99 \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	1 912,58 \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	- \$
SE	MAISON MEMOIRE DU COEUR	- \$
SE	RADIO NORD-JOLI INC.	- \$
SE	RADIO NORD-JOLI INC.	10 937,15 \$
SE	RADIO NORD-JOLI INC.	12 966,03 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	11 967,13 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	7 364,35 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	2 883,06 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	3 056,55 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	6 709,50 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	596,40 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	5 069,40 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	1 627,29 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	4 174,80 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	3 212,13 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	- \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	3 339,84 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	- \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	4 459,77 \$
SE	RESSOURCERIE DE REPENTIGNY	3 633,63 \$
SE	SERLAN	3 917,55 \$
SE	SERLAN	1 496,11 \$
SE	SERLAN	2 546,35 \$
SE	SERLAN	301,60 \$
SE	SERVICES A LA COMMUNAUTE DU ROUSSEAU INC.	- \$
SE	SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	11 085,20 \$
SE	SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	11 085,20 \$
SE	SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	6 591,20 \$
SE	SOURCE DE VIE DE ST-GABRIEL INC.	3 894,80 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	12 713,76 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	6 451,74 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	3 902,80 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	6 415,52 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	4 328,64 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	3 516,94 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	2 041,13 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	1 312,76 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	6 612,58 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	- \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	461,24 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	6 914,25 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	13 012,05 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	102,00 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	2 555,32 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	- \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	2 822,00 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	14 679,60 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE DE LANAUDIÈRE	2 322,44 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	12 697,40 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	7 783,42 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	9 555,59 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	1 345,96 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	9 126,79 \$
SE	TRAVAIL ADAPTE LANAUDIÈRE III	5 132,25 \$
		861 990,29 \$
	LAURENTIDES	
SE	AUBERGE DE PLEIN-AIR L'INTERVAL	15 851,70 \$
SE	AUBERGE DE PLEIN-AIR L'INTERVAL	9 299,38 \$
SE	AUBERGE DE PLEIN-AIR L'INTERVAL	2 572,50 \$
SE	BASSIN VERSANT DE LA RIVIERE DU NORD	998,40 \$
SE	CARREFOUR PERI-NAISSANCE	4 748,63 \$
SE	CARREFOUR PERI-NAISSANCE	1 809,00 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE AUX PETITES BULLES	12 395,07 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE DES DEUX-MONTAGNES	14 255,66 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PETITE RUCHE ENSOLEILLÉE	4 215,96 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PETITE RUCHE ENSOLEILLÉE	3 208,59 \$

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LA PETITE RUCHE ENSOLEILLÉE	- \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES CROQUIGNOLES	6 543,03 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES CROQUIGNOLES	11 651,32 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE LES CROQUIGNOLES	9 652,18 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE MARIE QUAT'POCHES INC.	2 447,10 \$
SE	CONSEIL REGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DES LAURENTIDES (CRELA)	5 841,49 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	1 824,90 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	- \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	4 789,80 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	512,71 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	3 991,50 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER CHIFFON MAGIQUE	3 193,20 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE BON MENAGE DES BASSES-LAURENTIDES	296,52 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE BON MENAGE DES BASSES-LAURENTIDES	1 609,91 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE BON MENAGE DES BASSES-LAURENTIDES	3 567,96 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE BON MENAGE DES BASSES-LAURENTIDES	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE BON MENAGE DES BASSES-LAURENTIDES	1 174,42 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	185,64 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	13 435,80 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	6 946,38 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DEFI-AUTONOMIE D'ANTOINE-LABELLE	2 896,56 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN AIDE DOMESTIQUE MARTEAU ET PLUM	- \$
SE	DEVELOPPEMENT DURABLE RIVIERE DU NORD	- \$
SE	DEVELOPPEMENT DURABLE RIVIERE DU NORD	- \$
SE	FONDS D'EMPRUNT COMMUNAUTAIRE FEMININ	764,72 \$
SE	INITIASCENE INC.	3 813,83 \$
SE	INITIASCENE INC.	13 386,45 \$
SE	INITIATIVES CULTURELLES INTERACTIVES (ICI PAR LES ARTS)	8 238,23 \$
SE	INITIATIVES CULTURELLES INTERACTIVES (ICI PAR LES ARTS)	4 044,95 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	4 594,50 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	1 769,88 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	1 286,78 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	2 438,10 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	4 859,61 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	270,90 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	2 550,15 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	541,80 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	7 286,85 \$
SE	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	1 513,43 \$
SE	LA RESSOURCERIE DES PATRIOTES	691,89 \$
SE	LA RESSOURCERIE DES PATRIOTES	5 507,60 \$
SE	LA RESSOURCERIE DES PATRIOTES	11 516,96 \$
SE	LA SOCIETE HISTORIQUE DE LA REGION DE MONT-LAURIER	213,15 \$
SE	LA SOCIETE HISTORIQUE DE LA REGION DE MONT-LAURIER	9 106,16 \$
SE	LA SOCIETE HISTORIQUE DU COMTE D'ARGENTEUIL	2 731,96 \$
SE	LES PRODUCTIONS LA COUR DES MIRACLES INC.	1 419,20 \$
SE	LES PRODUCTIONS LA COUR DES MIRACLES INC.	1 419,20 \$
SE	MAIN TENDUE AUX JEUNES	- \$
SE	MAISON DES JEUNES SODARRID DE BOISBRIAND INC.	7 487,90 \$
SE	MOISSON LAURENTIDES	4 743,45 \$
SE	MOISSON LAURENTIDES	6 092,90 \$
SE	MOUVEMENT AKINACHINA - EVEIL POUR LA TRANSMUTATION DE L'ETRE	2 379,98 \$
SE	MOUVEMENT AKINACHINA - EVEIL POUR LA TRANSMUTATION DE L'ETRE	11 677,68 \$
SE	PROJET DOUBLE-DEFI	10 684,72 \$
SE	PROJET DOUBLE-DEFI	14 944,00 \$
SE	RESTO POP THERESE DE BLAINVILLE	1 561,12 \$
SE	RESTO POP THERESE DE BLAINVILLE	4 612,40 \$
SE	SERVICE DE TRANSPORT COMMUNAUTAIRE DES DEUX-MONTAGNES	4 939,20 \$
SE	SOCIETE ARTS ET CULTURE DE SAINT-PLACIDE (SAC)	1 839,60 \$
SE	SOCIETE ARTS ET CULTURE DE SAINT-PLACIDE (SAC)	4 975,95 \$
SE	SOCIETE ARTS ET CULTURE DE SAINT-PLACIDE (SAC)	2 197,16 \$
SE	STATION DE SPORTS MONT AVALANCHE	- \$
SE	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DES BASSES-LAURENTIDES	6 329,84 \$
SE	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DES BASSES-LAURENTIDES	8 830,10 \$
SE	TELEVISION COMMUNAUTAIRE DES BASSES-LAURENTIDES	1 880,41 \$
SE	TRANSPORT ADAPTE ET COLLECTIF MRC D'ARGENTEUIL	3 140,12 \$
SE	TRANSPORT ADAPTE ET COLLECTIF MRC RIVIERE-DU-NORD	11 681,46 \$
SE	TVC D'ARGENTEUIL	2 705,35 \$
		352 584,95 \$
	MONTÉRÉGIE	
SE	"APRES-COUP"	3 675,56 \$
SE	"APRES-COUP"	7 128,45 \$
SE	"APRES-COUP"	3 954,88 \$

Source: Extrait du fichier SOS.
DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	"APRES-COUP"	12 972,75 \$
SE	ARC (ARTISANS ET ARTISTES EN RESEAU COOPERATIF)DE BROME-MISS	576,55 \$
SE	ARC (ARTISANS ET ARTISTES EN RESEAU COOPERATIF)DE BROME-MISS	9 535,25 \$
SE	ASSOCIATION GARAGONA INC.	1 915,92 \$
SE	ATELIER DE BOIS VISION VERT	7 325,29 \$
SE	ATELIER INDUSTRIEL ST-JEAN (1980) INC.	6 986,49 \$
SE	ATELIER INDUSTRIEL ST-JEAN (1980) INC.	2 233,17 \$
SE	CARREFOUR JEUNESSE LONGUEUIL RIVE-SUD	- \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	976,59 \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	2 574,33 \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	- \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	4 967,20 \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	4 346,30 \$
SE	CENTRE COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY INC.	14 163,53 \$
SE	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE DE WATERLOO	334,95 \$
SE	CENTRE D'ACCES COMMUNAUTAIRE DE WATERLOO	6 135,43 \$
SE	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE FARNHAM INC.	11 013,99 \$
SE	CENTRE DE FEMMES L'ECLAIRCIE	1 494,75 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE L'UNIVERS DES PETITS INC.	1 067,95 \$
SE	CENTRE DE LA PETITE ENFANCE L'UNIVERS DES PETITS INC.	- \$
SE	CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	4 909,55 \$
SE	CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS (C.P.C.J.)	3 315,15 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	11 805,08 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	9 003,05 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	11 805,08 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	10 619,28 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	310,45 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	9 541,49 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	- \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	2 496,90 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	13 076,00 \$
SE	CENTRE DE SOUTIEN AU RESEAU FAMILIAL (CSRF)	13 076,00 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	6 741,20 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	403,58 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	- \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	- \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	6 869,82 \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	- \$
SE	CENTRE D'ENTRAIDE ET DE REPIT POUR AUTISTES LES PIGNONS VERT	14 304,32 \$
SE	CENTRE DES AINES DE SOREL-TRACY "AU FIL DES ANS" INC.	1 190,37 \$
SE	CENTRE DES AINES DE SOREL-TRACY "AU FIL DES ANS" INC.	8 963,15 \$
SE	CENTRE PERINATAL LE BERCEAU	2 620,80 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	2 931,64 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	3 478,75 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	11 531,25 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	6 526,10 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	3 335,07 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	- \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	3 639,06 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	6 330,96 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	4 245,29 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	1 268,41 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	2 055,62 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	2 776,32 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	3 153,28 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	- \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	2 159,85 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	1 374,85 \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	- \$
SE	CERTEX-CENTRE DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILE INC	- \$
SE	COEUR DU VILLAGE, PRODUCTIONS	8 173,83 \$
SE	COEUR DU VILLAGE, PRODUCTIONS	2 483,60 \$
SE	COLLECTIF DE PSYCHOTHERAPIE POPULAIRE DE LA RIVE SUD	7 660,80 \$
SE	COLLECTIF DE PSYCHOTHERAPIE POPULAIRE DE LA RIVE SUD	16 364,16 \$
SE	COMITE WATERLYS INC.	7 609,00 \$
SE	COMITE WATERLYS INC.	2 034,90 \$
SE	COMITE WATERLYS INC.	4 071,48 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	1 219,17 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	2 128,80 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	3 175,46 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	6 146,91 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	3 836,27 \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	- \$
SE	COMPLEXE LE PARTAGE	2 172,24 \$

Source: Extrait du fichier SOS.

DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	29,82 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	626,22 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	626,22 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	1 222,62 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	882,84 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	2 564,52 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	3 079,02 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	3 757,32 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	973,27 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	11 176,20 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	30,45 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	973,27 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	1 552,25 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	7 375,83 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	186,27 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	5 277,65 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	7 432,25 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	9 887,99 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	- \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	9 773,68 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	- \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	2 829,68 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	3 744,76 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	11 213,30 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	2 520,70 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	3 388,35 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	4 202,00 \$
SE	COOP DE SOLIDARITE AUTONOMIE CHEZ-SOI	61,81 \$
SE	COOPERATIVE ACADEMIQUE DU QUEBEC, MULTISERVICES	14 504,16 \$
SE	COOPERATIVE ACADEMIQUE DU QUEBEC, MULTISERVICES	909,44 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE A DOMICILE @AIDE ATOUT™	2 311,80 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE A DOMICILE @AIDE ATOUT™	1 339,17 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE A DOMICILE @AIDE ATOUT™	10 547,11 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE A DOMICILE @AIDE ATOUT™	15,94 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE A DOMICILE @AIDE ATOUT™	2 896,87 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	4 908,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	7 345,16 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	4 656,75 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	4 009,24 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	4 035,85 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE DE SERVICES A DOMICILE @AUX P'TITS	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER DU BAS-RICHEL	7 108,48 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER DU BAS-RICHEL	2 160,67 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN ENTRETIEN MENAGER DU BAS-RICHEL	141,44 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE, AIDE RIVE-S	7 813,24 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN SOUTIEN A DOMICILE, AIDE RIVE-S	2 661,04 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE GOURMAND'EST	3 525,89 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE GOURMAND'EST	8 757,63 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE GOURMAND'EST	11 189,70 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE GOURMAND'EST	1 643,17 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE LE GOURMAND'EST	7 168,73 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE-SANTE DE CONTRECŒUR	6 631,28 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DU PAYS DES VERGERS	7 976,50 \$
SE	COOPERATIVE DE SOUTIEN A DOMICILE DU PAYS DES VERGERS	5 401,83 \$
SE	COOPERATIVE FUNERAIRE DE LA RIVE-SUD DE MONTREAL	3 928,40 \$
SE	COOPERATIVE FUNERAIRE DE LA RIVE-SUD DE MONTREAL	5 201,70 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	11 731,56 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	2 159,40 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	6 641,38 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	5 993,92 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	3 252,02 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	- \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	14 706,40 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	1 878,10 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	2 583,83 \$
SE	COUP DE POUCE DES MOISSONS	7 339,02 \$
SE	ECOLOTEX	8 071,70 \$
SE	ECOLOTEX	3 219,81 \$
SE	ENTRAIDE MERCIER	3 712,17 \$
SE	ENTRAIDE MERCIER	3 728,30 \$
SE	ENTRAIDE MERCIER	2 763,02 \$
SE	ENTRAIDE MERCIER	- \$

Source: Extrait du fichier SOS.
DSOCA, compilation spéciale, 29 mars 06, (G. Breton)

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	ENTRAIDE MERCIER	- \$
SE	FAMILLE A COEUR INC.	7 935,54 \$
SE	FEDERATION DES OSBL D'HABITATIONS ROUSSILLON, JARDINS DU QUE	- \$
SE	GENS AU TRAVAIL	1 913,10 \$
SE	GENS AU TRAVAIL	11 567,96 \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	- \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	12 267,20 \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	12 007,28 \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	- \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	16 291,20 \$
SE	HERITAGE SAINT-BERNARD INC.	- \$
SE	LA CORPORATION DE TELEDIFFUSION DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	873,29 \$
SE	LA CORPORATION DE TELEDIFFUSION DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	5 251,04 \$
SE	LA CORPORATION DE TELEDIFFUSION DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	5 251,04 \$
SE	LA CORPORATION DE TELEDIFFUSION DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	- \$
SE	LA CORPORATION DE TELEDIFFUSION DU GRAND CHATEAUGUAY INC.	11 056,40 \$
SE	LA FONDATION DES VILLAS DES RIVIERES	2 572,30 \$
SE	LA FONDATION DES VILLAS DES RIVIERES	7 860,44 \$
SE	LA PETITE ECOLE ALTERNATIVE DES CANTONS DE L'EST (P.E.A.C.E.	- \$
SE	LA PETITE FERME DE L'AUBERGE	- \$
SE	LE GROUPE D'ENTRAIDE LE DAHLIA DE BEAUHARNOIS	- \$
SE	LES ASSOCIES DU LEVIATHAN	- \$
SE	LES ASSOCIES DU LEVIATHAN	- \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	9 129,39 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	8 016,85 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	5 101,87 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	3 995,93 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	8 794,60 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	3 627,83 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	3 973,76 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	3 412,73 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	1 783,47 \$
SE	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	647,51 \$
SE	LES JARDINS DE LA TERRE	4 820,40 \$
SE	MAISON DE LA FAMILLE VALOISE INC.	7 213,53 \$
SE	MAISON DE LA FAMILLE VALOISE INC.	6 519,45 \$
SE	MAISON DE LA FAMILLE VALOISE INC.	- \$
SE	MAISON DES CULTURES AMERINDIENNES	9 155,37 \$
SE	MAISON DES CULTURES AMERINDIENNES	- \$
SE	MAISON DES CULTURES AMERINDIENNES	6 635,93 \$
SE	MANOIR D'YOUVILLE	9 161,07 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	14 917,87 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	15 190,20 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	1 671,60 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	11 982,88 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	4 317,60 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	1 389,15 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	158,85 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	15 860,14 \$
SE	NATURE-ACTION QUEBEC INC.	15 159,09 \$
SE	PAVILLON ALTERNATIF MERE-ENFANT (P.A.M.E.)	13 837,20 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	15 488,80 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	11 609,84 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	13 523,12 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	2 483,60 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	- \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE DE CHATEAUGUAY CHAI-MF	4 257,60 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE INTERGENERATION JARDIN DU QUEBEC, CHOC-F	11 140,72 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE INTERGENERATION JARDIN DU QUEBEC, CHOC-F	7 237,92 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE INTERGENERATION JARDIN DU QUEBEC, CHOC-F	496,72 \$
SE	RADIO COMMUNAUTAIRE INTERGENERATION JARDIN DU QUEBEC, CHOC-F	5 439,94 \$
SE	RADIO-ACTON INC.	12 038,40 \$
SE	RADIO-ACTON INC.	- \$
SE	RADIO-ACTON INC.	8 105,60 \$
SE	RADIO-ACTON INC.	- \$
SE	RADIS INC.	9 865,80 \$
SE	RADIS INC.	5 611,76 \$
SE	REPIT LE ZEPHYR	3 705,63 \$
SE	REPIT LE ZEPHYR	4 291,20 \$
SE	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	- \$
SE	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	12 442,13 \$
SE	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	4 728,62 \$
SE	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	8 060,08 \$
SE	S.O.S. DEPANNAGE GRANBY ET REGION INC.	8 610,85 \$

ÉCONOMIE SOCIALE
SUBVENTIONS SALARIALES
2005-2006
(au 24 février 2006)

ANNEXE A

Code	Nom de l'organisme	Déboursés
SE	SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT MEDICAL INTENSIF (S.A.M.I.)	5 426,40 \$
SE	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	260,75 \$
SE	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	3 845,16 \$
SE	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	- \$
SE	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	- \$
SE	SERVICES D'AIDE DOMESTIQUE DE SAINT-HUBERT	12 167,52 \$
SE	THEATRE MOTUS	9 641,60 \$
SE	THEATRE QUATRE/CORPS INC.	9 934,40 \$
		1 140 007,60 \$
	CENTRE-DU-QUÉBEC	
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE BEC	1 233,60 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE BEC	- \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'AIDE DOMESTIQUE DE LA MRC DE BEC	5 976,90 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'INTEGRATION SOCIO-PROFESSIONNELL	1 774,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE D'INTEGRATION SOCIO-PROFESSIONNELL	1 774,00 \$
SE	COOPERATIVE DE SOLIDARITE EN DEVELOPPEMENT LOCAL DE VILLEROY	2 248,55 \$
SE	DESTINATION ERABLE - COOPERATIVE DE TRAVAIL	2 838,40 \$
SE	MAISON DU LAC	1 423,81 \$
SE	MANITOU DRUMMOND INC.	1 552,43 \$
SE	MUSEE DU BRONZE D'INVERNESS	844,14 \$
SE	PARVELO INC.	482,16 \$
SE	ROULI-BUS INC.	10 483,90 \$
SE	S.A.R.A. - SERVICE D'APPLICATION DES RESSOURCES ADAPTEES	7 526,13 \$
		38 158,02 \$
	GRAND TOTAL	6 220 669,12 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE27

Titre

Jeunes volontaires :

- a) liste des projets soumis en 2005-2006 dans le cadre du programme « Jeunes volontaires » pour chacune des régions administratives et les critères d'évaluation des projets soumis;
- b) ventilation par région et par projet du nombre de participants au programme « Jeunes volontaires » pour 2005-2006 et le montant de chacune des subventions;
- c) nombre de jeunes sur les listes d'attente pour chacune des régions, en mars 2004, mars 2005 et mars 2006;
- d) nombre et caractéristiques des participants au programme « Jeunes volontaires » pour l'année 2005-2006 dans chacune des catégories suivantes : bénéficiaires de la sécurité du revenu, prestataires de l'assurance-emploi, sans revenu, exclus de la sécurité du revenu en raison de la contribution parentale, etc.

Exposé et statistiques

En 1998, le volet *Jeunes volontaires* a été intégré aux mesures actives du *Fonds de développement du marché du travail* (FDMT) sous la mesure *Projets de préparation à l'emploi*.

- a) b) Vous trouverez, à l'annexe de la présente, la liste par région administrative des projets financés par les centres locaux d'emploi d'Emploi-Québec, ainsi que le nombre de participants prévus pour l'exercice financier 2005-2006.

Les critères d'évaluation des projets soumis sont :

- la faisabilité du projet;
- la motivation des participants;
- la participation de l'organisme associé;
- les possibilités d'apprentissage pour chacun des participants;
- la reconnaissance du milieu, c'est-à-dire le rayonnement;
- le potentiel d'implication;
- le réalisme des prévisions budgétaires;
- l'atteinte des objectifs de la mesure *Jeunes volontaires* :
 - permettre aux jeunes adultes, dans le cadre d'un projet qu'ils définissent eux-mêmes, d'acquérir, de vérifier et de développer des compétences contribuant à leur insertion sociale et professionnelle;
 - soutenir et stimuler les jeunes adultes pour les aider à se prendre en charge, afin qu'ils puissent faire valoir leur initiative et leur créativité dans leur localité. À ce titre, les projets *Jeunes volontaires* contribuent à développer l'autonomie des jeunes adultes;
 - inciter les jeunes adultes à s'associer aux personnes-ressources du milieu comme partenaires dans la réalisation de projets ayant une incidence positive sur leur développement. Ce faisant, l'approche favorise le rayonnement et la reconnaissance de l'apport des jeunes à la collectivité.

- c) Aucun jeune n'a été en attente de participation sur l'ensemble du territoire du Québec en mars 2004, mars 2005 et mars 2006.

- d) Nombre total, au 21 février 2006, de nouveaux participants pour l'année 2005-2006 dans les catégories suivantes :

Prestataires de l'assistance-emploi	153
Participants actifs ou admissibles à l'assurance-emploi	321
Sans soutien public de revenu	468

N.B. :

- La somme des participants par catégorie de clientèle ne correspond pas au nombre total de participants, étant donné que certains d'entre eux sont à la fois prestataires de l'assistance-emploi et participants de l'assurance-emploi.
- Les informations concernant les participants exclus de la sécurité du revenu, en raison de la contribution parentale, ne sont pas disponibles.

Source des données : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires, le 3 avril 2006

COLLABORATION : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DÉPENSE ET NOMBRE DE PARTICIPANTS PRÉVUS PAR RÉGION
ET PAR PROJET JEUNES VOLONTAIRES SOUMIS 2005-2006
(Données au 24 février 2006)

RÉGION	NO PROJET	PARTICIPANTS PRÉVUS	DÉPENSES
Région 01 : Bas-St-Laurent			
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0210A016	1,00	150,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A066	1,00	800,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0590A026	1,00	3 160,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A106	1,00	525,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A066	1,00	500,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A176	2,00	-
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A026	1,00	2 112,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A096	1,00	1 500,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EW0590A016 *	0,00	2 000,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EW0600A016*	0,00	3 000,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EW0210A016*	0,00	500,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EW0290A016*	0,00	1 878,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EW0580A016*	0,00	500,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A116	1,00	510,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A136	1,00	1 017,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A046	2,00	3 425,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A156	1,00	500,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A016	1,00	865,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A016	2,00	4 498,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0210A036	2,00	982,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A106	1,00	1 000,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0210A026	1,00	300,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A036	1,00	915,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A016	1,00	340,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A166	1,00	770,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A146	1,00	2 580,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A046	1,00	2 523,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0590A016	1,00	738,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A056	1,00	800,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0300A016	1,00	-
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A066	2,00	3 345,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A026	1,00	730,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A036	1,00	3 000,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A086	1,00	366,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A076	1,00	2 860,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A096	1,00	720,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A036	1,00	2 613,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0600A026	1,00	960,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A056	1,00	900,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0190A046	1,00	1 000,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A086	1,00	1 200,00
Région 01 : Bas-St-Laurent	EV0290A076	2,00	2 106,00
		43	58 187,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean			
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0010A016	1,00	1 038,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0150A016	1,00	2 374,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EW0620A016*	0,00	75,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0050A036	2,00	-
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0050A026	5,00	-
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0150A026	7,00	7 820,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0050A016	7,00	5 400,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0620A026	1,00	916,00

Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0620A016	1,00	1 452,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0010A026	1,00	738,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0010A036	1,00	888,00
Région 02 : Saguenay - Lac-Saint-Jean	EV0610A016	1,00	1 188,00
		28	21 889,00 \$
Région 03 : Capitale-Nationale			
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A796	1,00	665,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A496	3,00	3 550,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A476	1,00	1 950,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A396	1,00	1 402,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A676	3,00	3 175,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A626	1,00	1 450,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A556	1,00	1 240,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A586	1,00	1 400,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A606	1,00	1 800,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A776	1,00	-
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A186	2,00	2 987,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A426	1,00	1 473,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A696	2,00	2 450,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A746	1,00	1 485,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A306	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0180A016*	7,00	1 000,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A256*	1,00	4 000,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A596	1,00	1 473,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A316	2,00	3 264,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A576	1,00	1 150,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A756	1,00	1 085,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A516	1,00	1 000,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A276	1,00	1 700,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A286	5,00	7 200,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A166	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A486	3,00	3 555,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A466	1,00	1 473,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A246	2,00	2 050,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A106	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A736	2,00	1 672,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A656	1,00	1 500,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A026	1,00	631,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A766	3,00	-
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A806	1,00	-
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A296	1,00	950,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A326	2,00	2 500,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0180A046	1,00	980,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A126	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A346	3,00	3 950,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A066	7,00	5 150,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A266	2,00	3 700,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A226	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A716	1,00	1 485,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A526	1,00	1 188,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0180A036	1,00	791,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A376	2,00	1 250,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A356	1,00	1 500,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A786	1,00	775,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A016	1,00	1 271,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A386	1,00	1 850,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0280A016	1,00	1 561,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A096	1,00	861,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A506	7,00	8 313,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A546	1,00	457,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A406	0,00	-
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A456	1,00	1 950,00

Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A536	1,00	1 473,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A416	1,00	1 010,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A336	6,00	6 800,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A666	1,00	1 330,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A236	2,00	3 300,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A136	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A446	1,00	1 300,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A086	1,00	1 603,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A636	1,00	1 873,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A436	1,00	1 550,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A116	6,00	6 227,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0180A056	1,00	825,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A176	2,00	3 700,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A706	1,00	1 408,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A726	3,00	3 768,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A056	2,00	2 693,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A566	1,00	1 155,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A146	2,00	3 700,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A216	1,00	1 250,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV0180A026	1,00	565,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A196	1,00	1 800,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A036	1,00	1 700,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A046	1,00	1 800,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A366	1,00	1 873,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A646	1,00	1 030,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A076	1,00	2 100,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A686	1,00	1 330,00
Région 03 : Capitale-Nationale	EV4420A616	1,00	1 400,00
		139	169 420,00 \$
Région 04 : Mauricie			
Région 04 : Mauricie	EV0520A026	1,00	2 963,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A036	2,00	1 595,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A046	1,00	1 890,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A016	1,00	1 150,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A066	2,00	3 300,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A026	2,00	7 140,00
Région 04 : Mauricie	EV0510A016	1,00	738,00
Région 04 : Mauricie	EV0510A026	1,00	550,00
Région 04 : Mauricie	EV0380A056	2,00	3 400,00
Région 04 : Mauricie	EV0520A036	2,00	1 660,00
Région 04 : Mauricie	EV0520A016	1,00	7 630,00
Région 04 : Mauricie	EV0650A016	1,00	1 080,00
		17	33 096,00 \$
Région 05 : Estrie			
Région 05 : Estrie	EV4260A436	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A036	1,00	2 600,00
Région 05 : Estrie	EV4260A176	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A096	2,00	4 360,00
Région 05 : Estrie	EV4260A216	1,00	1 800,00
Région 05 : Estrie	EV4260A296	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A226	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A146	1,00	1 575,00
Région 05 : Estrie	EV4260A316	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A066	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A266	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A306	0,00	1 000,00
Région 05 : Estrie	EV4260A386	2,00	2 570,00
Région 05 : Estrie	EV4260A276	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A056	2,00	4 500,00
Région 05 : Estrie	EV4260A356	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A496	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A396	1,00	1 150,00

Région 05 : Estrie	EV4260A286	1,00	1 750,00
Région 05 : Estrie	EV4260A116	1,00	1 615,00
Région 05 : Estrie	EV4260A466	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A126	1,00	1 935,00
Région 05 : Estrie	EV4260A086	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EW4260A016*	0,00	3 000,00
Région 05 : Estrie	EV4260A196	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A016	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A346	1,00	1 075,00
Région 05 : Estrie	EV4260A416	3,00	2 148,00
Région 05 : Estrie	EV4260A256	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A326	2,00	2 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A456	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A406	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A106	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A246	1,00	650,00
Région 05 : Estrie	EV4260A076	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A236	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A136	1,00	1 440,00
Région 05 : Estrie	EV4260A156	1,00	2 995,00
Région 05 : Estrie	EV4260A486	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A186	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A026	2,00	2 600,00
Région 05 : Estrie	EV4260A446	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A476	1,00	925,00
Région 05 : Estrie	EV4260A376	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A166	1,00	2 340,00
Région 05 : Estrie	EV4260A336	2,00	2 560,00
Région 05 : Estrie	EV4260A426	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A366	1,00	1 300,00
Région 05 : Estrie	EV4260A206	1,00	2 340,00
		55	94 468,00 \$
Région 06 : Ile de Montréal			
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A166	1,00	1 164,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B276	1,00	1 080,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B186	6,00	8 280,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A546	2,00	4 056,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B016	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B486	1,00	1 080,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A106	3,00	5 184,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A076	2,00	2 016,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B546	1,00	-
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A816	3,00	4 140,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A206	1,00	1 164,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B366	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A806	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B506	5,00	6 360,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B376	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A666	7,00	7 272,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A496	1,00	1 590,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B106	1,00	1 020,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A186	1,00	888,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A736	1,00	1 740,00
Région 06 : Ile de Montréal	EW2790A026*	0,00	3 000,00
Région 06 : Ile de Montréal	EW2790A016*	0,00	3 000,00
Région 06 : Ile de Montréal	EW2790A036*	0,00	3 000,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A476	4,00	8 112,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B056	2,00	2 760,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B026	1,00	1 380,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A596	4,00	3 600,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790A456	7,00	9 156,00
Région 06 : Ile de Montréal	EV2790B266	4,00	5 520,00

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

de fiche : RPE28

Titre

Ressources externes : montant de la dépense pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, par région et par ressources externes en ententes de service pour :

- a) mesures de services d'aide à l'emploi;
- b) projets de préparation à l'emploi;
- c) mesures de formations, volet entreprises d'entraînement.

Exposé et statistiques

Pour mener à bien sa mission, Emploi-Québec fait appel à des ressources externes pour compléter ses activités et dispose ainsi d'une gamme étendue et diversifiée de moyens à offrir à la population. Le financement octroyé par Emploi-Québec à ces ressources se fait essentiellement par ententes de service.

- a) b) c) On retrouve en annexe les montants de la dépense pour l'année 2005-2006 (données au 24 février 2006), par région, par mesure et par ressource externe en ententes de service. Les montants sont relatifs aux mesures *Services d'aide à l'emploi*, *Projets de préparation à l'emploi* et *Mesure de formation* (volet entreprises d'entraînement). Les subventions régulières accordées aux carrefours jeunesse-emploi ne sont pas prises en compte. Elles sont listées à l'annexe A de la fiche RPE29.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires, le 3 avril 2006
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles, le 5 avril 2006

Dépense par région, par mesure et par ressource externe
Année financière 2005-2006
(Données au 24 février 2006)

RÉGION ET MESURE	NOM DE L'ORGANISME	DÉPENSE
BAS ST-LAURENT		
Service d'aide à l'emploi	ACTION-TRAVAIL RIMOUSKI- NEIGETTE INC.	574 849 \$
	CLAUDE LALANCETTE	2 702 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DU KRTB	309 112 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DES MONTS-ET-MAREES	0 \$
	CORPORATION ENTREPRISE D'ENTRAINEMENT DE RIVIERE-DU-LOUP	35 250 \$
	EMPLOI-SERVICES	288 501 \$
	FEDERATION DE L'UPA DE LA COTE-DU-SUD	21 397 \$
	FEDERATION DE L'UPA DU BAS-SAINT-LAURENT	26 507 \$
	LA CORPORATION P.A.R.C. BAS-SAINT-LAURENT	17 456 \$
	LES ENTREPRISES TANDEM COTE-SUD INC.	212 499 \$
	LES FICELLES DE L'EMPLOI INC.	34 125 \$
	LES SERVICES D'AIDE A L'EMPLOI DU TEMISCOUATA	177 663 \$
	RIOUX, MICHEL	8 140 \$
	SEMO LA RESCOUSSE DU K.R.T.B. INC.	224 458 \$
	SERVICE ALTERNATIF D'INTEGRATION AU TRAVAIL DE LA PERSONNE	56 781 \$
	SERVICE DE TRANSITION EN EMPLOI	198 983 \$
	SERVICE SPECIALISE DE MAIN-D'OEUVRE L'ELAN	262 841 \$
	TREMLIN TRAVAIL VALLEE DE LA MATAPEDIA INC.	138 137 \$
	Total SAE	2 589 401 \$
PPE: volet général	ACTION TRAVAIL KAMOURASKA	25 423 \$
	ACTION-TRAVAIL RIMOUSKI- NEIGETTE INC.	15 636 \$
	ATELIER GRAND FLEUVE	81 070 \$
	CENTRE D'ENTRAIDE L'HORIZON DE RIVIERE-DU-LOUP	33 491 \$
	LA CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA REGION	7 239 \$
	LA MAISON LE TRAIT D'UNION, VALLEE DE LA MATAPEDIA	53 636 \$
	LES FICELLES DE L'EMPLOI INC.	170 000 \$
	LES SERVICES D'AIDE A L'EMPLOI DU TEMISCOUATA	58 600 \$
	L'ETAPE NORMANDIE/RIVIERE-DU-LOUP	6 493 \$
	RECUPACTION	16 787 \$
	SERVICE ALTERNATIF D'INTEGRATION AU TRAVAIL DE LA PERSONNE	77 645 \$
	TREMLIN TRAVAIL VALLEE DE LA MATAPEDIA INC.	21 573 \$
	Total PPE général	567 593 \$
MFOR: Entreprises	CORPORATION ENTREPRISE D'ENTRAINEMENT DE RIVIERE-DU-LOUP	160 000 \$
d'entraînement	ENTREPRISE D'ENTRAINEMENT MITIS-NEIGETTE	184 340 \$
	Total MFOR : entreprise d'entraînement	344 340 \$
	TOTAL BAS-ST-LAURENT	3 501 333 \$
SAGUENAY / LAC ST-JEAN		
Service d'aide à l'emploi	ACCES-TRAVAIL-FEMMES INC.	200 464 \$
	CIBLE-ACTION INC.	300 547 \$
	FEDERATION DE L'UPA DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN	33 132 \$
	IDEAUX TRAVAIL	69 580 \$
	INTERVENTION TRAVAIL INC.	174 273 \$
	LA BIVOIE INC.	0 \$
	SEMO SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	329 710 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DU SAGUENAY	423 583 \$
	SERVICE RELANCE SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	348 231 \$
	Total SAE	1 879 518 \$
PPE: volet général	ACCES-TRAVAIL-FEMMES INC.	362 428 \$
	GROUPE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE D'ENTR	50 513 \$
	PREVENTION, AIDE ET SOUTIEN EN SANTE MENTALE LAC ST-JEAN ES	10 378 \$
	Total PPE : volet général	423 319 \$
PPE: entreprises d'insertion	CORPORATION REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE LA RECUPERATI	340 263 \$
	LE TOURNANT 3F INC.	410 562 \$
	STAGEM DIVISION ENTREPRISE D'INSERTION INC.	485 003 \$
	STAGEM DIVISION GESTION INC.	166 548 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	1 402 376 \$
MFOR: Entreprises		
d'entraînement	GROUPE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISE D'ENTR	31 210 \$
	Total MFOR : entreprise d'entraînement	31 210 \$
	TOTAL SAGUENAY LAC ST-JEAN	3 736 422 \$

CAPITALE NATIONALE		
Service d'aide à l'emploi	ACTION EMPLOI - UNIVERSITE LAVAL INC.	95 785 \$
	ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	561 815 \$
	AVENIR ORIENTATION	100 780 \$
	BLONDEAU, CLAUDE	0 \$
	CENTRE DE FORMATION DE QUEBEC INC.	488 668 \$
	CENTRE DE FORMATION OPTION-TRAVAIL STE-FOY	413 205 \$
	CENTRE DE LA FAMILLE VALCARTIER	232 500 \$
	CENTRE D'ENTRAIDE SOCIALE DU BAS DE LA FALAISE	484 400 \$
	CENTRE ETAPE ATELIER DE FORMATION POUR LES FEMMES INC.	440 700 \$
	CENTRE SOLIDARITE JEUNESSE DE QUEBEC	11 146 \$
	COMITE BEAUPORT VILLE EN SANTE	8 000 \$
	COMMUNAUTES SOLIDAIRES	4 285 \$
	EQUITRAVAIL	551 518 \$
	GESTION JEUNESSE INC.	315 600 \$
	GIT SOCIETE INC.	914 215 \$
	JONATHAN 1445 INC.	282 424 \$
	LA CROISEE S.I.T. INC.	540 002 \$
	LA FEDERATION DE L'U.P.A. DE LA RIVE-NORD	14 861 \$
	LE G. SEPT	184 201 \$
	LE PROGRAMME DE PORTAGE RELATIF A LA DEPENDANCE DE LA DRQ	147 300 \$
	LES SERVICES DE MAIN-D'OEUVRE L'APPUI INC.	214 884 \$
	LIBRE EMPLOI, CENTRE LIBRE-SERVICE D'AIDE A LA RECHERCHE D'E	276 675 \$
	SERVICE ACCES TRAVAIL DE PORTNEUF	242 094 \$
	SERVICE D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS AU TR	535 346 \$
	Total SAE	7 060 403 \$
PPE : volet général	ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	285 704 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA CAPITALE NATIONALE	7 768 \$
	CENTRE DE FORMATION DE QUEBEC INC.	193 375 \$
	CENTRE-FEMMES AUX PLURIELLES	74 542 \$
	CORPORATION L'AUTRE CARTIER	14 347 \$
	COUP DE POUCE-TRAVAIL 1982 INC.	275 607 \$
	FONDS D'EMPRUNT ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (QUEBEC)	110 580 \$
	LE G. SEPT	7 833 \$
	LE PROGRAMME DE PORTAGE RELATIF A LA DEPENDANCE DE LA DRQ	274 353 \$
	MERES ET MONDE - CENTRE DE RESSOURCES POUR JEUNES MERES	84 899 \$
	SERVICE D'ORIENTATION ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS AU TR	135 777 \$
	VALLEE BRAS-DU-NORD, COOP DE SOLIDARITE	32 481 \$
	Total PPE : volet général	1 497 264 \$
PPE: entreprises d'insertion	LE PIGNON BLEU, LA MAISON POUR GRANDIR	354 045 \$
	LE VELO VERT INC.	539 662 \$
	LES PREMIERS DE CORDEE	601 934 \$
	RECYCLAGE VANIER	615 249 \$
	Total : PPE entreprises d'insertion	2 110 890 \$
MFOR: Entreprises d'entraînement	COLLEGE O'SULLIVAN DE QUEBEC INC.	286 902 \$
	CONVERGENCE GARNEAU INC.	331 200 \$
	RESEAUX - EMPLOYABILITE	289 800 \$
	Total MFOR : entreprise d'entraînement	907 902 \$
	TOTAL CAPITALE NATIONALE	11 576 459 \$
MAURICIE		
Service d'aide à l'emploi	CENTRE ADRIENNE ROY SHAWINIGAN INC.	63 293 \$
	CENTRE D'ACTIVITES POPULAIRES ET EDUCATIVES C.A.P.E.	1 500 \$
	CENTRE DE LA FEMME - ROND POINT DE LA MAURICIE	158 377 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MAURICIE/ BOIS-FRANCS	282 089 \$
	COMITE POUR LA DEFENSE DES DROITS SOCIAUX LA TUQUE	4 917 \$
	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	110 278 \$
	FEDERATION DE L'UPA DE LA MAURICIE	45 000 \$
	FORMATION ACCES INTEGRATION TRAVAIL (FAIT) INC.	115 906 \$
	LES EDITIONS PSYMETRIK INC.	604 \$
	MAISON RADISSON INC.	227 011 \$
	OPTION INTEGRATION INC.	412 950 \$
	SPRINT TROIS-RIVIERES INC.	142 990 \$
	STRATEGIE CARRIERE	440 592 \$
	Total SAE	2 005 507 \$
PPE : volet général	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHAWINIGAN	47 150 \$
	CENTRE DE LA FEMME - ROND POINT DE LA MAURICIE	112 099 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE L'ENERGIE	22 257 \$
	COMSEP - EMPLOI INC.	112 500 \$
	ECONOMIE COMMUNAUTAIRE DE FRANCHEVILLE (ECOF)	24 600 \$
	FORMATION ACCES INTEGRATION TRAVAIL (FAIT) INC.	199 500 \$

	OPTION INTEGRATION INC.	40 500 \$
	SPRINT TROIS-RIVIERES INC.	102 118 \$
	Total PPE : volet général	660 724 \$
MFOR: Entreprises	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE TROIS	69 767 \$
d'entraînement	Total MFOR : entreprise d'entraînement	69 767 \$
	TOTAL MAURICIE	2 735 998 \$
ESTRIE		
Service d'aide à l'emploi	9076-1164 QUEBEC INC.	630 \$
	ANNE LAFONTAINE, PSYCHOLOGUE	6 043 \$
	CEA SHERBROOKE	109 016 \$
	CENTRE DE READAPTATION ESTRIE INC.	683 \$
	CENTRE DE RESSOURCES POUR DELINQUANTS (OPEX)	253 113 \$
	CENTRE D'INTEGRATION AU MARCHÉ DE L'EMPLOI (CIME)	259 909 \$
	CENTRE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'ESTRIE	975 079 \$
	CLUB DE PLACEMENT REGIONAL INC.	237 949 \$
	COMITE DE L'ESTRIE POUR L'INTEGRATION AU TRAVAIL DES PERSON	296 470 \$
	ERGO NOVA INC.	1 242 \$
	INITIATION AU DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL DE L'ESTRIE (I.D	41 181 \$
	INTRO-TRAVAIL ET CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU GRANIT INC.	282 280 \$
	JOHANNE PARADIS PSYCHOLOGUE	2 535 \$
	KARENE LAROCQUE, PSYCHOLOGUE	975 \$
	LA COMPAGNIE DES TRAVAILLEURS AGRICOLES (ESTRIE)	184 064 \$
	LA SOCIETE POUR LA MISE EN VALEUR ET LE DEVELOPPEMENT DES I	202 040 \$
	LE COLLECTIF D'ALPHABETISATION DES TRAVAILLEURS: "LA MAISON	60 060 \$
	MARCHAND, DANNY	2 698 \$
	PARADIS, JOHANNE	1 495 \$
	PRO-GESTION ESTRIE	217 015 \$
	SERVICE D AIDE AUX NEO-CANADIENS	60 881 \$
	SERVICE D'ACCUEIL DES NOUVEAUX ARRIVANTS DE LA REGION DE L	2 500 \$
	SERVICE D'INTERPRETATION POUR PERSONNES SOURDES DE L'ESTR	246 \$
	Total SAE	3 198 103 \$
PPE : volet général	AU PONT DE BOIS, EBENISTERIE	199 500 \$
	CENTRE D'INTEGRATION AU MARCHÉ DE L'EMPLOI (CIME)	109 905 \$
	CENTRE D'ORIENTATION ET DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'ESTRIE	119 365 \$
	Total PPE : volet général	428 770 \$
PPE : entreprises d'insertion	RECUPEX (SHERBROOKE) INC.	852 818 \$
	Total PPE : entreprise d'insertion	852 818 \$
MFOR: Entreprises	PRO-GESTION ESTRIE	209 866 \$
d'entraînement	Total MFOR : Entreprise d'entraînement	209 866 \$
	TOTAL ESTRIE	4 689 557 \$
ILE DE MONTRÉAL		
Service d'aide à l'emploi	ACCES SANTE MENTALE CIBLE TRAVAIL	37 500 \$
	ACCES-TRAVAIL DE MONTREAL	552 898 \$
	ACCUEIL AUX IMMIGRANTS DE L'EST DE MONTREAL	19 199 \$
	ACCUEIL LIAISON POUR ARRIVANTS (ALPA)	44 513 \$
	ACTION MAIN-D'OEUVRE M.T.L. INC.	627 832 \$
	AGENCE MONTREALAISE POUR L'EMPLOI	54 478 \$
	AIM CROIT	487 106 \$
	ALTERNATIVES, RESEAU D'ACTION ET DE COMMUNICATION POUR LE	46 917 \$
	ASSOCIATION CHRETIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTREAL	291 429 \$
	ASSOCIATION DES PARAPLEGIQUES DU QUEBEC	312 137 \$
	BRISSON, LEGRIS ET ASSOCIES INC.	321 630 \$
	CADRES DISPONIBLES E.A. INC.	299 356 \$
	CARI ST-LAURENT	199 084 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	8 566 \$
	CARREFOUR RELANCE	88 673 \$
	CENTRE D'ACTION SOCIO-COMMUNAUTAIRE DE MONTREAL	41 932 \$
	CENTRE DE FORMATION POUR FEMMES (C.F.F.)	7 280 \$
	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI COTE DES NEIGES (CRECN)	554 762 \$
	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'EST (CREE) INC.	653 047 \$
	CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE POINTE-CLAIRE	354 528 \$
	CENTRE DE RESSOURCES EDUCATIVES ET COMMUNAUTAIRES POUR	57 459 \$
	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	842 655 \$
	CENTRE D'INTEGRATION MULTI-SERVICES DE L'OUEST DE L'ILE (C.I	44 806 \$
	CENTRE EUREKA INC.	619 442 \$
	CENTRE GENERATION EMPLOI	118 586 \$
	CENTRE MULTI-ETHNIQUE DE NOTRE-DAME-DE-GRACE	18 590 \$

	CESAREI - CARREFOUR INTERCULTUREL DE VERDUN	42 195 \$
	CIBLE RETOUR EN EMPLOI	260 576 \$
	CLAM (CARREFOUR DE LIAISON ET D'AIDE MULTI-ETHNIQUE)	47 395 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DU SUD-OUEST DE MONTREAL INC.	250 125 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-NORD (CREMCN)	296 953 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTREAL CENTRE-VILLE	706 069 \$
	COALITION D'ORGANISATIONS HASSIDIQUES D'OUTREMONT	187 853 \$
	COLLECTIF DES FEMMES IMMIGRANTES DU QUEBEC	92 750 \$
	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DU VIEUX	10 355 \$
	COMITE SECTORIEL DE MAIN-D'OEUVRE DE LA PRODUCTION AGRICOLE	179 868 \$
	CONCERTATION JEUNESSE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	43 281 \$
	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE	126 887 \$
	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ILE DE MONTREAL INC.	64 833 \$
	EMPLOI JEUNESSE 16-25 INC.	267 766 \$
	EMPLOI JUIF MONTREAL	275 649 \$
	FILIERE EMPLOYABILITE	52 596 \$
	FONDATION DES SERVICES D'EMPLOI POUR LES JEUNES	306 212 \$
	FOYER DE JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE MONTREAL	33 270 \$
	GROUPE CONSEIL ST-DENIS INC.	657 219 \$
	GROUPE PLEIN EMPLOI INC.	237 768 \$
	HEBERGEMENT 9335 INC.	9 657 \$
	IMPULSION-TRAVAIL	447 099 \$
	INTEGRATION JEUNESSE DU QUEBEC INC.	264 661 \$
	LA BOURGADE INC.	424 281 \$
	LA FONDATION TRAVAIL SANS FRONTIERES INC.	269 100 \$
	LA MAISON DES JEUNES "PAR LA GRAND'PORTE"	39 139 \$
	LA PASSERELLE - CENTRE D'ENTRAIDE PROFESSIONNELLE ET SPIRITUEL	203 978 \$
	LA PUCE COMMUNAUTAIRE, MONTREAL, INC.	33 705 \$
	L'ARRIMAGE INC.	627 534 \$
	L'ASSOCIATION MONTREALAISE POUR LES AVEUGLES	89 507 \$
	LE CENTRE DE RESSOURCES DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE	46 089 \$
	L'ENJEU: CAP SUR L'EMPLOI INC.	487 991 \$
	LES CONSEILLERS EN DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOYABILITE INC.	467 147 \$
	LES SERVICES D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE	293 454 \$
	L'HIRONDELLE, SERVICES D'ACCUEIL ET D'INTEGRATION DES IMMIGRANTS	311 384 \$
	OBJECTIF EMPLOI 40 ANS PLUS DE MONTREAL	422 109 \$
	OBJECTIF JEUNESSE	17 969 \$
	OPERATION PLACEMENT JEUNESSE INC.	202 828 \$
	PROMIS (PROMOTION - INTEGRATION - SOCIÉTÉ NOUVELLE)	86 912 \$
	REGROUPEMENT POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU SUD	400 925 \$
	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	572 357 \$
	S.I.M.O. (SERVICE D'INTEGRATION AU MARCHE DU TRAVAIL PAR OBJECTIF)	264 983 \$
	SEMO HORIZON-TRAVAIL	342 028 \$
	SERVICE A LA FAMILLE CHINOISE DU GRAND MONTREAL INC.	36 885 \$
	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DE L'EST INC.	671 217 \$
	SERVICE D'AIDE ET DE LIAISON POUR IMMIGRANTS LA MAISONNEE	91 690 \$
	SERVICE D'ENTRAIDE ET DE PLACEMENT DE L'OUEST DE L'ILE	753 713 \$
	SERVICES D'AIDE AUX NEO- QUEBECOIS ET IMMIGRANTS S.A.N.Q.I.	390 761 \$
	SESNO SERVICE ECONOMIQUE ET SOCIAL NORD-OUEST INC.	212 700 \$
	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ANGUS (SDA)	56 646 \$
	VIA-TRAVAIL INC.	443 191 \$
	YMCA DE MONTREAL (SUCCURSALE CENTRE- VILLE)	414 344 \$
	Total SAE	20 240 008 \$
PPE : Volet général	ACCES SANTE MENTALE CIBLE TRAVAIL	369 204 \$
	ACCUEIL LIAISON POUR ARRIVANTS (ALPA)	108 543 \$
	ASSOCIATION CHRETIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTREAL	205 903 \$
	CARI ST-LAURENT	90 852 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRACE	14 074 \$
	CARREFOUR RELANCE	300 637 \$
	CARTIER EMILIE	8 192 \$
	CENTRE COMMUNAUTAIRE TYNDALE ST-GEORGES	76 001 \$
	CENTRE D'ALPHABETISATION N-A RIVE DE MONTREAL	136 808 \$
	CENTRE DE FORMATION POUR FEMMES (C.F.F.)	56 289 \$
	CENTRE DES FEMMES DE MONTREAL	333 261 \$
	CENTRE DES FEMMES DU PLATEAU MONT-ROYAL	139 830 \$
	CENTRE DES JEUNES L'ESCALE 13-17 DE MONTREAL-NORD INC.	22 549 \$
	CENTRE D'INTEGRATION MULTI-SERVICES DE L'OUEST DE L'ILE (C.I.)	78 692 \$
	CENTRE EDUCATIF COMMUNAUTAIRE RENE GOUPIL	14 940 \$
	CENTRE GENERATION EMPLOI	613 768 \$
	CLAM (CARREFOUR DE LIAISON ET D'AIDE MULTI-ETHNIQUE)	10 445 \$
	COMPAGNIE F, ENTREPRENEURSHIP POUR FEMMES	82 971 \$
	CORPORATION DE LA MAISON DU PRESSEUR	49 009 \$
	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	42 194 \$
	CYBERCAP	472 537 \$

	DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ILE DE MONTREAL INC.	240 767 \$
	EMPLOI JEUNESSE 16-25 INC.	6 610 \$
	EPOC MONTREAL	442 527 \$
	GROUPE ITINERANCE ET TRAVAIL DE MONTREAL INC.	291 825 \$
	HEBERJEUNE DE PARC EXTENSION	1 847 \$
	IMPRIME-EMPLOI	46 863 \$
	IMPULSION-TRAVAIL	244 660 \$
	INFO-FEMMES INC.	39 564 \$
	INSERTECH ANGUS	45 857 \$
	LA FONDATION TRAVAIL SANS FRONTIERES INC.	544 995 \$
	LA LIGUE DES NOIRS DU QUEBEC	22 925 \$
	LA PUCE COMMUNAUTAIRE, MONTREAL, INC.	90 037 \$
	L'ATELIER D'ARTISANAT CENTRE-VILLE INC.	280 327 \$
	L'AUBERGE COMMUNAUTAIRE DU SUD-OUEST PROJET AZIMUT CENTR	51 744 \$
	LE BUREAU DE CONSULTATION- JEUNESSE INC.	0 \$
	LE CENTRE D'APPRENTISSAGE PARALLELE DE MONTREAL C.A.P.	74 531 \$
	LE CENTRE DES FEMMES DE POINTE-AUX-TREMBLES	18 015 \$
	LE CHIC RESTO-POP INC.	95 316 \$
	LE GARDE-MANGER POUR TOUS	121 500 \$
	LE PATRO LE PREVOST	20 875 \$
	LE TOUR DE LIRE	28 948 \$
	LES ATELIERS DE FORMATION ET D'APPRENTISSAGE AU TRAVAIL	213 500 \$
	OBJECTIF JEUNESSE	60 087 \$
	PARRAINAGE CIVIQUE LES MARRONNIERS	26 590 \$
	PROGRAMME D'INFORMATION SUR LE TRAVAIL ET LA RECHERCHE D'E	269 591 \$
	PRO-VERT SUD-OUEST	35 346 \$
	REGROUPEMENT POUR LA RELANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU S	161 919 \$
	ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL	14 912 \$
	SERVICES D'AIDE AUX NEO- QUEBECOIS ET IMMIGRANTS S.A.N.Q.I.	118 341 \$
	SOLIDARITE AHUNTSIC	43 662 \$
	SORIF	316 624 \$
	Total PPE : volet général	7 197 004 \$
PPE : entreprises d'insertion	ASSOCIATION CHRETIENNE DES JEUNES FEMMES DE MONTREAL	372 313 \$
	ATELIER DE MEUBLES ET DE RECYCLAGE AHUNTSIC-CARTIERVILLE	988 274 \$
	BUFFETS INSERE-JEUNES	510 480 \$
	C.A.F.E. PARADOXE (CENTRE D'ANIMATION, FORMATION, ECHANGE)	376 121 \$
	CUISINE COLLECTIVE HOCHELAGA-MAISONNEUVE	464 001 \$
	CUISINE-ATOUT ENTREPRISE D'INSERTION INC.	828 953 \$
	D-TROIS-PIERRES	722 954 \$
	HABITATIONS L'ESCALIER DE MONTREAL	589 238 \$
	IMPRIME-EMPLOI	609 821 \$
	INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE MONTREAL INC.	2 407 665 \$
	INSERTECH ANGUS	755 495 \$
	LA CORBEILLE - BORDEAUX - CARTIERVILLE	781 765 \$
	LE BOULOT VERS ...	861 556 \$
	LE CHIC RESTO-POP INC.	832 050 \$
	L'ECOLE ENTREPRISE FORMETAL INC.	1 201 522 \$
	LES BUREAUX D'ANTOINE	565 220 \$
	PART DU CHEF	507 651 \$
	PETITES-MAINS	726 867 \$
	RESTO PLATEAU	1 510 303 \$
	S.O.S. VELO MERCIER/HOCHELAGA-MAISONNEUVE INC.	670 444 \$
	SERVICE D'ENTRETIEN PRO-PRET INC.	807 411 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	17 090 104 \$
MFOR: Entreprises d'entraînement	LE GROUPE C.P.O. (1998)	662 161 \$
	Total MFOR entreprise d'entraînement	662 161 \$
	TOTAL ILE DE MONTRÉAL	45 189 277 \$
OUTAOUAIS		
Service d'aide à l'emploi	ATELIER DE FORMATION SOCIOPROFESSIONNELLE DE LA PETITE NAT	116 776 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	23 903 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI PAPINEAU	154 642 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	630 868 \$
	CENTRE JEAN BOSCO DE MANIWAKI INC.	27 587 \$
	CPSP-CENTRE DE PLACEMENT SPECIALISE DU PORTAGE	482 036 \$
	LA RELANCE OUTAOUAIS INC.	464 031 \$
	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	92 235 \$
	L'ENVOL S.R.T. SERVICE DE RETOUR AU TRAVAIL	243 050 \$
	OPTION FEMMES EMPLOI	424 559 \$
	RESEAU OUTAOUAIS ISP	112 762 \$
	SERVICE INTEGRATION TRAVAIL OUTAOUAIS	319 916 \$
	Total SAE	3 092 364 \$

	COMMISSION SCOLAIRE AU COEUR-DES- VALLEES	41 167 \$
	L'ASSOCIATION DES FAMILLES MONOPARENTALES ET RECOMPOSEES	60 258 \$
	Total PPE : volet général	101 425 \$
	LA RELANCE OUTAOUAIS INC.	390 998 \$
	LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC	222 961 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	613 958 \$
	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE L'OUTAOUAIS	177 575 \$
	Total MFOR : Entreprise d'entraînement	177 575 \$
	TOTAL OUTAOUAIS	3 985 323 \$
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		
Service d'aide à l'emploi	BARNES, BEVERLY	16 090 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-EST	47 431 \$
	CENTRE RESSOURCES JEUNESSE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE	24 225 \$
	COLLECTIF FEMINISTE DE ROUYN-NORANDA	40 690 \$
	CONSULTANTS EN RESSOURCES PSYCHOLOGIQUES ET EDUCATIVES	940 \$
	COUTURE, FANIE	15 698 \$
	CRPE CONSULTANTS	0 \$
	DALLAIRE, GUY	16 345 \$
	DANIEL DERY ET ASSOCIES INC.	38 610 \$
	JULIE TREMBLAY, CONSEILLERE D'ORIENTATION	1 680 \$
	LAJOIE, FRANCINE	0 \$
	MOUVEMENT DE LA RELEVÉ D'AMOS-REGION INC.	43 450 \$
	SIANE, MARIO	3 000 \$
	TRUDEL, FANNY	675 \$
	VISION TRAVAIL ABITIBI-TEMISCAMINGUE	546 559 \$
	Total SAE	795 392 \$
PPE : volet général	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE LAC-ABITIBI	5 368 \$
	Total PPE : volet général	5 368 \$
PPE : entreprises d'insertion	S.O.S. EMPLOI (ABITIBI-EST)	379 633 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	379 633 \$
	TOTAL ABITIBI TÉMISCAMINGUE	1 180 393 \$
CÔTE-NORD		
Service d'aide à l'emploi	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE DUPLESSIS	28 940 \$
	CENTRE D'ACTION BENEVOLE DE SEPT-ILES INC.	6 595 \$
	CENTRE DE CONCERTATION SUR LES RESSOURCES HUMAINES ET LA	111 621 \$
	CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DE LA BASSE-COTE-NORD	144 349 \$
	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	102 135 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE LA MOYENNE- COTE-NORD	8 087 \$
	LA COMMISSION SCOLAIRE DU LITTORAL	0 \$
	POPCO INC.	78 835 \$
	SEMO COTE-NORD	282 198 \$
	SERVICE D'ORIENTATION A. DOMPIERRE INC.	52 110 \$
	Total SAE	814 869 \$
PPE : volet général	CENTRE DE CONCERTATION SUR LES RESSOURCES HUMAINES ET LA	73 872 \$
	CENTRE-EMERSION (MANICOUAGAN) INC.	245 920 \$
	Total PPE : volet général	319 792 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	CENTRE DE CONCERTATION SUR LES RESSOURCES HUMAINES ET LA	113 684 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	113 684 \$
	TOTAL CÔTE NORD	1 248 346 \$
NORD-DU-QUÉBEC		
Service d'aide à l'emploi	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMESIE	1 788 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE LA BAIE-JAMES	395 \$
	DALLAIRE, GUY	9 520 \$
	SEMO SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	44 726 \$
	Total SAE	56 429 \$
PPE : entreprise d'insertion	CORPORATION LE ZEPHIR CHIBOUGAMAU-CHAPAIS INC.	81 947 \$
	LA MINE D'OR ENTREPRISE D'INSERTION SOCIALE	141 406 \$
	Total PPE : entreprise d'insertion	223 353 \$
	Total NORD -DU-QUÉBEC	279 782 \$
Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine		
Service d'aide à l'emploi	ADAM, BENOIT	5 090 \$
	ASSOCIATION FEMININE D'EDUCATION ET D'ACTION SOCIALE (A.F.E.	39 556 \$
	FEDERATION DE L'UPA DE LA GASPESIE - LES ILES	51 240 \$

	OUELLETTE,FRANCE G.	0 \$
	RELANCE GASPESIE SUD INC.	182 468 \$
	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI D'AVIGNON	154 658 \$
	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DE LA MRC DE BONAVENTURE	165 370 \$
	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI DES ILES	177 376 \$
	SERVICE D'AIDE A L'EMPLOI TRANSIT	118 691 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE S.E.M.O. GASPESIE - LES ILE	482 370 \$
	Total SAE :	1 376 819 \$
PPE : volet général	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI HAUTE-GASPESIE	137 594 \$
	CARREFOUR-RESSOURCES	32 954 \$
	CENTRE DE FORMATION EN ENTREPRISE ET RECUPERATION DE ROC	2 673 \$
	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE CHANDLER - GRANDE-R	61 401 \$
	COMMISSION SCOLAIRE RENE-LEVESQUE	0 \$
	LE CENTRE DE RECUPERATION RE-UTILES INC.	52 637 \$
	Total PPE : volet général	287 259 \$
	TOTAL GASPÉSIE-ILES-DE-LA MADELEINE	1 664 078 \$
CHAUDIÈRE-APPALACHES		
Service d'aide à l'emploi	ABC LOTBINIERE	7 238 \$
	ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIERE	15 563 \$
	APE RECTO VERSO	480 303 \$
	ATELIER DE PREPARATION A L'EMPLOI (A.P.E.) INC.	39 597 \$
	CENTRE D'AIDE ET DE RECHERCHE D'EMPLOI MONTMAGNY-L'ISLET	213 591 \$
	CENTRE D'ENTRAIDE SOCIALE DU BAS DE LA FALAISE	88 168 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI BEAUCE-ETCHEMIN INC.	254 211 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DE THETFORD MINES INC.	364 288 \$
	CONNEXION EMPLOI RESSOURCES FEMMES	225 244 \$
	FEDERATION DE L'UPA DE LA COTE-DU-SUD	12 173 \$
	GESTION TRAVAIL CHAUDIERE APPALACHES	32 750 \$
	ICI INTEGRATION COMMUNAUTAIRE DES IMMIGRANTS	58 109 \$
	LA FEDERATION DE L'U.P.A. DE LA RIVE-NORD	52 222 \$
	LA FEDERATION DE L'UPA DE LA BEAUCE	83 072 \$
	PASSAGE-TRAVAIL RIVE-SUD	461 364 \$
	PASSEPORT TRAVAIL DE BEAUCE INC.	259 263 \$
	POINT DE SERVICES DU CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI BEAUCE-ETC	14 637 \$
	REHABILITATION DE BEAUCE INC.	245 828 \$
	SAEMO SERVICE D'ACCROISSEMENT EN EMPLOYABILITE DE LA MAIN	99 370 \$
	SEMO CHAUDIERE-APPALACHES (SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUV	471 006 \$
	SERVICE REGIONAL D'INTERPRETARIAT DE QUEBEC INC.	513 \$
	TRAVAIL JEUNESSE	46 040 \$
	Total SAE	3 524 548 \$
PPE : volet général	ALPHA-ENTRAIDE DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIERE	37 176 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE L'ISLET	1 070 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-SUD	7 200 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE LA BEAUCE- ETCHEMIN	4 358 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DES NAVIGATEURS	55 000 \$
	CONNEXION EMPLOI RESSOURCES FEMMES	256 280 \$
	CORPORATION DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BELLECHASS	57 550 \$
	ECO-PRISE LOUIS-JACQUES-CASALT	23 182 \$
	L'ALIBI CAFE CULTUREL	4 261 \$
	LES FRIGOS PLEINS	11 666 \$
	LES RECYCLAGES ETCHEMINS INC.	27 645 \$
	PASSEPORT TRAVAIL DE BEAUCE INC.	282 012 \$
	RESEAUX D'ENTRAIDE-AMIANTE	6 959 \$
	RESSOURCERIE BELLECHASSE INC.	9 062 \$
	TRAVAIL JEUNESSE	28 957 \$
	Total PPE : volet général	812 378 \$
MFOR : entreprises	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL BEAUCE-A	197 671 \$
d'entraînement	ENTREPRISE D'ENTRAINEMENT DE L'AMIANTE	156 439 \$
	GESTION TRAVAIL CHAUDIERE APPALACHES	295 780 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	649 890 \$
	TOTAL CHAUDIÈRE APPALACHES	4 986 817 \$
LAVAL		
Service d'aide à l'emploi	ASSOCIATION MIDI-QUARANTE INC.	411 082 \$
	CARREFOUR D'INTERCULTURES DE LAVAL	30 300 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LAVAL (C.J.E.L.)	107 569 \$
	DIMENSION TRAVAIL	310 548 \$
	GROUPE PRIORITE TRAVAIL	543 573 \$
	L'ARRIMAGE INC.	194 491 \$

	OPEX 82-LAVAL	193 165 \$
	OPTION TRAVAIL INC.	433 143 \$
	PERSPECTIVE CARRIERE	512 765 \$
	Total SAE	2 736 636 \$
PPE : volet général	ASSOCIATION MIDI-QUARANTE INC.	185 740 \$
	L'ARRIMAGE INC.	74 844 \$
	LE GROUPE ALPHA LAVAL	80 996 \$
	OPEX 82-LAVAL	56 455 \$
	Total PPE : volet général	398 035 \$
PPE : entreprises d'insertion	ATELIER DE TRI DES MATIERES PLASTIQUES RECYCLABLES DU QUEB	514 999 \$
	CENTRE REGIONAL DE RECUPERATION ET DE RECYCLAGE LAVAL (C.	403 008 \$
	JEUNES AU TRAVAIL	283 771 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	1 201 778 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	PLASMONT INTERNATIONAL INC.	223 125 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	223 125 \$
	TOTAL LAVAL	4 559 573 \$
LANAUDIÈRE		
Service d'aide à l'emploi	CADRES DISPONIBLES E.A. INC.	56 441 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DES MOULINS	87 286 \$
	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI MATAWINIE	81 096 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE D'AUTRAY-JOLIETTE	175 020 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MONTCALM	38 098 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI L'ASSOMPTION	113 484 \$
	CENTRE D'EVALUATION DIAGNOSTIQUE INC.	40 490 \$
	CENTRE D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE DE LANAUDIÈRE	83 152 \$
	CENTRE POINT D'APPUI DE LANAUDIÈRE	392 000 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DE LANAUDIÈRE	740 904 \$
	LA FEDERATION DE L'UPA DE LANAUDIÈRE	37 500 \$
	LAUZON, LOUISE	900 \$
	LOUISE LAUZON	19 645 \$
	PARACHUTE PROJETS INC.	349 954 \$
	PERSPECTIVES NOUVELLES INC.	306 969 \$
	Total SAE	2 522 939 \$
PPE : volet général	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DES MOULINS	50 400 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE D'AUTRAY-JOLIETTE	62 400 \$
	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MONTCALM	30 060 \$
	CENTRE D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE DE LANAUDIÈRE	101 158 \$
	FERME-ECOLE DE LANAUDIÈRE	27 595 \$
	GROUPE POPULAIRE DECLIC	55 575 \$
	LA C.L.E.F., CENTRE LANAUDIÈRE D'EMPLOI POUR FEMMES	348 839 \$
	L'ANNEXE A ROLAND, PLATEAU D'EXPERIMENTATION DE TRAVAIL	187 917 \$
	PARACHUTE PROJETS INC.	45 586 \$
	Total PPE : volet général	909 530 \$
PPE : entreprises d'insertion	BUFFET ACCES EMPLOI	292 526 \$
	L'ATELIER DU SEIGNEUR MASSON	412 028 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	704 554 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	FONDATION LANAUDIÈRE	336 215 \$
	Total : entreprises d'entraînement	336 215 \$
	TOTAL LANAUDIÈRE	4 473 238 \$
LAURENTIDES		
Service d'aide à l'emploi	ACCES RESSOURCES ETUDES TRAVAIL DES LAURENTIDES INC.	161 605 \$
	CENTRE D'AIDE PROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI	702 937 \$
	CENTRE D'INTEGRATION EN EMPLOI LAURENTIDES (C.I.E. LAURENTID	1 177 593 \$
	CENTRE D'INTERVENTION DES BASSES-LAURENTIDES POUR L'EMPLO	501 405 \$
	CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DES PAYS-D'EN-HAUT	0 \$
	DEFI TRAVAIL ARGENTEUIL	2 370 \$
	DEFI-EMPLOI D'ANTOINE-LABELLE	269 885 \$
	FEDERATION UPA OUTAOUAIS-LAURENTIDES	111 250 \$
	HERVE BOUCHEREAU CONSULTANT INC.	59 810 \$
	INTEGRATION - TRAVAIL LAURENTIDES INC.	554 966 \$
	INTERVEX INC.	17 540 \$
	JOSEE GAUTHIER, PSYCHOLOGUE	7 555 \$
	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINTE-AGATHE	77 400 \$
	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINT-JEROME	6 300 \$
	LA PORTE DE L'EMPLOI THERESE DE BLAINVILLE	327 060 \$
	LE PORTE CARRIERES INC.	361 760 \$
	VIA-TRAVAIL INC.	68 750 \$
	Total SAE	4 408 186 \$

PPE : volet général	CENTRE D'AIDE PROFESSIONNELLE POUR L'EMPLOI	71 036 \$
	CENTRE D'INTERVENTION DES BASSES-LAURENTIDES POUR L'EMPLOI	133 998 \$
	CENTRE LOCAL DE DEVELOPPEMENT DES PAYS-D'EN-HAUT	8 835 \$
	DEFI-EMPLOI D'ANTOINE-LABELLE	70 624 \$
	LA FABRIQUE DE LA PAROISSE DE SAINTE-AGATHE	18 351 \$
	LA PORTE DE L'EMPLOI THERESE DE BLAINVILLE	75 997 \$
	LE PORTE CARRIERES INC.	25 169 \$
	Total PPE : volet général	404 010 \$
PPE : entreprises d'insertion	ATELIER DE MENUISERIE SAINTE-THERESE	549 228 \$
	ECLIPSE, ENTREPRISE D'INSERTION	452 953 \$
	ENTREPRISE-ECOLE RECYPRO D'ARGENTEUIL	301 236 \$
	ENTREPRISE-ECOLE RECYPRO D'ARGENTEUIL	132 736 \$
	GRENIER POPULAIRE DES BASSES-LAURENTIDES	451 855 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	1 888 008 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL LIONEL-G	66 573 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	66 573 \$
	TOTAL LAURENTIDES	6 766 777 \$
MONTÉRÉGIE		
Service d'aide à l'emploi	2849-0506 QUEBEC INC.	52 695 \$
	ACTION EMPLOI HAUTE-YAMASKA	59 500 \$
	AIDE ET INTEGRATION JEUNESSE AU TRAVAIL DE LA VALLEE DU RICH	182 858 \$
	BRISSON, LEGRIS ET ASSOCIES INC.	45 500 \$
	CADRES DISPONIBLES E.A. INC.	98 115 \$
	CENTRE BERNARD-GARIEPY	11 075 \$
	CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES DE LA RIVE-SUD INC.	28 845 \$
	CENTRE D'AIDE AUX ENTREPRISES REGION HAUT-YAMASKA INC.	30 240 \$
	CENTRE DE FORMATION ET D'AIDE A LA RECHERCHE D'EMPLOI (CFAR	118 500 \$
	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE NOVA	1 105 \$
	CENTRE DE RESSOURCES POUR DELINQUANTS (OPEX)	145 687 \$
	CENTRE D'EVALUATION EN PSYCHOLOGIE ET EN ORIENTATION (CEPO	138 915 \$
	CENTRE D'INTEGRATION JEUNESSE- ADULTE (C.I.J.AD.) INC.	241 939 \$
	CENTRE D'ORIENTATION ET DE FORMATION POUR FEMMES EN RECH	55 500 \$
	CLUB D'AIDE A LA RECHERCHE D'EMPLOI SOREL DRUMMONDVILLE	173 640 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DE CHATEAUGUAY.	481 595 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI DU SUD-OUEST (GRESO)	289 202 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI SAINT-HYACINTHE INC.	254 453 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI VALLEE DES FORTS INC.	357 053 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI VALLEE DU RICHELIEU	198 558 \$
	CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOI VALLEE DU RICHELIEU INC.	403 685 \$
	COMITE REGIONAL D'INTEGRATION AU TRAVAIL INC.	863 700 \$
	COMMISSION SCOLAIRE DE SOREL-TRACY	2 610 \$
	CONSEIL POUR LA RECONNAISSANCE ECONOMIQUE DE L'ALPHABETIS	23 190 \$
	DOC FORMATION	363 292 \$
	DROIT A L'EMPLOI (D.E.)	250 175 \$
	ECOLE SECONDAIRE ROBERT OUMET	1 682 \$
	ENJEUX CARRIERE INC.	85 155 \$
	FCML CONSULTANTS INC.	14 140 \$
	FEDERATION DE L'U.P.A. DE ST-JEAN-VALLEYFIELD	193 126 \$
	FEDERATION DE L'UPA DE SAINT-HYACINTHE	75 957 \$
	GROUPE D'ACTION ET D'INTERVENTION EN DEVELOPPEMENT DE L'EM	675 471 \$
	INSTITUT SOCRATE	7 956 \$
	JUNE DUBE PSYCHOLOGIE	0 \$
	JUNE DUBE PSYCHOLOGUE	9 760 \$
	LEONARD, PASCALE	7 082 \$
	NATHALIE CARRIER, CO	4 080 \$
	ORIENTHEQUE CORPORATION DE SERVICES D'AIDE A L'EMPLOI DU BA	80 656 \$
	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLO	808 107 \$
	POST SCRIPT JEUNESSE	176 522 \$
	RESEAU CONSEIL P.M.E. INC.	6 375 \$
	RESEAUX EMPLOI ENTREPRENEURSHIP	281 990 \$
	REUSSITE +, GROUPE CONSEIL	97 200 \$
	SERVICE D'INTEGRATION AU MARCHE DU TRAVAIL DE LA MONTEREGI	392 856 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN D'OEUVRE LE JALON	29 494 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE (S.E.M.O.) DE GRANBY ET REG	251 750 \$
	SERVICES ET FORMATION AUX IMMIGRANTS EN MONTEREGIE (SFIM)	270 109 \$
	SOLIDARITE ETHNIQUE REGIONALE DE LA YAMASKA	74 100 \$
	VISION-TRAVAIL	614 643 \$
	Total SAE	9 029 838 \$
PPE : volet général	CENTRE D'ORIENTATION ET DE FORMATION POUR FEMMES EN RECH	701 064 \$
	CONSEIL POUR LA RECONNAISSANCE ECONOMIQUE DE L'ALPHABETIS	403 235 \$
	DE SOI A L'EMPLOI	380 406 \$

	DOC FORMATION	126 599 \$
	MARIE-MARINE LEVESQUE / LA PRUCHE LIBRE	416 \$
	NADIA SIMARD / GILLES HUNTER MUSIQUE	114 \$
	ORIENTHEQUE CORPORATION DE SERVICES D'AIDE A L'EMPLOI DU BA	137 031 \$
	P.L.A.C.E. RIVE-SUD, PROJET LOCAL D'AIDE EN CREATION D'EMPLO	344 513 \$
	PASSAGE VERS L'EMPLOI	181 762 \$
	POST SCRIPT JEUNESSE	242 126 \$
	SERVICE DE DEVELOPPEMENT D'EMPLOYABILITE DE LA MONTEREGIE	486 527 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN D'OEUVRE LE JALON	279 966 \$
	VISION-TRAVAIL	87 277 \$
	Total PPE : volet général	3 371 036 \$
PPE : entreprises d'insertion	ATELIER DU CHOMEUR DU BAS-RICHELIEU INC.	434 065 \$
	BATIFOLERIE	362 418 \$
	JUTE & CIE	233 387 \$
	LES ENTREPRISES JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	370 357 \$
	SERVICE D'INTEGRATION AU MARCHE DU TRAVAIL DE LA MONTEREGI	119 343 \$
	SURBOIS	534 999 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	2 054 569 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	LE GROUPE C.P.O. (1998)	685 347 \$
	SERVICES DE PERFECTIONNEMENT 3000	183 323 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	868 670 \$
	TOTAL MONTÉRÉGIE	15 324 113 \$
CENTRE-DU-QUÉBEC		
Service d'aide à l'emploi	ACCES TRAVAIL	361 065 \$
	CENTRE DE MAIN-D'OEUVRE OPEX	81 975 \$
	CENTRE DE RESSOURCES POUR DELINQUANTS (OPEX)	28 418 \$
	CINQ-MARS, HUBERT	52 560 \$
	CLUB D'AIDE A LA RECHERCHE D'EMPLOI SOREL DRUMMONDVILLE	35 811 \$
	IMPACT EMPLOI DE L'ERABLE	249 028 \$
	LA COALITION DES 45 ANS POUR L'EMPLOI "CHAPITRE DRUMMOND"	153 164 \$
	LA RELANCE NICOLET-BECANCOUR INC.	69 247 \$
	LES MUTANTES DE DRUMMOND INC.	240 926 \$
	REGROUPEMENT INTERCULTUREL DE DRUMMOND INC.	75 722 \$
	SERVICE EXTERNE DE MAIN-D'OEUVRE DE DRUMMOND (SEMO) INC.	651 743 \$
	SERVICES INTEGRES POUR L'EMPLOI	264 301 \$
	STRATEGIE CARRIERE	72 691 \$
	TOTAL SAE	2 336 650 \$
PPE : volet général	LES MUTANTES DE DRUMMOND INC.	91 892 \$
	TOTAL PPE : volet général	91 892 \$
PPE : entreprises d'insertion	PARTENAIRES REGIONAUX POUR L'INSERTION SOCIALE PAR L'ECONC	536 754 \$
	PARVELO INC.	319 774 \$
	Total PPE : entreprises d'insertion	856 528 \$
MFOR : entreprises d'entraînement	COLLEGE D'AFFAIRES ELLIS (1974) INC.	192 000 \$
	Total MFOR : entreprises d'entraînement	192 000 \$
	TOTAL CENTRE-DU- QUÉBEC	3 477 071 \$
	TOTAL ENSEMBLE DES RÉGIONS	119 374 555 \$

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE29

Titre

Carrefours jeunesse-emploi (CJE) :

- a) budget pour chacun des CJE pour 2005-2006, prévisions pour 2006-2007;
- b) liste des subventions accordées à chacun des CJE pour 2005-2006 en dehors des budgets réguliers consentis;
- c) liste de toutes les activités offertes actuellement par les CJE au national et par région;
- d) nombre de participants en 2005-2006 par CJE et statut de ceux-ci;
- e) copie d'avis, analyses ou études sur tout projet de fusion ou de restructuration dans les CJE.

Exposé et statistiques

- a) Voir tableau à l'annexe A pour les budgets accordés en 2005-2006 à chacun des CJE.
- b) Voir annexe B pour les montants des engagements financiers accordés aux CJE et aux corporations administrant un CJE pour l'ensemble des mesures actives. Ces données, pour l'année 2005-2006, sont en date du 24 février 2006.
- c) La mission des carrefours jeunesse-emploi est d'offrir aux jeunes adultes (16 à 35 ans), quel que soit leur statut économique ou social, des services visant :
 - la réinsertion scolaire et le maintien aux études :
(Exemple : services d'orientation professionnelle, d'information scolaire et professionnelle, activités de sensibilisation sur les effets du décrochage scolaire, ateliers thématiques, etc.);
 - l'intégration ou à la réintégration en emploi et le maintien en emploi :
(Exemple : ateliers de rédaction de curriculum vitae, activités de préparation aux entrevues d'emploi, ateliers sur les techniques et méthodes de recherche d'emploi, services de counseling d'emploi, activités de suivi en emploi, etc.);
 - la mise en valeur des aptitudes entrepreneuriales et le développement de l'entrepreneuriat, en complémentarité avec les ressources existantes :
(Exemple : ateliers de sensibilisation à l'entrepreneuriat, évaluation du potentiel entrepreneurial, référence aux ressources du milieu, etc.).

Tous les CJE offrent aux jeunes adultes des services d'accueil, d'information et de référence et la plupart offrent des activités d'accompagnement associées au programme Solidarité jeunesse.

Les CJE fournissent annuellement un rapport d'activité détaillé. En vertu de leur protocole d'entente, la date limite pour remettre ce rapport est le 31 juillet.

- d) Les données sur les participants aux activités des CJE pour l'année 2005-2006 ne seront pas disponibles avant le mois d'août 2006.
- e) Question non pertinente à l'Étude des crédits.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires, le 31 mars 2006
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

**LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES À CHACUN
DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI POUR 2005-2006
(Données au 24 février 2006)**

NOM	MONTANT
<u>BAS-ST-LAURENT 01</u>	
01-1 Kamouraska (Action travail Kamouraska)	216 918
01-2 Matane	243 516
01-3 Mitis	230 580
01-4 Rimouski-Neigette (Atelier de travail jeunesse 01)	314 098
01-5 Rivière-du-Loup / Les Basques	365 201
01-6 Témiscouata	235 444
01-7 Vallée de la Matapédia (Tremplin travail Vallée-de-la-Matapédia inc.)	235 514
Total région 01	1 841 271
<u>SAGUENAY-LAC-ST-JEAN 02</u>	
02-1 Lac St-Jean Est (La Bivoie)	317 280
02-2 Roberval	454 810
02-3 Saguenay	720 920
Total région 02	1 493 009
<u>QUÉBEC 03</u>	
03-1 Capitale Nationale	579 083
03-2 Charlesbourg-Chauveau	390 248
03-3 Charlevoix-Côte-de-Beaupré (Les services de main-d'œuvre l'Appui inc.)	363 477
03-4 Chauveau	330 210
03-5 Ste-Foy (Centre de formation Option-Travail Ste-Foy	552 106
03-6 Montmorency	307 222
03-7 Portneuf	298 961
Total région 03	2 821 307
<u>MAURICIE 04</u>	
04-1 Shawinigan	329 916
04-2 Francheville	566 775
04-3 Haut St-Maurice	290 569
04-4 Maskinongé	224 880
04-5 Mékinac	230 724
Total région 04	1 642 864
<u>ESTRIE 05</u>	
05-1 Granit (Intro-Travail et carrefour jeunesse-du Granit	213 949
05-2 Haut St-François	218 293
05-3 Jonhson	304 901
05-4 Coaticook	204 943
05-5 Memphrémagog	299 659
05-6 Richmond	301 921
05-7 Sherbrooke	432 281
Total région 05	1 975 947

**LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES À CHACUN
DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI POUR 2005-2006
(Données au 24 février 2006)**

NOM		MONTANT
<u>MONTREAL 06</u>		
06-1	Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville	411 066
06-2	Anjou-St-Justin	299 577
06-3	Bourassa et Sauvé (Rond Point Jeunesse au travail)	473 267
06-4	Centre-Sud / Plat	501 000
06-5	Côte-des-Neiges	482 245
06-6	Hochelaga-Maisonneuve (Corporation de développement de l'Est (CDEST))	398 952
06-7	LaSalle (Destination travail du Sud-Ouest de l'Île de Montréal)	303 352
06-8	Marquette	310 224
06-9	Mercier (Programme d'initiation au travail région est de Montréal)	399 284
06-10	Montréal Centre-Ville	321 324
06-11	Notre-Dame-de-Grâce	459 360
06-12	Ouest de L'Île	623 757
06-13	Pointe-aux-Trembles (Service d'aide à l'emploi de l'Est inc.)	311 014
06-14	Rivière-des-Prairies	297 709
06-15	Rosemont / Petite-Patrie (Groupe conseil St-Denis inc.)	488 396
06-16	Saint-Laurent	306 973
06-17	Sud-Ouest de Montréal (Regroupement par la Relance économique et sociale du Sud-Ouest)	411 360
06-18	Verdun Les Services d'intégration professionnelle)	333 181
06-19	Viger / Jeanne-Mance (Centre de recherche d'emploi de l'Est (CREE) inc.)	466 791
Total région 06		7 598 832
<u>OUTAOUAIS 07</u>		
07-1	Outaouais	600 180
07-2	Papineau	317 975
07-3	Pontiac (Club de recherche d'emploi du Pontiac)	222 547
07-4	Vallée de la Gatineau	243 234
Total région 07		1 383 936
<u>ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 08</u>		
08-1	Abitibi Est	388 237
08-2	Abitibi Ouest	250 891
08-3	Amos (Mouvement de la relève d'Amos région inc.)	236 786
08-4	Rouyn-Noranda (Centre ressources jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	315 763
08-5	Témiscamingue	219 437
Total région 08		1 411 114

**LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES À CHACUN
DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI POUR 2005-2006
(Données au 24 février 2006)**

NOM	MONTANT
<u>CÔTE-NORD 09</u>	
09-1 Manicouagan	259 280
09-2 Haute-Côte-Nord	244 520
09-3 Duplessis	458 346
Total région 09	962 146
<u>NORD-DU-QUÉBEC 10</u>	
10-1 Jamésie	445 086
Total région 10	445 086
<u>GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE 11</u>	
11-1 Avignon-Bonaventure (Action Travail Chaleurs inc.)	416 074
11-2 Côte-de-Gaspé	240 577
11-3 Haute Gaspésie	250 557
11-4 Des-Iles	259 240
11-5 Relance Durocher-Percé	261 585
Total région 11	1 428 033
<u>CHAUDIÈRE-APPALACHES 12</u>	
12-1 Beauce-Nord	352 909
12-2 Beauce-Sud	306 367
12-3 Bellechasse (Ressources alternative des jeunes de Bellechasse)	211 477
12-4 Chutes-de-la-Chaudière	309 571
12-5 Desjardins Lévis	299 935
12-6 Frontenac (L'Amiante)	295 640
12-7 Les Etchemins	206 610
12-8 L'Islet	205 964
12-9 Lotbinière	212 803
12-10 Montmagny	213 890
Total région 12	2 615 166
<u>LAVAL 13</u>	
13-1 Laval	697 156
Total région 13	697 156
<u>LANAUDIÈRE 14</u>	
14-1 D'Autray-Joliette	464 569
14-2 Des Moulins	399 488
14-3 L'Assomption	390 586
14-4 Matawinie	239 011
14-5 Montcalm	306 117
Total région 14	1 799 771

**LISTE DES SUBVENTIONS VERSÉES À CHACUN
DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI POUR 2005-2006
(Données au 24 février 2006)**

NOM		MONTANT
<u>LAURENTIDES 15</u>		
15-1	Antoine-Labelle	239 562
15-2	Argenteuil	197 837
15-3	Des Laurentides	296 337
15-4	Deux-Montagnes	315 079
15-5	Pays-d'en-Haut	208 034
15-6	Rivière-du-Nord	391 706
15-7	Thérèse de Blainville	467 542
Total région 15		2 116 097
<u>MONTÉRÉGIE 16</u>		
16-1	Bas-Richelieu	313 002
16-2	Huntingdon (Post Script Jeunesse (PS Jeunesse) inc.)	357 749
16-3	Beauharnois-Salaberry	311 039
16-4	Cantons de l'Est	405 814
16-5	Châteauguay (Post Script Jeunesse (PS Jeunesse) inc.) Iberville / St-Jean	301 309
16-6	(Droit à l'emploi du Haut-Richelieu)	473 781
16-7	La Pinière	286 227
16-8	La Prairie	307 982
16-9	Laporte (Centre intégration jeunesse-adulte (CIJAD) inc.)	286 574
16-10	Longueuil (Place Rive-sud, Projet local aide en création d'emploi)	492 234
16-11	Marguerite-d'Youville	381 408
16-12	Maskoutain	382 579
16-13	St-Hubert	381 488
16-14	Vallée du Richelieu (Aide et intégration jeunesse au travail de la Vallée de la Richelieu)	533 338
16-15	Vaudreuil-Soulanges	379 682
Total région 16		5 594 206
<u>CENTRE-DU-QUÉBEC 17</u>		
17-1	Arthabaska	303 678
17-2	Drummond	324 646
17-3	Nicolet-Yamaska	366 836
Total région 17		995 160
Total des régions		<u>36 821 102</u>

Engagements financiers par régions,
par carrefour jeunesse-emploi et par corporation
administrant un CJE, pour les mesures actives

Année financière 2005-2006
(Données au 24 février 2006)

Nom de la région	Nom de l'employeur	Engagements financiers
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI KAMOURASKA	29 423 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE - EMPLOI REGION MATANE	5 000 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE TEMISCOUATA	5 268 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI M.R.C. RIMOUSKI-NEIGETTE	18 500 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI MITIS	28 477 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI RIVIERE-DU-LOUP - LES BASQUES	27 485 \$
Bas-St-Laurent	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI VALLÉE-DE-LA-MATAPÉDIA (TREMLIN TRAVAIL VALLEE DE LA MATAPEDIA INC.)	185 459 \$
	Total Bas St-Laurent	299 612 \$
Saguenay / Lac-St-Jean	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI COMTE ROBERVAL	17 657 \$
Saguenay / Lac-St-Jean	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI LAC-SAINT-JEAN (LA BIVOIE INC.)	24 790 \$
	Total Saguenay / Lac-St-Jean	42 447 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA CAPITALE NATIONALE	178 595 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHARLESBOURG-CHAUVEAU	59 661 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI CHAUVEAU	71 169 \$
Capitale-Nationale	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI SAINTE-FOY (CENTRE DE FORMATION OPTION-TRAVAIL STE-FOY)	586 746 \$
	Total Capitale-Nationale	896 171 \$
Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU HAUT-ST-MAURICE INC.	3 500 \$
Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI MRC MASKINONGE	2 500 \$
Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE FRANCHEVILLE	4 000 \$
Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MEKINAC	2 500 \$
Mauricie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE SHAWINIGAN	52 700 \$
	Total Mauricie	65 200 \$
Estrie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE COATICOOK	7 079 \$
Estrie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU COMTE DE RICHMOND	4 800 \$
Estrie	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU HAUT-SAINT-FRANCOIS	6 000 \$
Estrie	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU GRANIT INC. (INTRO-TRAVAIL DU GRANIT)	330 289 \$
	Total Estrie	348 168 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI AHUNTSIC BORDEAUX CARTIERVILLE	6 436 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE COTE-DES-NEIGES (CJECND)	68 430 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRACE	18 440 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI VIGER/ JEANNE- MANCE (CENTRE DE RECHERCHE D'EMPLOI DE L'EST (CREE) INC.)	678 357 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LASALLE (DESTINATION TRAVAIL DU SUD-OUEST DE L'ILE DE MONTREAL INC)	349 018 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ROSEMONT/PETITE PATRIE (GROUPE CONSEIL ST-DENIS INC.)	667 480 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE VERDUN (LES SERVICES D'INTEGRATION PROFESSIONNELLE)	293 454 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BOURASSA SAUVÉ (ROND-POINT JEUNESSE AU TRAVAIL)	600 124 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI RIVIÈRES DES PRAIRIES	9 789 \$
	Total Montréal	2 691 528 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	60 920 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI PAPINEAU	196 945 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE L'OUTAOUAIS	630 867 \$
Outaouais	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI PONTIAC (LE CLUB DE RECHERCHE D'EMPLOIS DU PONTIAC)	410 689 \$
	Total Outaouais	1 299 421 \$
Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI D'ABITIBI-EST	63 985 \$
Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC D'ABITIBI-OUEST	12 832 \$
Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU TEMISCAMINGUE	29 766 \$

Nom de la région	Nom de l'employeur	Engagements financiers
Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI ROUYN-NORANDA (CENTRE RESSOURCES JEUNESSE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE)	82 318 \$
Abitibi-Témiscamingue	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI D'AMOS (MOUVEMENT DE LA RELEVÉ D'AMOS-REGION INC.)	77 489 \$
	Total Abitibi-Témiscamingue	266 390 \$
Côte-Nord	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE DUPLESSIS	58 082 \$
Côte-Nord	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MANICOUAGAN	6 000 \$
	Total Côte-Nord	64 082 \$
Nord-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA JAMESIE	19 002 \$
	Total Nord-du-Québec	19 002 \$
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI HAUTE-GASPESIE	151 455 \$
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI, RELANCE DUROCHER-PERCE	5 300 \$
Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC LA COTE-DE-GASPE	5 000 \$
	Total Gaspésie-Îles-de-la-madeleine	161 755 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LA MRC DE L'ISLET	6 070 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DES CHUTES-DE-LA-CHAUDIERE	400 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-NORD	6 000 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE BEAUCE-SUD	69 536 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE DESJARDINS	0 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA MRC DE MONTMAGNY	5 000 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LOTBINIERE	3 333 \$
Chaudière-Appalaches	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI LES ETCHÉMINS	13 500 \$
	Total Chaudière-Appalaches	103 839 \$
Laval	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE LAVAL (C.J.E.L.)	107 769 \$
	Total Laval	107 769 \$
Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DES MOULINS	188 086 \$
Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI MATAWINIE	141 038 \$
Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE D'AUTRAY-JOLIETTE	303 870 \$
Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE MONTCALM	103 368 \$
Lanaudière	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI L'ASSOMPTION	163 866 \$
	Total Lanaudière	900 229 \$
Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ANTOINE LABELLE	1 251 \$
Laurentides	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI RIVIÈRE-DU-NORD	5 000 \$
	Total Laurentides	6 251 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LA VALLÉE-DU-RICHELIEU (Aide et intégration jeunesse au travail de la vallée du Richelieu)	182 864 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI COMTE JOHNSON	19 404 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DU BAS-RICHELIEU	5 000 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI BEAUHARNOIS-SALABERRY	5 000 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DES CANTONS DE L'EST	242 240 \$
Montréal	CJE LAPORTE (CENTRE D'INTÉGRATION JEUNESSE- ADULTE (C.I.J.AD.) INC _	241 942 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI IBERVILLE/ST-JEAN (DROIT A L'EMPLOI)	467 449 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DE LONGUEUIL (P.L.A.C.E. RIVE-SUD)	1 588 914 \$
Montréal	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI LA PRAIRIE	5 850 \$
	Total Montréal	2 758 663 \$
Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI ARTHABASKA	3 500 \$
Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DRUMMOND	21 353 \$
Centre-du-Québec	CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI DU COMTE NICOLET-YAMASKA ET MRC BE	4 225 \$
	Total Centre-du-Québec	29 078 \$
	Total pour l'ensemble des régions	10 059 605 \$

Note 1 : Les montants sont les engagements courants pour les ententes de service locales et régionales relatives à l'ensemble des mesures actives (y compris les mesures autres que SAE et PPE) et n'incluent pas la subvention accordée par le Ministère à chacun des carrefours jeunesse-emploi pour leur fonctionnement (protocole national). Les subventions pour le fonctionnement sont listées à l'annexe A.

Note 2
Le nom indiqué entre parenthèses est celui de la corporation qui administre le carrefour jeunesse-emploi.
Source: Hélène, Direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires
Page 2

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

No de fiche : RPE30

Titre

Solidarité jeunesse

- a) budget pour chacun des CJE dans le cadre de Solidarité jeunesse;
- b) budget disponible et budget dépensé pour le programme;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participants(es) par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participants(es) qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g) taux de réussite et d'échec;
- h) copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant le programme Solidarité jeunesse en général et au sujet de l'opportunité d'en élargir son application à une clientèle plus grande.

Exposée et statistiques

a) Budget pour chacun des CJE dans le cadre de Solidarité jeunesse en date du 31 janvier 2006

	Subventions	Montant versé aux jeunes
01 Bas St-Laurent		
Rimouski- Neigette	63 000	63 720
Matane	60 200	66 080
Rivière-du-Loup	53 200	75 520
Vallée-de-la-Matapédia	60 200	94 400
Mitis	57 400	54 280
Témiscouata	23 800	33 040
Kamouraska	32 200	40 120
02 Saguenay Lac-St-Jean		
Saguenay	232 400	283 200
La Bivoie / Alma	85 400	70 800
Roberval	75 600	44 840
03 Capitale Nationale		
Maison Dauphine	220 350	189 840
Capitale Nationale	338 800	233 640
Charlesbourg / Chauveau	33 600	54 280
J-Talon / La Peltrie / L-Hébert	64 400	84 960
Chauveau	79 800	49 560
Montmorency	56 000	51 920
Charlevoix	58 800	37 760
Portneuf	54 600	70 800
04 Mauricie		
Francheville	257 600	370 520
Centre Mauricie	79 800	73 160
MRC de Maskinongé	21 000	23 600
Haut-St-Maurice	16 800	16 520
Mékinac	14 000	18 880
05 Estrie		
Memphrémagog	58 800	16 520
Comté de Johnson	23 800	28 320
Haut-St-François	30 800	47 200
Du Granit	36 400	28 320
Comté de Richmond	21 000	28 320
Coaticook	15 400	23 600
Sherbrooke	145 600	129 800

6A Montréal Banlieue / Laval

Bourassa et Sauvé	110 600	184 080
Laval	169 400	261 960
Ouest de l'Île	21 000	28 320
Verdun	89 600	99 120
LaSalle	51 800	87 320
Marquette	19 600	23 600
Anjou / St-Justin	21 000	23 600
CREE / Viger	47 600	70 800
Pointe-aux-Trembles	4 200	2 360
Saint-Laurent	29 400	44 840

6F Ville de Montréal

Centre Sud / Plateau	138 600	151 040
Rosemont / Petite Parie	93 800	141 600
Ahun / Borde / Cartierville	113 400	191 160
Mercier	32 200	54 280
Hoche / Maisonneuve	177 800	210 040
Côte des Neiges	35 000	42 480
Notre-Dame de Grâce	42 000	56 640
PAT / Montréal Est	43 400	44 840
Héberjeunes / Parc Extension	49 000	59 000
POT	170 000	231 040
Rivière des Praisies	22 400	37 760
Sud Ouest Montréal	56 000	75 520
Emploi jeunesse 16-25	89 600	108 560
Op. Placement jeunesse	58 800	94 400
Le Bon Dieu dans la rue	205 000	216 960

07 Outaouais

Outaouais	275 800	351 640
Papineau	128 800	193 520
Vallée de la Gatineau	42 000	49 560
Pontiac	21 000	21 240

08 Abitibi-Témiscamingue

Centre Ressource Jeunesse	57 400	96 760
Abitibi Est	89 600	77 880
MRC Abitibi	26 600	16 520
MRC Abitibi Ouest	29 400	14 160
Témiscamingue	15 400	21 240

09 Côte Nord

Duplessis	68 600	51 920
Manicouagan	46 200	75 520
Les Escoumins	25 200	11 800

10 Nord du Québec

Jamésie	14 000	23 600
---------	--------	--------

11 Gaspésie / I. Madeleine

Relance du Rocher-Perché	63 000	84 960
Angrignon / Bonaventure	75 600	75 520
Haute Gaspésie	63 000	2 360
MRC Côte de Gaspé	42 000	49 560
Des Îles	16 800	14 160

12 Chaudière Appalaches

MRC Desjardins	93 800	113 280
Beauce Sud	77 000	113 280
Frontenac	91 000	134 520
Chute de la Chaudière	44 800	40 120
Montmagny	30 800	51 920
Bellechasse	21 000	23 600
Les Etchemins	21 000	14 160
Beauce Nord	42 000	33 040
L'Islet	26 600	33 040
Lotbinière	21 000	11 800

14 Lanaudière		
D'Autray Joliette	121 800	122 720
Des Moulins	106 400	99 012
L'Assomption	51 800	63 720
Montcalm	50 400	68 440
Matawinie	68 600	87 320
15 Laurentides		
Rivière du Nord	120 400	172 280
Thérèse de Blainville	85 400	99 120
MRC Deux Montagnes	78 400	101 480
Antoine Labelle	40 600	51 920
Défi travail Argenteuil	54 600	61 360
Des pays d'en Haut	23 800	37 760
Laurentides	44 800	56 640
16 Montérégie		
Longueuil	148 400	151 040
St-Jean	116 200	51 920
Bas Richelieu	60 200	25 960
PS Jeunesse	113 400	66 080
Cantons de l'Est	75 600	94 400
Maskoutain	49 000	59 000
St-Hubert	28 000	47 200
Vallée du Richelieu	32 200	44 840
Vaudreuil	33 600	49 560
La Prairie	35 000	25 960
Laporte	25 200	14 160
La Pinière	28 000	18 880
Beauharnois Huntingdon	44 800	37 760
Marguerite d'Youville	19 600	9 440
Comté Johnson	21 000	16 520
17 Centre du Québec		
Drummond	166 600	224 200
C. de Nicolet Yamaska	51 800	33 040
Impact emploi de l'Érable	33 600	47 200
Arthabaska	84 000	28 320
Réseau des carrefours	93 134	

b) Budget disponible et budget dépensé pour le programme Solidarité jeunesse

Le budget disponible pour Solidarité jeunesse était de 21,2M\$. Au 31 janvier 2006, nous avons versé 17,119 M\$. Noter que le budget initial avait été fixé à 35M\$ et avait été réduit en cours d'année.

c) Nombre d'entreprises participantes

Information non disponible

d) Nombre de participants par tranche d'âge et par région, au 31 janvier 2006

	Nombre	
Participations totales	3 783	
Âge	Moins de 21 ans	21 et plus
01 Bas St-Laurent	129	66
02 Saguenay Lac St-Jean	121	55
03 Capitale Nationale	172	104
04 Mauricie	167	61
05 Estrie	90	46
6A Montréal Banlieue Laval	222	142
6F Ville de Montréal	362	271
07 Outaouais	184	105
08 Abitibi Témiscamingue	71	36
09 Côté Nord	46	17
10 Nord du Québec	6	2
11 Gaspésie Îles de la Madeleine	68	35
12 Chaudière Appalaches	159	100
14 Lanaudière	149	58
15 Laurentides	173	90
16 Montérégie	230	99
17 Centre du Québec	100	47
TOTAL	2 449	1 334

e) Durée moyenne de la participation

À l'émission du chèque du 1^{er} février 2006, 2 406 participations étaient terminées. La durée moyenne de ces participations est de 10,1 semaines.

f) Nombre de participants qui réussissent à retrouver un emploi durable

Parmi les jeunes qui ont participé depuis le 1^{er} avril 2003, les données disponibles au 1^{er} février 2006, indiquent que, 3 879 jeunes étaient non prestataires de la Sécurité du revenu, 18 mois suivant un début de participation à Solidarité jeunesse.

g) Taux de réussite et d'échec

Taux de mise en mouvement ¹, 18 mois suivant le début de la participation à Solidarité jeunesse, en date du 1^{er} février 2006.

	%
01 Bas St-Laurent	94,7
01 Saguenay Lac St-Jean	91,1
03 Capitale Nationale	91,6
04 Mauricie	93,2
05 Estrie	90,2
6A Montréal Banlieue Laval	89,2
6F Ville de Montréal	85,0
07 Outaouais	89,7
08 Abitibi Témiscamingue	92,6
09 Côté Nord	92,1
10 Nord du Québec	100,0
11 Gaspésie Îles de la Madeleine	92,0
12 Chaudière Appalaches	90,9
14 Lanaudière	91,7
15 Laurentides	89,9
16 Montérégie	87,9
17 Centre du Québec	92,1

¹ Le taux de mise en mouvement inclut les jeunes qui ne sont pas présents à l'assistance emploi, sont en participation avec Emploi-Québec ou déclarent des revenus de travail, 18 mois après le début de leur participation à Solidarité jeunesse.

h) Copie des études, analyses recherche, sondages, scénarios ou projections concernant le programme Solidarité jeunesse en général et au sujet de l'opportunité d'en élargir son application à une clientèle plus grande.

Question non pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction du service à la clientèle, le 29 mars 2006
COLLABORATION : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – Secteur du budget, le 4 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE31

Titre

Conciliation travail-études : projets pilotes pour jeunes prestataires annoncés le 18 mars 2004 :

- a) nombre de jeunes participant(e)s par région et par âge;
- b) formation détenue avant la participation à ce programme;
- c) formation recherchée par cette participation;
- d) nom des entreprises participantes;
- e) nom des établissements d'éducation participants;
- f) durée de la formation;
- g) liste des formations offertes dans le cadre de ce programme;
- h) budget consacré pour chacune des régions pour 2005-2006 et pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

- a) Les projets approuvés prévoyaient la participation d'un maximum de 313 jeunes prestataires de l'assistance-emploi ainsi répartis :

Abitibi-Témiscamingue	35
Bas-Saint-Laurent	12
Capitale-Nationale	51
Centre-du-Québec	20
Côte-Nord	12
Estrie	30
Laurentides	20
Mauricie	27
Montérégie	19
Montréal	40
Outaouais	15
Saguenay-Lac-Saint-Jean	32

Les balises établies stipulaient que les participants devaient être prestataires de l'assistance-emploi et âgés de moins de 25 ans lors du début de la participation. La majorité des participants étaient dans ce groupe d'âge au moment du recrutement alors que 6 % du groupe avaient atteint l'âge de 25 ans ou étaient plus âgés lors de leur inscription au projet pilote. On note que 50 % des participants ont de 21 à 24 ans et 44 % moins de 21 ans.

- b) Afin d'être admissibles, les participants ne devaient pas détenir de diplôme ou d'attestation d'études de niveau secondaire ni de certificat de qualification professionnelle. La formation détenue par chacun des participants nous est actuellement inconnue, mais cet élément fait partie des paramètres dont tiendra compte l'évaluation qui sera faite des projets pilotes, une fois ceux-ci complétés.
- c) Les projets pilotes visaient une première qualification professionnelle ou l'obtention d'un diplôme d'études secondaires. Ceci peut donc inclure des projets dont la formation mène à un Diplôme d'études secondaires, à un Diplôme d'études professionnelles, à une Attestation d'études professionnelles, à une Attestation de formation professionnelle ou à un Certificat de qualification professionnelle. Quelques projets visant, pour des clientèles particulières, une progression scolaire en formation générale secondaire sans nécessairement viser l'obtention d'un diplôme ont été retenus.

Alors que certains projets n'identifiaient pas de formation particulière pour les participants, certains autres, au contraire, visaient une formation commune pour l'ensemble de ceux-ci.

Ainsi, les formations suivantes étaient connues préalablement :

- Conduite de camions porteurs et de chariots élévateurs;
- Conduite de machines industrielles (2 projets);
- Ébénisterie industrielle;
- Opération de presses plieuses;
- Tôlerie;
- Commis de plancher en pharmacie;
- Entretien ménager.

d) Les entreprises associées aux projets approuvés ne sont pas connues, sauf dans quelques projets où l'entreprise est promoteur. Il faut souligner que cette information n'est pas disponible sur une base ponctuelle, puisque ces entreprises ont un lien contractuel avec les promoteurs et non avec Emploi-Québec et, en outre, qu'il y a eu un roulement parmi les entreprises qui ont participé aux projets pilotes. Le démarchage auprès de celles-ci était sous la responsabilité des promoteurs, une fois le projet approuvé. Seulement trois entreprises étaient identifiées avant le début des projets : Écobois (Côte-Nord), Concept Can-Bec (Montérégie) et l'Office municipal d'habitation de Québec. Notons, par ailleurs, que pour certains des projets, les emplois occupés par les participants étaient en lien direct avec la formation suivie alors que pour d'autres, il s'agissait plutôt d'offrir aux participants une expérience de travail ainsi qu'un revenu de travail pendant la formation.

e) Les centres de formation connus :

- Pavillon technique (Capitale nationale);
- Centre de formation en transport de Charlesbourg (Capitale nationale);
- Centre du Bâtiment du Centre de formation professionnelle Samuel-de-Champlain (Capitale nationale);
- Centre de formation professionnelle Fierbourg;
- Centre d'éducation aux adultes de la Commission scolaire Chernin-du-Roy (Mauricie);
- Centre de formation professionnelle Bel-Avenir (Mauricie);
- Centre de formation Qualitech (Mauricie);
- École des métiers de l'aérospatiale de Montréal (Montréal);
- Centre Marie-Médiatrice (Montréal).

Les commissions scolaires suivantes sont identifiées pour les autres projets :

- Commission scolaire de l'Or-et-des-Bois;
- Commission scolaire du Lac-Témiscamingue;
- Commission scolaire de l'Estuaire;
- Commission scolaire du Fer;
- Commission scolaire de la Seigneurie-des-Milles-Îles;
- Commission scolaire des Hautes-Rivières;
- Commission scolaire des Rives-du-Saguenay;
- Commission scolaire de la Jonquière;
- Commission scolaire du Lac-Saint-Jean;
- Commission scolaire du Fleuve et des Lacs;
- Commission scolaire des Draveurs;
- Commission scolaire Marie-Victorin;
- Commission scolaire des Hauts-Cantons;
- Commission scolaire des Sommets;
- Commission scolaire des Chênes.

f) La durée de la formation varie selon les projets. De plus, certains projets n'établissant la formation qu'en fonction d'une démarche d'orientation suivie par le participant, la durée pouvait varier à l'intérieur d'un même projet. Pour certains projets où les participants pouvaient s'inscrire en formation générale, il est possible que la formation n'ait pas été complétée avant la fin du projet. Notons, par ailleurs, que les projets devaient avoir une durée maximale de 13 mois.

g) Les projets approuvés prévoyaient des formations diverses. Dans certains projets, il était prévu que tous les participants suivent une même formation :

- diplôme d'études professionnelles en conduite de machines industrielles (2 projets);
- attestation de formation professionnelle en ébénisterie industrielle;
- attestation de formation professionnelle en tôlerie;
- attestation de conduite de camions porteurs et de chariots élévateurs;
- attestation de formation professionnelle en entretien ménager.

Dans les autres projets, les formations offertes sont variées. Elles visent parfois des secteurs d'activité spécifiques (tourisme, restauration, meuble), mais certains projets prévoient que la formation de chacun des participants sera fonction d'une démarche d'orientation prévue au projet.

h) Au 31 mars 2006, 20 projets avaient été approuvés dans 12 régions. Annoncée dans le discours du budget de juin 2003, une somme de 5 M\$ avait été consentie pour la mise en œuvre des projets pilotes de conciliation travail-études. La répartition régionale des budgets des projets approuvés est décrite ci-après.

Ventilation des budgets approuvés par région :

Abitibi-Témiscamingue	(2 projets) 527 000 \$
Bas-Saint-Laurent	260 865 \$
Capitale nationale	(4 projets) 846 752 \$
Centre-du-Québec	326 000 \$
Côte-Nord	300 484 \$
Estrie	408 000 \$
Laurentides	282 925 \$
Mauricie	(2 projets) 497 586 \$
Montérégie	(2 projets) 508 000 \$
Montréal	(2 projets) 747 586 \$
Ouataouais	310 806 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	(2 projets) 655 233 \$

Les sommes consignées dans le tableau ci-dessus représentent les budgets approuvés. Les abandons en cours de participation et des places non comblées ont fait que les dépenses réelles se sont généralement avérées inférieures à ce qui était prévu. Les dépenses totales encourues dans le cadre de l'expérimentation sont d'environ 4,9 M\$.

Rappelons par ailleurs que, s'agissant d'une expérience pilote, il n'était pas prévu qu'il y ait des projets dans toutes les régions.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi, le 28 mars 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 4 avril 2006

Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE32

Titre

Contrat d'intégration au travail (CIT) :

- a) budget consacré à chacune des régions pour les CIT pour 2005-2006 et budget disponible pour 2006-2007;
- b) budgets périmés par chacune de ces régions;
- c) taux de prévalence de personnes pouvant bénéficier de CIT par région;
- d) nombre de contrats d'intégration au travail accordés par chacune des régions.

Exposé et statistiques

Le budget Contrat d'intégration au travail est intégré au Fonds de développement du marché du travail. La répartition de ce budget entre les régions est réalisée distinctement du FDMT pour tenir compte de particularités qui sont spécifiques à la mesure.

a) b) Le budget réparti aux régions pour Contrat d'intégration au travail en 2005-2006 s'élevait à 20 563,0 K\$. Les déboursés en date du 24 février 2006 totalisaient 15 686,0 K\$, soit 76,3 % du budget.

RÉGIONS	BUDGET 2005-2006	DÉBOURSÉS au 24 février 2006	SOLDE
Abitibi-Témiscamingue	899,9	541,4	358,5
Bas St-Laurent	1618,3	1 282,7	335,6
Capitale Nationale	1285,8	1 002,0	283,8
Centre-du-Québec	913,0	765,7	147,3
Chaudière-Appalaches	1235,1	880,0	355,1
Côte-Nord	585,6	365,6	220,0
Estrie	701,0	581,3	119,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1110,1	932,1	178,0
Lanaudière	888,4	671,0	217,4
Laurentides	1008,3	885,7	122,6
Laval	720,2	529,0	191,2
Mauricie	990,9	792,7	198,2
Montréal	2589,3	1 850,1	739,1
Montréal	3907,5	2 904,6	1 002,9
Nord-du-Québec	74,1	40,8	33,3
Outaouais	777,2	620,5	156,7
Saguenay-Lac-St-Jean	1258,3	1 040,8	217,5
TOTAL DES RÉGIONS	20 563,0	15 686,0	4 877,0

en milliers de dollars

c) Il n'existe pas de données sur le taux de prévalence des personnes pouvant bénéficier d'un CIT. Les 3 454 adultes distincts qui ont participé à un CIT au cours de l'exercice 2005-006, au 21 février 2006, se retrouvaient dans les nombres suivants par région :

Régions	Adultes distincts en 2005-2006 (au 21 février 2006)
Abitibi-Témiscamingue	127
Bas Saint-Laurent	277
Capitale-Nationale	204
Centre-du-Québec	139
Chaudière-Appalaches	205
Côte-Nord	130
Estrie	142
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	233
Lanaudière	150
Laurentides	193
Laval	125
Mauricie	155
Montréal	351
Montréal	672
Nord-du-Québec	8
Outaouais	122
Saguenay-Lac Saint-Jean	239
Somme des régions	3 472
Nombre total au CIT	3 454

Source : Statistiques sur les individus participant aux mesures actives d'Emploi-Québec, DGARES, MESS

Note : Le nombre total diffère de la somme des régions car des participants ont habité plus d'une région au cours de l'année.

d) Il y a eu 5 792 contrats CIT actifs en 2005-2006, répartis ainsi par région :

Régions	Nombre de contrats 2005-2006 (au 24 février 2006)
Abitibi-Témiscamingue	213
Bas Saint-Laurent	435
Capitale-Nationale	370
Centre-du-Québec	239
Chaudière-Appalaches	342
Côte-Nord	201
Estrie	233
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	338
Lanaudière	286
Laurentides	320
Laval	210
Mauricie	249
Montréal	618
Montréal	1 121
Nord-du-Québec	16
Outaouais	204
Saguenay-Lac Saint-Jean	397
Total des régions	5 792

Note : Le nombre de contrats CIT actifs au cours d'une année inclut les contrats reports, les contrats renouvelés, et les nouveaux contrats initiaux. Le nombre total de contrats est supérieur au nombre d'adultes distincts car il peut y avoir plus d'un contrat par participant dans une année, dont par exemple le renouvellement des contrats en report de l'année précédente.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe aux opérations – 3 avril 2006
VALIDATION : Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles – 5 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE33

Titre

Stratégie d'intervention à l'intention des travailleurs de 45 ans et plus :

- a) budget consenti à la mise en œuvre de la Stratégie pour 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007;
- b) ventilation de ces budgets par axe d'intervention;
- c) nombre d'entreprises participantes;
- d) nombre de participant(e)s par tranche d'âge et par région;
- e) durée moyenne de la participation;
- f) nombre de participant(e)s qui réussissent à retrouver un emploi durable;
- g) taux de réussite.

Exposé et statistiques

Le Plan d'action annuel d'Emploi-Québec fait explicitement référence, à l'axe 3 (Apporter une attention particulière aux membres des groupes défavorisés sur le plan de l'emploi), à la *Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et travailleurs de 45 ans et plus*. Aucun objectif de résultat n'a été identifié; par contre, un suivi annuel des actions qui se déroulent à Emploi-Québec est effectué. Le rapport annuel de gestion d'Emploi-Québec fait état des réalisations selon certaines clientèles.

- a) *La Stratégie d'intervention à l'intention des travailleuses et des travailleurs de 45 ans et plus* a fait l'objet d'une annonce publique le 28 janvier 2003. L'objectif de la Stratégie et du plan d'action est de favoriser le maintien en emploi et la réinsertion au marché du travail des personnes de 45 ans et plus qui le désirent, et d'accroître ainsi le taux d'activité de ce groupe d'âge. Une série d'actions ont été mises en œuvre depuis 2003 alors que d'autres sont étalées sur un horizon de cinq ans.

Signalons qu'aucun budget spécifique n'est dédié à la Stratégie étant donné que les activités sont réalisées à l'intérieur du budget d'intervention dédié aux mesures et services d'Emploi-Québec.

- b) Aucun budget global pour la Stratégie n'étant attribué, la ventilation par axe d'intervention n'existe donc pas.
- c) Dans le cadre de la Stratégie, il n'y a pas de cible ni de mesure destinée aux entreprises qui vise spécifiquement un nombre de personnes de 45 ans et plus bien que des interventions en entreprises puissent intégrer des préoccupations liées à la Stratégie, telles que la gestion prévisionnelle.
- d) Les participants¹ de 45 ans et plus aux mesures d'Emploi-Québec, entre le 1^{er} avril 2005 et le 21 février 2006, représentent 28,0 % de l'ensemble des participants. Les participants pour chaque région se distribuent de la façon suivante:

¹ Il faut souligner qu'une personne peut avoir participé à plus d'une mesure.

Ventilation des nouveaux participants âgés de 45 ans et plus
selon la région et le groupe d'âge
du 1er avril 2005 au 21 février 2006

	45 à 49 ans	50 à 54 ans	55 ans et plus	Adultes distincts ¹
	n	n	n	n
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	809	694	565	2 044
Bas Saint-Laurent	928	690	530	2 119
Côte-Nord	472	354	251	1 069
Saguenay/Lac St-Jean	1 122	852	620	2 578
Capitale-Nationale	2 760	2 068	1 998	6 788
Chaudière-Appalaches	1 383	1 114	1 036	3 504
Mauricie	1 316	938	882	3 126
Centre-du-Québec	914	777	610	2 283
Estrie	1 191	876	725	2 758
Montréal	3 659	2 691	2 470	8 760
Montréal	6 752	4 953	4 387	15 978
Laval	1 062	823	861	2 730
Lanaudière	1 243	885	593	2 700
Laurentides	1 835	1 286	985	4 072
Outaouais	1 134	746	535	2 397
Abitibi-Témiscaminague	707	502	433	1 634
Nord-du-Québec	106	84	62	248
Adultes distincts ¹	27 295	20 252	17 513	64 573

1. La somme des adultes par région ou par groupe d'âge peut être supérieure au nombre total d'adultes distincts, car une même personne peut avoir effectué plus d'une participation durant la période.

- e) Ce type de données n'est pas disponible.
- f) En 2005-2006, (selon les données du 24 février 2006), le taux d'emploi des personnes de 45 ans et plus ayant bénéficié d'une intervention d'Emploi-Québec atteignait 44,9 % soit un peu plus que la moyenne (44,4 %), toutes clientèles confondues.
- g) Taux de réussite : des travaux sur les taux d'abandon aux mesures ont permis de constater que la moyenne générale d'abandon pour toutes les clientèles en 2004-2005 est de 12,9 %. Les participants de 45 à 49 ans présentaient un taux d'abandon de 8,1 %, ceux de 50 à 54 ans, 6,9 %, et ceux de 55 à 64 ans, 5,2 %, tous les résultats meilleurs que la moyenne de l'ensemble des clientèles. Les données pour 2005-2006 ne sont pas encore disponibles. Pour les gens participants à des mesures de longue durée, les résultats seront publiés à l'automne.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction des relations avec les ressources externes et les organismes communautaires – 6 avril 2006

COLLABORATION : Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail
Direction de l'administration et de l'information de gestion
Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique – 5 avril 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec – 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE34

Titre

Programme d'emplois temporaires pour la Gaspésie et pour les Îles-de-la-Madeleine du 1^{er} avril 2005 au 31 mars 2006 :

- a) budget consenti à ce programme et modalités du programme;
- b) nombre de participants ayant bénéficié de ces emplois, nombre de semaines et salaire horaire;
- c) nombre de personnes ayant consenti à suivre une formation durant la période de chômage;
- d) budget consenti par Emploi-Québec à ces formations;
- e) autres régions qui bénéficient de ce type de programme, le cas échéant.

a) Budget consenti et modalités du programme

Pour l'exercice 2005-2006, Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a consenti la somme de 4 007 707 \$ pour supporter les collectivités confrontées à un manque d'emploi disponible dans les entreprises du territoire.

Fonds de création d'emplois municipaux (FCEM). Ce volet a permis la création d'environ 72 emplois dans chaque MRC. Ces emplois sont répartis entre les municipalités selon un modèle de répartition convenu entre les MRC. Emploi-Québec contribue à raison de 7,60 \$/h, tandis que le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) bonifie les salaires à 9,00 \$/h pour les manœuvres et à 12,00 \$/h pour les contremaîtres. Ce dernier contribue également pour défrayer les coûts des matériaux. De leur côté, les municipalités assument 15 % du coût total du projet. La participation d'Emploi-Québec au Fonds de création d'emplois municipaux en 2005-2006, s'élève à 1 919 907 \$. Ces projets permettent la consolidation des infrastructures récréotouristiques des municipalités.

Fonds transitoire de création d'emplois (FTCE). Ce volet a permis la création de 162 emplois partagés dans les six (6) MRC. Ces emplois sont répartis selon les projets structurants retenus par le Comité régional d'approbation des projets régionaux. Emploi-Québec contribue à raison de 7,60 \$/h, tandis que le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) bonifie les salaires à 9,00 \$/h pour les manœuvres et à 12,00 \$/h pour les contremaîtres. Ce dernier contribue également pour défrayer les coûts des matériaux. De leur côté, les promoteurs assument 10 % du coût total du projet. Emploi-Québec a participé pour un montant de 783 446 \$ pour l'année financière 2005-2006. Il s'agit de projets qui se distinguent du FCEM par le fait d'un rayonnement régional avec l'implication de partenaires tels le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF), la Conférence régionale des élus (CRÉ).

Projets spéciaux pour les ex-travailleurs de la Gaspésie (Chandler). En 2005-2006, 74 ex-travailleurs de la Gaspésie ont participé à des projets de création d'emplois temporaires, pour un coût total pour Emploi-Québec de 327 864 \$. Le nombre de personnes ayant recours aux projets spéciaux a diminué comparativement à 2004-2005 puisque plusieurs ex-travailleurs ont obtenu un emploi ou pris leur retraite.

Projets pour les travailleurs de l'industrie du crabe. Ce volet a permis la création de 299 emplois temporaires à durée variable destinés à soutenir les travailleurs de cette industrie qui ne réussissent pas à se qualifier à l'assurance-emploi. Ces emplois sont accordés à des organismes du milieu. Emploi-Québec a contribué à raison de 6,00 \$/heure ainsi que les charges sociales. Le MAMR a ajouté un complément pour atteindre le salaire minimum en vigueur. Une contribution des industriels du crabe est requise pour assumer des frais reliés aux dépenses de la CSST ainsi qu'à certains matériaux nécessaires pour la réalisation des projets. Le montant de 548 730 \$ a été versé par Emploi-Québec afin de soutenir les travailleurs concernés au cours de l'exercice 2005-2006.

Projets pour les ex-travailleurs de Murdochville. Ce volet a pour but de soutenir le bassin de travailleurs de Murdochville durant la période transitoire devant conduire à la relance économique de la ville. Ce volet a permis la création de 94 emplois temporaires destinés à soutenir les ex-travailleurs de Murdochville qui ne pouvaient se qualifier minimalement à l'assurance-emploi. Ces emplois sont accordés à des organismes du milieu. Emploi-Québec contribue à raison de 7,60 \$/h ainsi que les charges sociales, tandis que le ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) bonifie les salaires à 9,00 \$/h pour les manoeuvres et à 12,00 \$/h pour les contremaîtres qui sont des ex-travailleurs qui participent à des projets réguliers et à 12,00/h pour les manoeuvres et à 15,00/h pour les contremaîtres qui sont des ex-travailleurs de la fonderie de Murdochville. Le MAMR contribue également pour défrayer les coûts des matériaux. De leur côté, les promoteurs assument 10 % du coût total du projet. Emploi-Québec a participé pour un montant de 427 560 \$ au cours de l'année financière 2005-2006.

b) Nombre de participants ayant bénéficié de ces emplois, nombre de semaines et salaire horaire

- Fonds de création d'emplois municipaux (FCEM) : 427 participants, 14 semaines (en moyenne), 9,00 \$/h ou 12,00 \$/h.
- Fonds transitoire de création d'emplois (FTCE) : 162 participants, 14 semaines (en moyenne) 9,00 \$/h ou 12,00 \$/h.
- Projets spéciaux pour les ex-travailleurs de la Gaspésie (Chandler) : 74 participants, 14 semaines (en moyenne), 12,00 \$/h ou 15,00 \$/h.
- Projets pour les travailleurs de l'industrie du crabe : 299 participants, 6 à 8 semaines, 6,00 \$/h versé par Emploi-Québec et un montant additionnel versé par le MAMR et les industriels afin de bonifier les salaires aux taux versés par l'entreprise.
- Projets pour les ex-travailleurs de Murdochville : 94 participants, 14 semaines, 9,00 \$/h ou 12,00 \$/h pour les ex-travailleurs qui participent aux projets réguliers et 12,00 \$/h et 15,00 \$/h pour les ex-travailleurs de la fonderie.

c) Nombre de personnes ayant consenti à suivre une formation durant la période de chômage

Dans le cadre des mesures de création d'emplois temporaires, 327 personnes de moins de 50 ans et ne détenant pas un diplôme d'études secondaires ont poursuivi ou se sont engagées à entreprendre des activités de formation pouvant les mener à l'obtention d'un diplôme. Cette formation découle d'un consensus régional à l'effet de qualifier la main-d'œuvre régionale aux emplois éventuellement créés par le plan de relance et de diversification de l'économie régionale.

d) Budget consenti par Emploi-Québec à ces formations

La Direction régionale Emploi-Québec Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine a consenti 280 000 \$ pour cette opération en 2005-2006. La stratégie de formation a été implantée seulement dans la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

e) Autres régions qui bénéficient de ce programme, le cas échéant.

Aucune autre région ne bénéficie d'un tel programme.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE35

Titre

Liste des organismes qui ont demandé des subventions au Ministère, par région et par secteur pour les années 2005-2006 et 2006-2007, en incluant :

- a) les montants des subventions reçues;
- b) les organismes qui reçoivent une subvention en vertu d'une entente fédérale-provinciale.

- a) Les informations portant sur subventions accordées aux Carrefours jeunesse-emploi (CJE) se retrouvent à l'annexe A de la fiche RPE29.
- b) En annexe de la présente fiche se retrouve la liste des projets ayant fait l'objet d'approbation par les deux paliers de gouvernement dans le cadre de l'Entente fédérale-provinciale pour les projets pilotes à l'intention des travailleurs âgés.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale des opérations – 18 avril 2006
COLLABORATION : Emploi-Québec – Direction de l'intervention sectorielle – 31 mars 2006
VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé - Emploi-Québec – 18 avril 2006

**PROJETS POUR LES TRAVAILLEURS ÂGÉS
2005-2006**

Organismes	Contribution Fédérale	Contribution Provinciale	Total
Bas-St-Laurent			
Transition Plus	213 609 \$	71 203 \$	284 812 \$
Corporation des services d'aide à l'emploi du Témiscouata	144 756 \$	48 252 \$	193 008 \$
Total	358 365 \$	119 455 \$	477 820 \$
Saguenay-Lac-St-Jean			
Groupe Humanis Technologies	233 389 \$	77 796 \$	311 185 \$
Total	233 389 \$	77 796 \$	311 185 \$
Capitale-Nationale			
Profil PME	191 197 \$	63 732 \$	254 929 \$
Total	191 197 \$	63 732 \$	254 929 \$
Mauricie			
Centre Le Pont	129 283 \$	43 094 \$	172 377 \$
Club de recherche d'emploi Mauricie/Bois-Francis inc.	252 841 \$	84 280 \$	337 121 \$
Total	382 124 \$	127 374 \$	509 498 \$
Estrie			
Société de mise en valeur et de développement des ressources humaines	409 287 \$	136 429 \$	545 716 \$
Centre d'intégration au marché du travail	279 828 \$	93 276 \$	373 104 \$
Total	689 115 \$	229 705 \$	918 820 \$
Montréal			
Filière Employabilité	332 397 \$	110 799 \$	443 196 \$
Centre Eurêka	258 172 \$	86 057 \$	344 229 \$
Total	590 569 \$	196 856 \$	787 425 \$
Abitibi-Témiscamingue			
Stratégies Focus 45 ans et plus	212 059 \$	70 686 \$	282 745 \$
Vision Travail Abitibi-Témiscamingue	76 257 \$	25 419 \$	101 676 \$
Total	288 316 \$	96 105 \$	384 421 \$

Organismes	Contribution Fédérale	Contribution Provinciale	Total
Nord-du-Québec			
Centre d'entrepreneurship nordique	128 245 \$	42 748 \$	170 993 \$
<i>Total</i>	<i>128 245 \$</i>	<i>42 748 \$</i>	<i>170 993 \$</i>
Montréal			
L'Orienthèque, Corporation de services d'aide à l'emploi du Bas-Richelieu	129 155 \$	43 052 \$	172 207 \$
<i>Total</i>	<i>129 155 \$</i>	<i>43 052 \$</i>	<i>172 207 \$</i>
Centre-du-Québec			
Accès-Travail	167 717 \$	55 905 \$	223 622 \$
<i>Total</i>	<i>167 717 \$</i>	<i>55 905 \$</i>	<i>223 622 \$</i>
Laval			
Association Midi-Quarante inc.	266 239 \$	88 747 \$	354 986 \$
<i>Total</i>	<i>266 239 \$</i>	<i>88 747 \$</i>	<i>354 986 \$</i>

Note : L'Entente Canada-Québec concernant des projets pour les travailleurs âgés se termine le 20 mai 2006.

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE36

« Philosophie » Place à l'emploi :

- a) nombre d'admissions à l'assistance-emploi qui ont été prévenues par la philosophie Place à l'emploi;
- b) nombre de prestataires qui ont vu leur prestation réduite à la suite d'un refus d'emploi ou d'un refus de démarche d'emploi proposés dans le cadre de la philosophie Place à l'emploi;
- c) caractéristiques socioéconomiques des personnes qui ont vu leur prestation réduite à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi comparées à celles dont les prestations n'ont pas été réduites;
- d) moyenne et étendue (minimum-maximum) des coupures effectuées jusqu'à maintenant;
- e) réductions faites par le ministère de la Solidarité sociale à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi (pénalités + sorties attribuables à l'application de la philosophie Place à l'emploi);
- f) pourcentage des personnes qui ont vu leur prestation réduite avec la philosophie Place à l'emploi et qui ont quitté l'aide sociale en 2005-2006;
- g) pourcentage des prestataires qui ont quitté l'aide sociale en 2005-2006;
- h) revenu moyen des personnes touchées par la philosophie Place à l'emploi;
- i) impact sur le revenu des personnes visées par la philosophie Place à l'emploi;
- j) copie d'études, analyses ou avis préalables à la mise en place de la philosophie Place à l'emploi;
- k) copie de la partie accessible au public du mémoire au Conseil des ministres relativement à la mise en place de la philosophie Place à l'emploi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- a) nombre d'admissions à l'assistance-emploi qui ont été prévenues par la philosophie Place à l'emploi;

Il n'y a pas de données disponibles concernant le nombre d'admissions à l'assistance-emploi qui ont été prévenues par la philosophie Place à l'emploi.

- b) nombre de prestataires qui ont vu leur prestation réduite à la suite d'un refus d'emploi ou d'un refus de démarche d'emploi proposés dans le cadre de la philosophie Place à l'emploi;

Question non pertinente à l'étude des crédits 2006-2007 compte tenu de l'abolition des réductions d'aide pour refus d'emploi ou pour refus d'entreprendre des démarches en octobre 2005.

- c) caractéristiques socioéconomiques des personnes qui ont vu leur prestation réduite à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi comparées à celles dont les prestations n'ont pas été réduites;

Place à l'emploi s'adresse à l'ensemble des prestataires sans contraintes à l'emploi, il n'y a donc pas d'effet particulier attribuable à cette nouvelle philosophie.

- d) moyenne et étendue (minimum-maximum) des coupures effectuées jusqu'à maintenant;

Question non pertinente à l'étude des crédits 2006-2007 compte tenu de l'abolition des réductions d'aide pour refus d'emploi ou pour refus d'entreprendre des démarches en octobre 2005.

- e) réductions faites par le ministère de la Solidarité sociale à la suite de l'application de la philosophie Place à l'emploi (pénalités + sorties attribuables à l'application de la philosophie Place à l'emploi);

Place à l'emploi n'a pas pour objectif d'engendrer des réductions ou des économies au sein du ministère. Il s'agit d'une philosophie d'intervention axée sur la prise en charge rapide des personnes, l'appariement avec les emplois disponibles, l'accompagnement et le suivi personnalisé dans leurs démarches de recherche d'emploi. Le but ultime de *Place à l'emploi* est de faire en sorte que les prestataires d'assistance-emploi puissent s'accaparer leur part des 650 000 emplois qui seront disponibles d'ici 2011 au Québec.

- f) pourcentage des personnes qui ont vu leur prestation réduite avec la philosophie *Place à l'emploi* et qui ont quitté l'aide sociale en 2005-2006;

Place à l'emploi est un changement de philosophie destiné à l'ensemble de la clientèle de la Sécurité du revenu et non un programme spécifique. Depuis octobre 2005, les réductions d'aide pour refus d'emploi ou pour refus d'entreprendre des démarches ont été abolies.

- g) pourcentage des prestataires qui ont quitté l'aide sociale en 2005-2006

Les sorties de l'assistance-emploi sont attribuables à l'ensemble des efforts effectués par le ministère. En février 2005, on dénombre 62 161 sorties attribuables à l'ensemble des efforts effectués par le ministère.

- h) revenu moyen des personnes touchées par la philosophie *Place à l'emploi*;

Puisque *Place à l'emploi* vise l'ensemble des prestataires sans contraintes à l'emploi, le revenu moyen correspond à la prestation d'assistance-emploi moyenne, qui est de 556,47 \$ par mois en 2005.

- i) impact sur le revenu des personnes visées par la philosophie *Place à l'emploi*;

Place à l'emploi n'engendre pas en lui-même des impacts sur le revenu des personnes visées. C'est par le biais des mesures actives que les personnes améliorent leurs revenus.

À cet effet, il est démontré que les prestataires d'assistance-emploi qui participent à des mesures actives se trouvent un emploi dans les 18 mois de la participation dans 56% des cas comparativement à 36% pour ceux qui ne participent pas. Les prestataires participant à une mesure active voient leurs revenus augmenter de 2 402 \$ en moyenne contre 858 \$ pour les non-participants.

- j) copie d'études, analyses ou avis préalables à la mise en place de la philosophie *Place à l'emploi*;

Non disponible

- k) copie de la partie accessible au public du mémoire au Conseil des ministres relativement à la mise en place de la philosophie *Place à l'emploi*.

Non disponible

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique -
31 mars 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 7 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE37

Titre

État de développement du système de reconnaissance des acquis et des compétences.

Exposé et statistiques

Le Plan d'action 2002-2007 de la politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue prévoit la mise en place d'une Table interministérielle de reconnaissance des acquis et des compétences qui a pour fonction, notamment, d'harmoniser le dispositif de reconnaissance des acquis à des fins scolaires et le dispositif de reconnaissance des compétences à des fins professionnelles. Par ailleurs, le Comité national de suivi de l'implantation de la politique a retenu la reconnaissance des acquis et des compétences au nombre des huit actions prioritaires.

Les actions relatives à l'arrimage des deux principaux dispositifs de reconnaissance, soit celui de l'éducation et celui du marché du travail, se sont fondés sur deux axes d'intervention majeurs.

Le premier axe touche l'actualisation ou le développement de chacun des deux systèmes, alors que le second regroupe des activités exploratoires d'analyse qui sont préalables à toute démarche d'arrimage de système.

Ainsi, le ministère de l'Éducation a mené des travaux visant à la bonification et à la révision des pratiques en matière de reconnaissance des acquis, le développement d'outils, l'assouplissement des cadres réglementaires et l'harmonisation des mécanismes des divers ordres d'enseignement.

De la même façon, la Commission des partenaires du marché du travail, sur la base du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences adopté par elle en 2001 et du Programme d'apprentissage en milieu de travail lancé en avril 2002, poursuit en concertation avec les partenaires et les comités sectoriels de main-d'œuvre des travaux visant :

- le développement du Registre des compétences où sont enregistrées les normes professionnelles et les compétences acquises par les travailleurs au regard de ces normes. Notons que ce registre permettra également d'émettre, au bénéfice des travailleurs, des documents officiels : l'attestation de compétences et le certificat de qualification professionnelle;
- la détermination de standards de qualité relatifs à l'accueil de normes professionnelles développées à l'extérieur du Cadre général de développement et de reconnaissance des compétences;
- la détermination de standards de qualité relatifs à des systèmes d'apprentissage et de reconnaissance différents du Programme d'apprentissage en milieu de travail à accueillir dans le Cadre général et qui feraient l'objet de développement de normes professionnelles et d'émission d'attestations de compétences et des certificats de qualification professionnelle.
- la bonification du cadre conceptuel de reconnaissance des compétences.

Dans le cadre du second axe d'intervention, en complément aux travaux de la Table interministérielle de reconnaissance des acquis et des compétences, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et la Commission des partenaires du marché du travail ont mené des travaux conjoints, afin d'alimenter la prise de décision concernant l'arrimage des dispositifs. Ils concernent la planification des travaux et la comparaison des référentiels. Les résultats de ces travaux touchent déjà les diagnostics sectoriels et les analyses de profession.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre - 12 avril 2006
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE38

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui ne sont pas référés à Emploi-Québec.

Exposé et statistiques

Du 22 mars 2005 au 24 janvier 2006, 120 022 personnes ont déposé une demande d'aide à la Sécurité du revenu. Ce nombre comprend les trois catégories de programme à savoir, les « personnes sans contraintes à l'emploi », les « personnes avec contraintes temporaires à l'emploi » et les « personnes avec contraintes sévères à l'emploi ».

Du nombre total, 52 435 personnes ont été acceptées dans la catégorie des « sans contraintes à l'emploi » et étaient susceptibles d'être dirigées vers Emploi-Québec.

Du 22 mars 2005 au 24 janvier 2006, la Sécurité du revenu a dirigé vers Emploi-Québec 33 969 requérants (64,8%) à l'assistance-emploi. Le solde, 18 466 demandeurs acceptés « sans contraintes à l'emploi » n'ont pas été dirigés vers Emploi-Québec. Toutefois, 9 448 d'entre eux ont tout de même obtenu des services d'Emploi-Québec sans y avoir été dirigés par la Sécurité du revenu.

Les principales raisons empêchant la référence sont :

- ✓ Refus du demandeur d'assistance-emploi à être dirigé vers Emploi-Québec.
- ✓ Difficultés particulières qui empêche le demandeur d'assistance-emploi de se mettre en mouvement vers l'emploi (difficultés personnelles à régler préalablement à l'emploi).
- ✓ Critères de repérage convenus.

SOURCE :

Emploi-Québec - Information de gestion, Direction du service à la clientèle, le 29 mars 2006

VALIDATION:

Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE39

Titre

Le nombre et le pourcentage de requérants à l'assistance-emploi qui sont référés à Emploi-Québec en 24 heures.

Exposé et statistiques

Du 22 mars 2005 au 24 janvier 2006, la Sécurité du revenu a dirigé vers Emploi-Québec 33 969 nouveaux requérants de l'assistance-emploi.

De ce nombre, 18 953 personnes ont été dirigées dans les 24 heures suivant le dépôt de leur demande d'assistance-emploi, soit 55,8%.

Les principales raisons empêchant la référence dans les 24 heures sont :

- ✓ Demandes déposées par la poste.
- ✓ Transfert de dossiers d'un CLE à un autre.
- ✓ En attente d'un rapport médical.

SOURCE : Emploi-Québec – Information de gestion, Direction du service à la clientèle, le 29 mars 2006

COLLABORATION : Emploi-Québec – Direction du suivi opérationnel et de la conformité des activités

VALIDATION: Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE40

Titre

Sommes allouées par Emploi-Québec dans le Régime d'apprentissage en milieu de travail en 2005-2006 pour compenser le retrait par le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs du volet Soutien au développement de la main-d'œuvre en entreprises du Programme de création d'emplois en forêt.

Exposé et statistiques.

Les dépenses de ce Programme pour l'année financière 2005-2006 sont présentées à la fiche 24. Les entreprises qui participent au Programme d'apprentissage en milieu de travail peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt qui varie de 15 à 30 % des dépenses admissibles (Crédit d'impôt pour stage en milieu de travail). De plus, la portion des dépenses de formation qui n'est pas remboursée par le crédit d'impôt peut être comptabilisée aux dépenses effectuées en vertu de la *Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre*.

SOURCE : Direction générale du développement de la main-d'œuvre - 12 avril 2006
VALIDATION :

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE41

Titre : Plan gouvernemental pour l'emploi

État de situation détaillé au sujet du Plan gouvernemental pour l'emploi annoncé le 20 janvier 2005 et suivi de la mise en oeuvre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

À l'hiver 2004, notamment sur la base des perspectives d'emploi qui faisaient état de 640 000 emplois à combler entre 2004 et 2008, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (MESSF), M. Claude Béchar, a demandé que la préparation et la mise en œuvre d'un plan pour l'emploi soient inscrites au nombre des priorités du Ministère pour l'année 2004-2005. Une première version du plan, exposant la problématique de l'emploi et proposant une première série d'orientations et de pistes d'action, a alors été élaborée par le MESSF.

La Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) fut consultée sur ces premières propositions, au printemps 2004. Par la suite, un mémoire décrivant les travaux entrepris et les enjeux soulevés fut présenté au Conseil des ministres. Ce dernier accepta la recommandation proposée de mettre en place un comité interministériel de façon à élargir la portée du plan pour l'emploi au niveau du gouvernement.

Des travaux interministériels, réalisés de juin à décembre 2004, ont donc permis d'élargir la perspective du plan développé par le MESSF et de lui donner une portée gouvernementale. Le MESSF a coordonné ces travaux qui ont mis à contribution des unités du ministère du Développement économique et régional et de la Recherche, du ministère de l'Éducation, du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère du Travail, du ministère des Finances, de la Régie des rentes du Québec et du Secrétariat du Conseil du trésor.

La CPMT fut de nouveau consultée avant la présentation de cette proposition de Plan gouvernemental pour l'emploi au Conseil des ministres. L'avis de la Commission fut globalement positif. Le Conseil des ministres approuva, en décembre 2004, le Plan gouvernemental pour l'emploi intitulé *L'emploi : passeport pour l'avenir*.

En janvier 2005, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, M. Claude Béchar, rendait public le Plan gouvernemental pour l'emploi. Le plan totalise 19 propositions regroupées sous 3 orientations visant à favoriser l'amélioration du niveau de qualification de la main-d'œuvre et le développement continu des compétences, à attirer et conserver davantage de personnes sur le marché du travail et contribuer ainsi à assurer un volume de main-d'œuvre suffisant dans chacune des régions du Québec et à contribuer au développement économique et régional et favoriser ainsi le développement de l'emploi.

La mise en œuvre du Plan gouvernemental pour l'emploi a débuté dès son adoption et celle de la très grande majorité des propositions devrait être finalisée d'ici la fin de 2006. Toutes ont déjà franchi des étapes importantes et chaque ministre porteur de la mise en œuvre d'une ou l'autre des propositions du plan présente les dossiers sous sa responsabilité au Conseil des ministres, au moment opportun.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques d'emploi – 22 mars 2006

VALIDATION : Direction générale des politiques – 22 mars 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE42

Titre

État de situation détaillé au sujet du suivi accordé au rapport du Comité d'experts sur le financement de la formation continue et suivi de la mise en oeuvre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le rapport du comité apporte peu de solutions nouvelles et concrètes à la problématique du financement de la formation continue. En revanche, plusieurs des aspects traités par le comité d'experts, dans ses recommandations, sont déjà couverts par le plan d'action de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue ou rejoignent l'esprit des mesures qui y sont prévues. Toutefois, certaines recommandations du rapport pourraient être prises en compte dans le cadre des travaux en cours pour l'élaboration de la stratégie de qualification de la main-d'œuvre prévue dans le Plan gouvernemental pour l'emploi. Par ailleurs, la problématique du financement de la formation continue demeure, les parties concernées s'attendant à ce que la contribution du gouvernement soit augmentée.

SOURCE : Direction générale adjointe des politiques d'emploi – 22 mars 2006
VALIDATION : Direction générale des politiques – 22 mars 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE43

Titre

État de situation détaillé sur les mesures de soutien à l'industrie forestière.

Exposé et statistiques

Le 17 octobre 2005, le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale annonçait, à même ses programmes existants, un investissement de 7,9 M\$ pour l'ensemble du Québec, dont 5,4 M\$ en mesures régulières et 2,5 M\$ consacré à la mise en oeuvre de projets visant les travailleurs expérimentés du secteur forestier. De plus, grâce au Programme de formation des travailleurs sylvicoles annoncé lors du discours sur le budget d'avril 2005, Emploi-Québec a pu consacrer 1 M\$ à la formation de 145 nouveaux travailleurs sylvicoles situés dans une douzaine de régions du Québec. En regard du développement de la compétence de la main-d'oeuvre, le Programme d'apprentissage en milieu de travail (PAMT) sera largement mis à contribution, notamment pour les métiers de débroussailliers et d'abatteurs manuels.

Au 28 février 2006 les interventions d'Emploi-Québec pour le secteur forestier représentaient un investissement global de près de 8,5M\$, dont notamment 1 M\$ pour le programme des travailleurs sylvicoles, 367 000 \$ consentis pour la mise en place de Comité d'aide au reclassement, 373 000 \$ pour la mise en place de mesures d'aménagement et de réduction du temps de travail, 1,33 M\$ pour le soutien à la gestion des ressources humaines, 1,08 M\$ pour le programme des travailleurs âgés, 3,04 M\$ pour la formation des travailleurs en emploi, 403 509\$ pour le soutien des communautés les plus touchées par la diminution de la matière ligneuse, 363 483 \$ dans divers projets pour soutenir le secteur et 217 414 \$ pour le programme d'aide aux travailleurs licenciés. Mentionnons, par ailleurs, la réalisation de 679 ententes de qualification touchant les métiers de débroussailliers et d'abatteurs manuels liés au PAMT.

SOURCE : Emploi-Québec – Direction générale adjointe aux opérations – Nord-Est, le 11 avril 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE44

Titre

Le nombre de personnes du secteur forestier qui ont bénéficié des mesures de soutien aux travailleurs des communautés forestières en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007.

Exposé et statistiques

Au 28 février 2006, 145 personnes ont bénéficié du programme des travailleurs sylvicoles, 635 personnes ont été inscrites aux comités d'aide au reclassement et on estime à plus de 271, celles qui sont retournées sur le marché du travail. Par ailleurs, 139 personnes ont également bénéficié de la mesure d'aménagement et de réduction du temps de travail. Plus de 1 000 personnes auront reçu de la formation en emploi. Le programme des travailleurs âgés aura soutenu 256 personnes dont 41 seraient retournées en emploi. Mentionnons que 679 personnes ont conclu une entente de qualification touchant les métiers de débroussailleurs et d'abatteurs manuels liés au PAMT.

SOURCE : Emploi-Québec, Direction générale adjointe aux opérations – Nord-Est, le 11 avril 2006

VALIDATION : Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 12 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE 45

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les établissements d'enseignement collégial en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi, le 10 avril 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE 46

Titre

Nombre d'heures de cours achetées par Emploi-Québec dans les commissions scolaires en 2005-2006 et prévisions pour 2006-2007, ventilées par année et par commission scolaire. Nombre de personnes ayant suivi ces cours.

Exposé et statistiques

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) répondra à cette question.

SOURCE : Emploi-Québec - Direction générale adjointe des mesures et des services d'emploi, le 10 avril 2006

VALIDATION: Bureau du sous-ministre adjoint de la planification, du développement et des services centralisés, le 11 avril 2006
Bureau du sous-ministre associé – Emploi-Québec, le 11 avril 2006

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

de fiche : RPE47

Titre

État de situation et le nombre de personnes/entreprises s'étant prévalu des mesures suivantes et le montant investi par personne/entreprise :

- a) Diagnostic d'entreprise;
- b) Coaching de gestion;
- c) Consultation en gestion des ressources humaines;
- d) Spécialiste en ressources humaines;
- e) Aménagement et réduction du temps de travail;
- f) Stabilisation de l'emploi;
- g) Comité de concertation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En date du 21 février, Emploi-Québec est intervenu auprès de 2 518 entreprises distinctes dans les cadres des mesures suivantes :

Nombre de nouvelles entreprises distinctes participant
à certaines mesures
1er avril 2005 au 21 février 2006

	Entreprises distinctes ¹ n	Montant versé \$
Diagnostic d'entreprise	380	1 896 432,16 \$
Coaching de gestion	1 419	6 769 967,41 \$
Consultation en gestion des ressources humaines	652	2 964 099,85 \$
Spécialiste en ressources humaines	129	1 217 635,34 \$
Aménagement et réduction du temps de travail	13	348 092,22 \$
Stabilisation de l'emploi	45	905 527,46 \$
Comité de concertation	67	1 086 454,93 \$
Entreprises distinctes	2 518	15 188 209,37 \$

1. La somme des entreprises par mesure peut être supérieure au nombre total d'entreprises distinctes, car une même entreprise peut avoir effectué plus d'une participation dans la période. Ainsi, si elle a participé à plusieurs mesures différentes, elle sera dénombrée dans chacune des mesures, mais une seule fois dans le total de l'ensemble des mesures.

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique
– 11 avril 2006

VALIDATION: Direction générale des politiques – 11 avril 2006